

L'EUROPE, UNE FORME  
UNIQUE D'« ÉTATICITÉ »

LA PARANOÏA ASSUMÉE  
DE ROBERT CRUMB

Supplément  
LE MONDE  
DES LIVRES



## Epstein : un scandale aux ramifications mondiales

► La publication de millions de nouveaux documents révèle les relations de Jeffrey Epstein avec des personnalités de premier plan dans le monde entier

► En France, le prédateur sexuel américain a entretenu des rapports amicaux et d'affaires, notamment avec Jack Lang et sa fille Caroline

► De 2013 jusqu'à sa mort, en 2019, le financier a fait figure de conseiller officieux d'Ariane de Rothschild, patronne du groupe bancaire du même nom

► Le premier ministre britannique, Keir Starmer, est fragilisé par les accusations visant Peter Mandelson, un ancien ambassadeur à Washington

► De grands patrons de la tech, dont Elon Musk et Bill Gates, sont également embarrassés par le flot de nouvelles révélations

PAGES 2 ET 8-9



### L'UKRAINE S'EN REMET À SES « VIEUX » SOLDATS

► L'armée de Kiev a une moyenne d'âge de 45 ans, bien au-dessus des standards européens

► Le chef de la cellule diplomatique de l'Élysée s'est rendu à Moscou, mardi, pour préparer une reprise du dialogue entre présidents français et russe

PAGE 5

Oleksandr, 58 ans, sur le front de Kharkiv (Ukraine), le 29 décembre 2025. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

### Médias

Coupe claire dans les effectifs du « Washington Post »

Le quotidien américain, propriété de Jeff Bezos, a annoncé, mercredi, le renvoi de 300 journalistes, sur un total de 800

PAGE 15

### Paris

Emmanuel Grégoire promet une « rupture de méthode »

Dans une interview au « Monde », le candidat de la gauche, hors LFI, à Paris dévoile une partie de son programme

PAGE 11

### Sports Les défis existentiels des Jeux olympiques d'hiver

LA CÉRÉMONIE d'ouverture des Jeux olympiques (JO) d'hiver de Milan-Cortina, en Italie, doit se tenir vendredi au stade San Siro. La facture de ces JO est évaluée à 5,2 milliards d'euros. Le coût de certaines installations et l'empreinte carbone de l'événement font polémique. En France, le comité d'organisation des Jeux d'hiver 2030 est, lui, secoué par une crise de gouvernance. Sur le plan

sportif, la délégation tricolore compte sur les biathlètes pour atteindre l'objectif ambitieux d'une vingtaine de médailles.

PAGES 18-19

**M**ÉDITORIAL  
LES CONTRADICTIONS  
IRRÉSOLUES DES JO

PAGE 29

### Handicap

Un fonds pour l'accessibilité des commerces discrètement fermé

PAGE 10

### Economie

Le chômage des jeunes explose dans les pays en développement

PAGE 14

### Idées

La leçon de démocratie des citoyens de Minneapolis

PAGE 26

### Corse

La saga du clan Orsoni, entre nationalisme et banditisme

L'assassinat d'Alain Orsoni, le 12 janvier, est le dernier épisode d'une histoire familiale révélatrice de l'évolution de l'île

PAGES 20-21

### Documentaire

Melania Trump, une First Lady hors du monde

« Melania: Twenty Days to History », film à la gloire de l'épouse de Donald Trump, est sorti dans 1500 salles aux États-Unis

PAGE 22

VU PAR GUFFO (MEXIQUE)

CARTOONING FOR PEACE



GUFFO



UN ORDRE MONDIAL POSTOCCIDENTAL

Chez votre marchand de journaux  
et sur [Boutique.lemonde.fr](https://boutique.lemonde.fr)

Le Monde

# Keir Starmer fragilisé par l’affaire Epstein

La nomination de Peter Mandelson à Washington est de nouveau reprochée au premier ministre britannique

LONDRES - correspondante

L’onde de choc provoquée par la publication par la justice américaine, le 30 janvier, de millions de documents relatifs au pédocriminel Jeffrey Epstein, mort dans une prison de New York en 2019, menace directement le premier ministre britannique, Keir Starmer. Le travailliste est accusé d’avoir manqué de discernement en validant la nomination de Peter Mandelson comme ambassadeur à Washington, en février 2025, alors que l’amitié au long cours entre cette figure du Labour et le financier américain était déjà connue. L’affaire tombe au plus mal pour le chef du gouvernement déjà très affaibli par dix-neuf mois d’un mandat sans éclat, marqué par les revirements et les occasions ratées.

Les révélations des derniers jours ont révolté les députés à la Chambre des communes, tous partis confondus. D’après les dossiers publiés, Peter Mandelson, ex-ministre de Tony Blair et de Gordon Brown, allait jusqu’à partager des documents internes du gouvernement. Les élus du Labour se sentent trahis : mercredi 4 février, une bonne partie d’entre eux s’est rangée aux côtés des conservateurs pour exiger de Downing Street la transparence sur la nomination de M. Mandelson à Washington. M. Starmer a dû céder et accepter la publication de ses échanges (rapports, messages WhatsApp) avec ses équipes et l’homme politique de 72 ans.

Déjà, début 2025, la nomination de M. Mandelson comme ambassadeur à Washington, le poste le plus prestigieux de la diplomatie britannique, avait fait des vagues. La réputation de l’ex-commissaire européen au commerce (2004-2008), connu pour son cynisme, son entregent et sa fascination pour les grandes fortunes, était ternie par les scandales. Il avait dû démissionner par deux fois du gouvernement de Tony Blair, en 1998 pour avoir omis de déclarer un emprunt très avantageux auprès d’un collègue ministre, et en 2001 pour avoir facilité la demande de passeport d’un homme d’affaires indien.

A l’époque, son amitié avec Epstein était connue, y compris le fait qu’il avait gardé contact avec l’Américain après sa condamnation, en 2008, pour sollicitation de prostitution sur mineur. En 2023, le *Financial Times* citait un rapport interne de la banque J.P. Morgan,

signalant qu’en juin 2009 M. Mandelson, alors ministre de Gordon Brown, avait séjourné chez le financier à Manhattan, alors que ce dernier était en prison. « *Nous pensions qu’il avait été un ministre des entreprises efficace du gouvernement de Gordon Brown ; il a également été un commissaire européen au commerce exemplaire. C’est un homme politique talentueux et nous étions convaincus que ses compétences seraient un atout précieux pour notre pays, dans un contexte délicat pour les relations avec les Etats-Unis* », a tenté de justifier Wes Streeting, le ministre de la santé britannique, mercredi, sur la BBC Radio 4.

Le choix de M. Mandelson pour Washington avait été une première fois mis en question, en septembre 2025, quand la justice américaine avait publié une salve initiale de révélations sur Epstein. Le premier ministre britannique

s’était alors séparé précipitamment de son ambassadeur.

Mais les nouveaux documents publiés sont considérablement plus embarrassants. Exhumés par le *Financial Times*, le *Times* et le *Daily Telegraph*, ils semblent indiquer qu’en 2010, M. Mandelson rendait compte presque au quotidien à son « ami » Epstein, tout juste sorti de prison, des derniers jours du gouvernement Brown.

## « Inexcusable et antipatriotique »

Il lui signale ainsi la démission de son premier ministre quelques heures avant son officialisation, lui annonce l’imminence d’une solution à Bruxelles pour sauver la monnaie unique, en pleine tempête financière, ou lui suggère de « *faire pression* » sur son collègue chancelier de l’Echiquier (Alistair Darling), pour défendre les intérêts des banquiers américains. L’ex-premier ministre Gordon

## Aux Communes, Keir Starmer a reconnu qu’il était au courant de la poursuite de l’amitié entre Peter Mandelson et Jeffrey Epstein

Brown a qualifié cette conduite d’« *inexcusable et antipatriotique* » et la Metropolitan Police a annoncé l’ouverture d’une enquête.

M. Starmer s’est défendu, mercredi, aux Communes, dénonçant la « *trahison* » de M. Mandelson et « *regrett[ant]* » de l’avoir envoyé à Washington. Mais l’ancien avocat de 63 ans a aussi reconnu, pressé par Kemi Badenoch, la cheffe de l’opposition conserva-

trice, qu’il était au courant de la poursuite de l’amitié entre MM. Mandelson et Epstein après la condamnation de ce dernier. Des députés du Labour, notamment des femmes, excédées, ont accablé le premier ministre.

Paula Barker, une élue de Liverpool, a dit sa « *honte* » que le gouvernement ait proposé de gérer la diffusion des échanges entre Downing Street et M. Mandelson, et de les censurer éventuellement, pour des questions de sécurité nationale. Une commission paritaire du Parlement devrait finalement s’en charger.

Natalie Fleet, une députée des Midlands, a réclaté que le sort des victimes d’Epstein soit enfin au centre des attentions. Angela Rayner, l’ancienne vice-première ministre de M. Starmer, considérée comme une des possibles candidates à son remplacement, a également haussé le ton, mercredi.

Les rumeurs se sont intensifiées sur un possible départ du chef de cabinet du premier ministre, Morgan McSweeney, qui aurait réussi, à Downing Street, à imposer M. Mandelson à Washington. Mais même si M. McSweeney était sanctionné dans les jours ou semaines qui viennent, le sort de M. Starmer resterait précaire.

Quand il est arrivé au pouvoir, en juillet 2024, le travailliste promettait de redonner confiance dans la politique après les mandats de Boris Johnson et Liz Truss, mais il a perdu une grande partie de son autorité sur son camp. L’affaire Mandelson ne fait que renforcer l’appétit des concurrents à son remplacement au sein du Labour, tandis qu’elle donne des arguments électoraux au parti de droite radicale Reform UK, en tête dans les sondages. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

# Elon Musk, Bill Gates et Reid Hoffman entre regrets et dénégations

Les documents publiés par le ministère de la justice américain montrent que les trois milliardaires étaient en relation avec Epstein

SAN FRANCISCO - correspondant

Dans un post publié sur X le 5 juin 2025, et bien vite effacé, le multimilliardaire Elon Musk avait expliqué pourquoi le président américain, Donald Trump, ne voulait pas faire publier le dossier concernant Jeffrey Epstein : « *Il est temps de lâcher la bombe : Donald Trump figure dans les dossiers Epstein*. » Et il ajoutait : « *Tant de personnes influentes souhaitent que cette liste soit dissimulée*. »

Trois millions de pages supplémentaires ont été rendues publiques par le ministère de la justice américain, vendredi 30 janvier, et le fondateur de Tesla et de SpaceX se retrouve lui aussi éclaboussé, car les documents révèlent qu’il a cherché à se rendre sur l’île du prédateur sexuel avec sa femme de l’époque, Talulah Riley.

Tout commence par une invitation d’Epstein en septembre 2012. « *Combien serez-vous, pour l’hélico sur l’île* », demande-t-il, le 24 novembre 2012. « *Probablement juste Talulah et moi. Quel jour/nuit sera le plus fou sur ton île ?* », répond M. Musk. La visite n’aura finalement pas lieu. En septembre 2013, Epstein l’invite de nouveau, mais à New York, cette fois, en marge de l’Assemblée générale de l’ONU. M. Musk décline : « *Prendre l’avion pour voir des diplomates de l’ONU ne rien faire serait une perte de temps*. » Epstein lui répond, le 11 septembre : « *Tu penses que je suis débile ? Je plaisante, il n’y a personne au-dessus de 25 ans et toutes très jolies*. » En décembre, c’est au tour de M. Musk de solliciter Epstein pour aller sur son île. Mais le financier annule, le 30 décembre.

C’est la dernière communication directe entre les deux hommes.

M. Musk peut ainsi continuer de dire qu’il ne s’est pas rendu sur l’île. Leurs relations se poursuivent néanmoins, Epstein précisant, le 2 août 2015, qu’il doit dîner avec lui, Peter Thiel, le fondateur de PayPal et de Palantir, et Mark Zuckerberg, le patron de Meta. « *Je n’ai jamais participé à aucune des soirées d’Epstein. La véritable preuve de la justice ne réside pas dans la publication des dossiers, mais plutôt dans la poursuite en justice de ceux qui ont commis des crimes odieux à ses côtés* », a écrit M. Musk sur X, le 31 janvier.

Il concentre sa haine contre Reid Hoffman, bailleur de fonds du Parti démocrate, inventeur de LinkedIn et son ancien associé dans le lancement de la firme d’intelligence artificielle OpenAI. « *La grande différence entre toi et moi, Reid, c’est que tu y es allé et pas moi. En fait, tu y es allé plusieurs fois. La*

*première fois était peut-être une erreur, mais pas la deuxième* », accuse ainsi le patron de SpaceX.

## « Lâche-nous »

L’intéressé ne nie pas : « *Interagir avec Epstein après sa condamnation est quelque chose que je regrette profondément* », écrit-il, assurant n’avoir « *connu Epstein que dans le cadre d’une relation de collecte de fonds avec le Massachusetts Institute of Technology* ». L’agenda du financier montre aussi qu’une visite de M. Hoffman dans son ranch du Nouveau-Mexique était prévue, mais l’inventeur de LinkedIn n’y être allé.

Dans ce déferlement d’accusations, M. Hoffman a interpellé M. Musk : « *Lâche-nous : si tu te souciais des victimes, tu cesserais de porter de fausses accusations pour te disculper et utiliserais ton influence auprès du président*

*Trump pour obtenir justice pour les victimes. Tu as menti à tout le monde pendant plus de dix ans, et maintenant ton excuse (qui est d’ailleurs répugnante) est que tu pouvais fréquenter de jeunes filles sans Epstein ?* » M. Musk a en effet balayé de cette manière sur X les accusations lors de la diffusion de ses e-mails : « *Si je voulais vraiment passer mon temps à faire la fête avec des jeunes femmes, ce serait un jeu d’enfant pour moi d’y parvenir sans l’aide d’un type louche et minable comme Epstein*. »

Bill Gates, qui fréquentait assidûment le prédateur sexuel à New York, est lui aussi dans la tourmente. Dans un e-mail de 2013 non envoyé, Epstein fait part de ses griefs envers le fondateur de Microsoft, qui semble vouloir prendre ses distances. « *Tu m’as ensuite supplié, les larmes aux yeux, de bien vouloir supprimer les*

*courriels concernant ta MST, ta demande de te fournir des antibiotiques que tu pourrais donner subrepticement à Melinda, et la description de ton pénis* », écrit Epstein, qui ajoute, dans un autre message, qu’il s’agissait pour M. Gates de « *faire face aux conséquences de ses relations sexuelles avec des filles russes* ».

Le milliardaire est sorti du silence, mardi, sur la chaîne de télévision australienne Nine News : « *Ce courriel est faux. Je ne sais pas ce qui lui est passé par la tête*. » « *Je regrette chaque minute que j’ai passée avec lui, et je m’excuse d’avoir fait cela* », a-t-il poursuivi, assurant : « *Je ne suis jamais allé sur cette île, je n’ai jamais rencontré ces femmes*. » Des photos du dossier le montrent chez Epstein, à New York, et au côté d’une jeune femme, dans un lieu inconnu. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

# Un ex-cadre du Hamas : « La lutte armée a échoué »

Ahmed Youssef, ancien responsable du mouvement islamiste, dresse un sombre bilan post-7-Octobre

Réfugié sur la plage d’Al-Mawassi, dans le sud de la bande de Gaza, Ahmed Youssef désespère. Le septuagénaire, qui fut un cadre important du Hamas, a perdu foi dans le mouvement islamiste. Il accuse ses anciens frères de lutte d’avoir précipité la destruction de Gaza par l’armée israélienne en lançant l’attaque terroriste du 7-Octobre. A 76 ans, M. Youssef n’a nulle part où aller : sa ville natale, Rafah, a été rasée. Les soldats d’Israël en occupent les ruines. Il demeure sous une tente, avec sa famille, dans un camp de déplacés. « Nous avons perdu la guerre. Nous avons tout perdu. La lutte armée a échoué », dit-il, amer, au téléphone. Israël interdit à la presse étrangère de se rendre à Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Cet ancien conseiller du premier ministre Ismaël Haniyeh (2006-2007 dans l’ensemble des territoires palestiniens et 2007-2014 pour la seule bande de Gaza) a longtemps incarné un Hamas fréquentable, accueillant dans son bureau les diplomates et les journalistes étrangers de passage à Gaza. Aujourd’hui, il estime que « le Hamas a commis une grave erreur, en menant l’attaque du 7-Octobre : il a donné une justification à Netanyahu pour lancer cette guerre ». Après les massacres commis ce jour-là, à propos desquels il ne prononce aucune condamnation morale, deux années de carnage ont depuis lors acté, dans son esprit, l’échec de l’action militaire et terroriste au sein de la lutte de libération nationale que le Hamas mène depuis la fin des années 1980. Quant à l’avenir du mouvement, il s’en désintéresse : « J’ai perdu tout intérêt pour notre organisation. »

## « En prison dans leurs têtes »

De telles critiques sont de plus en plus courantes à Gaza. Elles s’expriment au sein même du Hamas, mais le mouvement, voué au secret, décourage leur expression publique. « Quand vous rejoignez le Hamas, votre vie privée n’existe plus. Vous appartenez au groupe », rappelle le journaliste palestinien Mohammed Daraghmeh, à Jérusalem. Cela fait de M. Youssef une figure singulière. Isolé mais respecté, il jette une lumière crue sur ces tirailllements internes : « Bien des gens pensent que c’est fini. Les professeurs d’université et les intellectuels au cœur du Hamas partagent le même constat que moi, tout comme une partie de la direction politique en exil, dans nos conversations privées, par téléphone, va-

« Quand vous rejoignez le Hamas, votre vie privée n’existe plus. Vous appartenez au groupe »

MOHAMMED DARAGHMEH  
journaliste palestinien

t-il jusqu’à affirmer. Quant à la branche armée, il n’en reste plus grand-chose. Un jour, ils finiront par s’en rendre compte. »

Ingénieur et docteur en sciences politiques, Ahmed Youssef s’est formé au Caire et aux Etats-Unis, dont il est citoyen, et où il a dirigé durant quinze ans un centre de réflexion. De retour au pays après le retrait des colons et de l’armée israélienne de Gaza, en 2005, et la victoire du Hamas aux législatives palestiniennes, il s’impose comme l’un des plus proches conseillers du premier ministre Haniyeh.

En son nom, il écrit des lettres par dizaines aux chefs d’Etat et de gouvernement occidentaux pour les exhorter à ne pas boycotter leur gouvernement. Sans succès. Après que le Hamas s’est emparé de Gaza par la force, en juin 2007, il contribue à la gestion de l’enclave, puis dirige un nouveau centre de réflexion et s’immerge dans la rédaction de livres. M. Youssef a commencé à diverger avec la direction du mouvement islamiste dans les années 2010. « Il se marginalise en dénonçant la militarisation des chefs politiques, qui culmine avec l’élection de Yahya Sinouar à la tête du Hamas à Gaza, en 2017 », rappelle l’universitaire française Leïla Seurat, spécialiste du Hamas.

Ahmed Youssef et Yahya Sinouar, qui sera le donneur d’ordres de l’attaque terroriste du 7-Octobre, ne sont pas en phase. « Peut-être Sinouar ne croyait-il pas à la lutte politique, à la diplomatie, s’interroge aujourd’hui M. Youssef. Il avait passé vingt-trois ans emprisonné en Israël, dont de longues périodes à l’isolement. Il était comme de nombreux détenus relâchés avec lui en 2011 [en échange du soldat israélien Gilad Shalit] : bien que libres, ils étaient encore en prison dans leurs têtes. Mais le combat dehors n’est pas le même qu’en prison. Ils n’ont pas compris la complexité du monde, l’alliance d’Israël avec la superpuissance



Ahmed Youssef, dans le camp d’Al-Mawassi, dans le sud de la bande de Gaza, en décembre 2025. COLLECTION PERSONNELLE

américaine... Le 7-Octobre, Sinouar et quelques autres ont décidé seuls, sans prendre en compte les conséquences de leurs actes. »

L’analyste gazaoui Azmi Keshawi assure que cette dispute a beaucoup occupé les cadres de rang intermédiaire du Hamas, durant la première année de la guerre. « Mais ils ont gardé cette controverse entre eux, pour ne pas affaiblir le mouvement », précise ce membre du cercle de réflexion International Crisis Group, exilé à Doha. Le Hamas a répondu à ces critiques dans un document doctrinal publié en décembre 2025, où il assure que l’attaque du 7-Octobre « n’avait rien d’une aventure et n’a pas été dictée par l’émotion. C’était un acte calculé, qui exprimait la volonté d’espérer encore et de corriger le cours de l’histoire ».

Après le cessez-le-feu conclu en octobre 2025, inquiet d’être débordé par des rivaux armés, le Hamas a montré les muscles. Des « collaborateurs » présumés d’Israël ont été exécutés et des clans mafieux mis au pas. Mais les Bri-

gades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du mouvement, sortent extrêmement affaiblies de la guerre. Durant ces deux années de bombardements presque ininterrompus, les 15 élus du bureau politique du Hamas ont été tués par Israël.

## Pour une union nationale

Leurs remplaçants demeurent dans la clandestinité. A l’heure où la Maison Blanche s’arroge une tutelle sur Gaza, en formant son Conseil de la paix, le mouvement paraît déboussolé. « Ils sont accablés, ils n’ont aucune idée de leur avenir, estime Ahmad Youssef. Si une vie politique renaît un jour à Gaza, le Hamas y prendra part. Il pourra faire partie d’un système de partage du pouvoir, si l’Autorité palestinienne reprend la main. Mais ce ne sera plus un mouvement de résistance armée. »

Désarmer ? Le Hamas soupèse depuis des mois les exigences d’Israël et des Etats-Unis, qui lui demandent de décommissionner ses armes lourdes et de révéler les

Ahmed Youssef a commencé à diverger avec la direction du mouvement islamiste dans les années 2010

plans de ses tunnels, avant toute entreprise de reconstruction de l’enclave. Dans la suite du « plan de paix » américain annoncé en octobre 2025, 15 technocrates palestiniens sont censés entrer prochainement dans Gaza, pour prendre en charge les affaires courantes, sous l’autorité du Conseil de la paix de Donald Trump. « Nous n’avons pas beaucoup d’autres options », reconnaît M. Youssef, qui se fait peu d’illusions sur leur pouvoir.

Lui prône une forme d’union nationale. Cela le conduit à ignorer l’élection interne et secrète qui oc-

cupe le Hamas actuellement. Le parlement interne du mouvement, composé de représentants de Gaza, de la diaspora, de la Cisjordanie et des prisonniers en Israël, sont censés élire un nouveau chef, en remplacement de Yahya Sinouar, tué par l’armée israélienne en octobre 2024, trois mois après son prédécesseur, Ismaël Haniyeh. Un duel se dessine entre le chef actuel des négociateurs, Khalil Al-Hayya, et l’ancien patron du mouvement Khaled Mechaal.

« Ce n’est pas une élection : ils ne font que nommer un chef. Comment voulez-vous que les gens se parlent et réfléchissent en ce moment ? », interroge le vieil islamiste, qui voudrait voir en premier lieu tomber des têtes. « Il faut d’abord une enquête interne pour identifier les responsabilités dans l’erreur funeste du 7-Octobre. Des gens doivent être démis et traduits en justice », dit-il, rêvant tout haut que les Palestiniens fassent eux-mêmes, un jour, le procès des chefs militaires du Hamas. ■

LOUIS IMBERT

# Le mouvement islamiste en quête d’un nouveau chef

Sapé par les frappes israéliennes et mis sous pression pour se désarmer, le Hamas veut montrer qu’il est capable de renouveler ses cadres

Cela n’a rien d’une élection, ce n’est qu’une preuve de vie. Mais le Hamas s’est résolu à démontrer aux Palestiniens qu’il bouge encore, en dépit des lourdes pertes infligées par l’armée israélienne au cours de la guerre déclenchée en représailles aux massacres du 7 octobre 2023. Il a entrepris depuis décembre 2025 de désigner un nouveau chef – un message qu’il adresse aussi à ses propres cadres déboussolés, comme à ses interlocuteurs au Proche-Orient et à Washington. L’élu aura la tâche écrasante de succéder à Yahya Sinouar, l’ordonnateur de l’attaque terroriste du 7-Octobre, tué par une frappe israélienne, le 16 octobre 2024, à Rafah.

Dans cette organisation qui prétend à la collégialité, le successeur n’aura d’autre choix que d’assumer l’héritage de Sinouar, pourtant controversé au sein même du Hamas. Il devra résorber en coulisse les profondes divisions

du mouvement islamiste, puis tâcher de le faire survivre. Voilà quinze mois qu’un aréopage de cinq cadres en exil en Turquie et au Qatar assume la direction par intérim, suivant la volonté de Sinouar, ayant pris soin lui-même de régler sa succession avant sa mort. « Aujourd’hui, personne ne sait qui est le patron. Ils ont besoin de montrer qu’ils sont encore maîtres de leur destin, même si ce n’est plus le cas », explique le journaliste palestinien Mohammed Daraghmeh, à Ramallah.

Cette élection est partielle : le Hamas, aux abois, ne peut engager le long processus par lequel il renouvelle d’ordinaire ses représentants à Gaza, en Cisjordanie, dans les prisons israéliennes et au sein de la diaspora. Cette fois, seuls les élus de son assemblée interne contribuent aux délibérations, dans le plus grand secret – du moins ceux qui ont survécu à deux ans de guerre, et qui pour-

Voilà quinze mois qu’un aréopage de cinq cadres en exil en Turquie et au Qatar assume la direction par intérim

ront être contactés par d’autres membres. L’annonce du vainqueur est jugée imminente par les observateurs, au moment où le président de l’Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, prétend relancer un semblant de vie politique en Palestine, sans y faire la moindre place aux islamistes.

Des élections municipales sont prévues au printemps, en Cisjordanie occupée, alors que l’armée arabe de recherches et d’études politiques de Paris, spécialiste du

M. Abbas, le Fatah, doit tenir son huitième congrès. Enfin, le président pourrait faire renouveler, en novembre, pour la première fois au suffrage universel, le Parlement de l’Organisation de libération de la Palestine, l’organisation représentative des Palestiniens à l’étranger, qui végète, comme le Fatah, marginalisée sous l’autorité de M. Abbas et de quelques collaborateurs. Ce Parlement ne s’est réuni qu’une seule fois en séance plénière depuis 1996. Le Hamas et son petit mouvement frère, le Jihad islamique, n’en sont pas membres.

## Khalil Al-Hayya bien placé

« Le Hamas tient à montrer qu’il demeure le seul mouvement palestinien qui renouvelle réellement ses cadres, ce qu’il avait fait pour la dernière fois en 2021 », rappelle la politiste Leïla Seurat, du Centre arabe de recherches et d’études politiques de Paris, spécialiste du

mouvement islamiste. Un candidat paraissait le mieux placé en décembre : Khalil Al-Hayya, le chef des négociateurs du Hamas, qui a conclu l’accord de cessez-le-feu d’octobre 2025, sous l’égide des Etats-Unis. Il apparaît comme le continuateur du projet de Yahya Sinouar, dont il fut le numéro deux à Gaza, à partir de 2021.

Aux yeux de ses hôtes qataris et turcs, médiateurs dans les négociations avec Israël et Washington, M. Al-Hayya semble soumis à l’influence de l’aile militaire encore présente à Gaza, qui a pris un ascendant total sur le mouvement. Qatar et Turquie sont suspectés de peser d’un certain poids dans cette élection, à l’heure où Washington leur a donné mission de convaincre le Hamas de rendre les armes. En novembre 2025, la Turquie devait accueillir une rencontre directe entre M. Al-Hayya et l’envoyé de la Maison Blanche, Steve Witkoff, qui n’a toujours pas eu lieu.

Depuis, le Hamas, inscrit sur la liste des organisations terroristes par Washington, a lancé plusieurs appels à un dialogue direct.

Doha et Ankara sont proches du second candidat, Khaled Mechaal, qui dirigea le Hamas de 1996 à 2017. Lors de la vague des « printemps arabes », il avait rompu avec la Syrie et l’Iran, et tenté de surfer, avec l’aide du Qatar, sur ce mouvement qui voyait ses frères islamistes prendre le pouvoir en Egypte et en Tunisie, avec l’assentiment de l’Occident.

La Turquie a souhaité prendre une part effective dans le futur de Gaza, en y dépêchant ses soldats au sein d’une force d’interposition internationale. Israël lui refuse tout rôle, et cherche à impliquer les Emirats arabes unis. Hostiles aux Frères musulmans et au Hamas, ceux-ci financent un projet de reconstruction dans la moitié de Gaza occupée par Israël. ■

L. I.

# Grèce : les gardes-côtes mis en cause après le naufrage de migrants

Quinze personnes sont mortes après la collision de leur embarcation avec un navire des gardes-côtes grecs, au large de Chios

ATHÈNES - correspondante

L'île de Chios, située à quelques encablures de la Turquie, s'est réveillée sous le choc, mercredi 4 février, après un nouveau drame en mer, une collision entre une embarcation de migrants et un patrouilleur, qui a provoqué la mort d'au moins 15 réfugiés, en majorité afghans.

Dans un communiqué, les gardes-côtes grecs assurent, après avoir repéré le canot de migrants, avoir ordonné à l'embarcation de s'arrêter. « Le pilote du hors-bord a ignoré les signaux lumineux et sonores du patrouilleur et a fait demi-tour, provoquant une collision par tribord. Sous la violence du choc, le hors-bord a chaviré et coulé, entraînant la chute à la mer de tous ses passagers », expliquent-ils.

Lors d'un débat au Parlement sur un projet de loi qui durcit les peines contre le trafic illégal, le ministre des migrations, Thanos Plevris, s'est empressé de féliciter le travail des gardes-côtes et d'accuser « les criminels, les passeurs », d'être à l'origine du drame. Reste que les circonstances de l'accident suscitent des questions dans un pays qui a été maintes fois accusé par des ONG, des enquêtes journalistiques et d'instances indépendantes de pratiquer des refoulements illégaux et violents d'exilés vers la Turquie.

« D'après les informations disponibles et le communiqué initial des gardes-côtes grecs, il apparaît que, plutôt qu'une opération de recherche et de sauvetage, une interception a été menée d'emblée par le patrouilleur (...), alors que l'embarcation des réfugiés était manifestement en détresse, surchargée et se trouvait à proximité des côtes grecques », dénonce l'ONG Refugee Support Aegean.

Dans le communiqué des gardes-côtes, des photographies ne montrent que quelques dégâts mineurs sur les flancs de leur navire. Aucune photographie de l'embarcation de migrants n'a, en revanche, été publiée. Par ailleurs, les résultats des autopsies permettant d'établir si les migrants sont morts noyés ou des conséquences du choc ne sont pas encore connues.

Les partis d'opposition de gauche ont tous demandé qu'une enquête indépendante soit menée sur les circonstances de l'accident. « Peut-on croire qu'une embarcation surchargée de personnes, d'enfants en bas âge et de femmes enceintes percuterait de force

un plus gros navire des gardes-côtes ? », s'est indigné Gabriel Sakellaridis, secrétaire général de Nouvelle Gauche.

« La poursuite, la collision et les blessures témoignent d'un incident d'une extrême violence. Le navire des gardes-côtes aurait dû immédiatement porter secours aux personnes, sans aucun délai, conformément au droit international, et ne pas donner l'ordre de faire demi-tour », estime aussi Konstantinos Arvanitis, porte-parole du parti de gauche Syriza au Parlement européen. L'eurodéputé a demandé la publication de l'intégralité des enregistrements vidéo des caméras du navire des gardes-côtes. Mais, d'après le journal de centre droit Kathimerini, les agents n'ont pas activé la caméra sur le navire – ils avaient omis de le faire également lors du naufrage de Pylos en 2023.

## « Modus operandi uniforme »

Lefteris Papagiannakis, directeur du Conseil grec pour les réfugiés, rappelle que « la tragédie de Chios n'est pas un cas isolé ». En janvier 2025, la Grèce a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans le cas d'un refoulement d'une ressortissante turque. La CEDH mentionnait dans son jugement un « modus operandi uniforme » du pays à ses frontières et de « fortes indications d'une pratique systématique de refoulements ».

Par ailleurs, 18 membres des gardes-côtes, dont l'actuel chef, sont poursuivis pour homicide involontaire par négligence dans le naufrage au large de Pylos, en 2023, qui avait entraîné la mort de plus de 600 migrants partis des côtes libyennes. Le Parquet avait retenu qu'« aucune opération de sauvetage ni de prévention du danger n'avait été activée », alors même que le centre italien de coordination des secours maritimes et un navire de l'agence de surveillance aux frontières, Frontex, avaient averti les gardes-côtes grecs de la présence de ce navire surchargé de migrants dans leur zone d'intervention.

Les individus poursuivis doivent être présentés devant le juge d'instruction du tribunal maritime du Pirée. « Mais, pour l'instant, aucune date n'a été confirmée », précise Lefteris Papagiannakis, qui ajoute que la CEDH doit encore juger la Grèce dans plus de 35 affaires de refoulements illégaux de migrants. ■

MARINA RAFENBERG



L'ancien président, Barack Obama, s'apprête à signer le traité New Start, le 2 février 2011, à la Maison Blanche, à Washington. TIM SLOAN/AFP

# La fin du traité New Start, un saut dans l'inconnu nucléaire

L'expiration du dernier traité d'encadrement des arsenaux nucléaires entre la Russie et les Etats-Unis soulève de nombreuses questions

L'ultime texte encadrant les arsenaux nucléaires de la Russie et des Etats-Unis, le traité New Start, a finalement expiré, dans la nuit du 4 au 5 février, sans revirement de dernière minute. Une rupture qui marque l'entrée dans une nouvelle ère, portant le risque d'une relance de la course aux armements dans un domaine où les rapports de force étaient relativement figés depuis la guerre froide. C'est « un moment grave », a déclaré, peu après minuit, heure officielle d'expiration du traité, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, exhortant les deux puissances à « s'entendre » rapidement sur un nouveau cadre.

La Russie a bien cherché à rassurer, mercredi 4 février, peu avant la fin de validité de New Start. « Nous agissons de manière réfléchie et responsable », a déclaré le conseiller diplomatique du président russe, Iouri Ouchakov. Depuis 2010, New Start fixait pour Washington et Moscou, des plafonds de stocks de lanceurs et de bombardiers lourds (800), de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles lancés par sous-marins (700), ainsi que d'ogives nucléaires déployées (1550).

Mais les Etats-Unis avaient laissé moins d'espoir sur l'avenir du traité. Interrogé, mercredi, lors d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, s'est contenté d'expliquer que Donald Trump s'exprimerait « plus tard » sur ce sujet, sans préciser quand, et a rappelé la position américaine : « Pour parvenir à un véritable contrôle des armements au XXI<sup>e</sup> siècle, il [est] impossible d'agir sans inclure la Chine. »

C'est donc un grand saut dans l'inconnu qui pose des questions à la fois sécuritaires, technologiques et politiques. Et ce, même si, en pratique, le mécanisme d'inspection mutuelle des arsenaux russes et américains imposé par New Start, était suspendu depuis 2023 du fait de la guerre en Ukraine. Un certain nombre de capitales européennes ont également réagi, mercredi. A commencer par la France. Avec la fin de

New Start, « c'est la disparition de main de toute limite », a déclaré le ministère des affaires étrangères français, qui a désigné, comme d'autres pays, « la Russie » comme « responsable de ces reculs ».

A ce stade, l'hypothèse d'un nouveau traité de régulation des arsenaux nucléaires demeure très incertaine. Notamment en raison de la recherche, de la part des Etats-Unis, d'une ambiguïté stratégique de plus en plus forte face à leurs compétiteurs potentiels. Washington n'a ainsi toujours pas publié sa revue de posture nucléaire (NPR), dont la dernière mouture remonte à 2022. Bien que non obligatoire, ce document détaille en principe les capacités nucléaires américaines existantes, les plans de développement futurs et les scénarios d'utilisation potentiels.

## « Intercepteurs » dans l'espace

Le sort de la NPR apparaît similaire à celui de la « Globale Posture Review », ce texte censé donner de la visibilité aux redéploiements de forces américaines dans le monde dont la publication est repoussée depuis l'été 2025. La stratégie de défense nationale des Etats-Unis, publiée, elle, en janvier, ne contient que cinq lignes consacrées aux questions nucléaires. Et ces dernières « n'évoquent plus explicitement la notion de dissuasion élargie permettant de couvrir les intérêts vitaux des alliés des Etats-Unis », relevait, le 26 janvier, dans une analyse pour *Le Grand Continent*, Elie Tenenbaum, de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

« La décision de Trump de contourner le processus de révision de la posture nucléaire au cours de son second mandat peut être comprise de deux manières : soit comme une rupture avec des décennies de processus politique institutionnel traditionnel, soit comme une continuation de la doctrine énoncée dans sa révision de la posture nucléaire, datant de 2018 », soulignait dès septembre 2025, Amy J. Nelson, chercheuse au sein du think tank New America et ancienne collaboratrice du département d'Etat américain.

## Depuis plusieurs années, la Russie a choisi, pour concurrencer les Etats-Unis, la diversification de son arsenal

Lors de son premier mandat, le président américain avait, en effet, acté un rôle accru des armes nucléaires dans la stratégie militaire globale américaine. Un point sur lequel était en partie revenu Joe Biden, en 2022. M. Trump soutenait aussi, en 2018, le développement de nouvelles armes nucléaires tactiques, afin de disposer d'options de dissuasion plus flexibles. Des projets toujours sur la table. En janvier, la National Nuclear Security Administration a annoncé avoir intensifié sa production de tritium, un gaz indispensable aux têtes thermonucléaires, qui ne peut pas être stocké à long terme.

L'objectif des Etats-Unis : être plus à même de faire face au problème dit des « deux paires ». C'est-à-dire l'éventualité d'avoir à affronter deux puissances nucléaires à la fois : la Russie et, désormais, la Chine, dont les experts militaires américains estiment que l'arsenal dépassera 1 000 têtes d'ici à 2030. C'est dans cette façon d'envisager les rapports de force que s'inscrit aussi le pharaonique projet de bouclier antimissile Golden Dome (le Dôme d'or) lancé au forceps, en janvier 2025.

Celui-ci prévoit en théorie, à l'horizon 2030, le placement d'« intercepteurs » non plus au sol, mais dans l'espace, qui seraient à même de neutraliser n'importe quel missile visant les Etats-Unis à peine son lancement effectué. Bien que le projet soit fortement critiqué, pour son coût démesuré et les questions techniques qu'il pose, l'US Space Force a annoncé, en novembre 2025 avoir déjà passé plusieurs contrats pour développer le Dôme d'or. Ce dernier est perçu comme

une réelle menace par Moscou, qui n'est pas en mesure de s'engager dans cette course technologique et budgétaire ruineuse. En septembre 2025, Vladimir Poutine avait ainsi proposé de prolonger d'un an les termes du traité New Start, en échange de l'abandon du Dôme. Sans succès.

## Mécanismes de prévention

Depuis plusieurs années, la Russie a choisi une autre option pour concurrencer les Etats-Unis : celle de la diversification de son arsenal, avec des armes pouvant échapper aux contraintes de New Start. Parmi elles, le missile de croisière Bourevestnik à tête et propulsion nucléaire, son équivalent sous-marin Poséidon ou encore le planeur hypersonique Avanguard, d'une portée annoncée de 6 000 kilomètres.

La fin de New Start et la perspective d'une augmentation des arsenaux ne signifient toutefois pas « une augmentation automatique du risque nucléaire », estime Héloïse Fayet, spécialiste des questions de dissuasion à l'IFRI, et autrice d'une note sur le sujet, publiée le 4 février. Certains mécanismes pour prévenir les risques d'escalade nucléaire entre la Russie et les Etats-Unis n'ont pas été enterlés avec le traité, détaille-t-elle.

Le Nuclear Risk Reduction Center, ce canal de communication instauré depuis 1987, permet ainsi la transmission, en continu, d'informations sur les activités militaires des deux pays. Même chose pour les notifications d'exercices stratégiques et les essais de missiles. Un enjeu important alors que M. Trump a annoncé, en octobre 2025, vouloir reprendre les essais nucléaires, malgré leur interdiction depuis 1996.

Le maintien de ces mécanismes « permet de réfléchir à une maîtrise des armements du XXI<sup>e</sup> siècle adaptée aux défis d'un nouvel âge nucléaire », considère M<sup>me</sup> Fayet, qui appelle aussi à développer les discussions sur une intégration « contrôlée » de l'intelligence artificielle dans certains systèmes concourant à la dissuasion nucléaire. ■

ÉLISE VINCENT

# CULTURES MONDE .



du lundi  
au vendredi  
11H - 12H

Mélanie  
Chalandon

Julie Gacon



En partenariat avec  
Le Monde

# En Ukraine, les « grands-pères » font la guerre

L'armée ukrainienne a une moyenne d'âge de 45 ans, bien au-dessus des standards européens

## REPORTAGE

KHARKIV, POLTOVA ET ZAPORIJIA (UKRAÏNE) - envoyée spéciale

Les deux officiers se ressemblent, jeunes et fringants, sourires, tatouages : la photo idéale des troupes telles qu'on les imagine aujourd'hui. L'un appartient à une unité d'élite européenne, l'autre à l'armée ukrainienne en guerre. On est en Pologne, en 2023, et les Ukrainiens sont venus effectuer une formation militaire auprès de leurs homologues européens. Une délégation internationale est là, émue.

Puis les yeux se tournent vers les soldats ukrainiens. Et tout se fige. « On s'est demandé : c'est vraiment eux qui vont être envoyés au combat ? », se souvient un diplomate européen, qui raconte la scène. Oui, c'est eux. Certains affichent une bonne quarantaine d'années, d'autres ont passé la cinquantaine, largement parfois. Moyenne d'âge sur le champ de bataille ukrainien : 45 ans, très loin devant les standards européens, qui oscillent autour de 30 ans.

« Ce phénomène est certainement un de ceux qu'étudieront plus tard les historiens », assure Iaroslav Nyshchuk, chef d'unité, blogueur et historien lui-même. Pour parler de cette génération de soldats, un gradé français évoque pudiquement des « hommes dans la maturité ». Mais l'Ukraine n'est pas la France : l'espérance de vie masculine y plafonne à 65 ans, contre 80 ans dans l'Hexagone. Ici, on les appelle *did*, autrement dit « grand-père ». Le fait d'avoir des petits-enfants n'est pas forcément ce qui les caractérise, précise Iaroslav Nysh-

chuk, avec une tendresse amusée. Sa définition : « Un grand-père est un homme qui a déjà connu la vie. A la maison, il s'épuise dans les problèmes quotidiens, les corvées et un long mariage heureux avec une femme qu'il craint. Si une unité n'en compte pas au moins un, ce n'est pas une vraie unité. »

Envoyer au combat des personnes de cette tranche d'âge est une politique délibérée de l'Ukraine : ici, la mobilisation concerne les hommes de 25 à 60 ans, en décalage avec les recrutements tels qu'ils se pratiquent généralement en Occident. Mais, malgré les pertes, l'épuisement des troupes et la difficulté de recruter quatre ans après l'invasion russe, Kiev a toujours refusé d'abaisser l'âge du service. « Ils protègent leurs jeunes hommes et femmes pour l'avenir de leur économie », a déclaré le général Patrick Sanders, chef d'état-major de l'armée britannique, devant le Parlement, en novembre 2023, à Londres.

### « On en bave »

En permission à Poltava, dans le nord-est de l'Ukraine, le soldat Serhi, 54 ans, ne peut pas s'empêcher de remuer de « mauvaises pensées », le regard noir vers les tables de café, occupées par des jeunes gens rieurs. « Parfois, je suis jaloux. Nous, on en bave, et eux vivent leurs meilleures années. » Ancien pompier, Serhi s'était battu dans le Donbass en 2014, mais les combats étaient « plus lents », sans les drones qui ont révolutionné cette guerre. « Les drones, c'est difficile pour un vieux. Déjà avec l'ordinateur, j'ai du mal. » De toute façon, ces unités spécialisées n'acceptent personne au-delà de 42 ans : pré-



« Silex », Anatoli et Petro montant une roquette, sur une base de Zaporijia, le 3 janvier. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

tendu manque de réflexes et de capacité à apprendre. Mais si les dionistes ont imprimé leur audace et leur style aux forces ukrainiennes, les visages dans la boue, au fond des tranchées, au volant des véhicules de liaison, ressemblent plutôt à celui de Serhi : une barbe blanche, des traits comme marqués au sabre. Le soldat soupire. Nouveau coup d'œil vers les gamins joyeux qui déambulent. Et la fierté l'emporte, celle de servir encore : « On sait que le pays mise sur nous, les vieux. »

L'histoire de ces « grands-pères » ukrainiens est aussi celle d'une génération. Evgueni, lui, avait 58 ans au début de l'invasion russe, en 2022, et déjà plusieurs vies : une jeunesse en Union soviétique (URSS), puis les années de misère après l'indépendance ukrainienne, en 1991. Il a fait mille métiers pour garder la tête hors de l'eau. Ses enfants ont émigré en Allemagne. Quand il s'est présenté au centre de recrutement, un poste dans le bâtiment venait de lui être refusé. Trop vieux, selon le patron. Evgueni avait été le premier étonné d'être, en revanche, déclaré bon pour le service. « Tout d'un coup, ça donnait un sens à ma vie. » Il réfléchit. Puis s'étonne lui-même d'oser le dire : « On me proposait de devenir quelqu'un. Peut-être même un héros. »

Dans la région de Zaporijia, dans le sud du pays, un vaste entrepôt sert de repaire aux Loups des steppes, un groupe de volontaires qui ont passé 60 ans – l'âge maximal pour être mobilisé –, mais ne veulent pas décrocher. Des candi-

datures arrivent chaque jour de toute l'Ukraine, selon le commandant, Oleksandr Taran, 66 ans. Anatoli en fait partie. Démobilisé voilà trois ans, il avait retrouvé sa robe de chambre et sa chère épouse. Mais, en entendant les frappes sur sa ville, il ne tenait plus en place. « Je me disais : qu'est-ce que je fais là ? »

Dans une odeur de cambouis et de lard fumé, une dizaine de Loups des steppes figent un lance-roquettes monté sur un pick-up. Deux d'entre eux ont perdu un fils au combat. « On est un pays fragile, indépendant depuis trente-cinq ans seulement. Est-ce qu'il ne va pas disparaître, si on nous tue tous les jeunes ? », reprend le commandant, agriculteur dans le civil. Dans les centres de recrutement, on voit régulièrement un père se présenter à la place d'un fils qui a reçu son ordre de mobilisation, contrairement à eux. Tous lancent la même phrase : « Plutôt moi que lui. »

### Pas de mobilisation générale

« Notre génération a été élevée dans une société totalitaire, du temps de l'URSS, avec l'idée que nous serions de futurs soldats : se sacrifier pour la patrie éveille un écho en nous », explique Dmitro Kravchenko, journaliste et aujourd'hui combattant. Il poursuit : « Nos enfants, eux, ont grandi avec d'autres valeurs : la démocratie, la liberté individuelle. » Pour les plus jeunes, les appels à la guerre pouvaient même résonner comme des positions ultranationalistes. Dans la région de Kharkiv

« Notre génération a été élevée dans une société totalitaire avec l'idée que nous serions de futurs soldats »

DMITRO KRAVCHENKO  
journaliste, puis combattant

(nord-est du pays), la neige fraîche blesse les yeux, une blancheur à perte de vue hachée par les lignes de défense ukrainiennes, tenues par la 151<sup>e</sup> brigade. Dans une tranchée, deux « grands-pères » et leur chef, Volodymyr, ouvrier. Il n'en revient pas d'être le plus jeune : 43 ans. Un poêle chauffe le minuscule boyau, 6 mètres de long, 2 mètres de large, où tous les trois vivent et dorment. Viktor, agriculteur, 52 ans, se souvient bien des entraînements en Pologne. Il lui a fallu courir à côté de jeunes gens, se baisser, sauter. Les instructeurs ont fini par l'autoriser à retirer les plaques de son gilet pare-balles pour suivre le mouvement. « On veut la paix. Tout le monde est fatigué, la population et nous aussi », lâche-t-il.

Quand Internet fonctionne, Oleksandr, 58 ans, jadis fonctionnaire, écoute les nouvelles du monde. Son compte rendu aux deux autres se termine chaque soir par leur blague favorite : « La paix approche, plus que quelques années à tenir. » Puis on parle de la

vie d'avant : le potager, les proches, la solde envoyée à la famille, au sou près. « Ici, ce sont les militaires qui aident les civils sur le plan matériel et moral, pas l'inverse », reprend Viktor.

Les combattants les plus motivés s'étaient engagés volontairement dès le début de l'invasion. Près de quatre ans plus tard, ils sont de moins en moins nombreux à le faire. Si l'Ukraine n'a toujours pas décrété de mobilisation générale, il a fallu attendre 2024 pour lancer un recensement. Les convocations ont commencé à tomber. Dans les lieux publics, des contrôles aléatoires peuvent être organisés par des agents recruteurs : les hommes qui n'ont pas d'autorisation de sursis en règle sont embarqués immédiatement.

Volodymyr, le chef du trio dans la tranchée, en a fait l'expérience. En juin 2025, il conduisait un ami à la gare de Lozova, dans le Donbass, pour le train de 10 heures. Contrôle impromptu. Il n'a pas de dérogation. Arrestation, transfert au centre d'entraînement avec son téléphone portable pour tout bagage. Dans les grandes villes, certains jeunes gens se mettent à crier en pleine rue quand ils se font attraper, dénonçant une atteinte aux droits de l'homme. Volodymyr, lui, s'est laissé prendre sans protester. « J'aurais eu honte », confie-t-il. Sur dix personnes, une ou deux réagissent comme lui, selon Denys, un agent recruteur. Ce sont toujours des hommes plus âgés. ■

FLORENCE AUBENAS

# Les Européens fixent les règles du prêt de 90 milliards d'euros à Kiev

D'ici à 2027, l'Ukraine pourra utiliser 30 milliards d'euros pour ses besoins budgétaires et 60 milliards pour investir dans son armement

BRUXELLES - bureau européen

Les chefs d'Etat et de gouvernement européens avaient fixé, le 18 décembre 2025, le principe d'un grand prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine pour lui permettre d'affronter les années 2026 et 2027, alors que la Russie ne montre toujours pas de volonté de mettre un terme à la guerre. Mercredi 4 février, les ambassadeurs des Vingt-Sept se sont entendus sur la mise en œuvre de cette promesse après plusieurs semaines d'intenses discussions.

Initialement, une grande partie des Etats européens souhaitaient utiliser les actifs russes immobilisés sur le Vieux Continent pour financer l'effort de guerre ukrainien. Mais la Belgique a refusé, obligeant les dirigeants européens à trouver une autre solu-

tion : lancer un emprunt de quelque 90 milliards d'euros, garantis par le budget de l'Union européenne (UE), mais dont les intérêts seront payés par les seuls Etats volontaires. La Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque ont soutenu l'initiative après avoir obtenu l'assurance de ne pas avoir à payer pour prendre en charge les intérêts. Les dirigeants européens devaient encore définir à quelles conditions l'Ukraine pourrait utiliser les fonds qui lui seront versés progressivement d'ici à la fin 2027. L'idée est notamment de réserver 30 milliards d'euros pour l'aide budgétaire, en mettant en place des conditions strictes sur le respect de l'Etat de droit et la lutte contre la corruption.

Les 60 autres milliards d'euros doivent permettre à Kiev d'inves-

tir dans ses capacités industrielles de défense et d'acquérir du matériel militaire en Ukraine, mais aussi en Europe... ou ailleurs. Les pays européens payant pour le prêt, il était hors de question, pour Paris et pour d'autres capitales, que ces fonds soient utilisés pour financer des achats d'armes américaines.

### La porte est ouverte à Londres

Au nom du pragmatisme et de l'urgence, l'Allemagne et les Pays-Bas défendaient au contraire l'idée d'acheter les équipements nécessaires là où ils étaient disponibles, aux Etats-Unis si besoin. La Haye souhaitait même autoriser Kiev à acheter un quota de 15 milliards d'euros d'armements hors du Vieux Continent. Les Pays-Bas soutenaient que le pays en guerre avait besoin d'acheter

pour 27 milliards d'euros de matériels américains.

Face à cette proposition, la France n'a pas fermé la porte, mais a imposé l'idée d'un contrôle des demandes ukrainiennes, par un comité d'experts qui dépendra du Conseil, et non de la Commission, suspectée d'être trop conciliante vis-à-vis de Washington. Cette proposition a agacé plusieurs capitales, mais elle a fini par être acceptée. L'Ukraine pourra acheter américain si elle prouve l'urgence de son besoin et qu'elle ne peut trouver ces matériels ni chez elle, ni dans l'UE, ni chez ses partenaires européens comme la Norvège, voire le Royaume-Uni. Par ailleurs, si l'Ukraine devait se fournir auprès du Royaume-Uni ou de la Norvège, ces derniers apporteraient « une contribution financière équitable et proportionnée

aux coûts liés à l'emprunt », précise le Conseil de l'UE. Dans les faits, Bruxelles ouvre une nouvelle fois la porte à la participation de Londres à un programme de financement militaire. « Il faudra encore discuter avec eux pour s'entendre sur cette contribution proportionnée », précise néanmoins un diplomate européen.

Le 28 novembre 2025, Bruxelles et Londres n'avaient pas réussi à trouver un accord sur une contribution britannique pour que le Royaume-Uni puisse bénéficier du dispositif SAFE, un fonds de 150 milliards d'euros qui aide quelque 19 Etats membres, dont la France, à financer leurs achats de matériels militaires. A l'époque, la Commission proposait que Londres acquitte une somme de 2 milliards à 6,5 milliards d'euros pour bénéficier de commandes, ce qui

avait braqué les Britanniques. « Contrairement à [ce qui s'est passé pour] SAFE, personne n'a avancé de chiffre cette fois pour éviter tout esclandre », indique une source européenne. Le 1<sup>er</sup> février, Keir Starmer, le premier ministre britannique, a indiqué sa volonté de « collaborer plus étroitement » en matière de défense avec l'UE.

Maintenant que les Etats se sont entendus, le Parlement européen doit se saisir du texte législatif avant une négociation finale avec le Conseil, attendue au plus tard début mars. Ces étapes franchies, la Commission pourra effectuer le premier versement début avril. Quant au remboursement, le Conseil rappelle que « les prêts ne deviendront remboursables qu'une fois que la Russie aura versé des réparations de guerre à l'Ukraine ». ■

PHILIPPE JACQUÉ

# Climat : l’Etat se forme, mais ne se transforme pas

Après les hauts fonctionnaires, le plan de formation à la transition écologique s’étend à 2,5 millions d’agents

La promesse était considérable : changer l’Etat de l’intérieur pour l’adapter à l’ère des crises écologiques. En formant massivement ses hauts fonctionnaires et agents publics à la transition écologique d’ici à la fin de 2027, le gouvernement voulait faire de l’administration un moteur de la transition. Une réforme silencieuse mais structurelle, capable d’infuser dans l’ensemble des politiques publiques.

Le chantier est aujourd’hui à mi-parcours, et le constat apparaît plus nuancé. Des milliers de cadres ont été sensibilisés, les connaissances scientifiques ont pénétré des sphères administratives qui en étaient parfois éloignées. Mais la formation, aussi ambitieuse soit-elle, peine à se traduire en décisions concrètes, notamment en raison d’un manque de soutien politique. Un nouveau symptôme du manque de volonté du gouvernement pour maintenir l’ambition de la planification écologique dans une période difficile.

Le programme avait été lancé en grande pompe à l’été 2022 par la première ministre de l’époque, Elisabeth Borne. Le gouvernement, qui en avait fait l’une de ses politiques prioritaires, prévoyait la formation obligatoire de 25 000 cadres supérieurs de la fonction publique d’Etat, présentés comme les futurs « *hussards verts de la République* ». A terme, la démarche devait s’étendre aux 5,6 millions d’agents de toutes les fonctions publiques. Le signal politique se voulait fort.

La voilure a depuis été réduite : l’objectif se concentre désormais sur les cadres supérieurs et 2,5 millions d’agents de la seule fonction publique d’Etat. La première phase s’est achevée fin 2025, la suivante a été officiellement lancée mardi 3 février.

Avec cette nouvelle étape, le chantier change d’échelle. Il s’agit désormais de former tous les agents, des enseignants aux grefriers en passant par les surveillants pénitentiaires. Trois modules de trois heures, essentiellement à distance, sont proposés aux ministères. Conçus notamment avec le Muséum national d’histoire naturelle et l’Ecole nationale des ponts et chaussées, ils portent sur une sensibilisation



aux trois crises écologiques – climat, biodiversité, ressources –, ainsi que sur les leviers d’action possibles dans le cadre professionnel. Les administrations adapteront ensuite les contenus aux métiers.

### Mobilisation inégale

« *L’objectif est de montrer, dans des situations de travail auxquelles les agents peuvent s’identifier, les leviers concrets, sans occulter les contraintes et les tensions* », explique un haut fonctionnaire du ministère de la transition écologique qui requiert l’anonymat, comme plusieurs personnes interrogées. Le programme se veut décupabilisant : « *Il ne s’agit pas de faire croire à chacun qu’il peut sauver le monde seul*. »

Avant cet élargissement, le gouvernement avait commencé par le sommet de la pyramide administrative. La mobilisation y a été inégale. Environ 13 500 cadres supé-

### Depuis 2022, l’élan venu du sommet de l’Etat a été perdu

rieurs – directeurs de service dans les ministères, préfets ou recteurs d’université – ont commencé le parcours. Plus de 2 000 l’ont mené à son terme, un chiffre encore susceptible d’évoluer. « *Ce n’est pas le grand soir* », glisse une fonctionnaire, qui voit néanmoins dans l’exercice une avancée.

Pour les équipes chargées du programme, une telle mobilisation de hauts fonctionnaires, aux emplois du temps surchargés, relève déjà de l’exploit. Le dispositif était exigeant : vingt-huit heures de formation en présentiel, répar-

ties en cinq ateliers sur le climat, la biodiversité et les ressources, les freins et leviers de l’action publique, des conférences de chercheurs, des visites de terrain, puis un temps consacré au passage à l’action. Les contenus ont été conçus par le CNRS, le secrétariat général à la planification écologique ou des associations. Autre élément avancé pour relativiser le niveau de participation : parmi les 25 000 cadres ciblés, près de 8 000 sont magistrats, libres de ne pas suivre la formation.

Mais le principal obstacle se situe ailleurs. Depuis 2022, l’élan venu du sommet de l’Etat a été perdu. Dans un contexte d’instabilité politique et de contraintes budgétaires, la transition écologique a reculé dans l’ordre des priorités gouvernementales. « *Il n’y a plus de soutien politique* », regrette l’écologue Luc Abbadie, ancien coprésident du groupe d’appui scientifique chargé d’accompagner la formation. Les douze membres de ce

collectif ont démissionné au printemps 2025, faute d’activité. « *Nos réunions n’avaient plus de sens. J’ai écrit plusieurs fois au cabinet du ministre de la fonction publique, sans réponse*. »

En disparaissant des radars, la transition devient un investissement moins stratégique pour la carrière des hauts fonctionnaires. « *Un haut fonctionnaire observe les priorités du gouvernement. Si la transition écologique ne figure plus en tête, la formation devient moins prioritaire* », analyse Marine Braud, ancienne conseillère à Matignon et à l’Elysée. Elle juge positif que le dispositif se poursuive malgré les vents contraires.

Au-delà de la participation, la question centrale est celle des effets réels. Les promoteurs du plan voulaient établir un socle commun et diffuser les enjeux écologiques bien au-delà du ministère correspondant. « *Au lancement, il existait une méconnaissance pro-*

*fonde des ordres de grandeur de la transition* », souligne Marine Braud. Emissions sectorielles de gaz à effet de serre, menaces sur la biodiversité, cadres de l’action publique : les agents ont été exposés à un large volume de connaissances. « *La formation a rapproché les mondes administratif et scientifique* », observe Margot Reyes, doctorante à l’université de Perpignan qui consacre sa thèse au programme.

### Les freins sont nombreux

« *On a pu montrer la dimension systémique des crises. Dans l’administration, on ne peut plus dire qu’on ne savait pas* », se félicite Claire Gouny, qui coordonnait les conférences et les visites de terrain pour le CNRS. Selon une enquête, un quart des 463 chercheurs qui sont intervenus ont été recontactés par des cadres après leur conférence.

Pour autant, la formation n’a pas débouché sur des changements de pratiques structurants, selon plusieurs sources. Elles évoquent un programme trop théorique et général, insuffisamment connecté aux réalités concrètes des services. « *J’ai vu quelqu’un proposer de réduire l’usage du papier. Soit il n’a pas saisi l’ampleur des enjeux, soit il est lucide sur l’étroitesse de ses marges de manœuvre* », confie un fonctionnaire.

Et d’expliquer : « *Les cadres évoluent dans un système qui limite leurs actions à de simples ajustements organisationnels*. » Les freins sont nombreux : manque de temps, de moyens, d’appui hiérarchique, décalage entre les urgences politiques et les temporalités longues de l’écologie... Les services du premier ministre indiquent de leur côté qu’une évaluation du dispositif sera communiquée en 2026.

Une cadre du ministère de la transition écologique dit avoir trouvé l’exercice utile pour « *se mettre au carré sur les ordres de grandeur* » et « *prendre le pouls des autres directions* ». Mais elle n’y voit pas un levier pour gagner des arbitrages en faveur des enjeux écologiques, surtout avec la crise agricole. « *On a été rattrapés par le contexte politique. On dérégule au détriment de l’environnement, devenu le bouc émissaire de tout* », regrette-t-elle. ■

AUDREY GARRIC

## En Ile-de-France, le chantier de la modernisation du réseau électrique

Le gestionnaire RTE doit s’adapter à la hausse attendue de la consommation d’électricité et au réchauffement climatique

### REPORTAGE

D’un talus jouxtant une enseigne de bricolage, Christelle Coppens Chalhoub, veste siglée « RTE » sur le dos, désigne des rangées de pylônes électriques. Ils appartiennent à l’une des cinq « artères » reliant les deux « ceintures électriques » de très haute tension qui entourent l’Ile-de-France. Dans cette zone commerciale de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne) se joue un chantier crucial pour l’avenir énergétique de la France : celui de la modernisation et de l’adaptation du réseau. « *Sur cette portion d’artère, nous allons commencer par remplacer 31 pylônes et 12 kilomètres de câbles et en installer 17 nouveaux kilomètres d’ici à 2028* », énumère la déléguée territoriale pour la région du gestionnaire du réseau de transport d’électricité (RTE).

Il y a tout juste un an, en février 2025, RTE a présenté un plan de transformation du réseau français d’ici à 2040, d’un mon-

tant de près de 100 milliards d’euros. Le défi est majeur : l’entreprise doit renouveler des infrastructures vieillissantes, mais aussi les adapter à la hausse attendue de la consommation d’électricité, indispensable pour se débarrasser du pétrole et du gaz, ainsi qu’aux conséquences du dérèglement climatique.

L’Ile-de-France, région la plus consommatrice d’électricité (15 % de la consommation nationale), est l’une des pièces centrales de ce chantier. Elle concentre 20 % de la population sur 2 % du territoire, une activité économique importante avec 62 sites industriels raccordés et de nombreux projets de centres de données. Elle compte aussi plus de 6 000 kilomètres de lignes aériennes et souterraines et 194 postes électriques.

La capitale, elle aussi, affiche des spécificités : elle est desservie par 300 kilomètres de câbles souterrains qui doivent être intégralement remplacés d’ici à 2030 et est exposée à un risque de crues de la Seine. Le poste électrique de Javel,

par exemple, est en train d’être surélevé de plus de 6 mètres pour y faire face. En 2025, RTE a investi 257 millions d’euros en Ile-de-France, un chiffre en hausse de 66 % par rapport à 2024.

### Forêt de barres métalliques

A Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne), les travaux vont permettre de renouveler des pylônes âgés, rouillés et corrodés par la pollution, mais aussi de faire transiter davantage d’électricité. Certains de ceux qui seront remplacés ne portent pour l’instant qu’une seule ligne et pourront en accueillir une deuxième, et les nouveaux câbles seront plus gros. Ils seront aussi capables de résister à des températures de 85 °C à 90 °C, contre 45 °C à 50 °C aujourd’hui (à la température extérieure s’ajoute la température générée par le flux de courant). « *Nous mettons en place des infrastructures à même de résister à un climat de + 4 °C en 2100* », précise Chloé Latour, directrice stratégie, planification et régulation de RTE.

Le réseau doit par ailleurs se préparer à une possible hausse de la consommation. En France, celle-ci stagne depuis plusieurs années. Mais tous les scénarios de sortie des énergies fossiles prévoient une forte augmentation de cette demande d’électricité à mesure que des usages liés au pétrole ou au gaz (transport, industrie, chauffage...) seront électrifiés. Les vagues de chaleur, de plus en plus fréquentes, devraient aussi conduire à une utilisation accrue de la climatisation.

Au sud de la capitale se dresse une impressionnante forêt de bar-

### La région compte plus de 6 000 kilomètres de lignes aériennes et souterraines et 194 postes électriques

res métalliques placées à l’horizontale, à une quinzaine de mètres du sol, et de colonnes en porcelaine ou en verre disposées à la verticale. Le poste électrique de Villejust (Essonne), le plus gros d’Europe, s’étale sur 13 hectares, et en plein air. Ici arrivent des flux en provenance notamment du Centre-Val de Loire : 95 % de l’électricité consommée en Ile-de-France est importée d’autres régions. « *Ce poste permet d’abaisser ou de relever la tension, comme si l’on passait de très grandes autoroutes de l’électricité à un réseau plus fin*, décrit Régis Maurier, responsable du groupe maintenance réseau Ile-de-France Sud-Ouest. *Puis l’électricité est aiguillée vers différentes portions du réseau*. »

Une partie de ce courant va s’arrêter à quelques kilomètres de là, à Nozay (Essonne), pour alimenter des data centers. Là aussi, un nouveau poste électrique est en train d’être achevé pour répondre à la demande. Le bâtiment de 800 mètres carrés arbore des motifs en forme d’épi de maïs pour rappeler

les champs alentour. « *L’entreprise Data 4 nous a demandé une augmentation de puissance car leur site s’agrandit*, explique Jérémie Holvoet, le chef de projet. *Mais ce poste va aussi servir à d’autres clients, c’est comme une grosse multiprise*. »

En Ile-de-France, l’un des trois territoires privilégiés pour l’installation des centres de données, plus de 10 gigawatts (GW) de demandes de raccordement ont déjà été formulées auprès de RTE. Si tous ces projets se concrétisaient, cela entraînerait une hausse de 25 % de la consommation de la région à l’horizon 2030-2032. Le gestionnaire du réseau est toutefois confronté à de fortes incertitudes alors qu’une grande partie des entreprises ayant « réservé » leur place dans la file d’attente des raccordements ne finalisent pas leurs plans, ou à des échéances beaucoup plus lointaines. Un casse-tête, dans un contexte de grands travaux et de course contre la montre pour adapter les infrastructures. ■

PERRINE MOUTERDE



*À la communauté créative française, aux passionnés de cinéma et de télévision, à l'ensemble de l'industrie, et à toutes celles et ceux profondément attachés à l'avenir du cinéma et des arts :*

En tant que producteur, passionné depuis toujours par le cinéma et la télévision, je vous adresse cette lettre ouverte afin d'affirmer, de manière claire et sans ambiguïté, le rôle vital que joue le storytelling audiovisuel dans notre société. Le cinéma et la télévision transcendent l'âge, l'origine, les clivages politiques et les catégories socio-économiques, nous connectant les uns aux autres à travers des expériences partagées. Ils nous divertissent et nous inspirent, nous transportent vers de nouveaux mondes, préservent notre histoire et élargissent notre perception de ce qui est possible. Cette forme d'art est essentielle – et elle doit être protégée et préservée pour les générations futures.

Chez Paramount, ces convictions nous animent et guident notre projet d'acquisition de Warner Bros. Discovery. Nous y voyons une opportunité exceptionnelle de réunir nos deux entreprises emblématiques afin de raconter davantage d'histoires, de toucher des publics plus larges et de leur donner une résonance encore plus forte. Tout aussi essentiel, nous sommes convaincus que la communauté créative comme les spectateurs ont tout à gagner d'une plus grande diversité de choix – et non pas moins – et d'un marché qui encourage la création cinématographique, la production de contenus dans toute leur richesse, ainsi que l'exploitation en salles, plutôt que d'un système qui élimine la concurrence en permettant l'émergence d'une entité monopolistique ou dominante.

Je veux être parfaitement clair – si nous parvenons à acquérir Warner Bros. Discovery, voici les engagements que je prends envers la communauté créative et les spectateurs :

- **Augmentation de la production créative :** Paramount Studios et Warner Bros. Studios produiront chacun au moins 15 longs métrages de qualité par an, soit un minimum de 30 films par an pour le groupe – offrant du divertissement de premier plan aux spectateurs tout en soutenant durablement l'emploi dans les industries du cinéma et de la création. Nous avons déjà porté la production de Paramount de 8 à 15 films depuis la finalisation de la transaction Paramount-Skydance en août dernier.
- **Contenus tiers et licences :** Les deux studios continueront à soutenir un écosystème dynamique en concédant des licences pour leurs films et séries, non seulement sur leurs propres plateformes, mais aussi sur des plateformes tierces, tout en continuant d'acheter des contenus issus de studios tiers et de producteurs indépendants.
- **Préservation de HBO :** HBO continuera d'opérer de manière indépendante sous notre contrôle, lui permettant de créer encore davantage de contenus de classe mondiale qui font sa renommée.
- **Engagement envers les salles de cinéma :** Chaque film bénéficiera d'une véritable sortie en salles, dans le respect des fenêtres d'exploitation prévues par la chronologie des médias en France.
- **Préservation de la fenêtre vidéo à domicile :** à l'issue de son exploitation en salles, chaque film entrera dans la fenêtre vidéo à domicile (VOD à l'acte / physique) conforme aux standards actuels de l'industrie, en maintenant une période de vidéo à la demande payante avant sa mise à disposition sur les services de streaming par abonnement.

Je prends ces engagements par amour et par respect profond pour l'art du storytelling – en particulier à l'écran – et parce que je crois fermement que l'union de Paramount et de Warner Bros. Discovery représente une occasion unique de bâtir un véritable champion au service de la communauté créative, un acteur capable de donner vie à davantage d'histoires, de soutenir les cinéastes et les talents à grande échelle, et de rivaliser efficacement sur la scène mondiale en tant que groupe média indépendant. Dans le même temps – et à rebours de la trajectoire proposée par Netflix – ce projet vise à renforcer la concurrence en faisant émerger un compétiteur plus solide et plus efficace face aux plateformes dominantes.

Chez Paramount, nous mettrons tout en œuvre pour que la prochaine génération de films extraordinaires puisse être créée et vue par le public le plus large possible, sur les plus grands écrans. Nous le ferons dans un cadre garantissant un accès équitable et un marché dynamique et pluraliste – parce que nous sommes en faveur de la concurrence, du côté de la communauté créative et des spectateurs. Cet engagement guide notre démarche vis-à-vis de Warner Bros. Discovery, et nous espérons pouvoir compter sur votre soutien alors que nous œuvrons sans relâche pour préserver l'avenir du storytelling audiovisuel.

Cordialement,

**David Ellison**  
Président-directeur général  
Paramount, une société du groupe Skydance

## AFFAIRE EPSTEIN

Dans l'affaire tentaculaire du criminel sexuel Jeffrey Epstein, la publication de trois millions de pages supplémentaires par la justice américaine, vendredi 30 janvier, a fait l'effet d'une déflagration en France, touchant plusieurs personnalités du monde politique, du cinéma ou de la culture. Aucun e-mail consulté par *Le Monde* ne révèle une implication dans les trafics commis par le pédocriminel, mais beaucoup conduisent à s'interroger sur ce que savaient, ou non, les personnes concernées.

Au cours de la décennie 2010, Jeffrey Epstein est connu comme un riche homme d'affaires qui a fait fortune à Wall Street, proche de Bill Gates et d'entrepreneurs de la Silicon Valley. Il a déjà été accusé en 2008 d'avoir mis sur pied un système de prostitution de mineures dans sa villa de Palm Beach, en Floride – la police fédérale américaine (FBI) a identifié trente-trois victimes, dont certaines âgées de 14 ans. Le financier a conclu un accord avec les procureurs fédéraux de Floride, plaidé coupable pour prostitution d'une seule adolescente de 14 ans et négocié une peine de prison de dix-huit mois.

Après cette première affaire, Jeffrey Epstein a continué de recevoir une foule de visiteurs, attirés par son carnet d'adresses ou par sa fortune. Habile à mettre en scène ses relations – réelles ou fabriquées – avec les puissants, le prédateur que tous décrivent comme «*charmant*» s'évertue alors à s'immiscer dans leur cercle amical. «*Le monde entier venait à sa table*», se souvient le chef d'orchestre de renommée internationale Frédéric Chaslin. Entre 2013 et 2019, il a vu Jeffrey Epstein au moins cinq fois, à New York, à Paris et dans son ranch à Santa Fe (Nouveau-Mexique), avec sa compagne de l'époque puis son actuelle épouse, dans l'espoir, dit-il, de faire financer un opéra. «*Evidemment, si j'avais su, jamais je ne serais allé chez lui*», insiste M. Chaslin. «*C'est comme si j'avais rencontré un monstre.*»

Le chef d'orchestre a envoyé un mail ambigu à Jeffrey Epstein, en septembre 2013 : «*J'ai trouvé une fille formidable pour ton prochain séjour à Paris, étudiante en philosophie, 21 ans, ressemble un peu à la femme actuelle de Polanski.*» Il s'agissait, assure M. Chaslin, d'une traductrice pour une visite de musées, qui n'a finalement pas travaillé pour Jeffrey Epstein. Face à l'emballage de l'œuvre sur les réseaux sociaux, Frédéric Chaslin a dénoncé sur X, mardi 3 février, des «*insinuations*», ajoutant qu'il est «*totalelement inadmissible et faux*» d'affirmer qu'il aurait «*trouvé une fille*» pour Epstein.

«**SUPER CONNECTEUR**»

Bruno Le Maire, lui, préfère le silence à la publication d'un communiqué. L'ancien ministre de l'économie et des finances apparaît à son corps défendant dans les mails publiés, sans qu'il ait jamais correspondu directement avec Jeffrey Epstein. A l'origine de sa mise en contact avec le financier, on trouve un certain Olivier Colom, ex-conseiller de la cellule diplomatique de Nicolas Sarkozy à l'Elysée entre 2007 et 2012, par ailleurs camarade de promotion à Sciences Po et à l'ENA de Bruno Le Maire.

Après avoir quitté l'Elysée pour devenir conseiller international du groupe bancaire Edmond de Rothschild, ce Français correspond très activement avec Jeffrey Epstein, au point d'apparaître comme l'un de ses points de contact en France. En septembre 2013, Olivier Colom lui écrit un courriel dans lequel il présente Bruno Le Maire comme un «*ami*», «*ancien ministre de Sarkozy et futur candidat à la présidentielle*» de 2017, sur le point de venir à New York pour l'Assemblée générale de l'ONU : «*J'aimerais l'aider à lever des fonds. Une idée ?*»

Bruno Le Maire, lui, souhaite rencontrer des banquiers d'affaires pour élargir son réseau. Olivier Colom le convie, en journée, dans la maison d'Epstein à Manhattan. Une fois assis face au maître des lieux, le député de l'Eure aurait compris qu'il se trouvait dans la demeure du financier et, selon son récit, serait parti rapidement. Il aurait d'emblée coupé les ponts avec M. Colom, tenu responsable de cette rencontre non consentie. Interrogé par *Le Monde*, Olivier Colom a, lui, d'autres souvenirs : d'après lui, Bruno Le Maire savait qu'il allait rencontrer Epstein, un «*super connecteur*» avec des banquiers, mais le rendez-vous d'une dizaine de minutes a tourné court après l'exposé du député. Il dit avoir gardé des relations cordiales avec Bruno Le Maire, qui

**« EPSTEIN M'A DIT QU'IL S'ÉTAIT SOIGNÉ, QU'IL AVAIT INDEMNISÉ LA VICTIME ET PAYÉ SA PEINE EN PRISON. J'AI PENSÉ QU'IL AVAIT LE DROIT D'ÊTRE RÉHABILITÉ »**

CAROLINE LANG  
fille de Jack Lang

l'avait invité à une remise de décoration à Bercy en 2023.

Quoi qu'il en soit, dans les mois et les années qui suivent, Epstein ne semble pas bien se souvenir de son interlocuteur («*Bruno, j'ai oublié son nom*», écrit-il). Toujours d'après les «*Epstein Files*», il tente de revoir Bruno Le Maire, devenu en 2017 ministre de l'économie et des finances, en vain.

En octobre de la même année, le mathématicien et alors député de l'Essonne Cédric Villani reçoit un mail de «*Jeffrey*», qui se recommande de stars de la tech et des sciences, Misha Gromov et Joi Ito, et annonce : «*Mon champ d'expertise est l'argent et les monnaies numériques.*» Il l'invite à prendre «*un café*», en réalité dans son appartement de l'avenue Foch, où Villani se rend sans savoir qu'il s'agit d'Epstein. Le businessman

tente par la suite d'appâter Villani en mentionnant la visite passée de Bruno Le Maire, sans résultat.

De la même manière, le cinéaste Michel Hazanavicius, connu pour avoir réalisé *The Artist* en 2011, rencontre Epstein à l'initiative de ce dernier. Par l'entremise de leurs agents respectifs, le businessman lui propose de lui faire rencontrer Woody Allen, lors d'un dîner à Paris, en mai 2012.

«**COMME UNE ARAIGNÉE**»

A la même époque, M. Hazanavicius se rend dans l'appartement parisien de Jeffrey Epstein. «*Il m'avait raconté qu'il avait été piégé avec des masseuses mineures, témoigne le cinéaste. C'était un peu bizarre. Bérénice [l'actrice Bérénice Bejo, son épouse] m'a dit : "Plus jamais on ne croise ce mec." C'était juste après les Oscars, on était la coqueluche de Hollywood. Vous êtes invité chez Madonna, Clint Eastwood vous tape dans le dos, Scorsese vous dit que vous êtes un génie... On était dans la lumière et Epstein réseautait. Il spottait [ciblait] des gens pour les faire chanter, comme une araignée qui vous chope dans sa toile.*»

En juin 2012, Jeffrey Epstein écrit au réalisateur : «*Des idées pour [trouver] une fille très belle mais intelligente pour m'accompagner à la première parisienne de Woody ?*» La formule («*smart girl*») est la même qu'il utilise, dans ses courriels, avec des intermédiaires pour s'acheter les ser-

vices de très jeunes femmes. Hazanavicius esquivé, Epstein trouvera la «*fille*» par un autre biais. Le réalisateur s'éloigne peu à peu du prédateur sexuel, évitant ses nombreuses invitations, jusqu'en 2014. «*Je suis un bon père de famille un peu chiant, donc je trouve hallucinant d'avoir croisé ce type, ajoute-t-il. Après coup, j'ai compris qu'il m'avait envoyé des signaux qui auraient pu m'emmener dans des trucs salaces.*»

C'est aussi par «*Woody*» que Jack Lang et sa fille Caroline ont connu Epstein, en 2012. Dans la masse des courriels publiés, ils apparaissent comme les Français ayant noué avec lui les liens les plus étroits. «*Des liens de cordialité*», reformule Jack Lang, dans son bureau de l'Institut du monde arabe (IMA), mardi 3 février. Leur rencontre aurait eu lieu à l'occasion d'un dîner auquel assistait Woody Allen, ami des Lang, qui accompagnait parfois Epstein lors de ses voyages en France. «*Je ne compte pas le nombre de fois où nous nous sommes vus*», explique au *Monde* l'ancien ministre de la culture. «*Je rencontre beaucoup de monde, je suis attiré par l'inattendu. Jeffrey était un homme généreux de sa personne, un homme de commerce agréable. Il aimait l'art, le cinéma. On ne peut pas projeter sur hier les crimes monstrueux commis ensuite. C'est dégueulasse de rayer ce qui s'est passé, sous prétexte que quel qu'un est un criminel !*»

En cause, surtout, une société offshore domiciliée dans les îles Vierges américaines, que Jeffrey Epstein a créée en 2016 en association avec Caroline Lang, alors directrice générale de Warner Bros TV pour la France. Cette société, Prytanee LLC, avait pour visée l'achat d'œuvres d'art et détenait sur ses comptes 1,4 million de dollars (environ 1,2 million d'euros), a rapporté *Mediapart*. M<sup>me</sup> Lang possédait la moitié des parts, mais c'est Epstein qui avait abondé 100 % du capital. Il était prévu qu'ils se partagent les bénéfices en cas de revente de la collection d'œuvres. Jack Lang, en copie des mails concernant la gestion du fonds, assure toutefois avoir découvert qu'il figurait dans les statuts de l'entreprise, «*sans doute pour appâter le chaland*». La société a été dissoute en avril 2020, à la demande de Caroline Lang, après la mort d'Epstein en prison, en août 2019. «*Je n'ai jamais touché un centime*», précise-t-elle au *Monde*. «*Je n'ai pas mis un sou dans cette société, ni dans mon trust, j'ai laissé Jeffrey créer ce fonds. J'ai été légère, je voulais financer des jeunes artistes et j'aurais dû être plus regardante.*»

D'après les courriels publiés, le financier a également joué le rôle de mécène, voire de parrain, pour la famille Lang. En octobre 2012, bien avant la création du fonds, il écrit à Jack et Caroline Lang pour leur signifier que «*le reste des 100 000 [dollars]*» sera



# L'affaire Epstein éclabousse des personnalités françaises

Les courriels rendus publics révèlent les relations, plus ou moins soutenues, entre le milliardaire et diverses figures du monde de la politique et de la culture



**Des extraits  
des e-mails de  
Jeffrey Epstein,  
révélés par  
le ministère  
américain  
de la justice,  
le 30 janvier.**

MINISTERE AMERICAIN  
DE LA JUSTICE

**« ON ÉTAIT DANS LA  
LUMIÈRE ET EPSTEIN  
RÉSEAUTAIT. IL SPOTTAIT  
[CIBLAIT] DES GENS POUR  
LES FAIRE CHANTER »**

MICHEL HAZANAVICIUS  
cinéaste

d'Emmanuel Macron. Alors qu'Epstein souhaite acquérir un riad à Marrakech, où ils se voient, Jack Lang lui transmet, en 2015, la proposition d'un potentiel vendeur : « *Le prix est 5400 000 euros, offshore.* »

Jack et Caroline Lang ont continué à voir Jeffrey Epstein jusqu'à trois mois avant son arrestation, en juillet 2019, pour trafic sexuel. Ils se côtoient à Paris lors d'un colloque organisé à l'occasion des 30 ans de la pyramide du Louvre, fin mars 2019, et d'un déjeuner chez les Lang. Mais la fille de l'ancien ministre assure être tombée des nues à l'été 2019. « *Il avait une double personnalité, vous ne soupçonnez pas une seconde sa double vie*, raconte-t-elle. *Il cachait bien son jeu, c'était Jekyll and Hyde. Je ne compare pas à l'abomination subie par ces femmes, mais je me sens aussi une victime.* » Elle affirme avoir découvert par Mediapart qu'elle figurait sur le testament tardif de Jeffrey Epstein, pour 5 millions d'euros, parmi des dizaines d'autres personnes, sans en avoir jamais été informée.

Après la révélation de cette proximité passée, Caroline Lang a été contrainte, lundi 2 février, à la démission du Syndicat de la production indépendante, organisation dont elle était la déléguée générale depuis trois semaines. « *Elle a perdu son boulot, elle est la victime collatérale de moi-même* », soupire son père, tout en assurant qu'aucun vent de panique ne traverse l'IMA, qu'il préside depuis des années, et dont il ne compte pas démissionner. ■

IVANNE TRIPPENBACH

# Une vraie proximité avec la banquière Ariane de Rothschild

De 2013 jusqu'à la mort de Jeffrey Epstein, en août 2019, ce dernier agissait en conseiller officieux du groupe Edmond de Rothschild, implanté en Suisse et dirigé par la Franco-Allemande

Tu crois à ces conneries!! ? » Le 16 septembre 2015, Ariane de Rothschild s'agace auprès de Jeffrey Epstein, dans un courriel en anglais qui traduit la familiarité régnant entre les deux correspondants. A son ami américain, la patronne franco-allemande du groupe bancaire suisse Edmond de Rothschild transfère un message envoyé par Jacob Rothschild, issu de la branche britannique de la dynastie financière. Ce dernier prie Ariane de Rothschild de l'appeler, s'imposant en médiateur dans le conflit qui oppose alors la banquière genevoise à un concurrent et autre membre de la grande famille, David de Rothschild, implanté à Paris.

David, à la tête de sa banque d'affaires en France, et Ariane, devenue la toute-puissante patronne du groupe Edmond de Rothschild en Suisse en janvier 2015 grâce au soutien de son époux, Benjamin (mort en 2021), se font alors la guerre. Le premier a déclenché la colère de la seconde lorsqu'il a rebaptisé sa maison, Paris Orléans, en « Rothschild & Co » et a commencé à se présenter comme le « groupe Rothschild ». Ce qu'elle considère comme un accaparement du prestigieux patronyme, susceptible de lui porter préjudice auprès des investisseurs et des clients fortunés. Cette bataille sur le nom ne prendra fin qu'en 2018 avec un accord sur ses usages entre les deux parties.

En ce mois de septembre 2015, l'animosité entre les « cousins » est au plus vif, et Ariane de Rothschild relate par écrit, en quasi-direct, les épisodes de ce combat, pourtant confidentiel, à Jeffrey Epstein. En retour, l'homme d'affaires prodigue ses bons conseils. « *Je proposerais à David une alternative (...), par exemple D. Rothschild & Fils... D. Rothschild and Co... De Rothschild ?* », écrit-il le 18 septembre 2015.

## Réseau précieux

Issus des « Epstein Files », comme on appelle ces millions de documents judiciaires publiés par le ministère américain de la justice, ces échanges illustrent la très grande proximité ayant existé entre Ariane de Rothschild, porteuse du titre de baronne et dotée d'une fortune personnelle estimée à 5,3 milliards d'euros par le magazine *Challenges*, et Jeffrey Epstein. Entre celle qui est l'une des plus puissantes actrices de la banque privée en Europe et le financier new-yorkais, la relation, de nature amicale et professionnelle, a duré de 2013 à 2019, jusqu'à l'arrestation de ce dernier aux Etats-Unis pour une multitude de crimes sexuels. Epstein est mort en prison en août 2019.

Révélé par le *Wall Street Journal* en 2023, leur lien avait d'abord été minimisé par Ariane de Rothschild. La dernière livraison des « Epstein Files », publiée le 30 janvier par les autorités américaines, vient terrasser cette version de l'histoire : comme le montrent des centaines de courriels, Epstein était un ami intime de la banquière de 60 ans et agissait comme son conseiller officieux pour les affaires. Depuis leur révélation, ces documents font le lit sur les réseaux sociaux des théories du complot les plus absurdes et d'innombrables délires antisémites. Aucun élément consulté

par *Le Monde* n'implique Ariane de Rothschild dans les crimes sexuels d'Epstein.

Les accusations et les scandales entachant la réputation du prédateur n'ont jamais altéré cette relation, même après que la presse anglo-saxonne, notamment le *Miami Herald* en novembre 2018, a commencé à multiplier les révélations sur le personnage. Le 4 décembre 2018, ils évoquent la possibilité d'un séjour à Megève (Haute-Savoie), dans l'un des hôtels appartenant au groupe Edmond de Rothschild, avec Karyna Shuliak, la compagne d'Epstein à l'époque. Le 11 février 2019, ils planifient, pour la même jeune femme, une visite de la parfumerie Caron à Paris, également propriété du groupe.

Auprès du *Monde*, le groupe Edmond de Rothschild reconnaît l'existence d'une « *relation professionnelle* » entre les deux personnalités, sur laquelle « *une relation d'ordre plus personnel s'est installée au fil des années* ». « *Ariane de Rothschild n'avait aucune connaissance du comportement personnel de M. Epstein et condamne les crimes dont il s'est rendu coupable* », ajoute-t-il. La baronne de Rothschild et sa famille détiennent l'intégralité du groupe bancaire, qui gérât des avoirs de 195 milliards d'euros en 2024. Celui-ci est notamment présent dans la banque privée et la gestion d'actifs, possède des vignobles, des hôtels de luxe, une lignée de trimarans de course.

Ariane de Rothschild et Jeffrey Epstein ont fait connaissance au printemps 2013. Ils ont été présentés l'un à l'autre par le diplomate norvégien Terje Roed-Larsen, le père des accords d'Oslo, par le biais d'Olivier Colom. Ancier conseiller international de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, ce Français a travaillé pour le groupe Edmond de Rothschild entre 2013 et 2016, notamment comme secrétaire général. « [Ariane] parle de vous tous les jours et du conseil que vous lui avez donné dimanche dernier d'ailleurs. Et sa maman vous aime bien aussi », écrit Olivier Colom à Jeffrey Epstein le 18 octobre 2013. Entre les deux hommes, on trouve des dizaines d'échanges souvent vulgaires et sexistes. Comme le 17 juin 2013, où l'homme d'affaires américain confie au diplomate français être « *sur [son] île dans les Caraïbes, avec un aquarium plein de filles* ». Joint par *Le Monde*, Olivier Colom n'a pas souhaité faire de commentaire sur ce point précis.

A ce moment-là, Epstein est déjà fiché comme délinquant sexuel par la justice américaine : il a été condamné en 2008 à dix-huit mois de prison pour prostitution de mineure, peine réduite parce qu'il a plaidé coupable. « *Il avait ficelé une histoire très construite: j'ai fait une faute, j'ai payé ma dette, la justice m'a laissé sortir.*

**LES ACCUSATIONS  
ET LES SCANDALES  
ENTACHANT  
LA RÉPUTATION  
DU PRÉDATEUR  
N'ONT JAMAIS ALTÉRÉ  
CETTE RELATION**

C'était le discours très américain de la seconde chance », explique un bon connaisseur du groupe Edmond de Rothschild.

Très vite, le réseau d'Epstein se révèle précieux pour la banque. En cette même année 2013, les Etats-Unis ont lancé une grande offensive à l'encontre des banques suisses, accusées d'avoir aidé des citoyens américains à dissimuler leurs avoirs. Menacées de poursuites judiciaires, elles sont poussées à coopérer avec le fisc américain et à négocier des amendes pour solde de tout compte. Visé, le groupe Edmond de Rothschild s'en remet à une ancienne conseillère de l'administration Obama, Kathryn Ruemmler, alors associée du cabinet Latham & Watkins. C'est Epstein qui l'introduit auprès d'Ariane de Rothschild en septembre 2014.

## Entremetteur

Grâce à son action, la banque genevoise et le ministère américain de la justice parviendront à un accord, le 18 décembre 2015, avec le paiement d'une amende de 45 millions de dollars (environ 38 millions d'euros). « *Au départ, les autorités américaines voulaient 80 millions de dollars*, se souvient un cadre du groupe Edmond de Rothschild. *Grâce à Kathryn Ruemmler, la facture a été réduite de moitié. Après cela, Epstein a pris beaucoup de place dans le groupe. Tout semblait plus ou moins soumis à sa réflexion stratégique.* »

La transaction avec les autorités américaines permet au financier de s'enrichir. Pour rémunérer ses bons offices dans l'affaire, le groupe Edmond de Rothschild s'engage à verser 25 millions de dollars à l'une de ses sociétés immatriculées aux îles Vierges américaines, Southern Trust Company. La somme est consignée dans un projet d'accord daté du 5 octobre 2015. A-t-il perçu d'autres rémunérations ? La banque suisse indique seulement que l'Américain l'a « *accompagnée dans différentes missions : présentation de hauts dirigeants, analyse des risques, conseil fiscal...* »

Entre « Jeff » et la baronne, la confiance s'est dès lors tant installée que l'homme d'affaires se présente désormais comme la porte d'entrée vers la grande dynastie financière. « *Comme tu le sais probablement, je représente les Rothschild* », se vante-t-il le 28 février 2016 auprès du milliardaire Peter Thiel, l'un des plus gros investisseurs de la Silicon Valley.

Le 23 mars 2016, Jeffrey Epstein franchit un cap : il évoque auprès d'Ariane de Rothschild l'idée d'une vente de tout ou partie de sa banque – le périmètre exact n'est pas détaillé : « *Je dois rencontrer des acheteurs potentiels la semaine prochaine.* » Et de suggérer une commission de 5 % à son profit. La banquière répond vouloir d'abord connaître l'identité de ces potentiels acquéreurs. Selon une source interne au groupe Edmond de Rothschild, un projet de vente de la division gestion d'actifs a été discuté à cette période en comité exécutif, à la suite d'une proposition de rachat émise par Apollo. Ce fonds d'investissement était alors dirigé par un proche d'Epstein, Leon Black.

A de très nombreuses reprises, Jeffrey Epstein joue aussi les entremetteurs, faisant rencontrer des personnalités à son amie ban-

**LA CONFIANCE S'EST  
TANT INSTALLÉE QUE  
« JEFF » SE PRÉSENTE  
DÉSORMAIS COMME  
LA PORTE D'ENTRÉE  
VERS LA GRANDE  
DYNASTIE FINANCIÈRE**

quière : l'ancien premier ministre d'Israël Ehud Barak, le banquier allemand Stefan Krause ou l'industriel italien Ugo Brachetti Peretti. Bien que n'ayant aucune fonction officielle au sein d'Edmond de Rothschild, le milliardaire américain est en contact direct avec plusieurs cadres du groupe. Le 8 février 2017, peu après la première investiture de Donald Trump, il écrit ainsi à Johnny El Hachem, membre de la garde rapprochée de la baronne : « *Trump voudra nouer des partenariats public-privé dans la plupart des secteurs. Donald adore le nom Rothschild.* »

« *Ariane est une Rothschild par son mariage avec Benjamin, elle ne fait pas partie de l'establishment de la finance franco-suisse, décrypte un ancien dirigeant du groupe Edmond de Rothschild. Quand elle prend le pouvoir dans le groupe entre 2013 et 2015, elle n'a pas vraiment de réseau. Avec ce type qui lui fait rencontrer des "top guys" dans la finance, elle voit une opportunité de développer son cercle d'influence.* » Native du Salvador et fille d'un salarié de l'industrie chimique allemande, Ariane de Rothschild a commencé sa carrière de financière dans une salle de marché de la Société générale. C'est ainsi qu'elle a rencontré à Paris Benjamin de Rothschild, fils unique d'Edmond et de Nadine de Rothschild, à la fin des années 1980.

Les échanges entre la baronne et Epstein ont tôt fait de dépasser le cadre professionnel. De 2013 à 2019, ils se voient régulièrement pour des petits déjeuners ou des dîners, à Genève (Suisse), à New York ou à Paris, où ils disposent chacun d'un domicile particulier. Dans un courriel du 13 octobre 2015, Ariane de Rothschild est citée dans la liste d'une dizaine d'invités prestigieux à l'anniversaire de Jeffrey Epstein. A ses côtés, Terje Roed-Larsen et Ehud Barak, mais aussi l'intellectuel américain Noam Chomsky ou la productrice française Caroline Lang, fille de Jack Lang, dont Mediapart a révélé les liens financiers qu'elle entretenait avec l'homme d'affaires américain. Autre exemple : le 5 mai 2017, Ariane de Rothschild demande à Jeffrey Epstein de lui rapporter de New York des céréales sans gluten de la marque Kind, qu'elle apprécie particulièrement.

Jusqu'au bout, la relation a perduré. Le 13 mars 2019, Epstein félicite Ariane de Rothschild de l'annonce qu'elle vient de faire aux marchés financiers : son groupe va sortir de la cotation à Zurich après son rachat à 100 % par la famille. « *Je suis vraiment heureuse d'avoir cela derrière moi* », écrit-elle. « *Maintenant, tu pourras peut-être passer plus de temps aux Etats-Unis avec Kathy* [Kathryn Ruemmler] et moi ! », répond Jeffrey Epstein. Trois mois plus tard, il sera placé en détention. ■

JÉRÔME LEFILLIÂTRE

# Handicap : l'échec d'une aide arrêtée en catimini

Le fonds territorial destiné à l'accessibilité a été brusquement fermé le 8 janvier, faute de demande

C'était l'un des engagements d'Emmanuel Macron, lors de la conférence nationale du handicap en 2023 : pour donner un coup d'accélérateur à la mise en accessibilité des petits commerces, hôtels, restaurants ou cabinets médicaux, l'Etat avait débloqué une enveloppe de 300 millions d'euros sur cinq ans. Mais le dispositif, qui devait s'étaler jusqu'à la fin 2028, a été fermé brusquement deux ans plus tard : un arrêté, publié le 31 décembre 2025 au *Journal officiel*, a mis fin au fonds territorial d'accessibilité, avec effet au 8 janvier.

Géré par un service du ministère de l'économie, ce fonds était ouvert aux établissements recevant du public dits de 5<sup>e</sup> catégorie, comme les commerces de proximité, les restaurants et bars, hôtels, banques ou cabinets médicaux. Il subventionnait 50 % des dépenses d'équipements ou de travaux, comme des rampes d'accès, l'élargissement d'un couloir, des portes coulissantes ou des sanitaires adaptés aux fauteuils roulants, pour un montant maximal de 20 000 euros, ainsi que les dépenses de diagnostic ou maîtrise d'ouvrage jusqu'à 500 euros.

## « Signal de recul »

Mais ce coup de pousse financier n'a jamais trouvé son public. « *Le guichet a été arrêté parce que les crédits n'ont pas été consommés. En 2024, 50 millions d'euros ont été mis sur la table. On n'a dépensé que 2,5 millions d'euros depuis novembre 2023, c'est très déprimant* », déplore Isabelle Saurat, déléguée interministérielle à l'accessibilité. *On a eu au maximum 450 dossiers, alors qu'on s'attendait à en avoir des dizaines de milliers.* » Après un démarrage très timide, l'enveloppe avait déjà été réduite à 5 millions d'euros. Les 2,5 millions restants doivent être alloués à un service téléphonique pour les sourds et malentendants.

Isabelle Saurat, qui coordonne les politiques de différents ministères (santé et solidarité, transports, logement, économie...), évoque plusieurs explications à ce désintérêt. En premier lieu, un « *reste à charge jugé trop élevé* » pour des structures en manque de trésorerie. Mais aussi « *le ressenti qu'il n'y a ni contrôle ni sanctions* » qui justifieraient des investissements. Sans compter le sentiment

## « L'accessibilité est l'un des sujets qui a le moins avancé depuis 2005 »

ARNAUD DE BROCA  
président de  
Collectif Handicaps

que réaliser des travaux dans les locaux serait inutile lorsque la voirie ou les transports alentour ne sont pas aux normes. « *Plutôt que de réfléchir aux obstacles, on a préféré supprimer ce fonds. On aurait pu laisser un peu plus de temps, pour que la communication atteigne le boucher ou le boulanger de chaque quartier* », déplore Arnaud de Broca, président du Collectif Handicaps, regroupant 54 associations. Il regrette une « *décision prise en catimini, lors de la trêve de Noël* » qui « *envoie un signal de recul scandaleux* ». « *L'accessibilité est l'un des sujets qui a le moins avancé depuis 2005. Souvent, on pense aux aménagements pour les fauteuils roulants, ce qui coûte le plus cher, mais ce n'est pas la seule chose : l'éclairage, la formation de professionnels sont plus faciles à mettre en œuvre, mais ce n'est pas fait pour autant.* »

Il s'agit pourtant d'une obligation, fixée dès 1975, et renforcée par la loi « handicap » du 11 février 2005. A compter de cette date, tous les établissements recevant du public neufs devaient être accessibles aux personnes à mobilité réduite, mais aussi aux personnes présentant un handicap visuel, auditif, cognitif ou psychique. Pour les bâtiments existants, la loi accordait un délai de dix ans. Mais, après un rapport rendu en 2015 par Claire-Lise Campion, alors sénatrice socialiste de l'Essonne, soulignant l'impossibilité d'atteindre cet objectif, une ordonnance a été publiée en septembre 2014 pour établir des agendas d'accessibilité programmés (Ad'ap), pour planifier des aménagements dans des délais compris entre trois et neuf ans. Mais alors que l'échéance s'arrêtait en 2024, aucun bilan récent n'a été publié.

La mission d'évaluation de la loi de 2005, publiée en juillet 2025 par l'Assemblée nationale cite des chiffres de 2022 : sur 2 millions d'établissements recevant du pu-



Lors d'un contrôle de l'accessibilité des commerces, à Grigny-sur-Rhône (Rhône), le 2 décembre 2025. ROMAIN DOUCELIN/SIPA

blic, toute taille confondue, la moitié n'étaient engagés dans aucune démarche. Parmi ces 942 000 établissements qui respectaient la réglementation, seuls 50 % étaient effectivement accessibles, car 15 % avaient encore un Ad'ap en cours et 35 % bénéficiaient de dérogations, pour impossibilité technique, coûts disproportionnés, refus de travaux par la copropriété, atteinte au patrimoine. Et le rapport souligne que « *les difficultés se concentrent sur les établissements recevant du public de 5<sup>e</sup> catégorie, dont 90 % ne seraient pas aux normes* ».

## « Processus de contentieux »

Isabelle Saurat avance le chiffre de 800 000 établissements recevant du public actuellement non accessibles, tout en reconnaissant le manque de données concernant les petites structures. L'Etat a développé depuis 2020 une plateforme collaborative, AccesLibre, où sont publiées les informations

concernant plus de 600 000 établissements, données par les commerces, les citoyens ou les « ambassadeurs de l'accessibilité », des jeunes en service civique qui font aussi de la sensibilisation sur le terrain. En parallèle, le gouvernement a lancé une politique prioritaire pour les services essentiels de l'Etat, qui ne sont pas toujours exemplaires : seulement 49 % des commissariats, 53 % des gendarmeries et 51 % des tribunaux étaient aux normes fin 2024, contre 88 % des hôpitaux ou 99 % des agences France Travail, selon un bilan réalisé le 16 juillet par le Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Enfin, une circulaire a été envoyée le 25 juin 2025 à tous les préfets pour leur demander d'établir « *une stratégie de contrôle* » de l'accessibilité des établissements recevant du public dans leurs départements, pouvant déboucher sur des sanctions administratives, de 1 500 à 5 000 euros, voire en der-

## « 50 millions d'euros ont été mis sur la table. On n'a dépensé que 2,5 millions d'euros depuis novembre 2023 »

ISABELLE SAURAT  
déléguée interministérielle  
à l'accessibilité

nier recours à des sanctions pénales, de 45 000 à 75 000 euros. « *Trois ou quatre préfectures avaient déjà pris des sanctions auparavant, et cela a eu un effet d'entraînement* », explique Isabelle Saurat. *Je suis convaincue qu'il faut en passer par là.* »

Les associations espèrent que la circulaire sera suivie d'effets, avec suffisamment de moyens de contrôle et des sanctions exemplaires

d'avantage médiatisées. Certaines envisagent aussi d'en passer par les tribunaux. « *Pour agir en justice, il faut que le citoyen en situation de handicap vienne se plaindre d'un commerce de proximité où il a l'habitude de venir, c'est très compliqué. Nos adhérents ne veulent pas poursuivre leur épicier* », explique Pascal Bureau, spécialiste de l'accessibilité et membre du bureau de APF France Handicap. *En tant qu'association, nous voulons mener une action à un niveau plus large. En lien avec le collectif Intérêts à agir, nous allons lancer des processus de contentieux sur la responsabilité de l'Etat dans la non-application de la loi. On veut que la justice puisse dire que les préfets ou les collectivités n'ont pas fait leur travail, que le gouvernement n'a pas mis suffisamment de moyens et qu'il faut les sanctionner. Même si on sait que cela prendra du temps et ne va pas porter ses fruits tout de suite.* » ■

ANNE-AËL DURAND

# Quatre enseignes au tribunal pour leur inaccessibilité en ligne

L'association ApiDV, qui accompagne les déficients visuels, a assigné en référé Picard, Auchan, Leclerc et Carrefour

Pour les personnes aveugles, qui ne peuvent pas faire leurs courses seules dans un magasin, Internet représentait une opportunité d'être autonome, sous réserve que les sites soient accessibles. Or, seuls 3 % des sites marchands le sont, déplore Pierre Marragou, président de l'association Accompagner, promouvoir, intégrer les déficients visuels (ApiDV).

Avec l'association Droit pluriel, qui défend l'accès à la justice des personnes en situation de handicap, elle a assigné en référé quatre enseignes de commerce alimentaire – Auchan, Carrefour, Leclerc et Picard – pour non-accessibilité de leur site ou de leur application mobile. Deux audiences prévues en janvier, concernant Auchan, au tribunal judiciaire de Lille, et Picard, à Fontainebleau (Seine-et-Marne), ont fait l'objet de reports. La prochaine, à l'encontre du groupe Leclerc, est prévue – sauf report – mercredi 5 février au tribunal judiciaire de Créteil.

« *On a choisi ces quatre entreprises qui étaient leaders dans ce secteur, et particulièrement en défaut* », explique Erwan Robbe, juriste au sein du collectif Intérêt à agir, qui soutient les deux associations dans cette action. *Les entreprises comme Carrefour ou Leclerc claiment des conformités à 70 %, mais ça ne suffit pas : si on demande à un constructeur de faire un escalier et qu'il s'arrête à la septième marche, [son bâtiment] n'est pas du tout accessible.* »

Des groupes d'utilisateurs ont recensé les difficultés rencontrées selon leur type de handicap. « *Pour un malvoyant, les choix de police, couleurs et taille de caractères empêchent de lire la description des produits. Sur certains sites, il est impossible de naviguer au clavier, ou de choisir le magasin où récupérer ses courses en drive. Parfois, des boutons ou onglets sont symbolisés par une image, pas correctement décrits par le logiciel de vocalisation utilisé par les non-voyants : il lit "onglet 1", "onglet 2"... vous ne pouvez pas savoir si c'est la*

## « Pour un malvoyant, les choix de police, couleur et taille de caractère empêchent de lire la description des produits »

PIERRE MARRAGOU  
président de l'association  
ApiDV

recherche, le panier ou le menu, détaille Pierre Marragou. *A la fin, on arrive à bricoler, en passant quarante-cinq minutes de plus que les autres ou en demandant à quelqu'un de l'aide : ça empêche d'être indépendant à 100 %.* »

Les associations ont d'abord adressé une mise en demeure aux quatre enseignes, le 7 juillet 2025, et ont rencontré des représentants de Picard, de Leclerc et de

Carrefour, mais, « *ayant constaté une certaine indifférence quant au respect de la loi et des droits des personnes en situation de handicap* », elles ont saisi la justice, le 12 novembre 2025, pour faire cesser cette discrimination, qui touche, selon elles, 12 millions de personnes en France.

## « Première action en Europe »

Le 28 juin 2025 est entré en vigueur un arrêté qui transcrit une directive européenne de 2019 qui impose à tous les sites d'e-commerce, de banques, de transports et de médias dépassant dix salariés et 2 millions d'euros de chiffre d'affaires de respecter un référentiel général d'amélioration de l'accessibilité. Mais les structures réalisant plus de 250 millions d'euros de chiffres d'affaires étaient déjà tenues de déclarer leur niveau d'accessibilité et de réaliser un schéma pluriannuel depuis 2021.

Selon un audit réalisé en 2025, Picard respecte 41 % de critères de conformité au référentiel sur son site et moins de 12 % sur son appli-

cation mobile. Contactée par *Le Monde*, l'entreprise assure qu'elle « *prend très au sérieux les attentes exprimées par ApiDV et Droit pluriel* [et qu'elle] a défini et met en œuvre un plan d'action correctif important, encore optimisé grâce à des tests réalisés en septembre 2025 avec l'association Valentin Haiüy, son partenaire historique ». Auchan affirme que « *dans le cadre de la refonte de [son] site et de l'application courant 2026 le sujet de l'accessibilité sera bien sûr pris en considération* ».

Carrefour précise au *Monde* que le groupe « *travaille constamment à renforcer son accessibilité numérique* [et qu'il] a atteint désormais 71 %, soit le double d'il y a encore trois ans, et bien au-dessus de la majorité des autres enseignes ». Il dit également avoir « *lancé un plan de conformité pour viser les 100 % qui sera opérationnel fin 2026* ». Le groupe Leclerc précise, pour sa part, que les structures gérant les sites et les applications n'étaient pas soumises à des obligations avant 2025, et assure que, pour les

deux sites visés, qui atteignent respectivement 50 % et 76,05 % des critères du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité, « *l'atteinte du seuil de 100 % demeure une priorité stratégique vers laquelle converge l'ensemble de [ses] travaux actuels* ».

« *A notre connaissance, c'est la première action en Europe dans le champ privé sur le fondement de l'accessibilité numérique* », souligne Erwan Robbe. En France, ApiDV et Intérêt à agir avaient obtenu la condamnation de l'Etat au tribunal administratif en juin 2024 pour l'inaccessibilité du logiciel Pronote utilisé dans les collèges et lycées. Aux Etats-Unis, un consommateur non voyant, Guillermo Robles, a remporté en 2022 un combat judiciaire de près de six ans contre Domino's Pizza, dont le site ne lui permettait pas de commander en ligne. Cet exemple a accéléré les démarches d'accessibilité numérique des entreprises pour éviter d'autres actions en justice. ■

A.-A.D.

# « J’assume une rupture de méthode avec Anne Hidalgo »

Le candidat socialiste aux municipales à Paris, Emmanuel Grégoire, dévoile son programme

## ENTRETIEN

Le candidat socialiste pour les municipales des 15 et 22 mars à Paris, Emmanuel Grégoire, devait présenter son programme, jeudi 5 février, dont il détaille quelques mesures au *Monde*. A la tête d’une liste d’union de la gauche hors La France insoumise, il fait du logement l’une de ses priorités, s’engage à ne pas endetter davantage la Ville et assume une « rupture de méthode » avec la maire sortante, Anne Hidalgo (Parti socialiste, PS), dont il a été le premier adjoint de 2018 à 2024.

**La Ville a déjà atteint le seuil légal de 25 % de logements sociaux, faut-il aller au-delà ?**

Mon socle, c’est le droit de vivre à Paris et la première bataille, c’est le logement. Je souhaite atteindre 30 % de logements sociaux à l’horizon 2035, plus 10 % de logements intermédiaires, soit 40 % de logements publics, ce qui représente 60 000 nouveaux logements. Il y a trois leviers pour les produire : il reste de la réserve foncière pour en construire quelques milliers, puis il y a surtout les projets de transformation de bureaux en logements. L’évolution du marché montre qu’il y a une baisse structurelle assez élevée en matière de bureaux : on estime qu’on va tendre vers 1 million de mètres carrés vides de bureaux à Paris assez rapidement, et 6 millions dans tout le Grand Paris. Enfin, le troisième levier est la surélévation des immeubles dans le respect du bâti existant. Cela permet de rénover et de construire sans imperméabiliser davantage les sols.

**Pour agir sur la tension du marché privé, vous proposez des choses qui ne relèvent pas des compétences municipales :**

**réquisition des logements vacants depuis plus de cinq ans, interdiction de nouvelles résidences secondaires et de nouveaux meublés touristiques...**

Un programme politique, c’est aussi l’occasion de porter des plaidoyers sur des enjeux essentiels, sur lesquels la prise de conscience du pays est réelle, mais le temps de transformation législatif beaucoup trop long. La réquisition des logements vacants, cela fait dix ans que j’en fais un combat de premier plan. Il arrive que l’on gagne : on l’a fait pour obtenir la régulation successive des meublés touristiques ou encore la fusion entre la taxe sur les logements vacants et la taxe sur les résidences secondaires. Sur la réquisition, j’organiserai la mobilisation.

**Les questions de propreté et d’entretien de l’espace public font partie des préoccupations des Parisiens et sont mises au débit de l’équipe sortante, dont vous faites partie...**

Etre maire de Paris, c’est assurer les enjeux du quotidien, dont le ramassage des poubelles, boucher les trous dans le trottoir, redresser les poteaux tordus. Je n’oublie pas la mission qui est la mienne. Oui, Paris doit être plus propre. Je suis totalement hostile à la privatisation de la collecte des ordures ménagères qui marche plutôt bien, même si on a un problème de volume. Le sujet est sur l’entretien du quotidien et les délais d’intervention sur les cas problématiques.

Je veux créer des « fonctionnelles » d’arrondissement, inspirées de la brigade de propreté très efficace actuellement gérée en mairie centrale, qui soient à la main des maires d’arrondissement pour qu’ils puissent agir vite. Elles seront complétées par des brigades anti-incivilités au sein de la police municipale pour lutter



Emmanuel Grégoire, à Paris, le 3 février. JULIEN DANIEL/MYOP POUR « LE MONDE »

efficacement contre les infractions. Je veux aussi doter la Ville d’un outil précis d’affectation des moyens lié à l’intensité d’usage de l’espace public pour pouvoir ramasser plus souvent les poubelles là où cela est nécessaire, avec un objectif : zéro dépôt sur les trottoirs.

Sur la voirie, j’engagerai une révolution en matière de gouvernance et la Ville redeviendra le maître d’ouvrage unique de l’espace public. Je reviendrai sur la réforme des comptes de tiers [qui prévoit que chaque acteur extérieur à la Ville qui effectue des travaux est responsable de la remise en état] pour reprendre la main sur l’intégralité des travaux. Il faut faire un peu moins et un peu

mieux et remettre une culture d’exécution de très haut niveau. J’ai une obsession du quotidien et elle se porte aussi sur les pieds d’arbres, les dégraffitages, les stickers... Des choses qui ne sont pas graves en soi mais qui ne sont pas au niveau de Paris et qui peuvent générer des frustrations. Par ailleurs, nous remonterons le niveau de crédit d’intervention sur l’entretien de la voirie pour améliorer l’état de certaines rues qui doivent être rénovées.

**Comment comptez-vous financer votre programme, sachant que la Ville est déjà endettée ?**

La Ville n’est pas en déficit. Nous avons toujours dégagé plusieurs centaines de millions d’euros

d’excédents de fonctionnement. Pas un euro de dette n’a été consacré à autre chose qu’à de l’investissement et cela a permis d’accumuler un patrimoine de 47 milliards d’euros.

Ces investissements étant faits, je ne continuerai pas à endetter la Ville au rythme de celui des dernières années. Je veux garder la capacité de désendettement à douze ans en fin de mandature. Au cours de la mandature passée, un peu plus d’un tiers des investissements était financé par de l’autofinancement, je souhaite que l’on passe à 75 % en allant vers 800 millions d’euros d’excédent de fonctionnement par an et viser 1,1 milliard à 1,2 milliard à la fin de la mandature.

**« Il est essentiel de diminuer les dépenses de fonctionnement : je réduirai de moitié les enveloppes de déplacement »**

Il est essentiel de diminuer les dépenses de fonctionnement : je réduirai de moitié les enveloppes de déplacement. Je m’engage aussi à ne pas quitter Paris la première année de mon mandat. Je réduirai par ailleurs les frais de représentation, mais ce n’est pas par les symboles qu’on fait des économies. Cela se fera sur la trajectoire de la masse salariale, sur les marchés d’études, sur des économies de sous-traitance et d’événementiel. Je n’augmenterai pas la taxe foncière.

**Vous avez été adjoint puis premier adjoint d’Anne Hidalgo. En quoi votre mandat serait-il différent si vous étiez élu ?**

Je veux être le maire de l’hyperproximité, c’est ma méthode. Sur le fond, j’ai des convergences très fortes avec Anne Hidalgo en termes de vision pour la capitale et je suis très fier des projets qui ont été menés. Mais j’assume une rupture de méthode. Cela porte sur la disponibilité, la proximité, l’écoute permanente, le fait de savoir se remettre en question... et je m’y engage pleinement. Cela me semble élémentaire et nécessaire dans la gouvernance publique.

Cela passe aussi par le respect de l’opposition et de ceux qui n’ont pas voté pour soi. Je le traduirai dans la gouvernance et dans la disponibilité que je m’imposerai à moi-même et à mes équipes sur le terrain. Je ferai des comptes rendus de mandat par arrondissement, comme Bertrand Delanoë [maire PS de Paris de 2001 à 2014] le faisait tous les ans, et j’ai pris l’engagement d’aller dans chaque quartier chaque année avec les maires d’arrondissement, pour rendre compte de l’action menée et m’assurer de la bonne exécution de celle-ci et des problèmes remontés par les habitants. Paris a besoin d’hyperproximité, d’être choyée, qu’on prenne soin d’elle. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
HÉLÈNE BEKMEZIAN**

« Le Monde » a proposé un entretien similaire à la candidate Les Républicains Rachida Dati, sa principale concurrente, qui a décliné la proposition.

## A gauche, Autain et Ruffin cherchent à percer sans les appareils

Les deux ex-« insoumis » doivent remédier à l’absence de gros appareil militant à leur service, tout en marquant leur différence pour 2027

Dans la voiture qui le mène à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), où il doit rencontrer des assistants familiaux en conflit avec leur employeur, le département, François Ruffin compte et recompte : « 32 000 », « 35 000 d’ici une heure », estime-t-il. A la fin de la journée, mercredi 28 janvier, ils seront 38 000. Une semaine plus tard, plus de 70 000 « soutiens » sont inscrits sur sa plateforme de candidat à l’élection présidentielle, « Nous président ! ». Il suffit d’une adresse e-mail, d’un code

postal et d’un simple clic pour en être. Des « parrainages citoyens », comme les présente le député de la Somme, censés renforcer sa candidature.

Alors que la primaire prévue le 11 octobre commence à s’organiser, François Ruffin n’a pas attendu le Parti socialiste (PS) pour lancer sa campagne. La députée de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain en a fait de même. Les deux anciens « insoumis » en ont profité pour faire leur « tour de chauffe », selon l’expression de François Ruffin.

Ils doivent cependant remédier à un problème de taille : tous deux ne bénéficient pas d’une grosse écurie à leur service, à la hauteur du PS ou du parti Les Ecologistes. Clémentine Autain ne peut compter que sur L’Après, le mouvement des ex-« insoumis », qui compte 5 000 adhérents et en est encore à ses balbutiements. François Ruffin a, lui, refusé d’y participer, préférant conserver son mouvement, Debout !, à son service.

### « Vague masculiniste »

Pour ces deux-là, la primaire est aussi devenue un potentiel vecteur logistique : en cas de victoire, ils espèrent bénéficier du soutien du PS et des Ecologistes, de leur appareil militant autant que de leur machine de communication, et, il va sans dire, d’une partie de leur portefeuille. « En théorie, on doit avoir les outils des grosses écuries. En théorie... », déclare, avec le sourire, l’entourage de François Ruffin, encore

prudent sur la présence du PS dans la primaire.

Dans ces premiers mois de campagne, alors que les esprits des autres à gauche se concentrent sur les élections municipales, François Ruffin espère marquer l’opinion avec des propositions fidèles à son ADN du populisme de gauche. Ainsi, le 26 janvier, alors qu’il était invité au « 20 heures » de TF1, ses alliés à gauche n’ont guère été surpris de l’entendre promettre d’être un président « payé au smic ». S’il appuie sur le cœur de son identité politique – la gauche sociale, la défense des travailleurs et de leurs conditions –, le député prépare un programme politique qu’il veut concis, avec une quinzaine de mesures phares. L’un des thèmes abordés devrait faire parler à gauche, tant il est d’habitude connu comme étant du registre de la droite : le fonctionnement de l’Etat.

Dans quelques jours, il abordera aussi le volet international. Un su-

jet dont il est convaincu qu’il sera au cœur de la campagne présidentielle. « J’ai entendu cette expression : “j’ai mal à ma France”, on me parle beaucoup d’une France ridiculisée sur la scène internationale. Il y a un sentiment d’humiliation patriotique, une fierté blessée », raconte celui qui publiera aussi un texte dans la revue de géopolitique *Le Grand Continent*, fruit de ses nombreux échanges sur le sujet avec l’ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis Gérard Araud et le directeur de l’Institut de relations internationales et stratégiques, Pascal Boniface.

C’est sur ce même thème et dans cette même revue que Clémentine Autain a publié, elle aussi, une « pièce de doctrine », comme elle l’appelle, consacrée à la lutte contre la « vague masculiniste » dans le monde lancée par Donald Trump. Mais à l’inverse de François Ruffin, dont elle réproouve la stratégie de se cantonner aux seuls travailleurs, elle dit

vouloir y greffer l’émancipation des femmes, l’écologie, la lutte contre les violences policières et l’antiracisme.

Vendredi 6 février, elle publiera un manifeste intitulé « La vie meilleure ». Un document d’une soixantaine de pages, travaillé avec l’aide des économistes Anne-Laure Delatte et Julia Cagé, du spécialiste des questions internationales Bertrand Badie et du climatologue Christophe Cassou. Le soir même, elle organisera son premier meeting de candidate aux Etoiles, un ancien théâtre devenu boîte de nuit dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Elle est sur ses terres urbaines quand lui continue d’arpenter le nord ouvrier. Lui, souverainiste assumé, quand elle dit vouloir « continuer à penser à l’échelle européenne ». L’un et l’autre comptent marquer leurs différences au fil de la primaire. Deux faces d’une même gauche. ■

**OLIVIER PÉROU**

### Jérôme Guedj, candidat pour 2027

Le député socialiste de l’Essonne Jérôme Guedj a annoncé, jeudi 5 février, sur France Inter, sa candidature à l’élection présidentielle de 2027, hors primaire de la gauche unitaire. « On ne transige pas avec la République, on ne transige pas avec la laïcité, avec l’universalisme, on est intransigeant sur les questions de lutte contre le racisme, de lutte contre l’antisémitisme », a-t-il développé. Il a rappelé sa détermination à ne pas « discuter avec La France insoumise » de Jean-Luc Mélenchon, dont il fut jadis très proche.

# L'IA s'immisce dans les stratégies politiques

D'après une enquête, un quart des électeurs auront recours à l'intelligence artificielle pour se renseigner sur les programmes des candidats aux municipales

Mohamed Tlamsi, candidat à la tête d'une liste Europe Egalité Ecologie pour les municipales des 15 et 22 mars à Périgny-sur-Yerres (Val-de-Marne), a entièrement réalisé ses affiches de campagne avec l'intelligence artificielle (IA). Et il l'assume. Sur son compte Instagram, quelques internautes critiquent la démarche en raison de son impact écologique. Le jeune homme se défend : « *Lenjeu (...) est de mettre l'intelligence, humaine comme artificielle, au service de l'intérêt général.* »

Il n'est pas le seul à penser ainsi. Le 7 janvier, le parti Renaissance annonçait investir dans le déploiement d'une stratégie numérique s'appuyant sur l'IA, avec, en ligne de mire, la présidentielle de 2027. Un directeur chargé d'un pôle « technologies et innovations » a été nommé : Victor Cohen, ancien responsable des outils numériques du parti. Renaissance a d'ores et déjà conclu un accord avec une entreprise spécialisée dans l'intelligence artificielle, dont il refuse de communiquer le nom.

Dès juin 2024, Reconquête ! s'était aussi emparé de l'outil, à l'occasion des législatives antici-

pées. Le président du parti d'extrême droite, Eric Zemmour, se vantait alors sur X d'avoir créé la « première vidéo de politique française entièrement réalisée par l'intelligence artificielle ». Les images ainsi générées illustrent ses obsessions : immigration, sécurité et déclin économique. Dans une enquête publiée le 4 juillet 2024, les chercheurs de l'ONG AIForensics relevaient que l'usage de l'IA générative lors de la campagne des législatives était très largement le fait des partis d'extrême droite.

## Stratégie militante

Quelques mois plus tard, l'IA semble s'être généralisée. Défendant une « IA positive », Renaissance investit donc dans l'intelligence artificielle générative. « *Les algorithmes favorisent les contenus extrêmes, il faut pouvoir investir massivement sur ce point-là* », assume le directeur chargé du numérique.

Cette stratégie ne fait pas l'unanimité au sein des appareils politiques français, notamment à gauche. Le Parti socialiste, par exemple, refuse catégoriquement d'utiliser l'IA pour la création de visuels ou de vidéos. « *Pour nous, le geste créatif (...) ne peut pas être*

*substituable aux machines* », explique Florian Vadillo, directeur général du Parti socialiste. « *Quand on produit des visuels, soit on les produit en interne, soit nous faisons appel à des artistes.* » Au risque de prendre du retard face à la stratégie des autres partis ? « *Parfois, il est possible de prendre de l'avance dans la faillite* », assène-t-il. En 2025, une affiche créée par La France insoumise (LFI) à l'aide du logiciel d'IA Grok, appartenant à Elon Musk, avait fait polémique. La mise en scène caricaturale de l'animateur Cyril Hanouna a valu au mouvement des accusations d'antisémitisme. A la suite de cela, Paul Vannier, député (LFI) du Val-d'Oise et cadre du parti, assurait en mars 2025 que des mesures seraient prises en interne à propos de l'utilisation de

Défendant une « IA positive », Renaissance investit dans l'intelligence artificielle générative

l'IA. LFI n'a pas répondu aux sollicitations du Monde.

L'introduction de l'intelligence artificielle par les partis politiques ne se résume toutefois pas à la création de visuels ou de vidéos à destination des réseaux sociaux. Renaissance explique vouloir se servir de l'IA pour appuyer sa stratégie militante, à savoir renforcer le maillage territorial et la coordination entre les échelles locales et nationale, mais aussi étendre les outils d'aide aux militants sur le terrain. « *On veut trouver notre voie et créer le NationBuilder de notre génération* », ajoute le cadre du parti, en référence au logiciel américain de ciblage électoral créé en 2009. Depuis, tous les partis politiques se sont munis de ces outils qui collectent des données et aident à rationaliser le travail de terrain lors des campagnes présidentielles. Résultat escompté : déterminer « *à la rue près* » quels sujets aborder avec les habitants en fonction de leurs préoccupations.

Autre ustensile : les chatbots. Ces assistants virtuels, conçus avec l'intelligence artificielle, ont pour fonction d'interagir avec les utilisateurs à partir d'une base de données créée. En mai 2023, Samuel Lafont, alors chargé du numérique chez Reconquête !, annonce la création de ChatZ, un chatbot pour promouvoir les idées du parti. Celui-ci a suscité quelques déceptions pour les commanditaires : le logiciel admettait que la théorie raciste du « grand remplacement », pensée par Renaud Camus en 2010 et récupérée par le parti d'extrême droite, relevait bien du complotisme.

Jusqu'ici, aucun autre parti n'a affiché publiquement avoir repris cet outil. Mais, en interne, certains ont déjà développé un assistant virtuel. C'est le cas du parti

Les Républicains (LR). « *Dans notre application réservée aux adhérents, il y a un chatbot dans lequel vous pouvez poser vos questions pour en savoir plus sur notre programme ou vous renseigner sur les dernières déclarations faites par le parti* », explique Jonas Haddad, vice-président (LR) de la région Normandie. Si l'usage de l'outil reste interne, le parti souhaite « *à moyen terme* » en élargir l'accès.

## « Beaucoup de dérives »

« *Etre capable d'avoir réponse à tout, c'est très puissant, et ça permet d'avoir un cerveau partagé hyperperformant* », admet Florian Gauthier, fondateur de Vera, une IA qui vise à contrer la désinformation, ainsi que du « chatbotseconduit ». Ce dernier, élaboré dans l'entre-deux-tours des législatives de 2024, avait pour but de fournir des arguments en faveur du programme du Nouveau Front populaire, l'alliance de la gauche. Peu après sa mise en ligne, beaucoup de militants s'en sont emparés. « *Je ne sais pas si c'est bien, parce que ça casse l'humain, et ce ne sont pas des logiciels pour débattre. C'est tentant, mais il y a beaucoup de dérives* », admet, avec du recul, le jeune entrepreneur. « *Je ne tire pas un trait définitif [sur l'idée] d'offrir un accès condensé aux militants de notre programme, mais ça ne remplacera jamais la relation humaine* », pense le directeur général du Parti socialiste.

« *Je ne crois pas qu'un parti se privera de l'intelligence artificielle aujourd'hui* », estime néanmoins Michaël Bardin, chercheur en droit public et numérique à l'université d'Avignon. Pour l'universitaire, une forme d'équilibre se crée une fois que tout le monde possède les mêmes instruments. « *Je ne pense pas que certaines forces politiques vont véritablement*

*prendre plus d'importance que d'autres grâce à l'IA*. » L'émergence de ces outils pose toutefois des questions d'encadrement juridique des pratiques. En vertu de l'adoption du règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act), en juin 2024, les IA destinées à influencer des élections sont reconnues comme étant à haut risque. « *La définition est assez souple pour pouvoir s'appliquer à des situations différentes* », affirme Brice Héritier, avocat en droit public au sein du cabinet Fidal. Pour lui, les campagnes « *augmentées* » des élections municipales seront une « *forme de galop d'essai* », avant la campagne pour la présidentielle.

Au-delà des partis et des militants, les électeurs aussi commencent à utiliser l'IA. Un sondage mené du 10 au 12 décembre 2025 par l'institut Ipsos BVA auprès de 1 000 personnes, publié jeudi 5 février, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, signale un large usage de la part d'électeurs en quête de renseignements susceptibles d'orienter leur vote. De quoi poser des questions importantes sur la « neutralité » de ces outils et leur protection vis-à-vis des entreprises d'influence politique. Si deux tiers des sondés ont déjà utilisé un outil d'intelligence artificielle générative, un quart seulement l'a fait pour se renseigner sur une personnalité ou un parti politique et 23 % ne l'ont pas encore fait sur ce sujet, mais seraient prêts à le faire. Pour les élections municipales des 15 et 22 mars, 27 % des sondés envisagent d'utiliser l'IA pour se renseigner sur les programmes des candidats. Une proportion similaire envisage de le faire lors de la campagne présidentielle de 2027, faisant de ces outils un enjeu de premier plan. ■

ANOUK SEVENO



LE MAGAZINE DU MONDE  
SAMEDI 7 FÉVRIER 2026

LE PAVILLON DE MUSIQUE,  
REFUGE DES  
PREMIERS MINISTRES  
ET HAUT LIEU  
DE TRACTATIONS  
POLITIQUES

Matignon confidentiel

PODCASTS  
Le goût de M

INSTAGRAM  
@M\_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

## Heureuse comme une Malgache à Saint-Pierre-et-Miquelon

Les premières sont arrivées il y a une cinquantaine d'années. Berthine Madé, elle, compte vingt-trois années de vie heureuse dans l'archipel. Les Malgaches, pour l'essentiel des femmes, forment la première des communautés d'origine étrangère vivant à Saint-Pierre-et-Miquelon, devant les ressortissants de Terre-Neuve, la province canadienne toute proche. De la Colombie au Sénégal, en passant par la Russie, le monde converge, au compte-goutte certes, dans le petit archipel français de l'Atlantique Nord : début 2026, parmi ses 6 000 habitants, le territoire accueille, selon la préfecture, 82 étrangers titulaires d'un titre de séjour, dont 12 Malgaches et 10 Canadiens. En tout, 26 nationalités. En 2025, cinq travailleurs malgaches venus de l'océan Indien se sont installés, signale Berthine Madé.

« *J'ai trouvé mon mari par correspondance, sourit-elle. A mon arrivée, il y avait peu de personnes venues d'ailleurs ici, et l'on me demandait si nous avions du pain ou même des voitures à Madagascar. Je n'étais pas fâchée.* » Chaises sculptées, nappe blanche brodée, intérieur bois chaleureux typique de l'archipel : la belle maison blanche de la famille se dresse sur les hauteurs de Saint-Pierre, au-dessus du port. « *Cette toute petite île me va très bien, à moi qui ai grandi dans une grande île, tant que je peux continuer de voyager comme je le fais.* » Ajoutant : « *L'hiver ne me dérange pas.* »

## « On a besoin de monde »

La quadragénaire, mère de deux grandes filles, confie avoir trouvé ici confort et sécurité. « *Quand je laisse traîner mes affaires un peu partout à l'occasion des vacances à Madagascar, la famille me dit : "arrête tes mauvaises habitudes de Saint-Pierre-et-Miquelon"*, ironise-t-elle. Là-bas, il n'y a pas la même sécurité. »

Une grande qualité de vie, c'est exactement ce que « vend » désormais la collectivité territoriale pour séduire davantage de touristes canadiens et attirer des jeunes, afin d'enrayer son inexorable déclin démographique : « *un cadre de vie* » dans un morceau d'« Europe aux portes de l'Amérique ». Quand le président de groupe des députés Les Républicains, Laurent Wauquiez, avait suggéré en avril 2025 d'enfermer ici les étrangers frappés d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), les Saint-Pierrais ont riposté en détournant le sigle dans une campagne de promotion remarquée. Tous les talents étaient les bienvenus,

affirmaient-ils au moyen de slogans imaginés par les habitants : « On vient en Quête de Tranquillité Familiale », « Oublie Que T'as Froid », « On Quitte Tout Facilement ». La collectivité a remporté le prix 2025 du Press Club Humour & politique, dans la catégorie « répartie ».

Berthine Madé travaille comme agente territoriale spécialisée en école maternelle. Elle préside surtout une association, Femmes de tous horizons, grâce à laquelle elle est devenue une véritable figure maternelle pour ses compatriotes. « *Les jeunes m'appellent maman ! J'ai connu quelqu'un qui était en dépression totale rien qu'à voir la neige. Et j'en ai motivé d'autres, car j'ai de la chance d'être bien intégrée dans la société saint-pierraise.* » Elle dit vivre à Saint-Pierre « avec [sa] culture », surtout en cuisine, munie de ses marmites, son unique couteau, ses paniers, ses nattes.

Aujourd'hui, souligne-t-elle, le psychiatre de l'île est malgache, tout comme le pâtissier de la boulangerie toute proche ou une jeune ingénieure, récemment arrivée. « *Ceux qui ne supportent pas les Malgaches ne vont pas faire leurs courses à Saint-Pierre* », s'exclame-t-elle en riant. « *Comme nos jeunes ne reviennent pas, de toute façon, on a besoin de monde* », complète Joanne Briand, la secrétaire de l'association, une énergique retraitée du contrôle aérien. « *J'ai beaucoup d'admiration pour la communauté malgache, qui est très soudée, et montre de la résilience et de l'adaptation* », témoigne cette Terre-Neuvienne, mariée avec un Espagnol.

L'association, précise-t-elle, a pour but de « *créer du lien* », chacun « *gardant ses spécificités* ». Femmes de tous horizons organise chaque année avec succès une « journée des communautés » autour des spécialités culinaires du monde. L'occasion de partager un roumazave malgache. « *Nous faisons voyager les gens sans quitter l'archipel* », se réjouit Berthine Madé. Pour Joanne Briand, ce sera un gratin de morue à la béchamel, « *avec une tonne de fromage cheddar orange et blanc de qualité* ». ■

NATHALIE GUIBERT (SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, ENVOYÉE SPÉCIALE)

UN « CADRE DE VIE » DANS UN MORCEAU D'« EUROPE AUX PORTES DE L'AMÉRIQUE » : C'EST CE QUE VEND LA COLLECTIVITÉ

# Budget : Lecornu saisit le Conseil constitutionnel

Matignon alerte sur d'éventuels défauts dans la loi de finances 2026, une première depuis quarante-neuf ans

Beaucoup croyaient l'interminable feuilletton du budget 2026 enfin clos avec l'adoption du texte le 2 février grâce à l'article 49.3 de la Constitution. Surprise : au moins quatre articles très sensibles du texte sont encore susceptibles d'être remis en cause, dont trois à l'initiative même du premier ministre, Sébastien Lecornu.

Mercredi 4 février, le gouvernement a, en effet, saisi le Conseil constitutionnel pour vérifier la solidité juridique du projet de loi. C'est la première fois depuis quarante-neuf ans que l'exécutif alerte lui-même le juge constitutionnel de possibles défauts dans le budget qu'il a fait adopter. Et les trois articles visés par Matignon dans sa saisine sont loin d'être neutres. Il s'agit de trois dispositifs instaurés, notamment à la demande de la gauche et du MoDem, afin de restreindre certaines niches fiscales et de lutter contre la « suroptimisation » pratiquée par les contribuables les plus riches. Autant dire que ces mesures pèsent de façon notable dans l'équilibre politique du projet.

Le premier article concerné porte sur la fameuse taxe sur les holdings, ces sociétés « coffres-forts » très prisées par les grandes fortunes pour échapper à l'impôt sur le revenu. La taxe a été vidée de sa substance par le Sénat, et son rendement prévisionnel ramené de 1,1 milliard d'euros à zéro. Mais Sébastien Lecornu estime que le mécanisme même, dans son principe, mérite d'être scruté par les juristes du Conseil.

Sa deuxième interrogation porte sur l'article qui resserre légèrement le pacte Dutreil, cette niche utilisée par les entrepreneurs pour payer très peu d'impôts lors de la transmission de leurs actifs, notamment à leurs enfants. Le dernier article sur la sellette restreint un peu le périmètre de l'apport-cession, un dispositif qui permet de réinvestir



Le premier ministre, Sébastien Lecornu, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 23 janvier. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

tir le produit de la vente d'une entreprise sans payer d'impôt sur la plus-value.

Dans sa saisine, le premier ministre n'affirme pas que ces trois articles sont inconstitutionnels. Mais il les montre du doigt. « *Eu égard à l'importance de ces dispositions dans la lutte contre l'optimisation fiscale et en vue d'assurer la plus grande sécurité juridique aux acteurs économiques auxquels elles vont s'appliquer, je souhaite qu'elles ne puissent entrer en vigueur qu'après vérification par le Conseil constitutionnel de ce que les règles qu'elles fixent sont conformes à la Constitution* », écrit-il. Le budget fait l'objet de deux

autres recours, signés l'un par les députés du Rassemblement national (RN), l'autre par ceux de La France insoumise (LFI), comme il y a un an. Avec, là aussi, un article important contesté par les deux groupes parlementaires : l'article dit « liminaire », celui qui donne le cadrage financier global du budget. Et ces opposants ont de bonnes chances d'être entendus.

« **Sincérité d'ensemble** » altérée  
« *A la suite d'une erreur matérielle* », l'amendement préparé par le gouvernement pour actualiser cet article en fonction des derniers arbitrages de Matignon « *n'a pu être enregistré à l'Assemblée*

*née nationale* », a en effet annoncé l'exécutif lui-même, fin janvier. A la suite de ce cafouillage, la version sur laquelle les députés ont statué, le 2 février, ne correspond pas à la réalité. Cela « *entache la sincérité du texte au regard des principes constitutionnels* », a très vite jugé Jean-François Husson (Les Républicains, LR), le rapporteur général du budget au Sénat. L'article liminaire est « *faux* », a aussi reconnu son homologue à l'Assemblée nationale, Philippe Juvin (LR).

Dans leur saisine, Marine Le Pen et les députés RN reprennent ce constat. « *Ce défaut de mise à jour ne constitue pas une simple imper-*

*fection rédactionnelle*, insistent-ils. *Il porte sur un élément substantiel de la loi de finances, à savoir la présentation même des équilibres. (...) Un tel écart, intervenu en fin de procédure et portant sur un mouvement de plusieurs milliards d'euros, est de nature à altérer la sincérité de la loi de finances.* »

Dans la même logique, le RN demande au Conseil constitutionnel de censurer l'article 48, qui détaille cet équilibre général. Cette fois-ci, le parti d'extrême droite ne met pas en cause l'erreur matérielle reconnue par le gouvernement, mais le chiffrage approximatif des ultimes concessions accordées par Sébastien Lecornu

**Les trois articles visés sont loin d'être neutres : ils sont censés restreindre des niches fiscales et lutter contre la « suroptimisation »**

aux partis ayant accepté de valider son budget. Selon le RN, l'équilibre affiché repose sur des dépenses nouvelles « *manifestement sous-évaluées* » et des économies peu documentées, « *ce qui altère la sincérité d'ensemble* ».

Trois autres articles du projet de loi sont visés par le recours du RN. L'article 51 sur les avances à l'audiovisuel public affiche une baisse de 30 millions d'euros, « *tandis que les crédits correspondants n'ont été diminués qu'à hauteur de 15 millions* ». L'article 65 créant un régime d'assurance obligatoire pour les dommages résultant d'émeutes est « *étranger au domaine des lois de finances* », estime aussi le RN. Le parti demande également la disparition de l'article 81, qui réserve aux seuls demandeurs d'emploi la possibilité de financer leur permis de conduire via le compte personnel de formation. Une rupture d'égalité, selon le RN.

Le Conseil constitutionnel dispose en théorie de deux mois pour examiner ces recours. Compte tenu de la nécessité que la France ait enfin un budget pour sortir du régime de la loi spéciale, l'instance présidée par Richard Ferrand prévoit cependant de travailler rapidement et de rendre sa décision d'ici au 20 février. Ce n'est qu'après cette étape que le président de la République pourra promulguer la loi de finances, qui aurait en principe dû l'être avant le 31 décembre 2025. ■

DENIS COSNARD

## La manifestation des policiers d'Alliance crée des remous à la CFE-CGC

Des militants de la centrale ont été heurtés par la présence de personnalités d'extrême droite, lors d'un défilé du syndicat qui lui est affilié

Rappeler les règles et apaiser les tensions. Mercredi 4 février, le président de la CFE-CGC, François Hommeril, a écrit à ses fédérations pour essayer d'éteindre le début de crise interne déclenchée par une puissante composante de sa confédération : le syndicat de policiers Alliance. Ce dernier avait organisé, samedi 31 janvier, des manifestations à travers la France, dont l'une, à Paris, avait attiré plusieurs personnalités d'extrême droite, parmi lesquelles l'eurodéputée (Identité-Libertés) Marion Maréchal et la candidate (Reconquête !) à la mairie de Paris Sarah Knafo.

Leur présence, derrière la banderole en tête du cortège, a heurté de très nombreux militants de la centrale. L'indignation ainsi créée

accentue les crispations induites par la campagne électorale en cours au sein de la CFE-CGC, une nouvelle équipe de direction devant être désignée en juin à l'occasion d'un congrès à Strasbourg.

La démarche de M. Hommeril est un appel au calme adressé à l'ensemble de ses troupes. Dans le courrier, consulté par *Le Monde*, qu'il a transmis à ses fédérations, il évoque les marches et rassemblements orchestrés le 31 janvier dans une vingtaine de villes par Alliance pour soutenir les forces de l'ordre et dénoncer le manque de moyens dont celles-ci pâtissent.

A Paris, outre Marion Maréchal et Sarah Knafo, d'autres figures de l'extrême droite et de la droite souverainiste avaient répondu à l'invitation du syndicat de poli-

ciers : Thierry Mariani, député européen du RN, et Nicolas Dupont-Aignan, le chef de Debout la France. Ces personnalités ont défilé en première ligne, coude-à-coude avec des responsables d'Alliance. A quelques mètres se trouvait Frédéric Guyonnet, le président du Syndicat national de la banque de la CFE-CGC, l'un des deux candidats à la succession de M. Hommeril qui bénéficie de l'appui d'Alliance.

« **Image choquante** »  
M. Hommeril ne l'écrit pas noir sur blanc, mais sa lettre déaprouve, en creux, le choix d'Alliance d'associer ainsi des élus et des dirigeants d'extrême droite à cette manifestation : « *Il faut (...) tenir à bonne distance le personnel politique, avide d'être sur la photo à côté de nous, aux fins d'achalander sa petite boutique* », plaide le président de la CFE-CGC, en soulignant qu'un seul commandement « *s'impose* » : « *Les politiques peuvent nous suivre, mais en queue de cortège* ».

Conscient de l'« émotion » suscitée à l'intérieur de la confédération par les images du cortège dans la capitale, M. Hommeril explique qu'il se doit de « *réagir* » et exhorte ses camarades à faire preuve de « *responsabilité* ». Il tente de se placer au-dessus de la mêlée, en ménageant toutes les

parties en présence et en veillant à ne blesser personne.  
Le chef de file de la centrale cherche tout d'abord à mettre en exergue que les revendications d'Alliance sont « *légitimes* » et requièrent des « *évolutions (...) plus que nécessaires* ». Il en profite au passage pour mentionner, à nouveau, que sa confédération est aux côtés de « *celles et ceux qui ont choisi d'assurer notre sécurité de citoyen au péril de leur vie parfois, au risque de leur santé, trop souvent, et au prix d'une précarité sociale intolérable quasiment toujours* ».

Après avoir cajolé son syndicat de policiers, M. Hommeril le sermonne implicitement, en faisant état de « *l'incompréhension, voire l'inquiétude et l'incrédulité ressentie par beaucoup à la vue de politiques soutenant opportunément notre banderole* ». « *Si cette image*

*a choqué, c'est parce qu'elle est choquante* », relève-t-il.

Dès le 31 janvier, en milieu de journée, les commentaires s'étaient succédé, en particulier sur le réseau social LinkedIn, sous l'impulsion d'André Thomas, secrétaire national de la CFE-CGC chargé du pôle public. Des représentants de la confédération évoluant dans le privé, notamment dans le secteur de la métallurgie, lui avaient emboîté le pas. Interrogé par *Le Monde*, Nicolas Blanc, secrétaire national à la transition économique, considère qu'« *Alliance a commis une faute* ». A ses yeux, « *la récupération politique est évidente et entretient une forme de confusion* ». Sans même entrer dans des considérations sur le positionnement des personnalités présentes à cette manifestation, « *la CFE-CGC est placée en porte-à-faux* », déplore-t-il, en précisant : « *Des adhérents se tournent vers nous en se demandant s'ils vont rester dans notre organisation* ».

Son homologue chargée des questions internationales et des droits humains, Anne-Catherine Cudennec, fait valoir, elle, que la CFE-CGC est « *apolitique* », ce qu'Alliance « *a méconnu* », le 31 janvier. « *C'est d'autant plus incompréhensible que certaines des personnalités apparaissant dans le cortège ne défendent pas les corps*

*intermédiaires et les syndicats, bien au contraire* », estime-t-elle.

De telles réactions doivent être prises en compte, insiste M. Hommeril dans sa lettre, car elles expriment la crainte d'une « *érosion* » de l'indépendance du syndicat. Mercredi après-midi, il a vu en tête-à-tête Fabien Vanhemelryck, le secrétaire général d'Alliance. « *La discussion que j'ai eue avec lui me laisse penser qu'il comprend la position que j'ai exposée dans ma lettre aux fédérations* », rapporte au *Monde* le numéro un de la CFE-CGC.

Il ajoute avoir « *redit* » à M. Vanhemelryck qu'il continue de « *défendre l'appartenance d'Alliance à la confédération* ». « *Il n'est absolument pas question d'envisager une procédure d'exclusion*, indique-t-il. *Mon organisation est diverse, complexe, avec, de temps à autre, des enfants qui se montrent turbulents* ». Pour lui, « *l'incident est clos, désormais* », et « *n'aura pas de retombées préjudiciables* » sur le processus destiné à désigner son successeur, en juin, à Strasbourg. « *Il faut qu'on avance, je n'ai aucune envie que mes dix années à la tête de CFE-CGC se terminent dans un affrontement* », confie-t-il. Reste maintenant à savoir si les mots employés suffiront à dissiper la méfiance et les divisions qui émergent aujourd'hui. ■

BERTRAND BISSUEL

### Libertés syndicales : l'alerte de la CGT

La CGT a organisé, mercredi 4 février, un meeting pour sonner l'alarme au sujet des menaces pesant, d'après elle, sur les libertés syndicales. Cette initiative vise à dénoncer, notamment, les procédures judiciaires engagées à l'encontre de militants et de responsables de la confédération, dont sa secrétaire générale, Sophie Binet. Celle-ci avait été mise en examen, le 19 novembre 2025, pour injure publique après avoir qualifié les patrons de « *rats qui quittent le navire* ». Au-delà du cas de M<sup>me</sup> Binet, quelque 1 000 personnes encartées à la CGT seraient concernées par des actions conduites devant les tribunaux ou « *inquiétées* » par leur employeur, du fait de leur engagement. La situation est d'autant plus « *grave* » qu'elle se développe dans une période où « *l'extrême droite est aux portes du pouvoir* », a estimé M<sup>me</sup> Binet.



Lors d'un forum de l'emploi, au stade Talkatora, à New Delhi, le 19 juin 2025. SANJEEV VERMA/HINDUSTAN TIMES VIA GETTY IMAGES

**Au Maroc, les manifestants du mouvement GenZ 212, en octobre 2025, étaient pour la plupart des jeunes diplômés sans emploi**

ciala s'explique en partie par des raisons financières : elle coûterait entre 1 % et 2 % du PIB, alors que les pays en développement doivent rembourser une lourde dette, héritée de la pandémie de Covid-19, et sont fragilisés par la baisse de l'aide au développement. « Ces pays dépendent souvent de financements extérieurs irréguliers, ajoute M. Ernst, or pour garantir un système de protection sociale il faut un budget stable qui repose sur des recettes fiscales. » Pour l'économiste de l'OIT, l'amélioration de la qualité de l'emploi dans un pays dépend de son intégration dans l'économie mondiale : « Sous certaines conditions, lorsque l'économie est reliée aux chaînes de valeur mondiales, la part du travail informel diminue, ce qui n'est pas le cas lorsqu'un pays ne fait qu'exporter des matières premières. »

#### Statut social

La crise de l'emploi alimente-t-elle la colère sociale ? Les pays secoués par les troubles politiques ces derniers mois, comme Madagascar, l'Indonésie ou le Maroc, ont en commun d'avoir une population active jeune et précaire. En Indonésie, ceux qui ont été au cœur des manifestations en mai puis en septembre 2025 sont les « *ojol* », des livreurs payés à la tâche par des plateformes en ligne. Ils réclamaient une meilleure protection sociale et des indemnités en cas d'accident. Au Maroc, les manifestants du mouvement GenZ 212, descendus dans les rues en octobre 2025 étaient, pour la plupart, des jeunes diplômés au chômage.

Au-delà du revenu qu'il procure, l'emploi joue un rôle central dans le statut social. En Inde, il peut notamment améliorer les perspectives sur le marché du mariage arrangé, ailleurs il ouvre la porte à l'indépendance. En s'appuyant sur des entretiens menés avec des jeunes de cinq pays arabes, entre fin 2014 et 2016, Kari Paasonen, doctorant à l'université finlandaise de Tampere, conclut qu'« il n'existait pas de différence nette entre les jeunes au chômage et les autres quant à leur propension à s'engager dans la violence politique ou dans des manifestations ». Dans son article publié en 2025, le chercheur note que « le simple fait de fournir des emplois aux gens ne suffit pas à améliorer la stabilité politique sociale » et de conclure : « Il faut prêter davantage attention à la qualité des emplois. » ■

JULIEN BOUISSOU

# La « bombe » du chômage des jeunes dans les pays en développement

Selon la Banque mondiale, 1,2 milliard de personnes entre 15 et 24 ans vont entrer sur le marché du travail d'ici à 2035, dans les régions à faible et moyen revenu

Ce sont des chiffres qui illustrent à eux seuls l'ampleur de la crise de l'emploi dans les pays en développement, en particulier chez les jeunes. En 2025, les chemins de fer indiens ont reçu 18,7 millions de candidatures pour 60 000 places disponibles. Au Nigeria, 1,8 million de personnes se sont disputé les 50 000 emplois proposés dans la fonction publique. Ces postes de fonctionnaires sont si convoités qu'ils s'obtiennent parfois contre des pots-de-vin, en Afrique ou dans le sous-continent indien. Sur les nombreux forums en ligne, les internautes s'échangent des conseils sur le montant à déboursier pour décrocher un poste dans la police ou dans une administration.

Ce n'est que le début de la crise, a averti la Banque mondiale dans

un rapport publié le 13 janvier. Selon ses calculs, 1,2 milliard de personnes, entre 15 et 24 ans, vont entrer sur le marché du travail d'ici à 2035 dans les pays en développement. Au Ghana, le ministre du développement, George Opare-Addo, qualifie le chômage des jeunes de « *bombe à retardement* » tandis qu'au Bangladesh, le sujet monopolise les débats de la campagne électorale, avant le scrutin organisé le 12 février.

#### Offrir des « conditions dignes »

Dans ce pays où le nombre de jeunes sans emploi a doublé en l'espace de sept ans, 44 % des électeurs s'apprennent à voter pour la première fois. « Partout, les responsables politiques s'inquiètent pour l'emploi et la croissance », souligne Ayhan Kose, le chef économiste adjoint à la Banque mon-

diale, précisant que la situation est préoccupante en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (330 millions et 280 millions de nouveaux actifs attendus d'ici à 2035).

La décélération de la croissance économique dans les pays en développement n'arrange rien. Celle-ci est passée en moyenne annuelle de 6 %, dans les années 2000, à 5 % dans la décennie suivante et elle ne dépasse pas 4 % depuis 2020. Un ralentissement attribué à la pénurie d'investissement et à la faible hausse de la productivité. « L'industrie manufacturière ne crée plus autant d'emplois qu'auparavant, ajoute M. Kose, et cela est dû à la baisse de la croissance du commerce mondial et à l'automatisation des tâches. » Selon la Banque mondiale, les pays à faible et moyen revenu ont besoin d'attirer des investisse-

ments pour combattre le chômage des jeunes. Depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, les investissements ont reculé pour se situer à un niveau deux fois inférieur à celui des années 2000. « Ces pays risquent de passer à côté du dividende démographique », redoute Henrik Urdal, chercheur à l'institut norvégien Peace Research Institute Oslo, un phénomène qui désigne l'accélération de la croissance dans les économies où la population active est nettement supérieure aux personnes à charge, tels les retraités ou les enfants.

« L'enjeu n'est pas seulement de créer des emplois, mais de veiller à ce qu'ils permettent de sortir de la pauvreté en offrant des conditions dignes et des revenus réguliers », nuance Laura Alfes, coordinatrice internationale chez Wiego,

une association qui représente les travailleurs du secteur informel dans les pays en développement. Or, selon les chiffres publiés mi-janvier par l'Organisation internationale du travail (OIT), 300 millions d'individus qui gagnent moins de 3 dollars (2,50 euros) par jour restent piégés dans la pauvreté et ils sont 2,1 milliards bloqués dans le secteur informel. « La situation se dégrade clairement dans les pays à bas et moyen revenu depuis 2015 », affirme Ekkehard Ernst, de l'OIT.

Faut-il que les pays en développement mettent en place un système de protection sociale, comme il en existe déjà en Afrique du Sud ou en Inde ? « Les législations existent déjà dans de nombreux pays mais elles ne sont pas appliquées », répond M. Ernst. Cette absence de protection so-

## L'Europe reprend l'examen de l'accord commercial avec les Etats-Unis

Après le recul de Trump sur le Groenland, les eurodéputés s'attellent à la ratification du texte, sans garantie sur l'issue des négociations à venir

BRUXELLES - bureau européen

Après avoir haussé le ton quand Donald Trump menaçait d'annexer le Groenland, les Européens veulent jouer l'apaisement. Mercredi 4 février, le Parlement européen a ainsi décidé de reprendre l'examen de l'accord commercial que l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis avaient conclu en juillet 2025, en Ecosse, et que les eurodéputés ont suspendu le 21 janvier, avant que le président des Etats-Unis renonce à ses visées sur le territoire autonome danois.

Redoutant que le locataire de la Maison Blanche abandonne l'Ukraine à son sort et se retire de

la sécurité du Vieux Continent, pressés par les entreprises de préférer la stabilité et la prévisibilité à une guerre commerciale, les Vingt-Sept avaient accepté un accord déséquilibré. Celui-ci augmente à 15 % les taxes sur les importations européennes outre-Atlantique et exonère de tout prélèvement les produits américains exportés au sein de l'UE.

A ce jour, les eurodéputés doivent encore se prononcer sur la seconde de ces dispositions et c'est ce processus de ratification qu'ils avaient décidé d'interrompre il y a quinze jours. Ils sont prêts à « avancer rapidement », « à condition que les Etats-Unis respectent l'intégrité territoriale et la

souveraineté de l'Union et de ses Etats membres », a fait savoir, mercredi, l'eurodéputé social-démocrate Bernd Lange, qui préside la commission parlementaire chargée du commerce international. La reprise des travaux n'est « pas un chèque en blanc », mais le « signal d'une volonté générale d'engager le dialogue », a poursuivi l'élu allemand.

Si le Parlement européen a bien acté la reprise des travaux, les groupes politiques ne sont pas sur la même ligne. Le groupe des chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE), dominé par la CDU-CSU allemande, « appelle le Parlement européen à approuver » la suppression des

droits de douane européens sur les produits américains « immédiatement » et sans amendement. « Bloquer ou rouvrir des éléments » de ce texte « ne ferait qu'accroître l'instabilité », estime le PPE, qui constitue la première force politique au sein des institutions communautaires.

#### Mesures de rétorsion

A l'inverse, les sociaux-démocrates (S&D) et les libéraux de Renew demandent des aménagements à même de leur garantir un levier face à Washington si de nouvelles crises devaient survenir. Ils souhaitent ainsi limiter dans le temps (entre dix-huit et trente-six mois) cet accord, afin qu'il soit

soumis à une nouvelle négociation entre l'Union et les Etats-Unis avant les prochaines élections américaines.

Alors que les Etats-Unis taxent à 50 % l'acier et l'aluminium européens, les socialistes et les libéraux réclament, par ailleurs, des mesures de rétorsion. « Tant que ces droits de douane ne seront pas ramenés à 15 %, il ne peut être question d'un accès sans droits de douane pour l'acier et l'aluminium américains sur le marché européen », a prévenu Bernd Lange. Les S&D veulent aussi pouvoir suspendre « l'application de l'accord à tout moment si les intérêts, la sécurité ou l'intégrité territoriale de l'Europe sont menacés ».

Une réunion est prévue mardi 24 février, à l'issue de laquelle les eurodéputés espèrent trouver un compromis. Les Etats membres, eux, ont adopté l'accord sans en modifier le contenu. La France, qui était favorable à ce qu'il soit limité dans le temps, n'avait pas obtenu gain de cause.

Si le Parlement venait à l'amender, des négociations avec les Vingt-Sept devraient alors s'engager afin que les deux colégislateurs trouvent un terrain d'entente. Ce qui repousserait la ratification du texte et permettrait aux Européens d'avoir, pendant ce temps, une carte en main face à un Donald Trump imprévisible. ■

VIRGINIE MALINGRE

# Licenciements massifs au « Washington Post »

La direction du mythique quotidien américain a annoncé le renvoi de 300 journalistes sur un total de 800

WASHINGTON - correspondant

Un jour de deuil et de colère, prévisible et redouté. Ainsi a été vécu ce mercredi 4 février au sein de la rédaction du *Washington Post*, déjà traumatisée par une crise interne, éditoriale et économique, depuis plusieurs années. Dans la matinée, au cours d'une réunion en ligne, le directeur exécutif, Matt Murray, a annoncé un plan de licenciements massif, touchant tous les services. L'entreprise, qui appartient à Jeff Bezos, le patron du groupe Amazon, va se séparer d'environ un tiers de ses employés, et notamment de 300 journalistes sur un total de 800. Ces mesures drastiques sont censées répondre aux pertes financières qui s'accumulent depuis 2023.

Selon le syndicat Washington Post Guild, les effectifs avaient déjà été réduits de 400 membres au cours des trois dernières années. « On ne peut pas vider une rédaction de sa substance sans conséquences sur sa crédibilité, son influence et son avenir », a dénoncé l'organisation. Cette fois, ce sont des pans entiers du journal qui seront décimés : l'information locale, les sports, le service livres et la couverture internationale, avec la fermeture de postes pourtant emblématiques, comme à Jérusalem ou à Kiev. « Renvoyée du Washington Post, en compagnie de toute la brochette des correspondants au Moyen-Orient et nos éditeurs », confirmait sur X la correspondante au Caire, Claire Parker. Difficile de comprendre la logique. » Un euphémisme.

« Je viens juste d'être licenciée par le Washington Post au milieu d'une zone de guerre », écrit la correspondante à Kiev, Lizzie Johnson. Je n'ai pas de mots. Je suis dévastée. » Emmanuel Felton, chargé à la rédaction des questions raciales et ethniques, a aussi appris son renvoi mercredi. Il note sur X : « Cela intervient six mois après avoir entendu dans une réunion nationale [de la rédaction] que la couverture des questions raciales entraîne des abonnements. Ce n'est pas une décision financière, mais idéologique. » Le sport ne sera plus couvert que comme un « phéno-

mène sociétal et culturel », a précisé la direction, qui avait déjà revu à la baisse la couverture des Jeux olympiques d'hiver, sur le point de débiter.

Si les témoignages horrifiés des anciens du *Post* ont afflué sur les réseaux sociaux et les antennes, les principaux concernés par les licenciements demeuraient prudents dans leur expression. « On doit encore comprendre les modalités financières de ce plan », explique un journaliste perdant son emploi. Les priorités retenues par la direction sont l'information nationale, la politique, l'économie, la santé, les tendances, « ce qui captive l'attention ».

## Rabougrissement

Derrière les mots-valises employés, appelant à une « réinvention » du quotidien et un « modèle plus flexible et durable », les décideurs sont motivés par les bouleversements de l'écosystème médiatique et l'irruption de l'intelligence artificielle. Les moteurs de recherche renvoient de moins en moins aux grands quotidiens tels le *Washington Post*, qui a enregistré près de 100 millions de dollars (près de 85 millions d'euros) de perte en 2024. Selon Matt Murray, dans un courriel à la rédaction, les recherches directes d'articles dans les moteurs traditionnels ont chuté de près de moitié en trois ans. Le nombre d'articles produit serait aussi insuffisant, de même que l'attention portée à la vidéo.

Mais les décisions annoncées ce mercredi réduisent la valeur ajoutée du journal, son intérêt pour les lecteurs prêts à payer, notamment en matière de couverture internationale. Elles dessinent un rabougrissement, un repli sur l'actualité américaine, alors que le monde n'a jamais été aussi complexe et turbulent. Ni Jeff Bezos ni

William Lewis, le directeur général britannique du quotidien depuis deux ans, ne se sont exprimés. Une forme d'évitement très remarquée en un jour aussi dramatique, où les deux hommes n'ont pas pris la peine d'exposer une vision pour l'avenir.

En revanche, deux jours plus tôt, le milliardaire accueillait le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, sur l'un des sites de son entreprise spatiale Blue Origin, en Floride. Ces dernières semaines, il n'a pas non plus répondu aux campagnes publiques des journalistes du *Washington Post*, notamment des correspondants, l'appelant à ne pas sortir de sécateur. Le magnat n'a pas davantage condamné, le 14 janvier, la perquisition de la police fédérale (FBI) au domicile de l'une des enquêtrices du quotidien, Hannah Natanson, en Virginie.

Pendant le premier mandat de Donald Trump (2017-2021), le patron d'Amazon se tint à l'écart des affaires internes de la rédaction, la soutenant sans faillir, investissant dans son développement. Les abonnements fleurissaient. Puis vint une époque radicalement différente. Les efforts de Jeff Bezos pour s'attirer les bonnes grâces du président américain sont notables depuis 2024, comme s'il avait compris par avance le sens de l'histoire et la nécessité, pour ses intérêts industriels, de se réinventer, pour paraître plus compatible avec le monde MAGA (Make America Great Again). Il avait commencé, avant l'élection présidentielle de 2024, par un geste symbolique fort : rompre la tradition de l'éditorial de soutien à un candidat, en l'occurrence Kamala Harris. L'article fut censuré au dernier moment, suscitant un vif débat.

Jeff Bezos salua ensuite sur X la victoire du milliardaire, la qualifiant de « come-back politique extraordinaire », lui présentant tous ses vœux de succès pour « unifier » l'Amérique. Il se précipita à Washington, avec les autres vedettes de la tech, pour assister à la cérémonie d'investiture de Donald Trump. Puis vint une refonte idéologique des pages opinions, supposément pour les rééquilibrer et les rendre moins hostiles à la droite populiste MAGA. En février 2025, Jeff Bezos expliquait

que ces pages devaient défendre « deux piliers : les libertés individuelles et les marchés libres ».

« C'est un cas d'espèce en matière de destruction de marque, infligée à soi-même et quasi instantanée. » Ainsi s'est exprimé mercredi, dans un communiqué, le respecté Martin Baron, directeur exécutif du *Washington Post* entre 2013 et 2021. S'il concède les difficultés économiques du journal et la nécessité d'y faire face, il met en cause les choix opérés, notamment sur un plan éditorial. « Les défis du Post sont toutefois devenus infiniment plus graves par des décisions mal conçues venant du sommet, d'un ordre lâche supprimant un soutien à la présidentielle onze jours avant l'élection de 2024 jusqu'à la révision des pages éditoriales qui s'illustrent à présent uniquement par leur infirmité morale. Les lecteurs loyaux, livides en voyant le propriétaire Jeff Bezos trahir les valeurs qu'il était supposé préserver, ont fui le Post. »

## Jour sombre pour le pluralisme

Ce ne sont pas seulement les désabonnements en masse qui sont alarmants, mais le départ des plumes les plus confirmées, les plus talentueuses, depuis deux ans. Quelle crédibilité peut avoir, dès lors, un reformatage du journal pour le rendre plus moderne et attrayant ? « Nous assistons à un meurtre » : ainsi commence l'article d'Ashley Parker dans *The Atlantic*, publié mercredi. Ancienne journaliste du *Washington Post*, y ayant couvert

Les efforts de Jeff Bezos, propriétaire du titre, pour s'attirer les bonnes grâces de Trump sont notables depuis 2024

la première administration Trump, elle a rédigé une véritable déclaration d'amour au quotidien, tel qu'il fut, et un acte d'inculpation contre Jeff Bezos, pour ses errements industriels, son incompréhension de la nature du titre entre ces mains.

Depuis sa première édition le 6 décembre 1877, le *Washington Post* s'est imposé comme un titre incontournable. La publication des « Pentagon Papers » sur la guerre au Vietnam en 1971, avec le *New York Times*, puis la couverture du scandale du Watergate, conduisant à la démission du président Richard Nixon, furent deux moments de gloire pour le journal. Sa couverture internationale lui a parfois permis d'être un rival consistant du *New York Times*, malgré des moyens inférieurs.

Il s'agit à la fois d'une tragédie collective, celle d'une rédaction aux compétences reconnues, et d'un jour sombre pour le pluralisme aux États-Unis. L'ère de la

disparition massive de la presse locale, pour des raisons économiques, est toujours en cours. En vingt ans, 40 % des titres ont été rayés de la carte, coupant un lien de confiance entre les Américains et leur communauté, en particulier dans les zones rurales. A la télévision, les chaînes dites d'information ont depuis longtemps privilégié le commentaire partisan, créant des chambres d'écho prévisibles, au reportage, qui demande du temps et des investissements. Il restait les titres incontournables de la presse, ainsi que les nouvelles puissances en ligne, comme les sites *Axios* ou *Politico*, mais qui se focalisent sur l'information politique, économique et diplomatique.

Le sentiment de deuil qui touche les journalistes du *Washington Post* est partagé dans les autres rédactions, tant il dit une époque. Sur le réseau X, Peter Baker, le chef du bureau du *New York Times* à la Maison Blanche, a publié un long message sec fait de chiffres, sur la fortune personnelle de Jeff Bezos en croissance continue depuis le rachat du journal, en 2013. Elle est estimée aujourd'hui à 250 milliards de dollars. Peter Baker rappelait aussi le montant de deux investissements consentis par le milliardaire : 500 millions de dollars pour un yacht de luxe et 75 millions de dollars pour le documentaire consacré à Melania Trump. Les pertes du *Washington Post* n'étaient qu'une goutte d'eau pour lui. Un prétexte. ■

PIOTR SMOLAR

## Le Monde Formalités & Annonces Légales

ACCESSIBLE 24H/24,  
BÉNÉFICIEZ D'UNE PLATEFORME  
RAPIDE ET EFFICACE  
POUR L'ENREGISTREMENT  
DE VOS ANNONCES  
LÉGALES ET JUDICIAIRES



DEVIS IMMÉDIAT



COMPTE PROFESSIONNEL PERSONNALISÉ



ATTESTATION IMMÉDIATE DE PARUTION EN LIGNE

Publiez votre annonce dans l'heure sur  
**annonces-legales.lemonde.fr !**

avec MonAnnonceLégale.com



## PERTES & PROFITS | INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

PAR ISABELLE CHAPERON

### Quand l'innovation est un poids

En juin 2021, Novo Nordisk avait touché le gros lot en commercialisant le premier médicament anti-obésité aux États-Unis, le Wegovy. Le laboratoire danois, spécialiste du diabète, avait alors plus de deux ans d'avance sur son concurrent américain Eli Lilly. Mais jouer les précurseurs ne garantit pas de dominer durablement un marché. En 2025, son rival est devenu numéro un de ce lucratif segment, et Novo Nordisk peine à le rattraper.

Côté innovation, pourtant, le danois mène encore la danse. Il a lancé, début janvier, des comprimés anti-obésité, plus faciles à administrer que la forme injectable, quand l'homologation de l'équivalent chez Eli Lilly n'est pas prévue avant avril. Les investisseurs espéraient que cet avantage redonnerait de l'élan au laboratoire européen, mais ce dernier leur a coupé l'appétit en annonçant, mercredi 4 février, anticiper une baisse de 5 % à 13 % de son chiffre d'affaires en 2026. L'action Novo

Nordisk a plongé de plus de 17 %. Le même jour, Eli Lilly affichait des prévisions de ventes, pour 2026, en croissance d'environ 25 %, meilleures qu'attendu.

A priori, les deux laboratoires pâtissent du même contexte. Ils ont signé des accords avec le président américain, Donald Trump, qui limitent le prix des traitements pour les patients américains sur les pilules amaigrissantes. Mais Eli Lilly semble moins pénalisé que Novo Nordisk. Ce dernier va devoir affronter la concurrence des fabricants de génériques, après l'expiration prochaine des brevets sur ses premières molécules. L'américain, de son côté, a mieux manœuvré pour contrer les imitateurs.

## Etre un « suiveur rapide »

De fait, dès les années 1960, l'économiste de Harvard Theodore Levitt l'assurait : il est préférable d'être un « suiveur rapide » en matière d'innovation que d'être le précurseur. Le pionnier doit dé-

fricher le marché, éduquer les consommateurs et il commet des erreurs que le second évite de répéter. Amazon n'a pas ouvert la première librairie en ligne. Apple n'a pas inventé les ordinateurs personnels, mais les a rendus accessibles. Rares sont les grands innovateurs qui ont réussi à maintenir leur avance. Tesla y est parvenu longtemps sur les ventes de voitures électriques, mais, en 2025, le chinois BYD lui a pris sa couronne.

Arriver le premier peut, certes, conférer un avantage compétitif – concernant la notoriété ou pour tenter d'enfermer les clients dans un système captif. Mais plus l'environnement est mouvant et incertain, plus cet atout s'avère de courte durée, relève Costas Markides, professeur de stratégie à la London Business School. Et c'est le cas concernant le marché de l'anti-obésité, qui est en train de se démocratiser à grande vitesse avec l'arrivée de nouveaux concurrents. De quoi peser lourd dans la balance. ■

# Le luxe d'occasion, un marché en pleine croissance

Les ventes d'objets griffés de seconde main ont doublé depuis 2019. Mais l'activité peine à être rentable

**M**algré son prix stratosphérique, le Kelly d'Hermès a trouvé preneur. Courant décembre 2025, en plein rush de Noël, LuxSpace a vendu un modèle de ce sac en cuir gold à 27980 euros. Et encore, il s'agissait d'une seconde main. Située dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au 90, rue du faubourg Saint-Honoré, cette boutique est spécialisée dans la vente d'articles de luxe d'occasion. Ses fondateurs, Zhao Xiujun et son mari, Wang Goan, ont choisi cette adresse pour sa proximité avec le magasin historique d'Hermès, qui, toute l'année, attire les foules, au numéro 24.

LuxSpace présente plus de 600 modèles, dont les plus onéreux des marques Hermès, Louis Vuitton, Dior et Chanel. Le prix de la plupart de ces pièces atteint plusieurs milliers d'euros. « *S'il est en bon état, le 2.55 de Chanel, peut valoir 7000 à 8000 euros* », précise Qian Siu, responsable des dépôts. Soit 30 % de moins que le neuf.

Ce dépôt-vente très « sélect » s'adresse aux « *primo-accédants* », ceux qui, pour la première fois, achètent du luxe, aux « *touristes de passage qui veulent s'offrir un souvenir de leur séjour à Paris* » ou aux « *connaisseurs* » en mal de pièces rares, observe M<sup>me</sup> Siu. L'affaire tourne si bien que les fondateurs envisagent l'ouverture d'une deuxième boutique, toujours rue du faubourg Saint-Honoré. Car, les ventes de sacs de luxe d'occasion s'envolent.

## Achats assumés

« *Le marché a quasiment doublé depuis 2019, pour atteindre 50 milliards d'euros en 2025, à 80 % il s'agit de bijoux et de montres* », note Joëlle de Montgolfier, vice-présidente exécutive du pôle Luxe et distribution chez Bain & Company. Les Etats-Unis, premier débouché de l'industrie du luxe, représentent environ 25 % du marché mondial de la seconde main. « *En Chine, les clients sont de plus en plus nombreux à s'y convertir* », dit Emmanuel Hemmerlé, consultant spécialisé dans le secteur.

L'essor est tel qu'une étude réalisée par le cabinet Boston Consul-



Des sacs de luxe de deuxième main, dans le magasin LuxSpace, à Paris, le 14 janvier. SIMONE PEROLARI POUR « LE MONDE »

**« Pourquoi acheter un sac à 10 000 euros quand on peut l'obtenir d'occasion moitié moins cher ? »**

QIAN SIU  
responsable des dépôts  
chez LuxSpace

ting Group évalue sa croissance annuelle à 10 %. Soit « *trois fois plus vite* » que l'évolution des ventes d'articles de luxe neufs.

« *Le contexte est favorable au développement de la seconde main* », admet Olivier Abtan, directeur as-

socié d'AlixPartners, spécialiste de l'industrie du luxe. Les adeptes du sac d'occasion ne sont plus les « *clientes des dépôts-ventes du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris* » qui achetaient de manière « *un peu honteuse* » les modèles griffés qu'elles ne pouvaient s'offrir neufs, avance Anne-Laure Colcy Versavau, vice-présidente exécutive chez Capgemini Invent, autre spécialiste du luxe. Internet a modifié la donne ; eBay, puis les plateformes spécialisées dans la mode, dont Vestiaire Collective ou Vinted, ont anobli ce circuit. Désormais, les acheteurs « *assument l'achat de seconde main pour des raisons économiques ou écologiques* », analyse Anne-Laure Colcy.

La valse des étiquettes a aussi échaudé les clients : « *L'augmentation des prix depuis la pandémie a*

*parfois été exagérée* », observe Olivier Abtan. Or, « *pourquoi acheter un sac à 10 000 euros quand on peut l'obtenir d'occasion moitié moins cher ?* », argumente Qian Siu, responsable des dépôts chez Luxspace.

Partout dans le monde, des entreprises montent en puissance sur ce segment. En Chine, la plateforme Zzer, fondée en 2015, remet ainsi sur le marché les milliers de sacs achetés par les consommateurs chinois. L'entreprise gère aussi des magasins à Pékin, Shanghai et Chengdu, où les clients doivent, avant de rentrer, enfiler des gants de coton pour éviter d'abîmer les pièces présentées. Aux Etats-Unis, c'est The RealReal, créé en 2011 par Julie Wainwright, coté au Nasdaq depuis 2019, qui domine le marché américain, tandis

que Vestiaire Collective s'est imposé sur le continent européen. Et le lituanien Vinted en a fait un axe de développement depuis 2023.

## Besoin de gros investissements

L'essor de la seconde main intervient alors que l'industrie traverse une crise de croissance. Le chiffre d'affaires des groupes de luxe est sous pression depuis 2024. Les ventes ont reculé de 2 % en 2025. Et chez les plus jeunes se répand « *le sentiment qu'il n'est pas nécessaire d'acheter cher une pièce neuve qui ne sera portée qu'une ou deux fois* », ajoute M. Abtan.

Force est de constater que les fabricants ne s'aventurent pas à développer, outre mesure, cette offre d'occasion. Certes, Rolex vend des montres d'occasion. Balenciaga, filiale du groupe français Kering,

**Les Etats-Unis, premier débouché du luxe, représentent 25 % du marché mondial de la seconde main**

propose une offre dans quelques pays. Mais ni LVMH, ni Chanel, ni Hermès ne sont entrés sur ce segment. « *Pourtant, le risque de cannibalisation est limité* », estime Anne-Laure Colcy, pour qui les acheteurs de la seconde main sont aussi friands de neuf.

Le modèle des plateformes s'avère difficilement « *rentable* », juge Olivier Abtan. Car constituer l'offre « *exige de lourds investissements* ». Certifier l'authenticité mobilise aussi des experts, capables de détecter les contrefaçons. D'ailleurs RealReal, qui a ouvert une vingtaine de boutiques outre-Atlantique, est toujours dans le rouge, six ans après son introduction en Bourse. Fondée en 2009, la licorne française Vestiaire Collective dit, elle, « *progresser vers la rentabilité* », d'après un communiqué.

Après avoir levé 550 millions d'euros depuis sa création et étendu sa présence dans 70 pays, la plateforme détenue par Eurazeo, à hauteur de 25 % du capital, Condé Nast, Kering et Bpifrance a été contrainte de « *sécuriser une ligne de crédit à hauteur de 25 millions d'euros* » fin 2025. Son ancien directeur financier Bernard Osta a pris la direction générale de l'entreprise, en septembre 2025, à la suite du départ de l'allemand Maximilian Bittner, qui avait occupé le poste sept ans. Deux mois plus tard, Fanny Moizant, présidente et cofondatrice de Vestiaire Collective avec Sophie Hersan, a été poussée au départ. Son pari de voir l'achat d'occasion devenir un réflexe, comme il l'est sur le marché de l'automobile, n'a pas été gagné. ■

JULIETTE GARNIER

## Aux Etats-Unis, le coût croissant des loisirs exclut la classe moyenne

La hausse vertigineuse des billets d'entrée révèle une transformation profonde du modèle économique du divertissement américain

SAN FRANCISCO - correspondant

**A**l'approche du Super Bowl, la finale du championnat de football américain, nous sommes partis à la recherche de tickets pour assister à l'événement, dimanche 8 février, au Levi's Stadium de Santa Clara, en Californie. Le prix dépend de l'offre et de la demande. Faute de pouvoir s'offrir une place « VIP » à 32603 dollars (27608 euros), nous avons cherché une place tout en haut, dans un virage du stade : prix minimal, en ce mercredi 28 janvier, 6975,65 dollars. Finalement, ce sera l'option canapé, devant la télévision.

En théorie, il est possible d'acheter des tickets à leur valeur faciale, comprise entre 950 et 8500 dollars, mais il faut pour cela être « fan » et gagner l'une des loteries organisées par les clubs de la National Football League. En réalité, le prix moyen payé est de l'ordre de 5000 dollars. Les divertissements sont ruineux aux Etats-Unis, et cela concerne tout, qu'il s'agisse du sport, des séjours au ski, des spectacles – dont Las Vegas est devenue l'une des capitales –, des voyages ou encore des parcs d'attractions.

En France, se rendre à Disneyland est assez simple : un ticket de RER pour Marne-la-Vallée, une entrée « liberté » à 119 euros et la journée est remplie. Rien ne se passe comme cela aux Etats-Unis même si, sur le papier, une entrée peut coûter le même prix qu'en Europe : un parc d'attractions, c'est un séjour qui nécessite de prendre l'avion pour se rendre à Orlando en Floride, quelques nuitées, des restaurants à réserver en avance. La préparation nécessite une expertise dans le choix des options pour aller faire des tours de manège dans des canyons en carton-pâte, sachant qu'on peut, pour le même prix, partir à la découverte des vrais canyons de l'Utah.

## « Clivages sociaux »

Un forfait vacances d'une semaine pour une famille de quatre personnes l'été coûte environ 5000 dollars, repas compris, avec des formules repas pour les enfants. En incluant le billet d'avion, le transport jusqu'aux parcs, les coupe-file, le site Mouse Hacking estime qu'un tel séjour coûte 7422 dollars. Le concurrent de Disney, Universal, poursuit une stratégie financière analogue : il a ouvert un nouveau parc à Or-

lando en 2025, pour la première fois depuis un quart de siècle. Avec trois parcs à thème et un parc avec attractions nautiques, l'entreprise, qui enregistre jusqu'ici 25 millions de visiteurs annuels, contre 50 millions pour Disney, cherche à maximiser les revenus hôteliers avec des séjours plus long. Que ne feraient-ils pas : ces secteurs sont des vaches à lait pour les entreprises concernées.

En 2024, les parcs d'attractions représentaient un peu moins de 20 % du chiffre d'affaires total de Comcast, maison mère d'Universal, mais environ 44 % de son Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement). De même, la division « expériences » de Disney, qui comprend les parcs, représentait 37 % du chiffre d'affaires de l'entreprise mais 60 % de son bénéfice net. Les profits sont tirés par les plus riches, ce dont s'est prévalu le directeur financier de Disney, Hugh Johnston, en novembre 2025, lors d'un colloque organisé par la banque Wells Fargo : « *Nos consommateurs se situent généralement dans les déciles de revenus les plus élevés, et ces consommateurs continuent de bien se porter.* » « *Vous avez le malheur d'être pau-*

*vre ? Si c'est le cas, Walt Disney World ne veut plus de vous* », s'indigne le podcast « That Park Place », qui estime que cette stratégie s'explique par un nombre limité d'attractions et une fréquentation excessive des parcs, qui conduit Disney à privilégier la hausse drastique des dépenses par visiteur. Daniel Currell, consultant et spécialiste de Disney, s'en afflige dans un long essai publié en août 2025 par le New York Times intitulé « Disney et le déclin de la classe moyenne américaine » : « *Le XX<sup>e</sup> siècle américain fut une période faste où l'on pouvait compter sur des entreprises comme Disney pour offrir des éléments fédéra-*

**« Vous avez le malheur d'être pauvre ? Si c'est le cas, Walt Disney World ne veut plus de vous », s'indigne le podcast « That Park Place »**

*teurs de notre culture. C'était une époque où les grandes institutions inspiraient confiance et où la culture qu'elles créaient était partagée par la quasi-totalité des Américains. L'économie du divertissement destiné à la classe moyenne n'est plus ce qu'elle était. Le marché, et de plus en plus la culture, sont dominés par les plus riches. Et la technologie permet désormais aux entreprises de percevoir ces clivages sociaux, auparavant invisibles, et d'en tirer profit.* »

## Clients insatisfaits

En 2025, le site BuzzFeed a interrogé les internautes sur les produits naguère accessibles à tous et que les riches avaient rendus inaccessibles. Ce fut un florilège, allant des vieux trucks aux cabanes à Cap Cod, dans le Massachusetts, en passant par le bourbon, les spectacles, le festival de Burning Man, dans le désert du Nevada, et les stations de ski familiales.

Celles-ci sont très peu abordables. Un forfait de deux jours, location des skis incluse, pour un couple et un enfant sur les pentes du mont Shasta, volcan situé à cinq heures au nord de San Francisco, revient à 905 dollars. Dans les grandes stations comme Vail (Co-

lorado), les forfaits achetés à la guérite coûtent 307 dollars la journée, contre 70 euros en France, dans la station savoyarde de La Plagne. Cette évolution a été lancée depuis vingt ans. La société exploitant la station, Vail Resorts, a introduit en 2008 un passe annuel, qui donne aux skieurs accès à une quarantaine de stations (Vail dans le Colorado, Park City dans l'Utah, Whistler en Colombie-Britannique) pour un peu plus de 1000 dollars. Cette politique a permis à Vail Resorts de doubler ses ventes de passes : de 750 000, sur la saison 2018-2019, à 2,4 millions, sur la saison 2024-2025 et de garantir ses revenus, que la saison soit neigeuse ou non.

Toutefois, cette stratégie plafonne, avec des stations de ski bondées et des clients moins satisfaits, avec un léger recul des ventes de passes (- 3 % sur la saison 2025-2026). L'action de Vail Resorts a vu son cours chuter de 20 % en un an et divisée par deux en cinq ans, tandis que Vail Resorts a été contraint de proposer des offres moins chères pour le skieur, de plus en plus attiré par le ski de randonnée, sans remontées mécaniques. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Quel est le point commun entre des agents d'entretien qui font le ménage dans des bureaux, des cordistes nettoyant un silo, des maçons sur un échafaudage, un agent de sécurité devant un magasin ou le technicien envoyé installer votre fibre ? Ils interviennent sûrement en sous-traitance, cette opération par laquelle une entreprise confie à une autre le soin d'exécuter pour elle une part de ses activités.

Un phénomène devenu structurel dans l'économie, mais mal évalué. Il n'existe pas de catégorie du travail en sous-traitance. Lequel reste un contrat commercial, liant deux entreprises, et n'apparaît que dans le détail des plans comptables. Jean-Christophe Repon, le président de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) reconnaît manquer de chiffres : « Parce que personne ne le déclare. Tout le monde dit qu'il n'y a pas de problème avec la sous-traitance. Mais que personne ne soit fier de la déclarer cache une démarche qui, parfois, peut être subie par une des parties. »

Quand l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a posé la question aux chefs d'entreprise, en 2021, un sur deux a reconnu intervenir dans une chaîne de sous-traitance, en tant que donneur ou preneur d'ordre. Ce chiffre atteint six sur dix dans la construction et 83 % des grands groupes. La Fédération des entreprises de propreté, d'hygiène et services associés (FEP) estime, elle, que 70 % à 80 % des prestations de propreté sont externalisées en France, et quasiment 100 % dans le tertiaire.

#### « ON BOSSE POUR RIEN »

C'est qu'il y a un flou jusque dans les termes : certains distinguent la sous-traitance du recours à un « prestataire » pour le ménage et le gardiennage, ou même de l'« externalisation » d'une activité. « Ce qui nous semble important, c'est de voir combien les problématiques sont communes », estiment Corinne Perraudin et Nadine Thévenot, maîtresses de conférences au Centre d'économie de la Sorbonne (CES, université Paris-I Panthéon-Sorbonne). La loi prévoit depuis 1975 qu'une entreprise peut sous-traiter une partie de son activité si elle n'a pas les effectifs suffisants, ou si elle ne dispose pas des compétences nécessaires.

« Une entreprise peut être assez importante pour répondre à un appel d'offres pour tous les lots d'un chantier sans pour autant disposer en interne de tous les corps d'Etat nécessaires, explique-t-on à la Fédération française du bâtiment (FFB), pour qui c'est un incontournable des chantiers d'envergure. Cela permet ainsi aux petites entreprises d'accéder indirectement aux marchés. » Jean-Christophe Repon de la Capeb confirme : « Quand on a une absence de compétence, il est tout à fait logique d'aller la chercher en dehors de l'entreprise. Mais c'est quand ça devient un modèle économique que c'est problématique. »

Un modèle économique ? Le président de la FEP, François Leroux, l'explique en d'autres termes : « L'externalisation du nettoyage a commencé dans l'industrie à partir des années 1960. Les donneurs d'ordre recherchaient une certaine technicité. Mais ils y ont rapidement trouvé un intérêt économique : externaliser permet d'optimiser les coûts. » Or, déplore M. Repon, la mise en concurrence pour l'attribution des contrats ne permet pas toujours à un entrepreneur de travailler « au prix qu'il estime juste » : « Sous la pression d'un donneur d'ordre, il peut perdre son libre arbitre. » La FFB reconnaît, elle, que « le titulaire du marché vend toujours une prestation moins chère au sous-traitant » et que « plus on descend dans le rang



YASMINE GATEAU

## PLEIN CADRE

# Avec la sous-traitance, des salariés fragilisés

LE TRAVAIL MORCELÉ 4/4 Justifié par l'optimisation des coûts, ce modèle omniprésent dans l'économie française sape les conditions de travail et dilue les responsabilités des donneurs d'ordre

de sous-traitance, plus on a des prix pressurisés ». Quand les sous-traitants sous-traitent à leur tour, c'est la sous-traitance « en cascade » : « Au sixième rang, que pensez-vous qu'il reste comme marge à celui qui prend le marché ? », demande M. Repon. « En bout de chaîne, on bosse pour rien », renchérit Jean-Pascal François, administrateur de la CGT Construction.

Cette logique de compression des coûts se retrouve partout. Les syndicats de l'automobile l'estiment responsable des plans sociaux en série chez les équipementiers. En 2025, un rapport de la Cour des comptes sur le déploiement de la fibre optique soulignait également le recours « massif » des opérateurs Télécom, avec une recherche du « moins onéreux », et ses conséquences : des intervenants avec un « déficit de formation » et « pas suffisamment rémunérés » ou de nombreuses « panes et malfaçons ». Les « dérives » de cette « formidable pression sur les prestataires » étaient relevées dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires en 2018 : « une moindre

attention portée au critère de sûreté et une dégradation des conditions de travail ».

Or, cette pression sur les prix s'accroît à chaque renouvellement d'appel d'offres. « Le problème, c'est qu'entre-temps les salaires sont revalorisés – 17 % pour les minima de notre branche en quatre ans – et que nos marges sont déjà très faibles », souligne François Leroux de la FEP, alors que le taux de rentabilité moyen des entreprises de propreté n'a atteint que 2,6 % en 2024, selon la Banque de France. « Cette hausse des salaires, le prestataire va chercher à la contenir par une réduction des heures de travail ou du nombre de salariés nécessaires pour effectuer la même tâche. Cela va conduire à une intensification du travail, constate François-Xavier Devetter, économiste à l'Institut de recherches économiques et sociales et à l'université de Lille, coauteur d'une étude de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail sur les agents de nettoyage. Dès qu'il y a recours à la sous-traitance, les conditions de travail se dégradent, physiquement et psychologiquement. »

« On se retrouve à moins pour faire autant. Les arrêts de travail ou les départs ne sont plus remplacés : cela augmente les cadences et les troubles musculo-squelettiques. Ce n'est pas pour rien que notre secteur est l'un des premiers fabricants de travailleurs handicapés », déplore un agent d'une grande entreprise de propreté qui a demandé à rester anonyme.

En 2023, une étude du service statistique du ministère du travail (Dares) a constaté que le taux moyen d'accident du travail était plus élevé dans les entreprises

« preneuses d'ordre ». C'est que les sociétés « n'externalisent pas n'importe quel travail », soulignent Corinne Perraudin et Nadine Thévenot, qui ont mené une étude fine sur les conditions de travail. Les salariés des sous-traitants sont ainsi davantage exposés à la « maintenance de charges lourdes », aux « postures pénibles », aux « températures extrêmes », au bruit et au travail de nuit. « C'est du travail difficile, pénible et dangereux qui est sous-traité », résumant-elles. Le taux des cotisations sociales accidents du travail et maladies professionnelles des entreprises étant corrélié au nombre de sinistres, déléguer les tâches les plus à risques peut avoir un intérêt financier.

#### UN CERCLE VICIEUX

« Les donneurs d'ordre, eux, invoquent les bienfaits du recours à des spécialistes pour une meilleure prise en charge du danger, s'il faut gérer par exemple une peinture au plomb ou retirer de l'amiante », remarque Corinne Perraudin. Mais pour les chercheuses, c'est un cercle vicieux : « Comme les entreprises sous-traitantes vont être subordonnées aux donneurs d'ordres, elles ne vont pas mieux prendre en charge les risques, au contraire », souligne Nadine Thévenot. « En bout de chaîne, les niveaux de sécurité ne sont plus les mêmes : tu rognes sur les conditions de travail, la sécurité, les formations, tu rognes sur tout », résume Jean-Pascal François de la CGT Construction. Ce sont, par exemple, des échelles qu'on va préférer à la location de nacelles pour des travaux acrobatiques, des équipes de trois qui passeront à deux, etc.

« Il y a derrière le recours à la sous-traitance, la volonté de ne pas avoir

« En bout de chaîne, les niveaux de sécurité ne sont plus les mêmes »

JEAN-PASCAL FRANÇOIS  
administrateur  
CGT Construction

à se soucier de certaines catégories de main-d'œuvre ou de problématiques : on se débarrasse des conséquences », estime le professeur François-Xavier Devetter. Une façon pour le donneur d'ordre de dire « ce n'est plus mon problème », renchérit Nadine Thévenot. On le voit lors de conflits sociaux, comme lorsqu'un sous-traitant exploite des sans-papiers comme dans les centres de tri des déchets franciliens. Les donneurs d'ordre déclinent toute responsabilité.

C'est là qu'apparaissent les « problématiques communes » entre sous-traitance, prestation de services et tant de nouvelles formes d'externalisation. Quand le PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, défend, le 31 mars 2025, devant une commission sénatoriale, la stratégie du groupe d'externaliser ses supermarchés « qui perdent de l'argent » par le recours à la location-gérance, il explique : « Notre logique c'est : ne fermons pas de magasins, recourons à des entrepreneurs pour gérer les magasins que nous n'arrivons pas à gérer. » La méthode pour y arriver n'est plus de son ressort, pas plus que les récriminations des salariés concernés sur les réductions d'effectifs et la détérioration de leurs conditions de travail. C'est aussi pour

« développer le plein potentiel » de son site logistique de Wattrelos, dans le Nord, que La Redoute a externalisé ses préparateurs de commandes, malgré un avis négatif du comité social et économique. Ce dernier voyait poindre une « intensification » du travail.

#### ÉCLATEMENT DES COLLECTIFS

« Ces salariés vont toujours continuer à travailler pour Carrefour ou La Redoute. Mais ces derniers n'en ont plus la responsabilité en droit », souligne Corinne Perraudin. Les sous-traitants du nucléaire détaillaient ainsi le « deux poids, deux mesures » dans leur suivi médical à la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires de 2018 : « Nous faisons un dépistage de suspicion de contamination – selles et urine – tous les deux ans, alors que les agents de [la multinationale] Framatome en font un tous les six mois ! »

Sur un même échafaudage, dans un même immeuble de bureaux ou sous une même chasuble d'hôtesse de caisse dans deux supermarchés voisins, se retrouvent des salariés qui n'ont plus ni les mêmes référents ni les mêmes protections. « Nous, on parle d'un éclatement des collectifs de travail. Cela déstructure l'organisation et contribue à fragiliser une main-d'œuvre qui pourrait travailler en interne », dit Corinne Perraudin. Les chercheuses ont mis en évidence que 24 % des salariés cohabitent sur leur site avec des travailleurs sous-traitants, et 50 % avec des intérimaires.

Ces dernières années, différentes initiatives ont tenté de limiter la sous-traitance à deux rangs ou de revaloriser le poids des enjeux sociaux dans les appels d'offres. « Donneurs d'ordre privés comme publics continuent de vouloir payer le moins cher possible, donc c'est un peu la quadrature du cercle », fait valoir le président de la FEP. Quant à la loi sur le devoir de vigilance des entreprises, qui devait responsabiliser celles de plus de 1000 salariés des méfaits de leurs sous-traitants tout au long de la chaîne de valeur, elle a été vidée de sa substance le 13 novembre 2025 par un vote des députés européens de droite et d'extrême droite. ■

ALINE LECLERC

## JEUX OLYMPIQUES

# Les JO d'hiver confrontés à des défis existentiels

Transports, enneigement, sites éclatés... L'édition de Milan-Cortina concentre les menaces qui pèsent sur le modèle des Jeux hivernaux

Vendredi 6 février au soir, la vasque olympique s'illuminera dans le stade San Siro, et les Jeux olympiques (JO) d'hiver de Milan-Cortina d'Ampezzo (Italie) seront officiellement ouverts. Pendant quinze jours, du 6 au 22 février, l'événement offrira une débauche de performances sportives, d'émotions et de spectacles en mondovision. De belles images aussi, dans les Alpes, berceau des sports d'hiver, après quatre éditions éloignées des canons de la montagne. L'Italie du Nord promet d'en mettre plein la vue. De Milan reliftée, théâtre des épreuves de glace, à Antholz-Anterselva, merveille du biathlon perchée aux confins de l'Autriche, en passant par Bormio et sa redoutable Stelvio, piste mythique du ski alpin, ou encore Cortina d'Ampezzo, la « reine des Dolomites », coiffée de son joyau, l'Olimpia delle Tofane, héritée des Jeux de 1956.

L'opulente région fera étalage de ses plus beaux atours, au sens propre comme au sens figuré. Plus de 400 kilomètres séparent la capitale lombarde des sites de compétition les plus éloignés. Hier, la logistique en a souffert ; aujourd'hui, spectateurs et personnes accréditées risquent fort d'en payer le prix pour se déplacer à travers les vallées. Et l'empreinte carbone de se creuser. Les transports repré-

sentent la principale source d'émissions dans l'organisation des grands événements sportifs. Le Comité international olympique (CIO) se défend. Il s'agit de bâtir sur l'existant, fait valoir l'instance, qui éprouve pour la première fois son modèle de sites olympiques éclatés. Ce concept propre au massif alpin sera reproduit dans quatre ans, au cœur des Alpes françaises – avec, cette fois, plus de 500 kilomètres des Aravis (Haute-Savoie) à Nice.

## Aberrations écologiques

L'éloignement des sites ne sera pas le moindre des défis pour le CIO et les organisateurs italiens. Ce ne sera pas le seul. Si l'instance sise à Lausanne (Suisse) fait désormais la chasse aux éléphants blancs, elle n'a pu empêcher quelques dérapages financiers.

Construite en un temps record au prix d'un demi-millier de mélèzes centenaires arrachés, la piste de bobsleigh de Cortina, voulue par le gouvernement de Giorgia Meloni au nom du « made in Italy » – plutôt qu'une délocalisation à l'étranger, privilégiée par le CIO –, a coûté quelque 120 millions d'euros, soit 40 millions de plus que le devis initial. Pour quelle utilisation après les Jeux ?

Il y a aussi la patinoire Santa Giulia de Milan, qui accueillera les phases finales de hockey sur glace. Inaugurée au début de janvier – avant même d'être ache-

vée –, à peine un mois avant que ne commence le tournoi olympique, l'arena a connu d'interminables retards de chantier qui ont fait gonfler la note de près de 70 millions d'euros (250 millions d'euros au total, d'argent privé).

Ce sont là deux exemples parmi d'autres de la gabegie des autorités italiennes. Dotée d'un budget de 3,5 milliards d'euros, la Simico, société publique chargée de la construction de la centaine d'infrastructures olympiques, est engagée dans une course contre la montre pour achever les travaux. A un mois de la cérémonie d'ouverture, seul un ouvrage sur six était livré, s'est alarmée la Cour des comptes italienne. A deux semaines, ils étaient encore moins d'un sur deux, selon les dernières données disponibles de la Simico, même si 90 % des installations nécessaires aux JO ont été réalisées, souvent à marche forcée. Avec le coût de l'organisation des

## ON EN OUBLIERAIT PRESQUE QUE LES JEUX SONT D'ABORD ET AVANT TOUT UNE HISTOIRE DE SPORT

compétitions (1,7 milliard d'euros), la facture totale des JO de Milan-Cortina s'élève à 5,2 milliards d'euros – celle de l'édition 2030 dans les Alpes françaises est estimée à 3,5 milliards d'euros. Une enveloppe qui a déjà plus que triplé par rapport au dossier de candidature (1,55 milliard d'euros) et que beaucoup en Italie jugent sous-évaluée.

Au rayon des dépenses, le seul système d'enneigement artificiel de Livigno (22 millions d'euros, outre le coût de la retenue collinaire) a fait polémique. Après des

faillies techniques, il n'a pu produire la neige nécessaire aux modules de snowboard et de ski acrobatique qu'un peu avant Noël.

De fait, pour livrer les JO d'hiver, le CIO et les fédérations sportives exigent de produire de la neige afin de garantir l'équité entre les athlètes, mais aussi de lutter contre les aléas dus au réchauffement climatique. Ces dispositifs, gourmands en énergie et en eau, sont critiqués par les associations environnementales, qui les considèrent comme des aberrations écologiques. Pour ces JO 2026, près de 1 million de mètres cubes d'eau ont été prélevés, dont la moitié pour le seul site de Livigno, au risque d'« assécher les rivières », constate l'hydrologue Carmen de Jong.

Mais, par chance, il a neigé dans les Alpes italiennes à la fin de janvier. Un épais manteau est venu opportunément étouffer la crainte de voir des rubans blancs sinuer dans des paysages printa-

niers. « Nous avons été chanceux avec le temps froid », reconnaît Johan Eliasch, le président de la Fédération internationale de ski et de snowboard. Mais qu'en sera-t-il dans quatre ans, du côté français ?

M. Eliasch ne peut l'ignorer : parier sur les chutes de neige est un exercice de plus en plus risqué. Et il devient de moins en moins soutenable de miser sur la production d'or blanc, même si les innovations technologiques permettent d'être plus économe, car le réchauffement réduit à peau de chagrin les régions dans le monde capables d'accueillir les JO d'hiver.

On en oublierait presque que les Jeux sont d'abord et avant tout une histoire de sport. En Italie, la France ne sera jamais aussi bien armée. Ainsi, 162 athlètes composent la délégation bleue, un record. L'objectif de médailles, porté notamment par les chercheuses et chercheurs d'or du biathlon, reflète une ambition élevée : + 50 %



Devant le stade San Siro, où se déroulera la cérémonie d'ouverture des JO, à Milan (Italie), le 29 janvier. GABRIELE MICALIZZI/CESURA POUR « LE MONDE »

## Les athlètes américains veulent montrer un autre visage des Etats-Unis

Plusieurs membres de la délégation, notamment originaires du Minnesota, dénoncent les opérations anti-immigration à Minneapolis

C'est un changement de nom tout sauf anecdotique. Il dit beaucoup de l'état d'esprit dans lequel se trouvent une bonne partie des membres de la délégation américaine, à l'aube des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina (du 6 au 22 février). Pas question pour les représentants des équipes de hockey sur glace, de patinage artistique et de patinage de vitesse des Etats-Unis de se rassembler dans la Ice House, littéralement la « maison de glace », installée dans la capitale lombarde. Un lieu « conçu pour offrir un espace privé, exempt de distractions, où les athlètes, leurs familles et leurs amis peuvent se réunir pour célébrer l'expérience unique », expliquent les trois fédérations. Et rebaptisé donc, de manière plus consensuelle, « Winter House », la « maison de l'hiver ». Un choix « judicieux », salué

par la patineuse artistique Amber Glenn. Car, pour la native du Texas, « le mot « ice » n'est plus acceptable, compte tenu de la situation et des conséquences des agissements de certains individus ». Depuis plusieurs mois, le terme est devenu indissociable de l'acronyme de la police fédérale de l'immigration américaine (Immigration and Customs Enforcement), déployée à travers les Etats-Unis pour traquer les personnes se sont donné rendez-vous sur la piazza XXV-Aprile, de Milan, nommée en mémoire de la libération du pays, de l'occupation nazie et du fascisme.

L'annonce, le 27 janvier, de la venue d'une de ses divisions dans le nord de l'Italie, dans le cadre des Jeux, a suscité un tollé. Quelques jours plus tard, pour dénoncer leur présence, des centaines de personnes se sont donné rendez-vous sur la piazza XXV-Aprile, de Milan, nommée en mémoire de la libération du pays, de l'occupation nazie et du fascisme.

Les officiers mobilisés font partie de la direction des enquêtes sur la sécurité intérieure, branche spécialisée dans la lutte antiterroriste et la criminalité internationale, et seront présents pour garantir la sécurité des « hauts responsables du gouvernement américain », a précisé le président du comité d'organisation de Milan-Cortina 2026, Giovanni Malago. Mais cela n'a pas suffi à apaiser la colère. Au point que le ministre de l'intérieur, Matteo Piantedosi, a été contraint de réaffirmer, le 4 février, qu'ils n'auront « aucun rôle opérationnel » lors de l'événement.

## « Le monde nous regarde »

La mort de Renee Good, 37 ans, abattue par un agent de l'ICE le 7 janvier à Minneapolis (Minnesota), et celle d'Alex Pretti, du même âge, tué le 24 janvier par un représentant de la Border Patrol,

une agence fédérale de l'immigration – en marge de manifestations pacifiques contre les opérations anti-immigration dans la ville –, ont provoqué une onde de choc aux Etats-Unis. Mais aussi un regain de protestation populaire, qui a trouvé écho auprès des athlètes de la Team USA.

D'autant que sur les 232 qualifiés pour les Jeux, 24 sont nés dans cet Etat du nord du pays. Une douzaine d'autres y vit ou s'y entraîne. « Le monde entier nous regarde », a estimé la hockeyeuse Lee Stecklein, qui entend « représenter » fièrement le Minnesota lors de la quinzaine. Il nous regardera aux Jeux olympiques, et c'est le moment idéal pour mettre en lumière certaines choses qui se passent ici. » Même son de cloche pour ses partenaires Taylor Heise et Kelly Pannek. Dans ce contexte « très pesant », la première a in-

sisté sur sa fierté de voir des « dizaines de milliers de personnes qui bravent les températures les plus froides de l'année pour se battre pour leurs convictions ». La seconde a dénoncé la politique « inutile et horrible » de l'administration Trump, avant d'apporter, aussi, son soutien aux personnes mobilisées : « Nous représentons notre pays, nous représentons notre Etat, nous avons la chance de le faire lors d'un événement sportif, mais il y a tant de personnes qui le font au quotidien, avec grâce, humilité, altruisme, amour et attention pour leur prochain. »

La superstar américaine du ski Lindsey Vonn, 41 ans, née à Saint Paul, a également déclaré vouloir « montrer au monde ce qu'est l'Amérique ». Et de préciser : « Nous sommes bien plus que ce qui se passe actuellement. » Triple médaillée olympique de ski de fond,

Jessica Diggins, 34 ans, est née à Afton, à moins d'une heure du centre-ville de Minneapolis. En lice sur six épreuves, et candidate au podium sur chacune d'elles, elle a annoncé dans un message sur Instagram : « Je veux m'assurer que vous sachiez pour qui je cours lorsque je me présenterai sur la ligne de départ. Je cours pour le peuple américain, qui défend l'amour, l'acceptation, la compassion, l'honnêteté et le respect d'autrui. Je ne tolère ni la haine, ni la violence, ni la discrimination. »

« Les Jeux olympiques sont bien plus qu'un simple événement sportif. Ils symbolisent l'unité et la paix dans le monde, a abondé la snowboardeuse californienne Bea Kim, 19 ans. La diversité est ce qui fait la singularité des Etats-Unis. Elle est inscrite au cœur même de notre nation. » ■

CÉLIL MILIONI-BRUNET



# Le projet des Jeux 2030 dans les Alpes secoué par les crises internes

Le Comité d’organisation fait face à des démissions en cascade et à une remise en cause de sa gouvernance

La topographie de la montagne est ainsi faite : pour atteindre les sommets, le chemin est souvent escarpé. Le Comité d’organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) 2030 dans les Alpes françaises fait aujourd’hui face à un mur. L’organisation, présidée par Edgar Grospron, est secouée depuis plusieurs semaines par des démissions en cascade. Dernière en date, celle de Bertrand Méheut, qui a quitté, lundi 2 février, la présidence du Comité des rémunérations (Corem), un organe indépendant chargé de rendre des avis sur les salaires, notamment ceux des cadres dirigeants.

L’ancien patron du groupe Canal+ dénonce, dans un e-mail aux membres du Corem, « une dérive importante qui [le] conduit à douter du succès du projet, que ce soit en matière de délais et de coûts ». Et ne mâche pas ses mots contre Edgar Grospron, dont il remet en cause les compétences de leadership.

A quelques jours de la cérémonie d’ouverture des Jeux de Milan-Cortina (du 6 au 22 février), la nouvelle a surpris. Elle renvoie surtout une piètre image d’un Comité d’organisation dont la cacophonie a résonné au-delà des Alpes. Le Comité international olympique (CIO) lui a enjoint, mardi, de « travailler en équipe, forte et confiante ».

Les Jeux d’hiver 2030 dans les Alpes françaises, c’est l’histoire d’un projet mal né. Ficelé à la hâte à l’été 2023 sans consultation populaire, attribué un an plus tard par le CIO, le dossier se cherche, au lendemain de Paris 2024, une

figure pour l’incarner. Un temps sur les rangs, le biathlète Martin Fourcade, le favori de l’Elysée, jette l’éponge début février 2025. Le skieur acrobatique Edgar Grospron, sacré aux JO d’Albertville en 1992, se dit alors qu’il a les épaules pour y aller.

Les parties prenantes topent, conscientes qu’il y a déjà urgence. Le 18 février, les statuts du Cojop sont déposés. « Le temps est compté », pressentent alors le CIO et les pouvoirs publics. Cahincaha, les équipes se constituent autour d’Edgar Grospron.

A la mi-avril, il confie la direction générale à Cyril Linette, passé par Canal+ et le Pari mutuel urbain (PMU) – comme Bertrand Méheut. Les premiers directeurs du comité sont embauchés au cours de l’été, avec beaucoup d’anciens de Paris 2024 : Arthur Dumontier à la direction des finances, Elie Patrigeon à l’héritage, l’impact et la durabilité, ou encore Anne Murac à la direction des opérations.

## Rupture

Après quelques retards à l’allumage, le projet semble enfin lancé. Sur le papier, le tandem Linette-Grospron est séduisant. D’un côté, un homme rompu au monde de l’entreprise et au carnet d’adresses bien épais, dont le profil « rassure » les acteurs du dossier. De l’autre, un sportif reconnu, à la tchatche et au charisme intacts.

Les premiers désaccords surviennent à l’automne 2025. Très vite, Cyril Linette monte au front pour défendre le budget plurianuel (2,13 milliards d’euros). Il a

## DANS LES RÉGIONS HÔTES, ON GOÛTE PEU DE VOIR LES PARISIENS DU COMITÉ DONNER DES LEÇONS AUX STATIONS ET AUX VALLÉES

fallu tailler dans les coûts, et donc faire des mécontents au sein du Cojop et dans les régions hôtes, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d’Azur (PACA). De leur côté, les 12 directeurs du comité s’approprient leur feuille de route au gré de leur arrivée. Résultat, Edgar Grospron se sent peu à peu dépossédé et se recroqueville sur son cabinet, pour l’essentiel des proches de La Clusaz (Haute-Savoie). « Grospron n’a pas pris la mesure de la complexité du projet. Il se rêvait en Tony Estanguet [le patron de Paris 2024] des montagnes, mais sans voir le travail que ce dernier a accompli en neuf ans », relève un observateur avisé.

Dès lors, l’ancien champion des bosses, assisté de sa garde rapprochée, décide de reprendre la main. Le point de bascule intervient début décembre, lors de la visite de la commission de coordination du CIO sur quelques-uns des sites envisagés pour 2030. Une scène va marquer les esprits. Le 1<sup>er</sup> décembre, à Val-d’Isère (Savoie), en marge d’un dîner avec la délégation olympique, Jean-Claude Killy, qui a l’oreille de Lausanne, sermonne Cyril Linette, pas favorable au retour – coût-

teux – de la station sur la carte des Jeux. Légèrement en retrait, Edgar Grospron, les yeux dans ses chaussures, ne dit rien.

Entre Grospron et Linette, la rupture est consommée. Quelques jours plus tard, Anne Murac démissionne de son poste stratégique de directrice des opérations, en raison de « graves désaccords au sein de la gouvernance ».

Aux tensions internes s’ajoutent des dissensions externes. Dans les régions hôtes, on goûte peu de voir les Parisiens du comité, forts du succès des derniers Jeux, donner des leçons aux stations et aux vallées. « Quand vous voyez des gens arriver en petits mocassins dans la neige, vous vous dites : “Ils n’ont pas bien compris la montagne.” C’est un problème de respect des territoires et des personnes qui y travaillent toute l’année », cingle Renaud Muselier, le président de la région PACA. La répartition de la charge financière alimente aussi les crispations entre la capitale et le « bloc local ».

## « Hors de tout contrôle »

Deuxième coup d’arrêt le 23 janvier, avec la démission du directeur de la communication, Arthur Richer. Cause invoquée : « Un désaccord sur la stratégie à mettre en place. » Poussée par Matignon, la ministre des sports, Marina Ferrari, convoque, trois jours plus tard, les membres du bureau exécutif du Comité d’organisation des Jeux pour « une clarification rapide et complète sur la gouvernance et la stabilité ». Le ton est ferme, inhabituel.

Les parties prenantes des Jeux conviennent alors de lancer une « mission d’accompagnement », confiée à Etienne Thobois, l’ex-DG de Paris 2024. L’ancien joueur de badminton, mandaté par le CIO pour aider à constituer le Cojop, a-t-il alors idée de dans quoi il s’engage ? Car dans le même temps, le Corem rend un avis défavorable à la nouvelle gouvernance qu’Edgar Grospron souhaite mettre en place, comme le révèle *Le Parisien*, mardi 4 février. Après le départ d’Anne Murac, l’ex-skieur acrobatique s’était mis en quête d’un directeur général adjoint aux compétences élargies, sous son autorité directe et

non celle de Cyril Linette. « Une source de tensions et de conflits », critique le Corem dans son avis. Il sera suivi par le Cojop.

Sur la question des disciplines additionnelles pour les JO 2030 – le choix doit être arrêté d’ici au mois de juin –, Edgar Grospron consulte sans mettre sa directrice des sports, Mathilde Meurisse, dans la boucle. Le patron fait de moins en moins confiance à son équipe de direction et « écoute un peu trop son cabinet », constate un observateur proche du dossier.

« Le président [Edgar Grospron], accompagné en principe d’un directeur général exécutif, se comporte comme s’il était PDG, hors de tout contrôle, sans en avoir la compétence », fustige Bertrand Méheut dans son mail. Il dit également s’attendre à de « nouvelles démissions », les troupes sont démotivées.

Depuis Milan, où il présentait, mardi, l’état d’avancement du projet 2030 aux membres du CIO, Edgar Grospron a réagi. Selon lui, les statuts du Cojop sont « hyper clairs » : « Je suis pleinement dans mon rôle, Cyril pleinement dans le sien, maintenant le Comité des rémunérations a émis des avis qui, de mon point de vue, sortent de ses prérogatives. »

Chaque camp serre les rangs. Pas touche à Grospron, met en garde Renaud Muselier. « C’est lui le patron et il le fait très bien. Ceux qui sont sous M. Grospron, ou bien ils le servent, ou ils s’en vont. Mais qu’ils ne nous plantent pas le projet, on le fera quand même, avec ou sans eux, lâche le Marseillais. Des changements, il y en aura encore, des départs aussi. » Une source proche du dossier réclame, de son côté, de « remettre à plat l’organisation de manière rapide et complète ».

Nombre d’observateurs s’interrogent aujourd’hui sur l’avenir des deux hommes à la tête des Alpes françaises. « Le tandem est mort », tranche un acteur du dossier. Reste à savoir quelle tête serait coupée. Le projet avance pourtant. La loi olympique, destinée à faciliter la livraison des Jeux, doit être définitivement adoptée vendredi 6 février par les sénateurs. ■

N. LE.

par rapport à Pékin 2022 (14 médailles, dont 5 en or).

Les tensions internationales pourraient également s’inviter sur les terrains. Malgré la guerre en Ukraine, les sportifs russes n’ont jamais paru aussi proches de réintégrer la communauté olympique. Certes, à Milan comme à Paris en 2024, ils seront peu nombreux – 20 Russes et Biélorusses, selon la dernière validation du CIO – et ne seront autorisés à participer que sous bannière neutre.

## L’ombre de Donald Trump

Cependant, Lausanne cède peu à peu à la pression et permet, depuis décembre 2025, dans les catégories juniors, le retour plein et entier – avec hymne et drapeau – des anciens bannis. Le travail de réhabilitation sportive que mène Moscou dans les couloirs des fédérations et jusque dans les prétoires du Tribunal arbitral du sport pourrait porter ses fruits dès les prochains JO, en 2028, à Los Angeles. Edition sur laquelle plane l’ombre de Donald Trump, pyromane des relations internationales.

Que fera Kirsty Coventry, la nouvelle patronne du CIO, si jamais le président des Etats-Unis attaque l’Iran en pleine trêve olympique ? La Zimbabwéenne, qui a timidement exprimé son inquiétude à propos du sort des athlètes iraniens après la répression de Téhéran, pourra-t-elle se réfugier encore longtemps derrière le mirage de l’apolitisme ? « La neutralité sert toujours la loi du plus fort. Coventry devrait fixer des lignes rouges dès à présent », estime l’historien du sport Patrick Clastres.

En attendant, chacun est prié, pendant quinze jours, de faire la fête sous les anneaux olympiques. Et ce dès le vendredi 6 février au soir, dans le stade San Siro de Milan, à l’occasion d’une cérémonie d’ouverture que les organisateurs ont imaginée le plus consensuelle possible. Elle doit célébrer la beauté et la « fantaisie » de l’Italie. Mais aussi « l’harmonie des cultures, des religions, des peuples dont on a besoin plus que jamais », a insisté son concepteur, l’Italien Marco Balich. ■

NICOLAS LEPELTIER

# Les biathlètes, chercheurs d’or de la délégation française

Après une première partie de saison réussie, les équipes de France s’avancent en favorites à Antholz-Anterselva

Pour la dernière épreuve de Coupe du monde avant les Jeux olympiques (JO), comme il est de coutume à Nove Mesto (République tchèque), les biathlètes se sont élancés, fin janvier, au son lugubre de l’introduction de *Hells Bells*, du groupe AC/DC. Mais ces « cloches de l’enfer » ont surtout sonné le glas des adversaires des Bleus. Avec trois doublés sur les quatre courses individuelles, l’équipe de France ne peut plus dissimuler son statut de favorite à Milan-Cortina (du 6 au 22 février), dont les épreuves débutent dimanche 8 février.

Cette dernière razzia, à moins de quinze jours de l’ouverture des JO, enrichit un heureux bilan de mi-saison, presque sans partage. Lou Jeanmonnot, 27 ans, et Eric Perrot, 24 ans, arborent tous deux le dossard jaune de leader du classement général. Derrière ces têtes d’affiche, les autres sélectionnés (six filles et six garçons, en comptant les remplaçants) ont tous leur place au sein du gratin mondial.

Tout sauf une surprise pour le staff tricolore. Simon Fourcade, entraîneur de l’équipe de France masculine, se disait « plutôt relax » pour sa « première saison olympique en tant que coach », là où Cyril Burdet, chargé des féminines, vantait « la densité de ta-

lents » dans un groupe, où « chaque entraînement a un niveau d’intensité hallucinant ».

En cumulant depuis le début de l’hiver 36 podiums, dont 13 victoires en Coupe du monde, les Bleus peuvent viser l’or à chaque course des Jeux – 11 au total, sur la piste d’Antholz-Anterselva, dans le Trentin-Haut-Adige. « L’équipe de France est si forte qu’il est difficile de prédire qui va aller chercher quoi », estime Marie-Laure Brunet, double médaillée à Vancouver 2010.

Ce sport est un pourvoyeur historique de médailles olympiques, avec encore sept des quatorze obtenues à Pékin en 2022. Auguré à l’automne par Yann Cucherat, manager de la haute performance à l’Agence nationale du sport, l’objectif de 50 % de récompenses en plus par rapport aux précédents JO d’hiver devra donc passer par une riche collecte en Italie.

« Le nombre de courses dilue un peu la pression, avec plusieurs chances de médailles pour les mêmes athlètes, explique Marie Dorin-Habert, elle-même trois fois médaillée olympique, et habituellement consultante pour La chaîne L’Equipe. Bien sûr, les Jeux, c’est différent du reste de la saison : une médaille, cela change votre vie. Mais les biathlètes sont habitués

aux enjeux des compétitions longues. A Antholz, il leur faudra ne pas surjouer. »

Parmi eux, Quentin Fillon Maillet, 33 ans, a l’expérience des podiums logotés des cinq anneaux. En Chine, sous un vent puissant et devant peu de spectateurs, le Jurassien avait remporté cinq médailles, soit à lui seul 37,5 % du total de la délégation française, tous sports confondus. « J’ai envie de revivre la même chose sur les semaines qui arrivent », assure-t-il, à quelques jours du départ vers l’Italie. « J’essaie de ne pas trop changer ce qui fonctionne », observe pour sa part Eric Perrot, se gardant de tout excès de confiance : « On est devant, mais le podium n’est jamais assuré. Une balle dehors, et on peut passer de premier à huitième... »

## Performance et concurrence

Mais les ambiances de travail, chez les garçons et chez les filles, sont bien différentes. L’équipe masculine évolue dans une saine émulation. Derrière son leader, Eric Perrot, qui n’était qu’un jeune remplaçant à Pékin, et le chevronné Quentin Fillon Maillet, Emilien Jacquelin a prouvé que, sur une course, il pouvait prendre le meilleur sur le peloton des favoris. Fabien Claude, parmi les

## « L’ÉQUIPE DE FRANCE EST SI FORTE QU’IL EST DIFFICILE DE PRÉDIRE QUI VA ALLER CHERCHER QUOI »

MARIE-LAURE BRUNET  
ancienne biathlète

skieurs les plus rapides, son petit frère Emilien et Oscar Lombardot complètent un casting ambitieux. Les filles, au contraire, vivent depuis plus de trois ans un quotidien sous tension. A l’été 2022, Justine Braisaz-Bouchet remarquait que des achats avaient été réalisés frauduleusement avec sa carte bancaire. Les soupçons, bientôt confirmés par l’enquête policière, menaient à Julia Simon, sa coéquipière, issue comme elle du club des Saisies (Savoie). Le 24 octobre 2025, le tribunal d’Albertville condamnait Julia Simon pour fraude et vol – sans qu’elle parvienne à expliquer son geste. La Fédération française de ski, quelques jours plus tard, la suspendait pour un mois.

Marie-Laure Brunet, aujourd’hui coach mentale, n’est pas surprise des résultats obtenus par

l’équipe féminine en dépit de ce contexte pesant : « Comme dans une entreprise, même si tout le monde préfère travailler dans une bonne ambiance, ce n’est pas toujours le cas, et ça performe quand même. On a affaire à des athlètes intelligentes, concentrées sur la mission à accomplir, et cela prend le pas sur le reste. »

De retour de suspension en décembre, Julia Simon, toujours impitoyable compétitrice, a démontré qu’elle pouvait viser la victoire sur chaque course. Justine Braisaz-Bouchet, skieuse d’exception, aura les mêmes ambitions. Quant aux plus jeunes, telles Océane Michelon et Camille Bened, elles seront des outsiders.

L’équipe de France devra faire face à une forte concurrence, lors des relais autant que sur les formats individuels – à commencer par les Italiens, à domicile, menés par Tommaso Giacomel, Lisa Vittozzi et Dorothea Wierer. L’équipe norvégienne, endeuillée par le décès brutal de Sivert Bakken, le 23 décembre durant un stage de préparation en Italie, dispose comme à son habitude de nombreux atouts. De même pour les Suédois, menés par le vélocé Sebastian Samuelsson et les sœurs Hanna et Elvira Oberg. ■

THOMAS SAINTOURENS

# Le clan Orsoni, un destin corse

L’assassinat de l’ancien leader nationaliste Alain Orsoni, tué en janvier par un sniper durant l’enterrement de sa mère dans son village de Corse-du-Sud, a marqué la fin d’une saga familiale révélatrice de l’évolution de l’île ces dernières décennies, entre ambitions politiques et dérives mafieuses

AJACCIO - envoyé spécial

Voilà près d’un mois que l’ancien leader nationaliste corse Alain Orsoni a été assassiné en plein cimetière, lors de l’enterrement de sa mère, Marinette. C’était le 12 janvier, à Vero, un village accroché à flanc de montagne, à 30 kilomètres au nord d’Ajaccio. Le tueur, embusqué dans une forêt à plus de 100 mètres de là, n’a toujours pas été identifié. L’événement a sidéré l’ensemble de l’île, la profanation d’un lieu et d’un moment sacrés ajoutant une violence symbolique à la mort d’un homme. Sur place, l’onde de choc reste perceptible, malgré la lassitude que l’on sent parfois, au sein de la population, face à toutes ces larmes versées au pied des cercueils.

Pour atteindre le cimetière de Vero, à l’écart du village, il faut suivre quelques minutes la départementale qui serpente vers les hauteurs. Le terrain est accidenté, les tombes sont alignées en étages, un escalier de pierre dessert les allées. Vers 16 h 30, ce lundi de janvier, l’abbé Roger-Dominique Polge vient d’accomplir les derniers rites en mémoire de Marinette Orsoni, 92 ans. La petite assistance commence à se disperser. Son fils est encore adossé à la rambarde de l’escalier lorsqu’un bruit sec trouble le recueillement. Sur ces terres de chasseurs, tout le monde a reconnu un coup de feu. C’est l’effroi. Alain Orsoni, 71 ans, s’écroule sur les marches. Un médecin lui prodigue les premiers soins. En vain.

« Alain est tombé mort, en plein cimetière, témoigne peu après l’abbé Polge, au micro de France 3 ViaStella. Je me demande où l’on est... (...) Qu’est-ce qui se passe chez nous ? La Corse me paraît pire que la Sicile, c’est inimaginable. Vous vous rendez compte, (...) on est dans la peine, on prie pour la paix, pour l’unité et même pour le pardon, et il n’y a rien qui rentre, rien, moi, je les plains parce que, devant le Bon Dieu, je ne sais pas ce qu’ils vont dire les mecs. » L’émotion du prêtre a beau être contenue, son indignation est réelle face à la violence qui mine cette société insulaire si singulière. Un peu comme si le destin d’Alain Orsoni – « dans sa part d’ombre comme dans sa part de lumière », selon les mots du président de l’exécutif insulaire, Gilles Simeoni – renvoyait d’un coup à une histoire collective, celle de la Corse et du nationalisme.

Alain Orsoni voit le jour le 27 septembre 1954, à Ajaccio. Son père, André, est un adjudant-chef aux idées bien arrêtées, fervent partisan du drapeau français. Né en 1926, à Tunis, il s’est engagé à 16 ans dans le mouvement de résistance de la France libre, avant de participer à la prise de la capitale tunisienne avec la 8<sup>e</sup> armée britannique. Après avoir gagné Londres, il a été enrôlé dans les rangs des parachutistes anglais SAS, pour accomplir des missions en France et aux Pays-Bas. Dans les années suivantes, cet homme d’autorité, plusieurs fois décoré (15 citations), a enchaîné avec l’Indochine et surtout avec l’Algérie, cette fois au sein d’unités spéciales composées de harkis, chargées d’opérations antiguerilla.

Celui que l’on appelle alors « Dédé le Para » prend fait et cause pour l’Algérie française, au point de désertre, le 27 janvier 1960, trois jours après l’insurrection dite « des barricades », afin de rejoindre les insurgés aux côtés

de l’avocat cofondateur de l’Organisation armée secrète, Pierre Lagailarde. Mais l’aventure tourne court et le pousse à basculer dans la clandestinité. Installé à Paris, il forme un moment le projet d’enlever le général de Gaulle, alors président de la République. Un plan avorté faute de soutien politique.

Son épouse, elle, est institutrice, d’abord à Vero puis sur le continent. C’est elle qui gère les trois garçons du couple, marqués par l’absence de leur père : Alain, l’aîné ; Guy, de quatre ans son cadet ; et enfin Stéphane, le plus calme. Tous trois vont poursuivre des études supérieures. Ainsi, au tout début des années 1970, Alain s’inscrit en droit à l’université de Nice. Loin d’être passionné par la matière, il rêve d’action sur fond de droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, à l’instar de nombreux « compatriotes » corses venus comme lui sur le continent et qui joueront également, plus tard, un rôle politique sur l’île.

## GUY, LE « MARTYR »

En 1973, le jeune homme monte à Paris, officiellement pour étudier à Assas. Suivant d’une certaine façon l’exemple paternel, il milite alors dans un mouvement d’extrême droite, le Groupe union défense. Il lui arrive même de jouer les gros bras dans les services d’ordre d’une droite qui rêve de détrôner le gaullisme dominant. Politisé, désireux d’en découdre, il rejoint les rangs encore peu structurés du futur mouvement nationaliste corse que ses amis, rencontrés à Nice, rêvent de voir naître. Sans être pour autant en première ligne, il fera ainsi partie, le 21 août 1975, de l’action menée contre la cave viticole d’Aléria (Haute-Corse), qui fera deux morts et marquera la naissance d’une revendication identitaire sur l’île.

L’année 1977 constitue une autre étape décisive. L’aîné des Orsoni intègre avec son frère Guy – lui aussi devenu un nationaliste convaincu – le Front de libération nationale de la Corse (FLNC), créé le 5 mai 1976, une organisation favorable à la lutte armée. Tous deux s’activent au sein du « secteur V » (pour « volant »), chargé de mener des opérations sur l’île comme sur le continent. En Corse, ils placent des maisons et mitraillent des façades de gendarmerie. Dès la fin des années 1970, les deux frères se font aussi remarquer par les services de la Préfecture de police de Paris. Des écoutes téléphoniques des Renseignements généraux sur les lignes d’un bar qu’ils fréquentent dans le 15<sup>e</sup> arrondissement permettent d’établir leurs liens avec des Corses appartenant, eux, au milieu du banditisme.

En 1980, le soir du jour où son frère Guy est condamné à quatre ans de réclusion par la Cour de sûreté de l’Etat pour des attentats commis à Ajaccio, Alain attaque avec cinq autres membres du FLNC un car de gendarmes mobiles stationné devant l’ambassade d’Iran, avenue d’Iéna, à Paris. Arrêté, il est condamné puis amnistié par la gauche arrivée au pouvoir en mai 1981. Ce contretemps ne l’empêchera pas de poursuivre son ascension au sein du mouvement indépendantiste, au contraire.

En 1982, Alain Orsoni figure déjà, à 28 ans, parmi les 12 membres de la Consulte des comités nationalistes, la vitrine légale du FLNC. Dans leur village de Vero, les frères Orsoni ont en outre monté une structure de randon-

nées équestres. Un prêt de 200 000 francs (environ 30 489 euros) obtenu auprès du Crédit agricole leur permet aussi de lancer une petite coopérative en vue de créer un élevage de porcs et d’escargots. Des projets qui, pour la plupart, n’aboutiront pas. Car leur vie ne va pas tarder à basculer...

Le 17 juin 1983, vers 16 heures, les deux frères se séparent sur le parking du couvent Saint-Damien, à Sartène (Corse-du-Sud). Guy monte dans la Mercedes bleue empruntée à son oncle Roger (le frère de Marinette) et s’en va rejoindre une amie à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Alain, lui, reprend la route vers Ajaccio. Ils ne se reverront plus. Guy n’arrivera jamais à destination.

Après de vaines recherches, sa disparition est signalée à la police. Le patron du service régional de police judiciaire d’Ajaccio, Ange Mancini, et son ami le préfet Robert Broussard, nommés en Corse en début d’année, se demandent si ces faits n’ont pas un lien avec une enquête en cours sur des voyous de Propriano, dans la microrégion du Valinco, suspects de préparer des braquages à Ajaccio. En les surveillant, les services de police ont en effet intercepté des conversations faisant état d’un curieux projet d’enlèvement. Mais le dispositif de surveillance a dû être en partie levé le 16 juin, les policiers chargés de la filature ayant le sentiment d’avoir été repérés.

A la demande d’Ange Mancini, qu’il connaît depuis longtemps, Alain Orsoni accepte dans un premier temps de collaborer avec la police pour essayer de retrouver son frère. En vain. Pendant ce temps, les leaders indépendantistes, Pierre Poggioli et Léo Battesti en tête, pressentent le péril encouru en termes d’image. Si, d’aventure, cette affaire faisait émerger un enlèvement d’origine criminelle, sans lien avec la politique et le nationalisme, l’image de pureté de leur lutte pourrait en souffrir. Une position qu’Alain Orsoni finit par adopter, le 23 juin, en cessant toute coopération avec la police. Pourtant, le mystère de ce crime a vite été élucidé. Et il a bien un lien avec le banditisme...

Ce même 23 juin 1983, un coup de filet aboutit à l’arrestation du chef de la bande du Valinco, Jean Alfonsi, alias « Jeannot le Long », de son bras droit Paul Andréani et d’hommes de main. Parmi eux, Salvatore Contini, un Sarde recherché en Italie pour une dizaine d’assassinats. Le commanditaire présumé de l’enlèvement du jeune Orsoni, Jean-Marc Leccia, parrain de Porto-Vecchio, ex-chimiste au service du trafic de drogue international, a pu s’échapper.

Devant les policiers, Paul Andréani se « met à table », dévoilant une opération ratée qui, à l’origine, ne visait pas Guy Orsoni, mais son oncle Roger, accusé d’avoir tenté de racketter Jean-Marc Leccia en s’abritant derrière ses neveux du FLNC. Le 24 juin 1983, Andréani ajoute : « Salvatore [Contini] (...) m’a dit que l’affaire s’était faite à Roccapina et que la voiture ainsi que le corps avaient été débarrassés sur Porto-Vecchio même. » En clair, Guy Orsoni a été, par erreur, victime d’une opération de représailles dont la véritable cible était son oncle, connu pour avoir fait de la prison, dans les années 1960, pour des faits relevant du droit commun.

Réfutant cette version, le mouvement nationaliste entreprend d’imposer la sienne.



Ses cadres dénoncent un « assassinat politique » commis par les voyous avec l’aval de la police. Des affiches à la gloire de Guy Orsoni, « martyr du peuple national », sont placardées partout sur l’île. Un mythe est né.

A Vero, fief des Orsoni, on connaît pourtant le profil de l’oncle Roger. Des années durant, André (« Dédé le Para ») n’a pas parlé à ce beau-frère au curriculum vitæ judiciaire chargé. Et même si les relations se sont apaisées au fil du temps, les conditions troubles de la disparition de Guy vont conduire le sulfureux « tonton » à se faire discret, y compris lors des cérémonies d’hommages à ce neveu dont le corps ne sera jamais retrouvé.

Quand il s’exprime ici ou là, c’est pour clamer, avec une insistance suspecte, que son neveu a été victime d’un « assassinat politique » commandité par l’Etat français. Le préfet Broussard, qui a longtemps dirigé la brigade de recherche et d’intervention (dite « brigade antigang »), à Paris, n’est pas dupe : n’a-t-il pas croisé le chemin de ce même Roger, des années plus tôt, en l’arrêtant lors d’un braquage en banlieue parisienne ?

## SCISSIONS INTERNES

Mis en cause par la police qui ne cesse de clamer que l’affaire relève du banditisme, l’intéressé rejette toute responsabilité. « Je mets quiconque au défi de me contredire », déclare-t-il. En attendant, cette affaire, au retentissement énorme sur l’île et sur le continent, fait d’Alain, l’aîné de la fratrie, une figure de la famille nationaliste. Il faut dire que le « bel Alain », comme on l’appelle désormais, a l’art d’évoluer avec aisance dans tous les milieux. A Paris, il devient l’interlocuteur du capitaine Paul Barril, ex-numéro deux du groupe d’intervention de la gendarmerie nationale recruté au sein de la cellule élyséenne, créée auprès du président François Mitterrand pour lutter contre le terrorisme. Barril voit en Orsoni une possible courroie de transmission entre la présidence et le FLNC. Les deux hommes se voient aussi en Corse, où Alain Orsoni, pas encore trentenaire, apprend vite les codes du pouvoir et la force du verbe. Toute sa vie, il saura en jouer.

Ainsi, c’est lui qui se retrouve à la manœuvre quand vient la question du sort

EN 1983,  
GUY ORSONI,  
LE FRÈRE D’ALAIN,  
A ÉTÉ VICTIME  
D’UNE OPÉRATION  
DE REPRÉSAILLES  
DONT LA VÉRITABLE  
CIBLE ÉTAIT SON  
ONCLE ROGER



Alain Orsoni, à Vero (Corse-du-Sud), le 7 mars 2012. PASCAL POCHARD CASABIANCA/AFP

d'un policier : le commissaire Charles Pellegrini, lui aussi membre de la cellule de l'Elysée. Ce spécialiste du grand banditisme a pour beau-frère Félix Rosso, un membre du milieu corso-marseillais tué par le FLNC le 10 septembre 1983 pour son rôle supposé dans l'affaire Guy Orsoni. A son tour menacé par les nationalistes, le commissaire Pellegrini est invité à venir s'expliquer seul devant eux, ce qu'il refuse, sentant le piège. Des amis voyous du commissaire iront à sa place intercéder auprès d'Alain Orsoni et du FLNC pour faire lever la vindicte.

Le point d'orgue de l'affaire Guy Orsoni a pour cadre la prison d'Ajaccio, le 7 juin 1984. Ce jour-là, au petit matin, trois nationalistes habillés en gendarme investissent le bâtiment les armes à la main. Une fois dans la place, ils tuent dans leur sommeil deux des responsables de la disparition de leur ami Guy : Jean-Marc Leccia, le parrain de Porto-Vecchio, et Salvatore Contini, le tueur sarde. Le commando est arrêté à sa sortie de la maison d'arrêt. Alain Orsoni n'en fait pas partie, mais son frère « martyr » est devenu un tel symbole pour la cause nationaliste que sa place est faite aux côtés des caciques de la mouvance.

L'autre moment-clé de la vie politique du « bel Alain » survient à la fin des années 1980, quand des scissions internes font voler en éclats l'unité de la « famille » nationaliste. Au mois d'octobre 1989, Pierre Poggioli, considéré comme le leader historique du FLNC, s'en éloigne en fondant l'Accolta nazionale corsa (ANC). Un an après, Orsoni et des proches entraînent à leur tour une partie des cadres en lançant, en 1990, le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), qui défend une stratégie différente, en l'occurrence la sortie progressive de la clandestinité et la prise de responsabilités politiques à l'échelle de l'île. Une troisième tendance, majoritaire en troupes, la Cuncolta naziunalista, conserve les militants les plus légitimistes.

L'initiative d'Alain Orsoni rencontre celle du socialiste Pierre Joxe, revenu, en 1988, au ministère de l'intérieur et dont le but, sur le dossier corse, est d'élaborer un statut offrant à l'île une autonomie accrue afin de priver les nationalistes de prétextes à la violence. La

franc-maçonnerie, à laquelle ils appartiennent tous les deux, joue un rôle important dans l'avancée du projet, notamment par l'un de ses membres, le député du Parti républicain et ex-ministre de l'industrie José Rossi (1994-1995). Un accord de principe est conclu : si les urnes leur sont favorables aux élections territoriales, en 1992, José Rossi deviendra président du conseil exécutif de Corse, tandis qu'Alain Orsoni obtiendra la vice-présidence de l'Assemblée de l'île.

Le « statut Joxe » est voté à l'Assemblée nationale en 1991. Mais un an plus tard, aux élections territoriales, le MPA et Alain Orsoni perdent leur pari. Ayant décidé de ne pas se joindre à la liste d'union prônée par les autres organisations nationalistes, ils restent minoritaires. Le charisme et l'aura d'Alain n'ont pas suffi à convaincre. Les critiques se font même de plus en plus acerbes contre sa volonté de mettre fin à la lutte armée. La base nationaliste, prête à le qualifier de « traître », n'est pas disposée à déposer les armes et le suspecte de vouloir négocier avec l'Etat pour son compte et celui de ses amis. Fleurissent ainsi les railleries sur le MPA, surnommé au choix « Mouvement pour les affaires » ou « Mouvement pour Alain ». En retour, son entourage défend l'idée de s'investir dans la vie économique et sociale afin d'œuvrer pour l'avenir de l'île. Les points de vue sont si irréconciliables qu'ils virent aux accusations de « dérives mafieuses » entre le MPA et la Cuncolta naziunalista.

#### LE TEMPS DE L'EXIL

Pris au piège de la militarisation d'un combat politique réduit à des rivalités de personnes et d'intérêts, le mouvement s'enfonce dans une guerre fratricide qui fera près d'une trentaine de morts. Au plus fort du conflit, tout début janvier 1996, Alain Orsoni s'affiche en chef. Dans la maison familiale de Vero, il reçoit ses visiteurs sourire aux lèvres, entouré de sa garde rapprochée. Si d'aventure il goûte la discussion, tout le monde est invité à poursuivre l'échange dans une auberge tenue par une famille de confiance. Muni de son gilet pare-balles, il fait le trajet dans la voiture de ses visiteurs, quitte à les mettre en danger. Craignant tout de même pour sa vie, il finira, cette année-là, par quitter l'île. Le MPA ne lui survit pas

### LE 29 AOÛT 2008, LA POLICE INTERROMPT UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE ALAIN ORSONI, UN SOIR DE MATCH, À AJACCIO

et s'auto-dissout. Pour Alain Orsoni, le temps de l'engagement est terminé ; vient celui de l'exil. Au total, il va vivre douze ans loin de son île natale, surtout au Nicaragua, où il est rejoint, un temps, par ses plus proches amis. A Managua, la capitale, il gagne en partie sa vie comme « apporteur d'affaires » pour la société espagnole Pefaco, qui exploite des machines à sous dans une dizaine de pays d'Amérique centrale et latine ainsi qu'en Afrique.

Mais des ennuis judiciaires s'annoncent. Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre 1999, il est le seul expatrié à échapper à une vague d'arrestations de la police locale agissant dans le cadre d'une commission rogatoire internationale émise par la justice française. C'est son clan qui est visé. Plusieurs de ses membres sont expulsés vers la France. En ce qui le concerne, le dossier semble plus léger : en dehors d'une demande de renseignement transmise aux autorités françaises par la police fédérale antidrogue américaine et d'une note faisant état de sa volonté de racheter des établissements de nuit à Cuba, la justice française ne lui reproche alors qu'une vieille affaire d'organisation frauduleuse d'insolvabilité qu'il réglera avant de s'installer, en 2002, en Espagne.

Ce contretemps ne remet pas en cause son investissement au Nicaragua. Fin 2005, les machines à sous dans ce pays nourrissent toujours le clan Orsoni. Les comptes bancaires de ses fidèles reçoivent régulièrement des virements liés à cette activité dans ce pays. Pour les seuls mois de novembre et décembre 2005, Alain Orsoni perçoit ainsi 48700 dollars (environ 41180 euros) sur deux comptes à Barcelone. La police française estime que cette activité repose alors sur « *un parc de 2800 machines à sous* » et rapporte « *au moins 1,5 million de dollars par an* ».

Néanmoins, pour échapper à toute saisie sur ses comptes, l'ex-chef du MPA a dû céder une partie du contrôle de sa société à la Pefaco, moyennant un salaire confortable. Cette décision comptable a eu pour conséquence de diluer l'investissement de ses amis de l'ex-MPA dans ce « business » de machines à sous. Pour la famille Castola, qui a investi son argent, et pour Paul Giacomoni, proche d'Alain Orsoni, qui a vendu sa carrosserie en Corse pour disposer de fonds, c'est

une spoliation pure et simple qui va conduire au divorce et au conflit.

Le cercle des fidèles d'Alain Orsoni a beau se réduire, celui-ci compte encore de solides appuis à Ajaccio. Parmi eux, Antoine Nivaggioni, un ex-MPA qu'il considère comme un frère, à la tête de la société de sécurité SMS, devenu l'un des premiers employeurs privés de l'île. Pour autant, l'ambiance est devenue lourde entre les anciens compagnons d'armes, prêts à s'accuser de tous les maux. Les victimes tombent : Francis Castola est tué en 2005, Paul Giacomoni en 2006, Antoine Nivaggioni en 2010.

Au cours de l'enquête sur la mort de Nivaggioni, Alain Orsoni donne, en 2010, sa version sur l'enchaînement des événements : « *Le climat s'était considérablement alourdi après la mort de Francis Castola, on me reprochait la distance que j'avais prise vis-à-vis du groupe constitué par les enfants Castola et leurs amis dits "du Petit Bar" ; dans leur esprit, je devais participer à la vengeance or je ne le voulais pas ; depuis, je suis un traître à leurs yeux. (...) Vers la fin 2008, Thierry Castola a expliqué que je devais de l'argent à sa famille et avec son frère, ils faisaient courir le bruit qu'il fallait me tuer ainsi que mon fils Guy.* »

#### MEILLEURS ENNEMIS

Lorsque Alain Orsoni revient vivre en Corse, en 2008, il assure qu'il n'est là que pour honorer une promesse faite à Michel Moretti, ex-membre du MPA et président de l'AC Ajaccio, avant qu'il ne mette fin à ses jours, la même année, de veiller sur le club de football. Mais son retour fait monter la pression. Fort de son image passée, on lui prête la volonté de prendre la place du parrain de Corse-du-Sud, « Jean-Jé » Colonna, mort fin 2006, dont les principaux lieutenants ont été tués à la mi-2008. Pour Alain Orsoni, le danger est bien réel. Le 29 août 2008, la police interrompt une tentative d'assassinat contre lui un soir de match, à Ajaccio. Les héritiers de « Jean-Jé », notamment la puissante bande mafieuse du Petit Bar à Ajaccio, sont à la manœuvre et deviennent, à cette occasion, les meilleurs ennemis du clan Orsoni.

Le « bel Alain » dénonce l'acharnement à faire de lui un pilier de la pègre locale. A l'en croire, il serait même volontiers reparti de cette île toujours aussi dangereuse pour lui si la situation de son fils, né en 1984, ne l'avait pas contraint à rester. Ce jeune homme, prénommé Guy en hommage à cet oncle « disparu » qu'il n'a jamais connu, est recherché pour des affaires d'homicides et de blanchiment lié au trafic de stupéfiants. En 2010, il se met en cavale et se réfugie en Espagne avec le soutien financier de son père. La même année, il est tout de même arrêté à Madrid : il se trouve alors dans une cabine téléphonique, en pleine discussion avec son père, au sujet de son possible départ vers un pays africain, le Gabon, pays où les réseaux corses sont très influents.

Pour soutenir le jeune Orsoni face aux accusations de la justice, le clan fait bloc. Alain retrouve son sens politique, prenant l'opinion à témoin face aux services spécialisés dans la lutte contre le crime organisé. Il tente, grève de la faim collective et manifestations à l'appui, de transformer une affaire de voyous en combat contre la « répression » judiciaire. Mais, cette fois, seuls quelques naïfs ou affrétés se laissent séduire. D'autant plus que l'acquiescement du jeune homme, en 2015, dans une affaire d'assassinats commis six ans plus tôt, ne l'empêche pas de poursuivre ses activités criminelles jusqu'à faire lui-même l'objet d'une tentative d'assassinat, en septembre 2018. En mai 2025, Guy est condamné à treize ans de prison pour avoir voulu, à son tour, tuer l'un des piliers du Petit Bar.

Arrive le mois de janvier 2026. Après avoir échappé à tant de menaces, Alain Orsoni pense sans doute pouvoir mener enfin une existence paisible, au Nicaragua. Autour de lui, tout a changé : la plupart de ses amis ont été assassinés, il n'a plus de rôle politique, son fils est en détention. De retour à Vero trois jours avant l'enterrement de sa mère, il se rend à Ajaccio sans crainte. Il a tort : sur cette île où ce que l'on a été importe autant que ce que l'on est, ses vies successives ont laissé des marques indélébiles, sans doute aussi des blessures. De quoi compliquer la tâche des enquêteurs lancés sur les traces du mystérieux « sniper » du 12 janvier. ■

JACQUES FOLLOROU

# Melania Trump, première propagandiste

Acquis par Amazon au prix fort, le documentaire de Brett Ratner à la gloire de la First Lady sort dans 1500 salles américaines

SAN FRANCISCO - correspondant

Il est sans doute un mystère Melania, l'épouse de Donald Trump, ancienne top-modèle, icône de la mode, mais restée si silencieuse en public. Ainsi peut-on expliquer en partie l'attrait du public pour *Melania: 20 Days to History* («Melania: 20 jours avant d'entrer dans l'histoire»), le documentaire de Brett Ratner financé par Amazon et sorti dans 1500 salles américaines et 5 000 cinémas de 26 autres pays, le vendredi 30 janvier (aucune date de diffusion n'est annoncée pour la France).

Tous ne sont pas enthousiastes, à l'instar de Veronica, qui souhaite rester anonyme, comme les autres personnes citées par leur prénom, venue voir, mardi 3 février, un autre film à la séance de midi dans un multiplex de Richmond, quartier dans le nord-ouest de San Francisco: «*Je ne gaspillerai pas un centime pour cela, il y a d'autres choses trop importantes dans la vie*», explique-t-elle.

#### 40 millions de dollars

La famille Trump n'en a pas besoin: Melania Trump, 55 ans, a touché quelque 28 millions de dollars (23,7 millions d'euros) sur les 40 millions versés par Amazon pour acquérir les droits du film. Le prix payé par la firme de Jeff Bezos, réputée très dure en négociations, est ahurissant, dans une course à laquelle Apple et Netflix ont refusé de participer. Paramount avait proposé 4 millions de dollars, Disney 14 millions. La négociation reflète le climat d'affairisme généralisé, où les géants de la tech versent, d'une manière ou d'une autre, leur «obole» au clan Trump, depuis le retour de ce dernier à la Maison Blanche. Quant au réalisateur, Brett Ratner, il s'est taillé une réputation à Hollywood dans les films d'action à gros budget – la trilogie *Rush Hour* –, avant que plusieurs accusations d'agression sexuelle ne l'éloignent des studios, dans le sillage de MeToo.

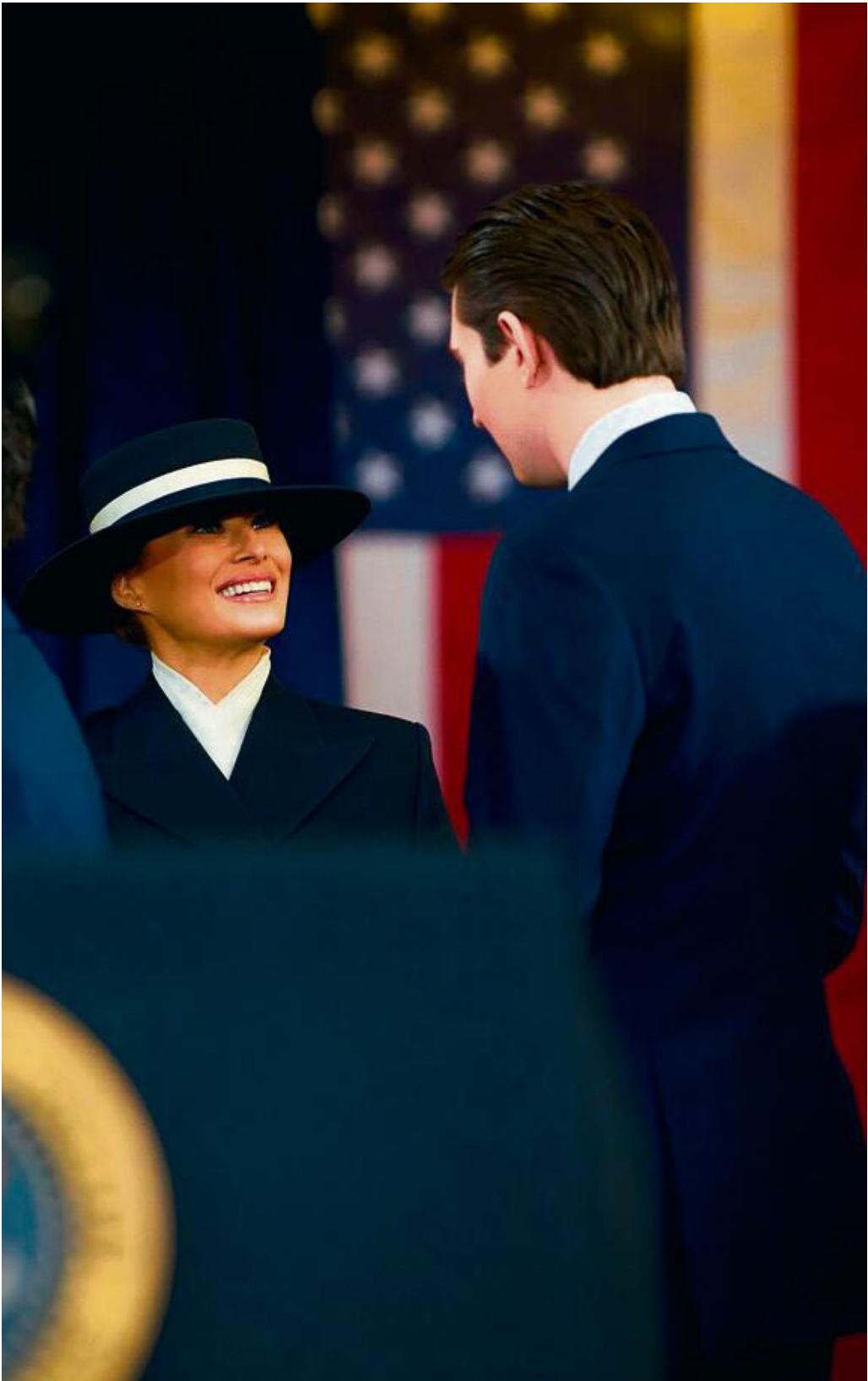
Pourtant, le film suscite une curiosité, à grand renfort de promo-

tion – dix fois plus que pour les documentaires habituels selon le *New York Times*. Il a quand même engrangé, le premier week-end de diffusion, 7 millions de dollars auprès d'un public majoritairement blanc (75 %) et âgé de 55 ans ou plus (72 %). Parmi les spectateurs rencontrés, certains affichent une approche spontanée, comme Sarah, retraitée de Richmond: «*J'aime son style*.»

D'autres ne se contentent pas des comptes-rendus des médias: «*Je suis intéressée par l'image qu'ils veulent projeter d'elle, par leur point de vue*», explique Anna Montoya, employée de la ville de San Francisco, originaire du Costa Rica. Quant au retraité Ed Pennig, il espère découvrir dans le film des informations inédites: «*Melania est une personne sympa, et les médias ne lui attribuent pas beaucoup de couverture. Je veux savoir ce qui se passe en coulisse*.» A la sortie de la séance, Ed Pennig se dit ravi d'avoir «*appris beaucoup de choses*».

En réalité, on n'a rien appris. Ceux qui espéraient voir un biopic, même à la gloire de la première dame des Etats-Unis, en seront pour leurs frais. Rien sur l'enfance de la native de Slovincie, sa montée à Paris et Milan, son arrivée à New York, en 1996, et sa rencontre avec Donald Trump, en 1998. Aucun récit sur son mariage, sur les tromperies de Donald Trump, attestées par les différents procès du président, et sur son fils, Barron. Rien non plus sur le premier mandat à la Maison Blanche. Non, les cent quatre minutes sont consacrées à une seule période, les vingt jours menant à la cérémonie d'investiture de Donald Trump, le 20 janvier 2025, racontée en voix off par Melania, qui a conservé son accent slovène.

Plutôt que de la révéler, le film conforte son image, celle d'une mannequin de grand talent. L'héroïne, ce n'est pas tant la First Lady que sa superbe tenue et son chapeau, qui coupèrent le souffle à la planète ce 20 janvier 2025 et cachèrent ses yeux bleu profond, au point qu'on pouvait se demander si Melania voulait vraiment



Melania et Barron Trump, dans le film «Melania». MUSE FILMS/AMAZON MGM STUDIOS

être présente. Le documentaire retrace son implication avec ses couturiers, et la première dame à l'air sincère, gagnée par le stress de la professionnelle, lorsqu'il faut accrocher son chapeau le jour J et pénétrer dans la salle du Capitole, à Washington.

Le reste du film n'a pas cette profondeur. Melania a des airs de princesse hors du monde dans le palace doré de la Trump Tower, proche de Central Park, à New York. Lorsqu'elle s'envole dans le jet privé du président élu, escorté par les services secrets pour le rejoindre à la veille de l'investiture, elle déplore que ce soit son dernier jour de femme privée. Elle s'inquiète d'apparaître en plein air, soucieuse de sécurité après la double tentative d'assassinat de son mari, passant sans cesse d'un parking à l'autre, pour se glisser dans des convois gardés de près.

#### Le film suscite une curiosité, à grand renfort de promotion – dix fois plus que pour les autres documentaires

Le documentaire se révèle aussi pauvre en images qu'il est riche en musiques, interminable playlist qui va de la bande-son de *Midnight Express* au *Boléro*, de Maurice Ravel. Rare instant d'authenticité, lorsque Melania chante son auteur préféré, Michael Jackson, dans une voiture et montre sa joie de vivre.

L'épouse du président américain met furtivement à l'honneur

deux premières dames ayant marqué l'histoire du pays, Jackie Kennedy (1929-1994) et Eleanor Roosevelt (1884-1962). Melania voudrait en être et affiche son engagement pour les enfants: avec Brigitte Macron, qui débat avec elle par visioconférence de la protection des enfants contre les écrans, ou avec Rania de Jordanie sur l'aide aux études. On ne mettra pas en question sa sincérité lorsqu'elle reçoit une ancienne otage israélienne du Hamas, dont le mari est encore prisonnier, mais le ton a du mal à sonner juste. Même remarque lorsqu'elle regarde à la télévision Los Angeles ravagée par les incendies. Pourtant, certains y croient. «*Melania mérite beaucoup plus de crédit pour ce qu'elle réalise. Et elle est magnifique*», nous a confié une spectatrice anonyme, à la sortie de la séance.

#### Les 104 minutes sont consacrées aux vingt jours menant à la cérémonie d'investiture du 20 janvier 2025

Le film est une ode aux valeurs, vantées parfois bien maladroitement: la mort de l'ancien président Jimmy Carter, le 29 décembre 2024, est l'occasion d'aller rendre hommage... à sa propre mère, morte un an plus tôt, et de se rendre à la cathédrale Saint-Patrick, à New York, pour prier et recevoir une bénédiction du prêtre – «*Merci*.» On ne peut résister à recenser les images qui feront jaser Washington: cinq séquences où apparaît Jeff Bezos, le généreux financeur du film, ou encore Elon Musk enlacé avec une inconnue brune, qui vient s'asseoir sur ses genoux.

#### «Je suis tellement fière»

Le documentaire évite la politique politicienne, hormis un gros plan sur les perdants démocrates, Joe Biden et Kamala Harris, à la mine déconfite avant la prestation de serment, tandis que Barack Obama apparaît en majesté dans un portrait à la Maison Blanche. Avant de faire son entrée au Capitole, Melania ne regarde pas Fox News, mais CNN. On pourrait croire que ses propos sont une prise de distance avec son mari. «*En entrant dans la rotonde du Capitole, j'ai ressenti le poids de l'histoire, intimement lié à mon propre parcours d'immigrée*, explique Melania Trump. *Un rappel de la raison pour laquelle je respecte profondément cette nation. Chacun devrait faire tout son possible pour protéger nos droits individuels. Ne les tenons jamais pour acquis. En fin de compte, d'où que nous venions, nous sommes unis par la même humanité*.»

Certes, mais Melania Trump défend aussi avec véhémence son époux. «*Personne n'a enduré ce qu'il a subi ces dernières années. Des gens ont essayé de l'assassiner, de l'incarcérer et de le calomnier – et le voilà. Je suis tellement fière*.» Lors de la répétition de son discours d'investiture, Donald Trump se dit «*faiseur de paix*», et sa femme lui fait rajouter qu'il est un «*unificateur*». Le lendemain, il tourne la tête vers elle après avoir prononcé la phrase modifiée. Complices.

Les scènes la montrent tenant la main du président américain, alors que la presse a depuis longtemps capté la distance apparente du couple. «*A demain, tout le monde*», dit Donald Trump à 2 heures du matin en allant se coucher, après la journée d'investiture. «*Bonne nuit*», répond Melania en le laissant partir. Le documentaire a reçu une évaluation de 5 % et de 1,3 sur 10 sur Rotten Tomatoes et IMDb, deux sites de référence en matière d'agrégation de critiques. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

## Des plasticiens français se mobilisent pour les enfants de Gaza

De jeunes artistes organisent une vente caritative de leurs œuvres, à Paris, au profit de l'association The Gaza Children Village

L'initiative vient d'un milieu qui a assez peu l'habitude des manifestations collectives: les artistes plasticiens de la scène française. Vingt-trois d'entre elles et d'entre eux, trentenaires pour beaucoup, se sont réunis le temps d'une exposition caritative, dont le produit des ventes ira à l'organisation internationale The Gaza Children Village.

A l'origine du projet se trouvent la peintre Nathanaëlle Herbelin, le commissaire et critique Noam Alon, ains que la coach parentale

et militante Ofri Grynbaum, résolus à ne pas rester inactifs face à la situation catastrophique à Gaza. Leur décision d'aider The Gaza Children Village répond, explique Noam Alon, à l'histoire et à l'action de cette association. Elle a été fondée à l'été 2025 par le neurochirurgien américain d'origine palestinienne David Hasan.

Celui-ci, précise Noam Alon est «*arrivé à Gaza avec la première délégation de médecins, en décembre 2023*» et s'efforce depuis de «*mettre en place des structures destinées à soulager les immenses*

*souffrances de la population*». Le but du médecin est de créer ce qu'il nomme des «*académies de l'espoir*», lieux où les enfants, malades, blessés ou orphelins, seront hébergés en sécurité, nourris, recevront un début d'instruction et de soins psychiques.

#### Efficacité sur le terrain

A l'heure actuelle, 8 500 enfants en bénéficient, répartis en cinq points du territoire. A court terme, une unité de 120 lits de soins pédiatriques devrait être établie, de même que des Hope

Women's Centers («centres de l'espoir pour les femmes»). L'association a distribué, depuis sa création, plus de 133 000 repas et créé des abris pour plus de 16 000 personnes.

Elle agit, précise Noam Alon, «*en coopération avec les autorités palestiniennes et israéliennes [pour obtenir] les autorisations nécessaires à l'acheminement du matériel et à la construction de bâtiments. Nous avons eu des retours directs émanant de relais locaux et Gaza [qui] attestent de la réalité et de l'efficacité tangible des inter-*

*ventions du Gaza Children Village sur le terrain*». Sur place, l'association collabore avec des organisations internationales, parmi lesquelles World Central Kitchen et l'Unicef. Elle s'est donné pour but de pouvoir accueillir 68 500 enfants d'ici à juillet dans ses «*académies de l'espoir*».

C'est donc pour la soutenir qu'a lieu l'exposition, très diverse du point de vue des modes de création: sont proposées essentiellement des peintures et des photographies. Autour de Nathanaëlle Herbelin, on retrouve la plupart

des jeunes peintres venus, comme elle, de l'Ecole des beaux-arts de Paris, dont Miryam Haddad, Elené Shatberashvili, Apollonia Sokol, Madeleine Roger-Lacan, Jean Clarcq ou Simon Martin; mais aussi, reconnus depuis plus longtemps, des artistes tels que Farah Atassi, Cecilia Granara ou Anri Sala. ■

PHILIPPE DAGEN

«*Pour Gaza Children Village*», 8, rue Saint-Claude, Paris 3<sup>e</sup>. Le 5 février, de 18 à 21 heures, puis du 6 au 14 février, de 14 à 19 heures.

# Martin Parr, le testament d'une planète

Jusqu'à sa mort, le photographe anglais a suivi de près l'exposition que lui consacre le Jeu de paume, à Paris

## EXPOSITION

La peau est cramée, vraiment. Cramoisie. Ses lunettes Gucci n'y peuvent rien, si authentiques qu'elles semblent toc: le soleil qui s'y reflète a gagné, tout brûlé. L'image de cette femme ouvre l'exposition de Martin Parr (1952-2025), qui attire déjà les foules au Jeu de Paume, quelques jours après son vernissage. Avec son collier doré au cou, elle pétrifie le visiteur, méduse dont les mèches grises se déploient en aura sur sa serviette de plage. Orange, la serviette; mais moins que son épiderme.

Voilà une des photographies les plus terribles, sans doute, du caustique Britannique. Difficile à regarder, tant tout y sature. Le pire? C'est qu'elle a été réalisée dans le cadre d'une commande publicitaire de la marque de lunettes précitée. Tout le talent de Parr se résume là, dans ce premier cliché: il pose un regard implacable sur le monde, et surtout nos dérivés, avec un air de ne pas y toucher. « *Un humour incisif, une moquerie douce-amère, au service d'une observation critique, indirecte, mais profonde* », résume Quentin Bajac, directeur du Jeu de Paume, dans le catalogue paru aux éditions Phaidon.

« **Seagaia Ocean Dome, Miyazaki, Japon** » (1996), de **Martin Parr**.

MARTIN PARR/MAGNUM PHOTOS



### Coup de semonce

Durant toute l'année 2025, ce dernier a accompagné Martin Parr, qui semblait très attaché à cette exposition, pressentant qu'elle serait la dernière. Ensemble, ils en ont choisi chaque cliché, écumant cinq décennies de production. Et jusqu'à la veille de sa mort, en décembre 2025, le photographe échangeait avec l'équipe. De là à considérer cet accrochage comme son testament? C'est pour le moins un coup de semonce, comme le souligne son titre: « Global Warning ». Soit un avertissement global sur ce réchauffement climatique qui menace chaque jour un peu plus la planète.

Avec ces 180 photographies en rang serré, Parr fait de nous les héritiers d'un drôle de monde qui va à sa perte. On l'a parfois pris pour un joyeux luron indifférent, voire un cynique. Ses images ont été vues et revues; trop, pourrait-on croire. Mais dans leur accumulation, dans l'effet que produit leur masse articulée ici en cinq chapitres, elles martèlent comme ja-

mais la redoutable efficacité de ce regard. Il est des roses crépusculaires: c'est celui qui tape à l'œil au mur et fait crisser un peu plus les clichés aux couleurs éclatantes.

Clichés de ces foules qui s'affolent sur le sable, dans les bains d'Islande, au Japon face à une mer de pacotille, à la pêche aux moules sur fond de gratte-ciel chinois. Dans les vagues de Cornouailles, dans le sud ouest de l'Angleterre, se presse un surfeur au mètre carré; on fait la queue sous le cagnard pour une glace, on fait bronzette à Brighton au pied d'un Caterpillar emboué... A chaque image, Martin Parr apparaît un peu plus visionnaire, dénonçant tout ce qu'on a trop fait dans l'inconscience des années 1970, 1980, 1990... Trop consommé, trop hâlé, trop voyagé. Trop fumé, trop claqué. Trop cru que les lendemains chanteraient, qu'on n'y verrait que du feu.

Et pourtant, dans chaque photo, les poubelles, les cendriers débordent. Les fêtards s'attardent au

milieu des déchets, les escarpins piquent entre les canettes écrasées, des minous mignons s'écrabouillent entre les mégots. Sur une plage de Benidorm, banlieue dortoir des estivants en Espagne, traîne un ballon en forme de planète, prêt à se dégonfler. Ainsi se clôt le premier chapitre, « Terres de loisirs et de déchets », et déjà le visiteur est soufflé.

### Inventaire de surconsommations

La deuxième salle s'intitule « Tout doit disparaître », et cela ne s'arrange pas. Soit l'inventaire de nos surconsommations. Les Anglais franchissent le Channel pour amasser de la bière bon marché. On rivalise de caddies bourrés. Les Tupperware s'accumulent dans les salons. A nouveau on fait la queue, pour des hot dogs ou des sacs Vuitton. Des casinos de Tbilissi à ceux de Brighton, les machines à sous sonnent dans le vide. Tiens, à leur pied, un bébé qui semble abandonné.

Cela devient explosif quand Parr sature en macro, notamment dans la série bien connue *Common Sense*. Un montage serré de gros plans sur vernis jaune, gâteau rainbow, saucisse brandie, poupée gonflable. Au milieu, une planète en tirelire, rouillée. « *Je crée un divertissement qui contient un message sérieux si l'on veut bien le lire, mais je ne cherche pas à convaincre qui que ce soit* », avertissait Martin Parr en 2021. Surgissant du trop-plein des photos encombrées jusqu'à la gueule, un slogan percute: « *Last day* », est-il écrit à la peinture blanche sur des vitrines vidées. Au sol, deux sacs plastiques, une poubelle. Fin de partie, « *satisfaction garantie* », promet un autre cliché de supermarché.

La force de Parr, c'est d'être un parmi les siens, de les regarder comme peu savent les voir, de montrer nos dérivés sans dénoncer en arrogant. Il en était conscient, son empreinte carbone n'était pas reluisante. Mais c'est à

**Avec ces 180 photographies en rang serré, Parr fait de nous les héritiers d'un drôle de monde qui va à sa perte**

ce prix qu'il a pu aller partout, et mener cette « *guérilla visuelle* », comme il disait, qui aide aujourd'hui à comprendre l'étendue du désastre. Partout, vraiment: dans les brocantes du Kent à la Dubaï Interfinancial Center Gulf Art Fair – la foire des millionnaires –, dans le premier McDonald's ouvert à Moscou en 1991 aux, à la Defence Exhibition d'Abou Dhabi au parc du rêve américain de Shanghai.

« Petite planète »... Au chapitre 3, elle rétrécit à vue d'œil sous les assauts du surtourisme et de

ces « *voyageurs* » qui « *draguent* » à Pattaya (Thaïlande), redressent la tour de Pise, mitraillent *La Joconde* sans la voir, pendulent de Stonehenge, à la Sagrada Familia. Pyramides de Las Vegas ou de Chichen Itza (Mexique), même combat: bienvenue en terre de simulacres. Et on fait la queue, toujours. En poncho plastique sur le Machu Picchu, dans les Alpes suisses...

### Décaler le cadrage

Dans l'exposition aussi, on fait la queue, notamment dans la dernière salle en cul-de-sac. Mais l'on sait pourquoi. Car plus on avance, plus on est éberlué, comme lui l'était. Notamment par cette obsession qui s'est emparée de chacun à vouloir absolument tout photographier. « *La documentation photo a presque détruit la notion d'observation personnelle* », regrettait-il. Notre hantise à devenir images traverse l'exposition. Nous voilà en rang d'oignons devant l'Acropole, à Athènes, massés devant la grotte bleue de l'île de Capri. Mais Parr est là pour décaler le cadrage, casser le rêve et en dévoiler les tristes coulisses.

Il y a autant de mordant, mais plus de légèreté, dans la salle consacrée au règne animal. Les mouettes british chipent les frites, une belle fait le paon à Ascot (Berkshire), un chihuahua de compét' se fait laquer le poil, un renard mort autour du cou d'une élégante se prolonge de la tête d'un chien bien vivant. Mais la dernière étape, consacrée aux addictions technologiques, porte un coup fatal. Ça pompe et pompe l'essence, de Moscou à Newark (Etats-Unis). Les écrans se font cheminée, la Renault 5 est dans le pré, tous les paysages sont pollués.

Bouquet final, la photo d'une famille, en train d'assister à un spectacle de tracteurs de la Great Dorset Steam Fair, qui célébrait la beauté des machines à vapeur dans le Dorset, de 1969 à 2022. Au loin, les nuages blancs rivalisent avec la noire fumée des engins. Hypnotisée sur ses tabourets de pique-nique, la famille assiste, tranquille, à la fin d'un monde. ■

EMMANUELLE LEQUEUX

« **Martin Parr, Global Warning** » au Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>re</sup>. Jusqu'au 24 mai. [Jeudepaume.org](http://Jeudepaume.org).

# Le festival Présences est parti sur un bon rythme

La manifestation organisée par Radio France s'est ouverte sur de belles créations du compositeur Georges Aperghis

## MUSIQUE

La 36<sup>e</sup> édition de Présences, « festival de création musicale », qui se déroule à Paris jusqu'au 8 février, s'est ouverte, une fois n'est pas coutume, en deux temps et en deux lieux bien distincts. A l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (Ircam), samedi 31 janvier, sous la forme d'un prélude très dense; et, mardi 3 février, à la Maison de la radio et de la musique, par un titanesque lever de rideau. Au total, dix œuvres ont été données, dont six en création mondiale et une en création française. Suffisant pour tirer un premier bilan et, surtout, pointer un défi majeur de la programmation.

A l'Ircam, nec plus ultra de l'informatique musicale, les deux nouveautés comportaient une dimension électronique. Sofia Avramidou (née en 1988) la conçoit dans un prolongement de la contrebasse de Nicolas Crosse, qu'elle dose par le biais d'une con-

sole avant de prendre un micro et d'interpréter, avec une émotion communicative, la chanson populaire qui a fourni le matériau de son œuvre, *Dimorphos Delta/Folk Song VII*. La compositrice donne l'impression d'émerger comme une sirène de l'océan électronique engendré par la contrebasse.

### Un « faisceau de discordances »

A cette magnifique création succédait l'intrigant *Trompe-oreille*, de Georges Aperghis, le compositeur mis en exergue par le festival à l'occasion de son 80<sup>e</sup> anniversaire. Dialogue entre un trompettiste muni d'un instrument à deux pavillons (l'un bouché par une sourdine, l'autre sans accessoires) et un environnement électronique à caractère animalier (cris de singes, éléphants et coyotes déclenchés, à la pédale, par le soliste), cette pièce riche en sons inouïs vaut au prodigieux Marco Blaauw d'apparaître comme un descendant « geek » du célèbre *Joueur de flûte de Hamelin* des frères Grimm.

On n'est pas loin de cet univers féerique, mardi, avec *Willy-Willy*, qu'Aperghis a écrit pour la Maîtrise de Radio France. Trente-deux jeunes filles qui, sous la direction de Louis Gal, jouent à s'envoyer de joyeux phonèmes entre des bribes de chant. Des départs de « f... » (entendez « feu ») et d'envols de « o... » (à connotation ornithologique) qui conduisent, avec une incroyable cohérence rythmique, à un final en spirale, conformément au « tourbillon » (*willy-willy* dans la langue des Aborigènes) évoqué par son titre.

**Georges Aperghis est représenté par des œuvres dont aucune ne saurait être qualifiée de « mineure »**

Celui de la création suivante, *Prisme*, ne sera d'aucun secours pour saisir les motivations de la compositrice Anahita Abbasi (née en 1985). Enchaînement de gestes vains sans impact sur l'oreille, le parcours de cette pièce pour ensemble s'apparente à la visite d'un atelier hétéroclite d'inventions non viables. Valorisant pour Sofia Avramidou, à l'Ircam, dans le registre d'un vécu authentique, le voisinage de Georges Aperghis aura été fatal à Anahita Abbasi, à Radio France. Plus que d'autres années, le compositeur de référence du festival est représenté par des œuvres dont aucune ne saurait être qualifiée de « mineure ». Avec lui, pas de partition anecdotique, mais toujours un « faisceau de discordances » qui maintient l'oreille en alerte.

Cette qualité est aussi l'apanage de Philippe Leroux dans le souriant (miaulements, aboiements) mais pénétrant (vocalité intemporelle) *Nomadic Sounds*, que le Chœur de Radio France, dirigé par

Roland Hayrabedian, a donné en création française avant la dernière création mondiale du jour: *Les Grands Chaos*, d'Alexandros Markeas, d'après le recueil poétique d'Edouard Glissant. Pour un texte fort et singulier, il fallait une musique puissante, d'éclats (orchestraux) et de clameurs (chorales), avec des mines d'appoint (trois saxophonistes et batterie). Markeas l'a réalisée de manière spectaculaire. Comme sa compatriote Sofia Avramidou, l'expérimenté compositeur n'a pas souffert de l'entourage musical d'Aperghis.

Qu'en sera-t-il des futurs bénéficiaires de créations mondiales? Myrto Nizami (née en 1994), le 6 février, Mikel Urquiza (né en 1988), le 7, et Jawher Matmati (né en 1993), le 8, pour ne parler que des jeunes. ■

PIERRE GERVASONI

*Présences 2026, jusqu'au 8 février. Maison de la radio et de la musique, Paris 16<sup>e</sup>.*

### PATRIMOINE

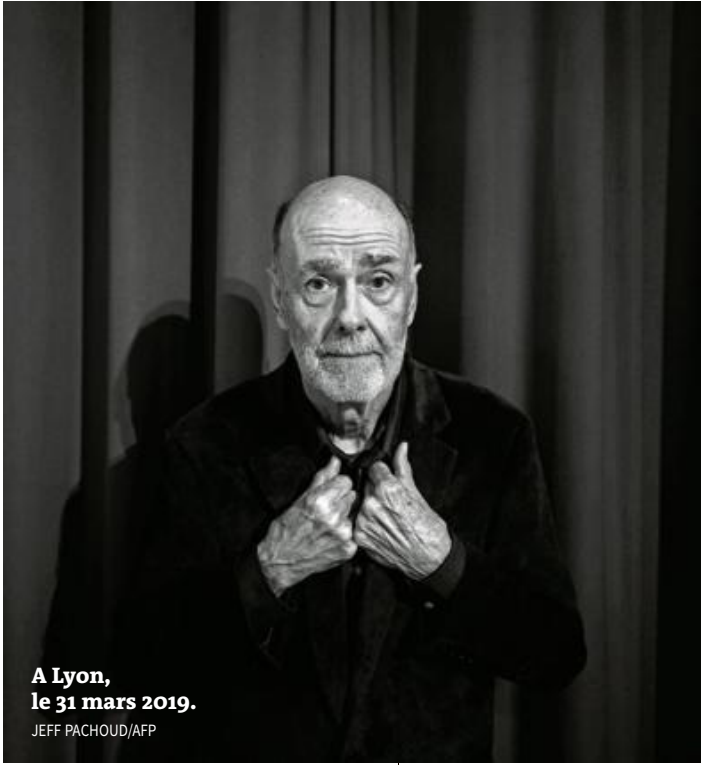
**Louvre: la couronne de l'impératrice Eugénie va pouvoir bénéficier d'une « restauration complète » après le vol**

Plus de trois mois après le spectaculaire vol de bijoux au Louvre, la couronne de l'impératrice Eugénie, abandonnée par les malfaiteurs dans leur fuite, va pouvoir bénéficier d'une « *restauration complète* », « *sans recours à la reconstitution ou à la restitution* », et retrouver son éclat d'antan, a annoncé le musée, mercredi 4 février, dans un communiqué. Récupéré au pied de la galerie Apollon, après le cambriolage survenu le 19 octobre 2025, le joyau a « *conservé sa quasi-intégrité* ». Cette couronne haut de tête, commandée par Napoléon III pour son épouse, Eugénie, en 1855, a subi, lors du vol, un « *écrasement* » et s'en est trouvée « *très sensiblement déformée* ». Endommagée lors de l'extraction de la vitrine où elle était exposée, par une « *fente relativement étroite ménagée par la disqureuse* », elle a ensuite subi un « *choc violent* », qui l'a écrasée, selon l'institution. – (AFP)



# James Sallis

## Ecrivain américain



L'Amérique seule semble savoir produire des écrivains à la carrière aussi peu rectiligne et aux talents aussi multiples que James Sallis, mort mardi 27 janvier à Phoenix (Arizona), à l'âge de 81 ans: le romancier, nouvelliste, poète, traducteur (de français, de russe et d'espagnol), professeur d'écriture créative à l'université et critique littéraire fut aussi thérapeute respiratoire en néonatalogie, musicien (joueur de guitare, de mandoline, de banjo ou de bouzouki), scénariste...

Né dans l'Arkansas en 1944, il avait vécu en Louisiane, dans l'Iowa, à Londres, à New York, à Paris et dans l'Arizona, accumulant du monde une vaste expérience dont n'a cessé de témoigner son œuvre. Une œuvre marquée par l'existentialisme, où les crimes à résoudre (ou à commettre) sont l'occasion d'explorer la solitude humaine et le sentiment de la perte sur un rythme de jazz, dans des atmosphères semi-oniriques. L'adaptation de son livre le plus électrique, *Drive* (Rivages, 2006), au cinéma par Nicolas Winding Refn (2011) lui a apporté une célébrité à laquelle aspiraient ses lecteurs depuis son premier roman, *Le Faucheur* (Gallimard, 1998).

Son enfance dans le Sud ségrégationniste, où il lui est interdit de jouer avec des camarades noirs, le marque. Il grandit dans une famille de la classe ouvrière et dans une maison dépourvue de livres. Son accès à la littérature passe d'abord par la science-fiction. Et c'est dans cette veine qu'il fait ses armes, tout en commençant à écrire de la poésie. Il expliquera que la première a façonné sa vision du monde, quand la seconde a structuré son rapport à la langue et l'a encouragé à la concision.

### Tonalité crépusculaire

La publication dans des revues de ses nouvelles de science-fiction l'amène, en 1967, à partir à Londres travailler pour le magazine *New Worlds* au côté de l'écrivain Michael Moorcock. Lequel lui fait découvrir la fiction *hard-boiled*, les romans noirs aux héros « durs à cuire », écrits par, entre autres, Raymond Chandler, Dashiell Hammett ou Chester Himes.

Avant de consacrer à ce dernier une biographie de référence (*Chester Himes: une vie*, Payot et Rivages, 2002), mais après son retour aux Etats-Unis, qui le voit enchaîner les métiers divers, il empruntera à l'écrivain certains traits pour modeler Lew Griffin, son détective privé afro-américain et professeur de littérature, héros du *Faucheur* puis de cinq autres romans (le dernier, *Bête à bon dieu*, paraît chez Gallimard

**21 DÉCEMBRE 1944** Naissance à Helena (Arkansas)  
**1998** « Le Faucheur » (Gallimard), début de la série consacrée au détective Lew Griffin  
**2002** « Chester Himes : une vie » (Payot)  
**2006** Publication de « Drive » (Rivages)  
**2013** « Le Tueur se meurt » (Payot), Grand Prix de littérature policière  
**27 JANVIER 2026** Mort à Phoenix (Arizona)

en 2005). Cette série offre aussi un regard sur La Nouvelle-Orléans, où l'auteur a vécu et qu'il décrit comme une ville « *entièrement fabriquée, arrachée aux marécages* », « *rongée par l'histoire, le fleuve, la gueule noire du marais* ». Les influences de cet autodidacte hypercultivé vont d'Albert Camus à Thomas Pynchon, en passant par les films d'horreur des années 1950 et par Cesare Pavese (il lui empruntera le titre de *La Mort aura tes yeux*, Gallimard, 1999). Ses goûts le portent à traduire du français – Raymond Queneau, Yves Bonnefoy, Francis Ponge –, de l'espagnol – Pablo Neruda –, du russe – Mikhaïl Lermontov, Boris Pasternak... Mais pour l'écriture, le territoire du polar lui convient : « *L'intrigue policière me paraît un modèle de notre façon de vivre, en quête de sens dans nos vies disparates* », analysera-t-il en 2019 sur France Culture.

A Lew Griffin succède un autre héros récurrent, John Turner, présent dans trois romans (Gallimard, 2006-2011), qui partage avec son auteur un parcours compliqué: il est un ancien du Vietnam passé par la prison, devenu psychologue, puis flic dans le Tennessee. D'un tome à l'autre s'affirme une tonalité crépusculaire. Celle-ci se retrouve dans *Le Tueur se meurt* (Payot et Rivages, 2013, grand prix de littérature policière), dans *Willnot* (Payot et Rivages, 2019), à l'humanisme rétif, dans *Sarah Jane* (Payot et Rivages, 2021), mais aussi dans *Driven* (Rivages, 2013), la suite mélancolique de *Drive*, ce roman sur un homme qui conduit, le jour, comme cascadeur sur des tournages, et la nuit pour des voyous.

Ses éditeurs en France, chez Payot et Rivages, Jeanne Guyon et François Guérif, ont salué « *un immense écrivain qui a marqué (...)* l'ensemble des lettres américaines de son empreinte, discrète par son élégance absolue mais indélébile par sa force et sa singularité ». Il y a quelques années, l'écrivain Jean-Bernard Pouy avait pour sa part affirmé que James Sallis était « *l'honneur du roman noir* ». ■

RAPHAËLLE LEYRIS

Le Monde  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes**

**soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
*(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)*

**soit sur le site :**  
**https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**carnet@mpublicite.fr**  
**https://carnet.lemonde.fr**

### AU CARNET DU «MONDE»

#### Décès

Paris. Sétif (Algérie).

Lalia,  
son épouse,  
Ses enfants  
et leurs conjoints,  
Ses petits-enfants  
Ainsi que toute la famille,

ont l'infinie tristesse de faire part du décès de

**Abdelmadjid BELLIL,**

à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Qu'il repose en paix entouré des montagnes sétifiennes.

M<sup>mes</sup> Marion et Clara Chasles,  
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Daniel CHASLES,**

survenu le 23 janvier 2026, à Luxe-Sumberraute, dans le Pays basque, à l'âge de soixante-neuf ans.

Une cérémonie aura lieu le 6 février, à 11 heures, au crématorium de Savigny-en-Véron (Indre-et-Loire).

Joële Deheuvels Cormerais,  
son épouse,  
France Deheuvels Lagarde,  
sa mère,  
Fleur, Sophie, Camille et Aurore,  
ses filles,  
David Thesmar, Rodolphe Dib,  
Sébastien Dequéant et Thomas Labarrère,  
ses gendres,  
Iris, Raphaël, Joseph et Marguerite Thesmar,  
Adrien, Blandine et Clotilde Dib,  
Baptiste, Garance et Léonie Dequéant,  
Renaud et Maël Labarrère,  
ses petits-enfants,  
Les familles Deheuvels, Cormerais, Larroque et Naux,

ont la peine immense de faire part du décès de

**Paul DEHEUVELS,**  
ancien élève  
de l'ENS de la rue d'Ulm,  
professeur émérite  
de l'université Pierre et Marie Curie,  
membre  
de l'Académie des sciences,

survenu le 30 janvier 2026,  
à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine.

Il sera inhumé au cimetière de Serviès (Tarn).

dejoele@gmail.com

Le Bureau  
Et les membres  
de l'Académie des sciences,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère

**Paul DEHEUVELS,**  
professeur émérite  
à l'université Pierre et Marie Curie,

décédé le 30 janvier 2026  
à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Ils adressent à sa famille leurs plus sincères condoléances.

Madeleine Dietz,  
son épouse,  
Frédéric Dietz, François Dietz et Véronique Boyer, Bertrand Dietz et Véronique Leconte, Hélène et Étienne Lafougère,  
ses enfants et leurs conjoint.e.s,  
Ses treize petits-enfants  
et leurs conjoint.e.s,  
Ses treize arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**André DIETZ,**

entouré de l'affection de ses proches.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 7 février 2026, au temple de l'Église protestante unie d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris 16<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

« *Confie à Dieu ta route,  
Dieu sait ce qu'il te faut.* »

Famille Dietz,  
39, rue Jouvenet,  
75016 Paris.

Isabelle,  
sa fille,  
Pierre,  
son beau-fils,  
Ses petits-enfants  
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part de la disparition de

**Stélio FARANDJIS,**  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'ordre national du Mérite,  
commandeur de l'ordre du royaume de Belgique,  
officier de l'ordre de l'honneur de Grèce,  
secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie,  
inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 6 février 2026, à 10 h 30, en l'église de Lognes.

La famille de  
**Jacques GAUTRAT,  
Daniel MOTHE,**  
ouvrier, puis sociologue,

a la tristesse d'annoncer son décès, survenu le mardi 27 janvier 2026, à l'âge de cent un ans.

La cérémonie civile aura lieu le lundi 9 février, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup>.

Sa famille  
Et ses proches,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Marie GUILMINEAU,**  
scénariste,

survenu le 1<sup>er</sup> février 2026,  
à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie aura lieu le mercredi 11 février, à 13 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Sa famille

a la tristesse de faire part du décès de

**M. Najah JAMAL EL DIN,**  
professeur agrégé,

qui publia plusieurs articles dans le journal *Le Monde*.

Gilles Privé,  
son époux,  
Les familles Labiche, Celier et Martin,  
Ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Joëlle LABICHE,**

survenu le 3 février 2026, à Orléans,  
dans sa soixante-quatorzième année.

*La lecture des livres était sa présence dans un monde où l'autre la précédait.*

L'inhumation aura lieu au cimetière de Le Boullay-Mivoye (Eure-et-Loir), le mardi 10 février, à 14 h 30.

Le Centre international de recherche formation intervention en psychosociologie (CIRFIP)  
Et l'Association pour la recherche et l'intervention psychosociologique (ARIP),

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. André LÉVY,**  
professeur honoraire  
de psychologie sociale  
à l'université Paris-XIII,

survenu le 2 février 2026, à Paris,  
à l'âge de cent ans.

Figure fondatrice de la psychosociologie, il contribue au développement d'une épistémologie clinique et critique des sciences humaines pour penser les processus groupaux et la vie des organisations, et questionner la notion de changement social à partir d'une conception de l'événement comme expérience.

Françoise Rosenzweig, née Leclère,  
son épouse,  
Nathalie, Ariel et Anne,  
ses enfants,  
Jean-Marc et Anissa,  
son gendre et sa belle-fille,  
Raphaëlle, Sacha, Victoire et Zeev,  
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès du

**docteur  
Aharon Josef ROSENZWEIG,**  
né le 11 février 1937,

survenu le 28 janvier 2026, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu le 9 février, à 14 heures, au crématorium de Beauvais et seront suivies de l'inhumation au cimetière du Tilloy, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris.

M<sup>me</sup> Claire Skornicki-Bourdin,  
M. Arnault Skornicki,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Rachel Guillas,  
sa belle-fille,  
M. Stéphane Bourdin,  
son gendre,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marianne SAKS,**

survenu le 1<sup>er</sup> février 2026, à Paris,  
à l'âge de soixante-seize ans.

Une cérémonie aura lieu le 11 février, à 15 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

« *Elle est retrouvée  
Quoi ? - L'éternité  
C'est la mer allée  
Avec le soleil* ».

Arnaud et Cécile Sorel,  
Jean, Alexis et Elise Sorel,  
Martine Larrondo,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Claude SOREL,**

survenu le 31 janvier 2026, à Paris,  
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

55, rue Cortambert,  
75016 Paris.

Béatrice Catherine Zabawska,  
sa fille,  
Christian Ghislain Couvrat,  
son gendre,  
Henri Stanislas et Matthieu Ladislas Couvrat--Zabawska,  
ses petits-fils,

ont l'immense chagrin de faire part du décès de

**Edouard Eugène ZABAWSKI,  
Edward Eugeniusz ZABAWSKI,**  
ingénieur,  
délégué de l'entreprise Polmo-Service à Prague,  
directeur des ventes et exportations de l'usine FSO - Polski Fiat à Varsovie,  
représentant de l'entreprise de commerce extérieur Pol-Mot et de l'usine de voitures Polski Fiat - FSO,  
auprès du Bureau de commerce extérieur polonais à Paris,  
responsable après-vente de zones de la société A. Chardonnet,  
chef de service après-vente de la Distribution Chardonnet,  
spécialiste passionné de l'automobile,  
« le dernier des titans »,  
âme sensible et généreuse,  
toujours gai et souriant,  
patriote polonais, patriote français,  
européen convaincu,

survenu le 30 janvier 2026, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La messe de requiem aura lieu le 10 février, à 10 h 15, en l'église Saint-Joseph, 57, avenue de la Croix Blanche, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication  
Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,  
membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directrice de la rédaction Caroline Monnot  
Direction adjointe de la rédaction  
Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard,  
Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre,  
Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,  
Cédric Pietralunga  
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann  
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo  
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote  
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)  
Direction artistique Emmanuel Laparra  
Infographie Delphine Pagnin  
Directrice des ressources humaines du groupe Emilio Conte  
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico  
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente,  
Gilles Paris, vice-président

**Le Monde**  
en vente  
actuellement

**En kiosque**

**Le Monde**  
Édition 2026  
**LE BILAN DU MONDE**  
L'ANALYSE DE L'AN  
LES ÉVÉNEMENTS  
LES TENDANCES  
LES PROSPECTIVES

Hors-série

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE  
**LES AFRIQUES CARTES**

Hors-série

**Le Monde**  
HORS-SÉRIE  
**40 CARTES**  
LES NOUVEAUX EMPEREURS

Hors-série

**Le Monde**  
JEUX  
**MOTS CROISÉS**  
100 GRILLES

Magazine numéro 13

**Collection**  
MYTHES et LÉGENDES  
DU **JAPON**

Dès mercredi 4 février,  
le volume n° 4  
**LA DÉSSE AMATERASU -  
LUMIÈRE DU SOLEIL LEVANT**

**Nos services**  
**Lecteurs**  
Abonnements  
Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
(prix d'un appel local) du lundi au  
vendredi, de 9 heures à 19 heures, et  
le samedi, de 9 heures à 17 heures.

**Le Carnet du Monde**  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS  
[www.sourcesure.eu](http://www.sourcesure.eu)

**SOURCE SURE**

# Laure Murat

## Face à Trump, les citoyens de Minneapolis donnent une leçon de démocratie

L'historienne et essayiste estime que les Etats-Unis connaissent la « plus grande crise institutionnelle » de leur histoire, non par les outrances d'un seul homme, mais en vertu d'un programme planifié. Seul un sursaut collectif peut changer la donne

À intervalles réguliers depuis la fin des années 1980, la presse américaine a demandé à Donald Trump quand il allait se décider à se présenter à l'élection présidentielle. A chaque fois, l'homme d'affaires et de télé-réalité répondait la même chose : « *Ce n'est pas le bon moment.* » Lorsque, le 16 juin 2015, il décida de déclarer sa candidature, ce fut l'hilarité générale. Les sondages le classaient bon dernier, y compris dans son propre camp dans d'éventuelles primaires, où il était considéré comme un bouffon. Lui traitait les politiciens d'« *imbéciles* », les journalistes d'« *idiots* », les Mexicains de « *violeurs* » et l'Amérique de « *dépotoir* ». On connaît la suite. Cette perspicacité patiente dans le choix du « *bon moment* » et du style adé-

“  
CE CAPITALISME  
DE LA PRÉDATION,  
DONT LA MARCHÉ  
SEMBLE INEXORABLE,  
EST INCOMPATIBLE  
AVEC LA DÉMOCRATIE.  
MAIS SON COURS EST  
RÉVERSIBLE

quat à la situation aurait dû suffire à classer l'affaire : non, Donald Trump n'est pas « *fou* ». Outre qu'elle est insultante pour les fous, cette accusation, inéluctable serpent de mer, présente un danger majeur : considérer Trump comme un malade mental, c'est l'exonérer tout en l'érigeant en exception, et vider de son contenu politique une prise de pouvoir mûrement réfléchie, née de son rapprochement, dès 2009, du Tea Party, des évangéliques, de Steve Bannon ou du vieux briscard républicain Newt Gingrich, dont le pamphlet *Language: A Key Mechanism of Control* (« le langage, un mécanisme de contrôle », 1990) dresse la liste des mots « *positifs* » et « *négatifs* » à utiliser pour des discours « *efficaces* ». On y trouve tout le vocabulaire de Trump, de « *common sense* » à « *pathetic* ».

Non seulement Trump n'est pas fou, mais il est dangereux car il a, après le coup d'essai d'une première présidence brouillonne et erratique, un programme très construit. Et ce programme est disponible : ce sont les 900 pages de Project 2025, publié par la Heritage Foundation, un think tank ultraconservateur et climatosceptique, qui traitait Donald Trump de « *clown* » en 2016. Tout y est, à commencer par la mainmise de l'exécutif

sur le département de la justice et du FBI, le démantèlement du département de l'éducation, la réduction drastique du nombre de fonctionnaires fédéraux, la fin des programmes luttant contre la discrimination des minorités, la déportation de masse des immigrés illégaux, le désistement des Etats-Unis dans les programmes d'aide médicale à l'étranger, entre autres.

### Oligarchie sans vergogne

Autant de propositions actées dès l'arrivée de Trump au pouvoir. Et pourtant, celui-ci avait pris soin de prendre ses distances lors de sa campagne avec le Project 2025, en prétendant ne pas même savoir « *qui était derrière* », après la déclaration de son président, Kevin Roberts, le 2 juillet 2024 – déclaration à prendre à la lettre : « *Nous sommes en train de vivre la deuxième révolution américaine, qui restera sans effusion de sang si la gauche le permet.* » Minneapolis, par le courage de ses citoyens, donne un début de réponse à cette sinistre prophétie.

Ce qui se passe actuellement à Minneapolis devrait sonner le glas des faux débats. Peu importe de savoir si Trump-le-ploutocrate utilise la Heritage Foundation pour constituer un alibi idéologique

à sa soif d'enrichissement, ou si la Heritage Foundation se sert du fantasque Trump pour hypnotiser le peuple et faire avancer ses idées. Peu importe de savoir si Trump est fou ou fasciste ou les deux. Ce que vivent les Etats-Unis, désormais aux mains d'une oligarchie sans vergogne ni pitié, est la plus grande crise institutionnelle que son histoire ait connue. Car c'est tout le système qui branle : hypertrophie de l'exécutif qui gouverne par décrets, affaiblissement de tous les contre-pouvoirs, menace sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et attaques en règle sur les libertés civiles.

Aujourd'hui, les Etats-Unis ne sont plus un Etat de droit. On tue des manifestants pacifiques, on déporte des citoyens détenteurs de permis de séjour légaux et des enfants de 5 ans, on arrête des journalistes en train de faire leur travail, on ligote l'université en lui coupant les vivres et en imposant un enseignement officiel où, comme au Texas, *Le Banquet* de Platon est banni du programme pour promouvoir « *l'idéologie de la race et du genre* ».

En s'attaquant frontalement au « *deep state* » dès le premier jour de sa présidence, Donald Trump et ses affidés milliardaires ont officialisé le basculement du monde dans une nouvelle ère, qu'Arnaut Orain, dans *Le Monde confisqué* (Flammarion, 2025), analyse comme le « *capitalisme de la finitude* », celui de la privatisation, de la prédation et de l'accaparement. Chacun le sent et désormais le sait : ce capitalisme-là, dont la marche semble inexorable y compris en Europe, est incompatible avec la démocratie. La bonne nouvelle est que son cours est réversible. C'est la leçon de Minneapolis.

Depuis des semaines, la population de Minneapolis, bravant un froid polaire, proteste contre la présence et les agissements de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), ayant déjà causé la mort de deux habitants innocents de 37 ans, Renee Good et Alex Pretti. Munis de sifflets pour signaler la présence d'agents prêts à intervenir, organisant des concerts la nuit à proximité de leur lieu de repos pour les empêcher de dormir, armés de téléphone pour enregistrer leurs exactions, les citoyens ont montré une détermination exemplaire et donné une leçon : une leçon de démocratie – précisément. C'est un tournant considérable à peine un an après l'élection de Trump, qui doit être pris pour exemple et pour modèle d'avenir. Car c'est de la rue, et de la rue seule, du sur-

saut citoyen, de la conscience populaire, et non d'une femme ou d'un homme providentiel dont on attend en vain le surgissement, que viendra la réponse capable d'enrayer le cataclysme en cours.

### Rétropédalages politiques

J'en veux pour preuve le rétropédalage de plusieurs responsables politiques qui, inondés de courriers d'électeurs, commencent à prendre la mesure du mouvement, qui s'est matérialisé par des centaines de manifestations à travers le pays. Certains sénateurs démocrates dits « *modérés* », qui avaient honteusement voté en faveur du budget du département américain de la sécurité intérieure, se sont excusés publiquement. Plus intéressant, l'inquiétude monte désormais dans le camp des républicains eux-mêmes, qui remettent ouvertement en question la politique anti-immigration du président. Le républicain Chris Madel, en lice pour le poste de gouverneur du Minnesota, a ainsi créé la surprise en sortant de la course au motif qu'il ne pouvait pas soutenir les « *représailles fédérales* » contre l'Etat, ni se compter désormais membre d'un parti qui les légitimait.

A quelques mois du 250<sup>e</sup> anniversaire de leur indépendance, les Etats-Unis se trouvent devant un choix : avaliser la défiguration durable de l'Amérique par une poignée de truands, ou redonner vigueur à la démocratie par le peuple. Les élections de mi-mandat (renouvellement de l'intégralité de la Chambre des représentants et d'un tiers du Sénat), à l'automne, constituent à cet égard un enjeu considérable. Tout porte à croire que les démocrates les remporteront massivement. Mais ensuite ? Quelles violences s'ensuivront-elles ? Quelles accusations de fraudes seront-elles brandies pour invalider les résultats ? Les Etats-Unis ne sont désormais plus à l'abri de la loi martiale ou d'un coup d'Etat. Son avenir demeure néanmoins dans les mains de sa population. Puisse le reste du monde se saisir de cet avertissement. ■

Laure Murat est historienne et essayiste, professeure de littérature à l'université de Californie à Los Angeles. Elle a dernièrement publié « *Toutes les époques sont dégueulasses* » (Verdier, 2025)

# Stéphane Bonnéry

## La baisse démographique nous offre une occasion historique de relancer l'école publique

Le déclin des naissances en France, depuis 2011, justifierait pour certains de diminuer encore les moyens de l'enseignement. A tort, estime le professeur en sciences de l'éducation

La baisse de la démographie scolaire en France nourrit maints commentaires et débats. Sans être fausses, les données sur lesquelles ils reposent doivent être mises en perspective. Faute de quoi, on raisonne avec un torticolis argumentatif, prétexte à une politique de suppression de postes dans l'enseignement public.

Effectivement, hormis l'année post-confinement, le nombre de naissances diminue depuis 2011. C'est la seule chose que mettent en avant les partisans à toutes occasions d'une réduction de l'emploi public. Mais si l'usage des données statistiques est honnête et rationnel, il ne peut pas évoquer les évolutions démographiques uniquement lorsque la tendance est à la baisse !

### Restrictions antérieures

Car, de 1998 à 2010, la France a connu une importante vague démographique ascendante, dite du « *babyboom* de l'an 2000 », jusqu'à 832 799 nouveau-nés en 2010, selon l'Insee. Or, durant cette période de croissance du nombre de naissances, les politi-

ques publiques ont limité au maximum la création de postes d'enseignants qui auraient été nécessaires à de bonnes conditions de scolarité.

Cette génération d'élèves a été sacrifiée à la logique de réduction des dépenses. Elle a souffert de la raréfaction des postes pour les réseaux d'aide aux élèves en difficulté. Et elle a perdu près de deux ans et demi d'heures de cours cumulés : réduction drastique de l'accueil des enfants de l'âge de 2 ans, suppression des samedis matin en primaire et d'heures d'enseignement des disciplines scolaires au collège. Cette génération a également été privée de la possibilité d'obtenir un brevet d'études professionnelles (BEP), graduellement dilué, jusqu'à être supprimé en 2021. Elle a subi la réforme des filières du lycée, instaurée en 2019, qui a dégradé les conditions d'études, ainsi que la mise en place de Parcoursup, en 2018, qui a endigué l'accès à l'enseignement supérieur. De telles politiques ont des conséquen-

ces importantes sur leurs niveaux d'acquisition.

La baisse des naissances ayant commencé en 2011, ces enfants « *sacrifiés* » sont aujourd'hui au maximum en classe de 4<sup>e</sup>. Le lycée, lui, est encore au maximum de ses effectifs, de même que les jeunes en âge d'étudier à l'université seront encore pour près de dix ans ceux correspondant au

“  
LE LYCÉE EST  
ENCORE AU  
MAXIMUM DE SES  
EFFECTIFS, DE MÊME  
QUE LES JEUNES  
EN ÂGE D'ÉTUDIER À  
L'UNIVERSITÉ, POUR  
PRÈS DE DIX ANS

sommet de la courbe des naissances. Si les arguments ministériels étaient sincères, on assisterait à une augmentation des crédits pour ces niveaux scolaires, au contraire de ce que l'on observe.

Au demeurant, il est vrai que le nombre de naissances s'infléchit massivement : il faut remonter aux guerres mondiales ou à l'entre-deux guerres pour passer sous le seuil des 650 000 par an, comme c'est le cas aujourd'hui. Cette situation revêt des enjeux massifs, à court terme pour le primaire et le collège, à moyen terme pour les cycles suivants. A partir de ce constat, deux visions s'affrontent.

### Cesser de sacrifier

Pour les uns, c'est une occasion de restreindre encore les moyens de l'enseignement public, dont la dégradation favorise le recrutement du privé. Cette politique est en cours, dans la continuité de celles qui, depuis vingt ans, que la démographie soit à la hausse ou à la baisse, affectent au privé d'a-

vantage de personnel payé par l'Etat qu'au public, proportionnellement aux évolutions des effectifs d'élèves.

Inversement, la baisse démographique nous offre une occasion historique : cesser de sacrifier les nouvelles générations et relancer enfin l'école publique, dans un objectif d'égalité. Elle peut permettre d'améliorer les conditions de scolarisation et la pédagogie.

Maintenir les postes d'enseignant permettrait en effet d'avoir moins d'élèves par classe et de veiller davantage aux progrès de chacun. Ce serait aussi l'occasion d'exercer davantage les élèves à écrire, avec des paquets de copies traitables pour les professeurs des écoles et des collèges, alors même que les évaluations montrent aujourd'hui que les élèves français sont trop peu exercés à rédiger – c'est l'une des conséquences de la suppression massive du temps de classe.

Maintenir les postes permettrait aussi aux professeurs des

écoles de réduire leur présence devant élèves à 21 heures par semaine – libérant du temps pour se former, préparer les cours, corriger les copies, et pour se concerter avec leurs collègues. Cela permettrait également d'affecter deux enseignants par classe, afin que les élèves puissent revenir à 27 heures hebdomadaires, comme c'était le cas il y a vingt ans. Dès lors, les élèves pourraient apprendre sans le stress du chronomètre, et sans que l'on renvoie à la maison ou aux cours privés les devoirs, comme la révision de ce qui n'est pas compris. ■

Stéphane Bonnéry est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et directeur de la revue « *La Pensée* ». Il a récemment conçu le recueil « *Temps de l'enfant et rythmes scolaires. Vraies questions et faux débats* » (Fondation Gabriel-Péri, 2025)

# Mathias Rollot et Nathanaël Wallenhorst Pourrions-nous manger à notre faim lorsque Lyon aura le climat de Rome, en 2100 ?

L'architecte et l'universitaire critiquent la stratégie d'adaptation au réchauffement climatique adoptée par la France. Selon eux, elle fait fi des savoirs et de l'inquiétude profonde partagée par les communautés scientifiques

Le cadre réglementaire de la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique a été institué par décret, publié au *Journal officiel*, dimanche 25 janvier. Autrement dit : à l'appui du code de l'environnement, l'adaptation au changement climatique est renforcée dans la réglementation française, et l'ensemble des planifications devra désormais la respecter. Fondé sur un « *scénario de référence* » établi sur les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de Météo-France, le décret mise sur un écart avec la moyenne des températures préindustrielles de +3 °C en 2100 au niveau mondial, soit +4 °C en moyenne dans l'Hexagone.

Alors que cette mesure semble aller dans le sens d'une prise en compte des enjeux environnementaux, elle omet en réalité la dimension systémique du réchauffement climatique et ses conséquences sociétales. Les communications de vulgarisation produites par le ministère de l'écologie sont révélatrices à cet égard.

Ici, le ministère suggère explicitement que le respect des accords de Paris [2015] ne nous ferait gagner que 0,4 °C à l'horizon 2100 sans mentionner ce que cela signifie concrètement pour la vie humaine en société. A titre d'exemple, la seule fragilisation de la santé produite par un réchauffement supplémentaire

de 0,5 °C équivaut à 153 millions de décès dans le monde. Ailleurs, de nombreuses incompréhensions des enjeux en cours apparaissent sur une carte synthétique annonçant qu'il faut s'attendre à ce qu'en 2100, Lille ait le climat de Bilbao, Paris celui de Montpellier, et Toulouse celui de Valence, en Espagne. Ce serait rassurant si ce n'était que cela. Mais la réalité est tout autre.

#### Confusions entre météo et climat

La stratégie d'adaptation et cette communication réductrice reposent sur le mythe d'une translation climatique : l'idée erronée selon laquelle les climats du Sud vont simplement se déplacer au nord au fil des décennies, sans identifier les conséquences annexes. Mais, compte tenu des impacts systémiques du réchauffement climatique sur la fertilité des sols, de la transformation du cycle de l'eau et de leur capacité d'absorption de l'humidité, pourrions-nous seulement manger à notre faim lorsque Lyon aura le climat de Rome, en 2100 ?

La réduction ici opérée par le ministère ne fait pas qu'alimenter les confusions entre météo et climat, voire les discours climatonégationnistes. Elle occulte surtout ce que l'ensemble de la littérature scientifique ne cesse de pointer du doigt : le fait incontestable qu'une telle trajectoire de réchauffement embarque-

rait avec elle de multiples altérations biogéophysiques qui fragiliseraient un à un tous les socles sur lesquels reposent nos sociétés. C'est-à-dire concrètement qu'elle passe sous silence, au minimum : la multiplication des événements extrêmes (inondations, tempêtes, sécheresses, mégafeux, canicules, etc.) ; la montée des eaux (les altérations territoriales et les déplacements de la population française qui vont avec) ; l'altération de la santé sous l'effet du réchauffement climatique (cancers, maladies cardio-vasculaires, perturbations endocriniennes, nouvelles zoonoses, élargissement du

périmètre de maladies, maladies psychiatriques, suicides...); l'altération du cycle de l'eau (notamment l'eau qui s'est évaporée de sols desséchés impropres à la production agricole, et qui retombe sous la forme de pluies diluviennes qui créent des inondations sur des sols imperméables et ne chargent plus les nappes phréatiques); l'effondrement des populations animales et végétales venant fragiliser la sécurité alimentaire mondiale, etc.

#### Socles scientifiques tronqués

Dans ce contexte, dire que « *Marseille aura le climat de Séville* », c'est rendre incompréhensible les savoirs et l'inquiétude profonde partagée par les communautés scientifiques qui travaillent sur ces sujets depuis des décennies. Affirmant cela, le ministère ne fait d'ailleurs pas que minimiser la catastrophe environnementale en cours : il éclaire assez mal l'importance de sa propre politique d'adaptation. Pourquoi en effet faudrait-il s'adapter s'il ne s'agissait que de cela ?

En se fixant uniquement sur l'adaptation, le gouvernement ignore le couple de notions structurant de l'ensemble des travaux du GIEC depuis [sa création] en 1988 : celui de l'adaptation et de l'atténuation. Il fait fi de la priorité qui a toujours été donnée à l'atténuation, et de la question cruciale posée par les communautés

scientifiques : est-il seulement possible pour nos sociétés de s'adapter à un climat de +3 °C ? Cet état de réchauffement a pour caractéristique de ne pas être un état stable (comme celui que nous connaissons depuis douze mille ans), mais un moment dans un processus de réchauffement bien plus long et complexe.

Passant outre ces échelles de temps, le discours gouvernemental s'arrête en 2100 comme si la trajectoire de réchauffement se stabilisait dans soixante-quatorze ans. Or, sans politique d'atténuation, les températures continueront à augmenter, alimentées par des boucles de rétroactions et des emballements biogéophysiques qui nous entraînent vers un monde dont on ne sait jusqu'où il sera encore habitable.

En affichant sa collaboration avec des organes scientifiques (GIEC, Cerema, Météo-France, etc.), la stratégie de communication gouvernementale revêt des habits scientifiques. Mais les socles scientifiques sont tronqués. L'approche, partielle, fait abstraction des effets du réchauffement sur la possibilité même de vivre ensemble. Le cap d'adaptation donné par la stratégie gouvernementale ne permet ni de comprendre ce qui se joue, ni de pérenniser la vie en société sur le territoire national.

En occultant les incidences sociétales de notre trajectoire de réchauffement, la stratégie gouvernementale actuelle favorise l'inculture et l'incompréhension populaire. L'effondrement des conditions de possibilité de la vie humaine en société entrave les possibilités d'adaptation. L'atténuation n'est pas que nécessaire, elle est vitale. ■

**Mathias Rollot** est maître de conférences à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble et chercheur au Cresson (CNRS). **Nathanaël Wallenhorst** est professeur à l'Université Catholique de l'Ouest, membre de l'Anthropocene Working Group et auteur de « 2049. Ce que le climat va faire à l'Europe » (Seuil, 2025)

Ni ange ni démon, sauf pour ceux qui veulent le croire. Voilà la conclusion à laquelle parvenait, il y a plus de dix ans déjà, le spécialiste Lucyan David Mech dans un article mettant en garde contre la diffusion d'une image déformée du loup. Phénomène pourtant toujours d'actualité et qui s'amplifie, même si personne – espérons-le – n'envisage sérieusement que pour se faire accepter, le carnassier doive devenir, comme dans une publicité récente, un végétarien enthousiaste. Toujours est-il qu'une perception trop biaisée du prédateur ne peut que nuire à l'animal et à ceux chargés de sa gestion, écrivait alors l'expert américain.

Le retour du prédateur – animal éminemment politique – dans nos paysages cristallise les tensions entre les mondes urbains et ruraux, entre surdiplômés et ceux qui ne le sont pas, entre « localistes » et « mondialistes ». A un extrême, le loup est considéré comme une menace existentielle pour le pastoralisme, un braconnier incontrôlé d'ongulés sauvages, une calamité imposée par les villes, Paris et Bruxelles notamment, au mépris d'un monde rural qu'il convient de défendre. A l'autre extrême, le prédateur est un revenant fêté, un ambassadeur du sauvage qu'il faut continuer de protéger au plus haut niveau, un sage bienfaiteur de la nature qui régule les populations de proies détruisant la végétation.

# Ricardo Nouailhetas Simon Pour apaiser les tensions autour du loup, il faut dépasser une logique binaire

Le docteur en écologie dénonce la polarisation extrême des débats autour du canidé en France et appelle à une coexistence pragmatique entre éleveurs et défenseurs de la biodiversité

A la lumière des données disponibles et des résultats récents de la recherche scientifique, tout cela est pourtant très excessif. Il est irresponsable de minimiser les difficultés liées au défi de bien protéger les troupeaux domestiques d'un prédateur capable de contourner les mesures de protection, mesures dont nous sommes par ailleurs incapables d'évaluer correctement l'efficacité.

#### Le cheptel ovin des Alpes résiste

Les chiffres de l'Observatoire des moyens de protection montrent cependant que le cheptel ovin des Alpes françaises – où se concentre actuellement la majorité des loups du pays – a mieux résisté à la baisse tendancielle du nombre de moutons observée au niveau national de 2000 à 2022, et que le nombre d'éleveurs d'ovins et de caprins actifs ou installés dans le massif était supérieur à celui observé en France de 2010 à 2020. De même, le rôle du loup dans le déclin réel ou supposé des effectifs des po-

pulations européennes d'ongulés sauvages dans leur aire de répartition naturelle est soit temporaire, soit inexistant. Il s'avère que dans nos paysages largement dominés par les activités humaines, ni les loups ni les autres composantes de l'écosystème ne sont libres d'évoluer à leur guise, de sorte que les effets du prédateur sur les grands her-

bivores et la végétation sont certes présents, mais vraisemblablement négligeables.

Bien que le discours défavorable au loup soit présent dans le débat public, force est de constater qu'il ne bénéficie pas du prestige, ni de la même exposition médiatique que le discours opposé. Même un journal à la ligne éditoriale marquée à droite comme *Le Figaro* peut publier des informations que l'on pourrait qualifier de neutres ou de positives, bien qu'incomplètes, sur les conséquences de la présence des loups sur l'écosystème du parc national de Yellowstone, dans le nord-ouest des Etats-Unis. Mais il est rarissime que les études qui nuancent ou contestent le rôle du prédateur dans la reprise de la croissance de certaines espèces végétales dans la célèbre aire protégée reçoivent la même attention.

L'expérience de terrain montre qu'exagérer l'importance réelle ou potentielle du prédateur pour l'écosystème, en se basant sur une lecture partielle et partielle de la littérature scientifique, notamment originaire d'outre-Atlantique, ne fait que renforcer les avis extrêmes. Cela vaut également pour le débat autour de la démographie de la population

de loups en France, parfois qualifiée de « *fragile* » dans le contexte du passage du loup d'espèce « *strictement protégée* » à « *protégée* ». La population « *française* » de loups est une notion purement administrative, certes nécessaire – pour éviter que nous ne déchargions sur nos voisins nos responsabilités de protection de l'espèce –, mais sans fondement biologique, la partie hexagonale de la population étant indissociable des loups alpins italiens et suisses. Vue à l'échelle appropriée, la population alpine se porte plutôt bien, à l'instar de la plupart des populations de loups du continent.

#### La réalité du terrain

Dans ce contexte, une approche excessivement militante de la défense de l'animal, considérant tout compromis comme une capitulation honteuse, ne fait qu'engendrer incompréhension et frustration, voire colère, chez les personnes dont la vie professionnelle pâtit des attaques de loups. Nombre d'entre elles font ce qu'elles peuvent – souvent discrètement – pour exercer leur activité avec, ou malgré, la présence des loups. Mais ériger *Canis lupus* en symbole intouchable de la protection de l'environ-

nement n'aide pas ces personnes et ne favorise aucunement l'émergence des solutions de vivre-ensemble. C'est peut-être désagréable à entendre et difficile à accepter pour ceux et celles qui aiment l'animal, mais c'est la réalité du terrain.

Ni ange ni démon, le loup est un animal dont l'impact est exagéré et instrumentalisé pour juger sans nuance et de façon péremptoire les personnes qui veulent le protéger ou celles qui veulent le pourchasser. Pourtant, peu d'actions seraient plus efficaces pour apaiser un peu les tensions que dépasser cette logique binaire. Si c'est un message que l'on entend depuis longtemps, sa pertinence ne fait que croître à l'heure actuelle. « *Dépolitisons* » donc les loups ! Car si le prédateur doit devenir végétarien pour se faire accepter, on n'est pas sorti du bois... ■

**Ricardo Nouailhetas Simon** est docteur en écologie et consultant indépendant. Il est l'auteur de l'essai « *Un loup, ça sert à quoi ?* » (Delachaux et Niestlé, 2025)

# En Afrique, le crépuscule démocratique se fait dans l’indifférence

LES ÉTATS-UNIS NE SE DIFFÉRENCIENT PAS DES AUTRES ACTEURS ÉTRANGERS LOUCHANT SUR LES RESSOURCES NATURELLES DU CONTINENT

## ANALYSE

Pour son premier voyage en Afrique depuis sa nomination, le 6 janvier, à la tête du bureau des affaires africaines du département d’Etat américain, Nick Checker s’est rendu à Bamako. Le message porté par cet ancien analyste militaire de la CIA, spécialiste de la Corne de l’Afrique, n’est pas une bonne nouvelle pour les défenseurs des valeurs démocratiques.

Peu d’entre eux nourrissaient d’illusions sur le poids accordé aux questions de gouvernance par l’administration américaine depuis le retour de Donald Trump aux affaires début 2025. Le diplomate américain a levé toute ambiguïté. Il est allé dans la capitale malienne, lundi 2 février, « pour témoigner du respect des Etats-Unis pour la souveraineté du Mali (...), corriger les erreurs politiques commises (...), consulter d’autres gouvernements de la région, notamment le Burkina Faso et le Niger, sur leurs intérêts communs en matière de sécurité et d’économie ».

Ces trois pays frontaliers du Sahel ont en commun d’être tenus d’une main de fer par des militaires qui ont arraché le pouvoir aux civils. Le Mali a ouvert la voie en 2021, suivi par le Burkina Faso, en 2022, et le Niger, l’année suivante. Depuis, les hommes masqués en tenue camouflée éreintent la liberté d’expression, dissolvent les partis politiques et emprisonnent les opposants pour leur plus grand profit. En substance, Nick Checker leur dit : « Vous pouvez compter sur nous au

moins autant que sur les Russes pour lutter contre les groupes djihadistes ; vos ressources naturelles n’intéressent pas que la Chine ; et, ne vous inquiétez pas, nous ne répéterons pas les “erreurs politiques commises” en nous mêlant de vos affaires intérieures. »

C’est là un tournant. Au Niger, l’administration Biden (2021-2025) avait certes tardé à condamner le putsch contre le président élu Mohamed Bazoum, espérant sauver la coûteuse base aérienne d’Agadez abritant les drones américains qui traquaient les terroristes. Finalement, les GI durent faire leurs paquets et la coopération bilatérale fut suspendue, de même qu’avec les deux autres juntes, dans l’attente du retour d’un pouvoir civil. Rien de tel dorénavant. Avec le Niger comme avec d’autres, la conditionnalité démocratique ou tout au moins le respect des droits humains en échange de coopérations techniques ou de financements a disparu.

En cela, les Etats-Unis ne se différencient pas des autres acteurs étrangers louchant sur les ressources naturelles du continent. Les puissances européennes ont, elles aussi, déserté le champ politique, parfois sous la contrainte ou par réalisme. Ou les deux. C’est le cas de la France. En 2017, dans son discours de Ouagadougou qu’il voulait fondateur, Emmanuel Macron avait annoncé « qu’il n’y a plus de politique africaine de la France ». Les coups d’Etat portés par une forte rhétorique antifranaïse au Sahel allaient montrer, les années suivantes, que Paris n’avait d’autre choix que de changer d’approche. Dans quel

sens et au nom de quels principes ? La diplomatie française a su se montrer conciliante vis-à-vis d’autres coups de force : Guinée et Tchad (2021), Gabon (2023), autant de pays où les libertés fondamentales sont broyées.

## Dix scrutins en 2026

Ce que la France, en perte de puissance sur la scène mondiale, ne veut ou ne peut plus dire contre les pires abus, on ne peut guère l’attendre de la part des nouveaux acteurs économiques et sécuritaires sur le continent. La Chine, la Russie, l’Inde ou la Turquie assument et promeuvent leurs propres modèles autoritaristes. Qu’attendre des Emirats arabes unis ou du Qatar, investisseurs particulièrement actifs ? L’Europe, quant à elle, regarde toujours d’un œil avide l’Afrique où elle possède (encore) le plus grand stock d’investissements étrangers. De l’autre œil, inquiet, l’UE scrute les flux migratoires à destination du Vieux Continent. L’Union africaine est aphone. L’obsession de la stabilité emporte tout. L’universalisme est passé de mode.

Il est vrai, la greffe – souvent imposée par les anciens dominants – des modèles démocratiques européens sur le continent africain a mal pris. Le sombre bilan des élections tenues en Afrique subsaharienne en 2025 et au début 2026 l’illustre de nouveau. Les scrutins en Ouganda et en Tanzanie sont jalonnés de plusieurs dizaines de morts. Des jeunes, pour la plupart, qui manifestaient contre les fraudes. En vain et sans soulever d’émoi au-delà des frontières.

Au Gabon, en Guinée, en République centrafricaine et jusqu’en Côte d’Ivoire, la voie électorale des candidats au pouvoir a été brutalement déblayée d’éventuels concurrents, manu militari ou par prestidigitation constitutionnelle. Au Cameroun, la gérontocratie coagulée autour de Paul Biya a reconduit ce nonagénaire vacillant, président depuis 1982. Quant à la Guinée-Bissau, des militaires y ont volé (encore) le pouvoir avant même la proclamation des résultats.

Et les dix scrutins à venir en 2026 ne s’annoncent pas sous de meilleures auspices. En République du Congo et à Djibouti, Denis Sassou-Nguesso et Ismail Omar Guelleh cumulent plusieurs dizaines d’années au pouvoir. Ils ne se présenteront pas aux élections pour les perdre. La Gambie et la Zambie tenteront de rétablir leurs institutions démocratiques après avoir connu des dérives autoritaires à des degrés divers. Somaliens et Ethiopiens, quant à eux, iront aux urnes dans un contexte de guerres ouvertes ou résurgentes. Or, les conflits persistants – du Soudan à la République démocratique du Congo en passant par le Sahel et la Corne de l’Afrique – accentuent les crises de gouvernance. Ce constat s’inscrit dans un contexte général qui rend hypothétique tout espoir d’amélioration.

Face au déclin de l’engagement international, la norme antidémocratique se propage en Afrique. Le continent ne fait pas exception au reste du monde. Il est seulement plus vulnérable. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT (LE MONDE AFRIQUE)



## CHRONIQUE | PAR PASCAL RICHE

# Le Canada, plutôt 28<sup>e</sup> pays de l’UE que 51<sup>e</sup> Etat des Etats-Unis !

Dans sa mire, Donald Trump a trois proies : le Venezuela, le Groenland, mais aussi le Canada, ce voisin du nord que la plus longue frontière du monde et des valeurs sociales-démocrates séparent des Etats-Unis. Le président américain l’invite à devenir le « 51<sup>e</sup> Etat » de son pays, ce qui ne manque pas d’ulcérer la plupart des 40 millions de Canadiens. A-t-il conscience que l’identité de ce pays s’est construite non pas en imitation, mais en opposition au modèle étatsunien ? Visiblement pas. Aux paroles humiliantes, son administration joint une action souterraine de déstabilisation. Le *Financial Times* a ainsi révélé que des responsables du département d’Etat avaient rencontré à plusieurs reprises des membres de l’Alberta Prosperity Project, un groupe d’extrême droite qui milite pour l’indépendance de l’Alberta, une très conservatrice province de l’Ouest canadien.

La tension entre le Canada et les Etats-Unis, liés par des relations économiques denses, n’a jamais été si forte. En janvier, à Davos, le premier ministre canadien, Mark Carney, a fait sensation en donnant un discours puissant et digne sur la situation actuelle. Selon lui, nous vivons la fin de l’ordre d’après-guerre créé par les Etats-Unis et leurs alliés. « Nous sommes au milieu d’une rupture, pas d’une transition », a-t-il déclaré.

« Les Canadiens savent que nos anciens présupposés confortables – selon lesquels notre géographie et nos alliances étaient la garantie de la prospérité et de la sécurité – ne tiennent plus. » Trump l’a extrêmement

mal pris. Le lendemain, il a déploré l’ingratitude du premier ministre canadien (qu’il surnomme le « gouverneur Carney »). Selon lui, « le Canada existe grâce aux Etats-Unis » et devrait donc leur témoigner plus de respect. Dans son discours, dont *Le Monde* a publié de larges extraits, Mark Carney a expliqué que les « puissances moyennes » comme la sienne n’avaient d’autre choix que de s’unir, et de sortir de l’illusion selon laquelle elles pourraient compter sur les grandes puissances. Unir des puissances moyennes pour mieux peser, l’idée est excellente : c’est celle qui préside depuis soixante ans à la construction européenne.

## Racines françaises et britanniques

D’où cette suggestion : pourquoi ne pas élargir l’Union européenne (UE) au Canada ? Farfelu ? Les Canadiens, en tout cas, se sont posé la question. En février 2025, un sondage a été réalisé par Abacus Data, sur un échantillon de 1500 personnes. Il a révélé que 44 % des Canadiens interrogés se disaient favorables à l’idée, contre 34 % qui s’y opposaient. Plutôt 28<sup>e</sup> pays de l’UE que 51<sup>e</sup> Etat des Etats-Unis ! On entend l’objection : le Canada n’est pas européen, une condi-

tion à l’adhésion prévue par l’article 49 du traité sur l’UE. Mais que signifie « européen » ? Le sens du mot ne peut être purement géographique, car, autrement, Chypre, qui se situe en Asie, ne ferait pas partie de l’Union. C’est donc un terme qu’il faut prendre dans le sens culturel.

Comme l’a dit Mark Carney, en mars, à Paris, le Canada est, de par ses racines françaises et britanniques, « le plus européen des pays non européens ». Lui-même a été gouverneur de la Banque d’Angleterre (un poste attribué pour la compétence, pas la nationalité). Culturellement et idéologiquement, le Canada est proche des démocraties européennes. Même foi en l’Etat-providence, même adhésion au multilatéralisme, même rejet de la peine de mort ou des armes sans contrôle. En outre, c’est une monarchie du Commonwealth qui partage un roi avec les Britanniques. Mark Carney n’a pas agité l’hypothèse d’une candidature à l’UE sous le nez de Trump, mais, au train où va la dégradation de leurs relations, l’hypothèse pourrait se retrouver sur la table.

Sans aller jusqu’à une candidature, il vaudrait mieux qu’Ottawa se rapproche des démocraties européennes plutôt que du régime chinois. Car la tentation existe : juste avant de se rendre à Davos, Carney a conclu un accord avec Pékin pour abaisser les droits de douane sur les véhicules électriques importés de ce pays. Trump a une fois encore fulminé, oubliant qu’il était celui qui, par son comportement erratique, poussait son voisin dans les bras de la puissance rivale. ■

## MÊME REJET DE LA PEINE DE MORT, MÊME FOI EN L’ÉTAT-PROVIDENCE : LE PAYS EST PROCHE DES DÉMOCRATIES EUROPÉENNES

# LES RISQUES D’UNE JUSTICE AUTOMATISÉE



JUSTICE ET IA : UNE ENQUÊTE CRITIQUE de Manuela Cadelli, Larcier Intersentia, 268 p., 50 €

## LIVRE

Dans son programme de gouvernement présenté en 2024, la coalition fédérale belge a glissé un paragraphe évoquant un « instrument d’évaluation du risque de récidive » des délinquants. « Scientifique », cet outil doit recourir à l’intelligence artificielle (IA) pour « assister » les juges, les aider à prendre des décisions « réfléchies » quant à une arrestation, une libération, un traitement pour un délinquant.

De quoi inquiéter Manuela Cadelli, juge à Namur, administratrice de l’Association syndicale belge des magistrats et spécialiste du droit des technologies de l’information. Elle relève, dans son ouvrage *Justice et IA : une enquête critique* (Larcier Intersentia, 268 pages, 50 euros), que, un peu partout dans le monde, des projets de « police prédictive » se développent aussi, censés éviter les crimes futurs, identifier des personnes recherchées à l’aide d’algorithmes et d’outils biométriques.

## Nouveau front

Souvent précarisée, décriée par des politiques, la justice risque-t-elle d’être un jour d’être exercée par des femmes et des hommes contraints de recourir davantage à la technique qu’au droit, à la raison, au doute ? C’est désormais possible à moyen, voire à court terme, estime M<sup>me</sup> Cadelli, qui illustre les risques d’une évolution soutenue par des pouvoirs qui entendent régler leurs comptes avec le fameux « gouvernement des juges » et par des entrepreneurs du numérique présentant leurs outils comme des remèdes aux ca-

rences des services publics. La magistrature revendique le monopole de l’humain comme obligation morale et juridique et elle estime qu’un nouveau front s’ouvre pour elle et ses collègues : ils n’ont ni à s’incliner ni à s’adapter à ce qu’on leur présente comme une promesse « techno neutre », mais à « résister », écrit-elle.

Inspirée par Albert Camus et le philosophe Bruno Latour, elle revendique le fait que le juge doit toujours traiter chaque dossier sans « ingérence machinique » et sans une IA susceptible de remettre en cause « l’universelle dignité qui doit être reconnue à chacun ».

Réglant ses comptes avec ceux qui nient les appréhensions que peut susciter l’IA et décrivent comme des technophobes ou des arriérés ceux qui évoquent ses risques, l’auteur analyse les dérives que peuvent entraîner les biais des logiciels. La mise en cause par les services fiscaux des Pays-Bas de 35 000 familles vulnérables, accusées injustement de fraudes aux allocations sociales en 2017, ou la partialité avérée d’un algorithme utilisé depuis 2010 par la Caisse nationale des allocations familiales en France appuient sa démonstration.

Plaidoyer vibrant pour le respect de la singularité d’une justice s’appuyant sur le droit, et rien que le droit, l’ouvrage de M<sup>me</sup> Cadelli décrit les impasses auxquelles vont conduire les appels à l’utilisation d’algorithmes dans un domaine aussi crucial. Elle ouvre un débat sur la confrontation, peut-être impossible, entre l’IA et le caractère fondamental du rôle des juges. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS (BRUXELLES, CORRESPONDANT)

UN HORS-SÉRIE

Le Monde LA VIE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR **LEMONDE.FR/BOUTIQUE** - 14,90 €



L’AFRIQUE  
SANS MASQUE



INTERNATIONAL | CHRONIQUE  
PAR ALAIN FRACHON

# Les Kurdes de Syrie abandonnés

Ainsi, nous n'honorons pas notre dette morale – ou si peu. Nous laissons tomber ceux sans qui l'organisation Etat islamique (EI) n'aurait pas été vaincue en 2017. Souvenons-nous : l'EI était la forme la plus toxique du djihadisme islamiste. Le groupe faisait trembler Américains et Européens, et était en passe de changer le profil du Moyen-Orient. Sans les Kurdes, et plus spécifiquement les Kurdes de Syrie, l'EI eût été plus mortifère, et sans doute plus longtemps encore.

Les Kurdes avaient le soutien des Occidentaux, et surtout celui des Etats-Unis. Ceux-ci viennent de le leur retirer : Washington abandonne ses alliés d'hier. Les aléas de l'atroce guerre civile qui ravagea la Syrie de 2011 à 2024 avaient permis à la minorité kurde (3 millions sur 23 millions) de se tailler un fief, une région autonome, dans le nord-est du pays. Les Kurdes l'appelaient le « Rojava ». « L'accord » que le nouveau maître de Damas, Ahmed Al-Charaa, a imposé vendredi 30 janvier aux chefs du parti kurde syrien met fin à l'expérience du Rojava. Elle aura duré douze ans – sans menacer personne.

On entend l'argumentaire de l'école réaliste, la petite musique de la raison d'Etat. Il faut aider celui qui donna le coup de grâce à la tyrannie kleptomane de la famille Al-Assad à la tête de la Syrie. Il faut réunifier un pays traumatisé par ses guerres intérieures, lesquelles étaient largement inspirées de l'extérieur. Il faut reconstruire l'Etat syrien. Il y va de la stabilité de la région. C'est une affaire syro-syrienne. Il faut respecter la souveraineté de Damas : le soutien à telle ou telle minorité relèverait d'un néocolonialisme que condamneraient tous les Etats arabes. Mais s'agit-il de n'importe quelle minorité ?

Kobané, automne 2014. Majoritairement kurde, cette petite ville syrienne, frontalière de la Turquie, est assiégée par les hordes en 4 × 4 de l'EI. Rien ne résiste alors aux hommes d'Abou Bakr Al-Baghdadi. Ils ont formé un début de « califat » entre l'Irak et la Syrie. Ils volent de succès en succès, drapeau noir en bandoulière, attirant dans leurs rangs des milliers de musulmans européens.

Ils ne prendront pas Kobané. Les jeunes femmes et les jeunes hommes de la branche armée du parti kurde de Syrie vont les arrêter. Soutenus par l'aviation alliée – Etats-Unis, France, Royaume-Uni –, les Kurdes chassent l'EI de la région en janvier 2015. C'est la première défaite infligée à la soldatesque d'Al-Baghdadi. Message politico-militaire important, essentiel : les djihadistes ne sont pas invincibles. Kobané marque le début du reflux de l'EI, qui perd en 2017 ses deux grands points d'appui, Mossoul en Irak puis Rakka en Syrie. Dans la décisive bataille de Rakka, les combattants kurdes de Syrie (les YPG) sont au sol les indispensables alliés des Occidentaux.

La campagne contre l'EI se solde par un prix très lourd pour les Kurdes syriens. Les estimations vont de 11 000 à 14 000 morts

## LES ETATS-UNIS ONT DÉCIDÉ DE SOUTENIR LE PRÉSIDENT INTÉRIMAIRE AL-CHARAA

dans leurs rangs, sans compter des dizaines de milliers de blessés. « Notre dette morale, elle est là », dit Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris.

Kobané, février 2026. La ville est de nouveau assiégée. Elle abrite des dizaines de milliers de réfugiés kurdes – familles entassées dans des camps de fortune, dans la neige, la boue, le froid. Depuis le 5 janvier, les Kurdes fuient l'avancée des forces de Damas, parties à la reconquête du nord-est du pays. L'armée d'Al-Charaa est un composé de milices arabes dont bon nombre de sensibilité islamiste. Impossible de ne pas penser que ce deuxième siège de Kobané relève de la vengeance de la part de miliciens trop heureux d'aller « casser du Kurde ». Après tout, l'EI représentait la quintessence d'un suprémacisme arabe sunnite pas nécessairement étranger à l'univers politique de certaines des milices aujourd'hui à l'œuvre contre les Kurdes – et d'ores et déjà accusées, ici et là, d'exactions sanglantes.

### Maigres contreparties

En principe, l'accord du 30 janvier instaure un cessez-le-feu de part et d'autre. Les Etats-Unis de Trump ont décidé de soutenir le président de transition Al-Charaa. Ils ont donné leur feu vert à la dissolution du Rojava et de sa branche militaire, qu'ils avaient jusqu'ici protégée. En substance, « Désolés, mais nous n'avons plus besoin des Kurdes », dit Tom Barrack, homme d'affaires ami de Trump, nommé par lui ambassadeur en Turquie et, en tant que tel, chargé du dossier syrien.

L'offensive des forces de Damas commence le lendemain d'un coup de téléphone entre Donald Trump et le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Celui-ci est en guerre contre les autonomistes kurdes turcs du PKK. Il ne veut pas d'une zone kurde autogérée de l'autre côté de sa longue frontière avec la Syrie, et qui pourrait servir de base arrière au PKK – même si aucune action contre la Turquie n'est, depuis douze ans, jamais partie du Rojava.

Abandonnés par Washington, face à un pouvoir syrien parrainé par la Turquie et financé par le Qatar, les Kurdes n'avaient guère le choix. En échange de quelques maigres contreparties, ils ont signé un accord prévoyant l'intégration des institutions du Rojava, civiles et militaires, au sein de la nouvelle administration. Quelles sont les chances d'une entente durable entre un pouvoir, celui d'Al-Charaa, profondément marqué par l'islam politique le plus conservateur et un mouvement kurde syrien venu du marxisme-léninisme, laïque, et pratiquant notamment l'égalité hommes-femmes ?

La question doit être posée plus largement. La Syrie de demain, pays majoritairement arabe sunnite, sera-t-elle capable d'organiser une coexistence égalitaire avec ses minorités ? L'affaire paraît mal engagée. ■

**Post-Scriptum** Dans *Mourir pour Kobané* (Equateurs, puis Tempus en 2017), Patrice Franceschi, familier du Rojava, rend un bel hommage aux Kurdes de Syrie.

## LES CONTRADICTIONS IRRÉSOLUES DES JO D'HIVER

### ÉDITORIAL M

Les Jeux olympiques (JO) d'hiver de Milan-Cortina d'Ampezzo 2026, en Italie, qui s'ouvrent vendredi 6 février, sont censés inaugurer l'ère d'un olympisme plus durable, alliant sobriété, réutilisation des infrastructures existantes et empreinte écologique maîtrisée. Mais, à la veille de l'événement, l'objectif semble déjà hors de portée. Le volontarisme affiché du Comité international olympique (CIO) n'a pas suffi pour surmonter la quadrature du cercle consistant à concilier des contraintes environnementales plus rigoureuses avec la mise en scène d'un spectacle qui veut attirer de plus en plus de sponsors et d'audience télévisée afin de tenter d'équilibrer son financement.

Ces JO d'hiver en Italie se caractérisent par un format éclaté entre des sites éloi-

gnés parfois de plusieurs centaines de kilomètres. L'idée est de s'appuyer au maximum sur des infrastructures existantes afin d'abaisser les coûts et l'impact sur l'environnement. Mais la contrepartie de ce choix, également retenu pour l'édition suivante, qui aura lieu dans les Alpes françaises en 2030, présente l'énorme inconvénient de multiplier les déplacements des spectateurs, des sportifs et des personnes accréditées, pour faire la jonction entre les différentes épreuves. Un non-sens sur le plan environnemental.

Milan-Cortina 2026 n'a pas pu, non plus, éviter la sempiternelle polémique de la piste de bobsleigh olympique. Par nationalisme mal placé, le gouvernement de Giorgia Meloni a refusé de délocaliser l'épreuve dans un pays voisin, s'obligeant à engloutir 120 millions d'euros dans la construction d'une infrastructure énergivore, destinée à peu de compétitions, au mépris de la responsabilité écologique. Celle-ci est également mise à mal par l'enneigement des pistes, qui n'a pu être assuré qu'à grand renfort de canons à neige onéreux et dommageables pour la ressource hydrique de l'écosystème alpin.

A ces aberrations environnementales s'ajoute une dérive des coûts, qui ont déjà triplé par rapport aux estimations du dossier de candidature. Malgré son discours sur la sobriété, le CIO exige des installations conformes à des normes techniques

toujours plus exigeantes et pensées d'avantage pour la diffusion télévisée mondiale que pour s'adapter à leur intégration locale. C'est toute la limite de la logique poursuivie. Rechercher des jauges de spectateurs sans cesse revues à la hausse, des épreuves toujours plus nombreuses et plus spectaculaires pour justifier l'inflation des droits de retransmission n'est pas compatible avec les promesses de soutenabilité environnementale.

De ce point de vue, ces JO restent, malgré quelques progrès louables, largement dans la lignée des éditions précédentes. Avec leur lot de dépassements budgétaires quasi structurels, et de retombées pour les populations locales en décalage avec les besoins réels de ces dernières : adaptation au changement climatique et diversification économique. Des enjeux de plus en plus vitaux pour les zones de montagne.

Tant que le CIO n'engagera pas une réforme radicale sur le format, la fréquence et la géographie des Jeux d'hiver, le hiatus perdurera entre une communication trompeuse sur la responsabilité environnementale de l'événement et une course au profit. Le comité d'organisation des Alpes françaises 2030 se dit prêt à apprendre des erreurs de Milan-Cortina 2026. Mais si l'olympisme reste ancré dans le XX<sup>e</sup> siècle, les contradictions des Jeux d'hiver ne pourront pas être résolues. ■

PERSONNALITÉ

LE

GO

DE

CULTURE

RENCONTRE

M

M

M

Chaleur humaine

L'HEURE DU MONDE

LE GOÛT DE M

Le Monde PODCASTS  
LE TEMPS DE L'ÉCOUTE  
Disponibles sur toutes les plateformes de podcasts

Design graphique: Cheeni

SANS LES KURDES DE SYRIE, L'EI EÛT ÉTÉ PLUS MORTIFÈRE, ET SANS DOUTE PLUS LONGTEMPS ENCORE



# LOUIS VUITTON

LE MONOGRAM, TRANSCENDING GENERATIONS SINCE 1896\*

*Le Speedy - 1930*

\*LE MONOGRAM, DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION DEPUIS 1896

## L'Union européenne, un Etat comme aucun autre

Dans son nouvel essai, l'historien et géographe Sylvain Kahn montre avec précision que l'Europe a créé une forme unique d'« étaticité », source d'un pouvoir croissant. Lumineux

FLORENT GEORGESCO

**S**i vous doutez encore des bienfaits du savoir académique en période de crise, précipitez-vous sur le nouvel essai de Sylvain Kahn: il devrait achever de vous convaincre. *L'Europe: un Etat qui s'ignore* est même un cas limite à cet égard, tant le décalage paraît grand au départ entre, d'un côté, la minutie de l'analyse conceptuelle et historique menée par le professeur à Sciences Po pour définir la nature de l'Union européenne (UE) et, de l'autre, l'urgence des questions qu'il s'agit d'éclairer.

A savoir, toutes celles qui hantent le continent au moins depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine, puis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche: l'UE n'aura-t-elle été qu'une parenthèse, en train de se refermer? Une entité politique fondée sur le droit, la coopération, le règlement pacifique des conflits, peut-elle survivre dans un monde ravagé par les impérialismes? Et ce mantra partout répété: les Européens ont été naïfs, et le réel s'est chargé de leur répondre.

Mais que dit le réel, au juste? Même les invectives d'un Trump sont soumises à cette loi universelle: la nécessité de s'entendre sur les mots qu'on emploie, sauf à ne rien dire du tout, autre parenthèse, encore plus vite refermée. C'est le moment où le travail savant entre en scène. Par exemple, ici, dans le long ajustement que mène l'historien et géographe autour de la notion d'« étaticité » – l'ensemble des traits permettant de désigner une entité politique comme Etat –, mot balourd, qui offre néanmoins l'avantage de ramasser l'ensemble des débats ayant accompagné la construction européenne depuis soixante-quinze ans.

Car si ce qui a alors émergé est progressivement devenu une structure de type étatique, en endossant des prérogatives déléguées par les Etats membres, ce partage de souveraineté ne constitue pas un Etat spontanément identifiable. Seuls deux éléments de «souveraineté régaliennne» sont ainsi «complètement mutualisés» dans l'UE actuelle: la monnaie et la banque centrale, le reste relevant d'une constante négociation. Or, qu'est-ce qu'un Etat qui doit sans cesse redéfinir son champ d'exercice? Un Etat qui, de surcroît, ne possède ni monopole de la violence légitime pour assurer l'ordre sur son territoire, ni armée pour le défendre, ni, en fait, de territoire propre, unifié sous son égide? Il est aisé de répondre, comme le font beaucoup: un fantôme, qui n'existerait qu'en limitant la souveraineté de ses membres, sans capacité à en imposer une autre.

Mais ces critiques, démontre Sylvain Kahn, reposent sur une illusion d'opti-



A l'ambassade de France en Ukraine, à Kiev, en mai 2022. GUILLAUME HERBAUT/AGENCE VU

que. On reproche à l'UE de ne pas être un Etat-nation, comme si un Etat ne pouvait être que cela, alors que, durant des siècles, le continent a vu se multiplier les expériences étatiques les plus diverses, dont beaucoup, même celles qui ne relevaient pas de la forme impériale, ne

**L'UE est faite de « ces débats et de ces rugosités » qui caractérisent les sociétés ouvertes. C'est sa matière même**

faisaient pas coïncider l'Etat et une nation homogène. Pourquoi donner une dignité supérieure à une seule des formes étatiques que l'Europe a connues? Ne serait-il pas possible de considérer au contraire l'UE comme le fruit de cette «longue familiarité géopolitique des Européens avec d'autres formes»?

Tout le prix de *L'Europe: un Etat qui*

*s'ignore* tient à cette intuition, qui donne de l'épaisseur historique à une supranationalité trop souvent considérée comme une invention potentiellement éphémère des pères fondateurs de l'UE. Sylvain Kahn étudie avec précision la manière dont les Européens mobilisent aujourd'hui des éléments de toutes les étaticités qui ont traversé l'histoire du continent. Il aboutit à un découpage «baroque», où l'UE apparaît comme ne coïncidant avec aucune d'entre elles, qui la façonnent pourtant, en lui permettant d'inventer une forme neuve: «La mutualisation de la souveraineté dans un Etat supranational qui est une association d'Etats-nations souverains.»

En d'autres termes, l'UE fabrique de l'inédit et n'a pas vocation à fabriquer autre chose. Processus visant à donner, par la mutualisation, plus de souveraineté aux Etats qui la composent, sans chercher à les absorber dans une entité supérieure, elle est faite de «ces débats et de ces rugosités» qui caractérisent les sociétés ouvertes. C'est sa matière même. Et cette matière est étatique, au sens où elle produit un pouvoir réel, une

capacité à imposer sa voix dans le concert des nations.

Aussi dissonant soit ce dernier, aussi tonitruants ceux qui le dominent, ce pouvoir s'exerce déjà, cette voix se fait entendre, comme on l'a vu, notamment, avec l'épidémie de Covid-19 ou l'agression de l'Ukraine, dont l'UE est désormais le principal soutien. Ou plutôt comme on ne l'a peut-être pas assez vu, faute de pouvoir déceler la nature de cet Etat en perpétuelle construction, qui ne sait pas suffisamment affirmer sa propre puissance – ce qui contribue à le mettre en péril, au moment où les opinions européennes sont poussées au découragement par tant de propagandes adverses. Ouvrir les yeux devient dès lors un enjeu vital. Sylvain Kahn le démontre à chaque page de ce livre intensément actuel. Mieux encore: il fournit le mode d'emploi. ■

**L'EUROPE: UN ETAT QUI S'IGNORE, de Sylvain Kahn, CNRS Editions, «Espaces et milieux», 320 p., 17 €, numérique 12 €.**

**2 C'EST D'ACTUALITÉ**

► **REPORTAGE**

Dans le quartier du livre, à Tokyo



**3 MOTS DE PASSE**

► **Limpidité** de Sandro Veronesi



**4/5 LITTÉRATURE**

► Clarisse Gorokhoff, Julien Dufresne-Lamy, Megan Kamalei Kakimoto, Lukas Bärfuss

**6 HISTOIRE D'UN LIVRE**

► «Ma petite Yvette», d'André Dumas



**7 ESSAIS**

► Alain Finkielkraut se rafraîchit les idées

**8 CHRONIQUES**

► **LE FEUILLETON**

Tiphaine Samoyault a lu «Fauves», de Mélissa Da Costa

**9 MÉLANGE DES GENRES**

► **CORRESPONDANCE**

Joyeux échanges entre Jean Cocteau et Jacques-Emile Blanche

**10 RENCONTRE**

► Robert Crumb: «Je suis une personne paranoïaque. Je m'en amuse»



Libre poésie

La 28<sup>e</sup> édition du Printemps des poètes (du 9 au 31 mars) aura pour thème « La liberté. Force vive, déployée ». Ce rendez-vous annuel, sans équivalent en matière de poésie, donne lieu à des milliers d'événements en France et à l'étranger, dans les écoles, bibliothèques, librairies ou théâtres. Ce printemps, la manifestation aura pour marraine l'actrice Isabelle Adjani. « *Sa liberté, son talent et son engagement, qu'elle a toujours mis au service des grandes œuvres, des grands talents et des grandes causes nous honorent* », a déclaré Emmanuel Hoog, président de la manifestation.

“ Il me semble de plus en plus évident qu’écrire et lire permettent simplement de souligner l’importance du lien humain, de comprendre que l’on peut se comprendre, ce qui est profondément réconfortant et nécessaire.”

GEORGE SAUNDERS  
L'écrivain américain était interrogé par le *New York Times*, le 10 janvier.

Kerouac à l'encan

Le manuscrit original de *Sur la route*, de Jack Kerouac (Gallimard, 2010), sera mis aux enchères le 12 mars chez Christie's, à New York. Ce rouleau de papier calque de 37 mètres de longueur, sur lequel l'écrivain coucha, en avril 1951, la première version de son célèbre roman, est estimé entre 2,5 et 4 millions de dollars.

Effractions à la Gaîté Lyrique

Délocalisé en raison des travaux au centre Pompidou (Paris 4<sup>e</sup>), le festival littéraire Effractions porté par la Bibliothèque publique d'information (effractions.bpi.fr), verra sa 7<sup>e</sup> édition accueillie par la Gaîté Lyrique (Paris 3<sup>e</sup>), du 18 au 22 février. Toujours centrée sur les liens entre le réel et la fiction, la manifestation aura pour invités Nathacha Appanah, Laurent Mauvignier, Agnès Desarthe, Rebeka Warrior, Jakuta Alikavazovic, Kaouthar Adimi ou encore Anthony Passeron...

Alors qu’au Japon les librairies, en crise, se raréfient, une récente initiative de partage d’étagères, née dans le quartier du livre de Tokyo, suscite de l’espoir

# A Jimbocho, tous libraires !

REPORTAGE

GUILLAUME LOIRET  
- à Tokyo

Dans le brouhaha de l’avenue Yasukuni, bâché et cerné de grues, un bâtiment achève sa mue. C’est celui de Sanseido, une librairie incontournable de Tokyo, ouverte il y a un siècle et demi dans le centre de la capitale japonaise. Avec ses 1 000 mètres carrés de rayons, Sanseido a longtemps été la plus vaste des librairies d’occasion agglutinées dans ce quartier du livre, Jimbocho. « *Il y avait huit éta-ges... Mais, dans ce nouveau bâtiment, seulement trois. Tout le reste sera loué en bureaux. C’est un symbole du rétrécisse-ment du quartier* », constate Susan Paige Taylor face au chantier. Cette anthropolo-gue américaine fréquente Jimbocho de-puis 2010. Elle y a trouvé son époux – il est libraire – et son sujet de doctorat : la préservation des métiers dans le « *quar-tier latin de Tokyo* », comme elle l’appelle. Constitué autour de deux grands carre-fours, Jimbocho a longtemps été un quar-tier à part, celui des imprimeurs et édi-teurs, et surtout des bouquinistes, mas-sés sur les trottoirs, et nichés dans les étages de vieux immeubles. Pourtant, en déambulant dans les rues de la plus grande librairie de la planète, la cher-cheuse raconte comment elle l’a vue changer : « *Jimbocho se ratatine, car de nouveaux bâtiments l’enserrent et en ré-duisent la superficie. Et tous ces parkings autour de nous... Hier, c’étaient des bouquinistes !* » Un quart des librairies du quartier ont fermé en vingt ans. Parfois parce que les enfants ne souhaitent pas succéder à leurs parents, dans un métier qui de-meure au Japon une affaire de famille. Souvent parce que la vente en ligne étouffe les marges du secteur, et que la pression immobilière est forte, surtout

Dans ce type de librairie collective, les ouvrages sont classés par profil, comme sur un réseau social

dans cet arrondissement, Chiyoda, qui ceint le palais impérial. Alors, pour survi-vre, Jimbocho doit muer, se réinventer. « *Parfois, on le compare ici à une bicy-clette : si on ne pédale pas, on tombe !* », s’amuse Susan Paige Taylor. Elle souligne l’apparition, il y a quelques années, d’un nouveau type de librairie, où les aspi-rants peuvent se lancer en louant un pe-tit espace pour y vendre leurs ouvrages. Avec sa devanture vitrée et boisée sur un crépi éclatant, et son omniprésent logo (l’idéogramme signifiant « livre »), la façade de la librairie Honmaru bouscule



Dans le quartier de Jimbocho, à Tokyo, devant une librairie d'occasion, en 2020. BLOOMBERG/GETTY IMAGES

les codes du quartier. Ses étagères aussi : elles sont partagées en 364 petits rayons de 40 cm de large, chacun surmonté par le QR code de son locataire, qu’on scanne pour trouver la biographie de ce dernier en ligne. Dans ce nouveau type de librairie collective, les ouvrages sont classés par profils, comme sur un réseau social. Dans ce rayon, un amateur de rugby vend une dizaine d’ouvrages sur son sport préféré. Dans un autre, c’est une ONG qui présente sa sélection littéraire, à côté d’un rayon consacré aux *yuri*, les mangas lesbiens sentimentaux. Plus loin, une alcôve rose bonbon attire l’œil : la rappeuse Ktchan y commercialise son autobiogra-phie, à côté de ses livres de chevet, dont Antoine de Saint-Exupéry et Haruki Murakami. Tous ces locataires – éditeurs, autrices, associations ou particuliers – paient entre 5 000 et 10 000 yens (environ 30 à 60 euros) par mois, et reversent 5 % des ventes à la librairie. « *Certains louent sur une courte période, par exemple un édi-teur pour faire parler d’un ouvrage à sa parution. D’autres louent à long terme, et me suivent depuis l’ouverture* », explique le fondateur de Honmaru, Shogo Imamura, qui précise : « *Je ne refuse aucun livre, sauf les antiquités aux prix élevés, ou ceux réservés aux adultes*. » Le quarante-naire, élégant et moustachu, est aussi écrivain. Ses romans historiques où s’af-frontent des samouraïs rappellent ceux de Ryotaro Shiba (1923-1996), l’auteur chéri de son adolescence. Il l’a découvert à 12 ans, en même temps que Jimbocho. Et, trente ans plus tard, le romancier libraire explique avec une certaine fa-conde que, s’il a ouvert sa librairie ici, c’est par esprit de résistance : « *Il faut mener la bataille pour sauver les librairies japonaises, parce que, à ce rythme, elles disparaîtront bientôt de nos rues*. » La crise du livre au Japon se raconte en quelques chiffres. Le pays a perdu la moitié de ses librairies en vingt ans. Aujourd’hui, elles sont encore 11 000, mais près d’un tiers des 1700 communes japonaises en sont privées. Dans les rues de Jimbocho, deux librairies ferment chaque année, même si Susan Paige Taylor en a vu d’autres ouvrir, presque toutes sur le modèle des étagères à louer. Elle en a compté six dans le quartier, et une quarantaine auraient ouvert à Tokyo ces cinq dernières années. Comme beau-coup, l’anthropologue a été séduite par le

principe, qui « *permet à chacun d’appor-ter dans les rayons sa propre créativité* ». Chez le mastodonte du genre, la librairie Passage, elle montre les dizaines de mi-crorayons le long des murs. On se déplace ici avec une curiosité aiguisée, pour y dé-couvrir des ouvrages souvent absents des commerces classiques, comme l’inté-grale de Kafka en japonais, ou l’œuvre ré-cente d’Emmanuel Todd. C’est le traduc-teur japonais de ce dernier, Shigeru Kashima, qui a ouvert Passage en 2022. Ce professeur et écrivain francophile a bap-tisé ses étagères de noms d’auteurs don-nés à des rues parisiennes. On peut ainsi louer le rayon du « 3 rue Charles-Nodier » (occupé par de la littérature portugaise) ou celui du « 2 place Edmond-Rostand » (réservé à un club de football anglais). A

Pour beaucoup de Tokyoïtes, Jimbocho est plus qu’un territoire : un esprit, et un lieu de mémoire

l’étage, Susan Paige Taylor désigne une al-côve, au « 3 rue Mérimée ». C’est la sienne, qu’elle loue pour le plaisir : celui de mon-trer sa passion pour les ouvrages illustrés consacrés aux insectes. Et tant pis si elle n’en vend qu’un par mois. Jimbocho compte aujourd’hui 130 li-brairies, la plupart d’occasion. « *Les pre-mières se sont installées là au début de l’ère Meiji [1868], dans le sillage des univer-sités. Certaines sont ensuite devenues des maisons d’édition* », explique Hajime Takayama au fond de sa boutique, la « doyenne » du quartier, fondée en 1875. Celle-ci porte son patronyme depuis qua-tre générations, dit ce libraire malicieux en pointant, au-dessus de lui, les por-traits de ses trois aïeux. « *Jimbocho est un quartier rempli d’histoires...* », poursuit Hajime Takayama, qui raconte comment le quartier est intimement lié à l’histoire littéraire japonaise. C’est ici que le grand romancier Na-tsume Soseki (1867-1916) fut édité pour la première fois, par un bouquiniste qui aimait ses nouvelles. Ce dernier, Shigeo Iwanami, fondera l’une des plus grandes maisons d’édition du pays, Iwanami Sho-ten. C’est ici aussi que les vedettes des lettres japonaises – Mishima, Tanizaki,

Kawabata... – venaient se montrer, par-fois écrire. Pour Hajime Takayama, comme pour beaucoup de Tokyoïtes, Jimbocho est plus qu’un territoire : un esprit, et un lieu de mémoire. Et même s’il a perdu des plumes, il a su conserver son charme, suranné et inimitable, mé-lange de l’odeur du vieux papier et du si-lence des habitués. Tout cela lui a valu les honneurs d’un film du réalisateur taïwanais Hou Hsiao-hsien (*Café Lu-mière*, 2004) et d’un best-seller mondial, *La Librairie Morisaki*, de Satoshi Yagisawa (Hauteville, 2023). En 2021, c’est dans un manga à succès qu’on en a entendu parler : *Jimbocho Sis-ters*, de Kei Toume, raconte la vie de trois jeunes femmes reprenant la librairie de leur grand-père. Une manière de dire que l’avenir de Jimbocho n’est pas forcément moins glorieux que son passé, et que le quartier continue de pédaler. A partir de 2010, on a vu y ouvrir ces « books cafés » qui pullulent désormais dans les rues. La vente de boissons a permis à certains libraires de ne pas mettre la clé sous la porte. Aujourd’hui, le modèle des étagè-res partagées est une autre raison d’espé-rer, croit Hajime Takayama : « *Le plus diffi-cile, ce sont les loyers. Avec ce système de location d’étagères, les jeunes peuvent se lancer plus doucement, progressivement. Et puis, contrairement à la vente en ligne, il permet de nourrir ce qui fait la saveur de ce métier : la relation nouée avec le client*. » Ici et là, à Jimbocho, il y a bien quelques anciens pour regarder de travers ces nouvelles librairies au fonctionnement « ubérisé ». Leur métier, expliquent-ils, ne peut pas se réduire à percevoir des loyers. Las, ils doivent admettre que les étagères partagées ont le vent en poupe, et trouvent facilement des partenaires financiers. C’est le cas de Passage, qui a ouvert quatre boutiques en seulement trois ans, du jamais-vu par ici. Quant à Honmaru, on a proposé au fondateur de franchiser la librairie pour l’implanter ailleurs au Japon. La pre-mière succursale ouvrira sur l’île de Shikoku, à Matsuyama. Le vieux libraire Takayama sourit devant le symbole : cette ville moyenne a vu ses librairies fermer les unes après les autres, mais elle est pour toujours le théâtre de *Botchan*, l’un des textes les plus célèbres de la littérature japonaise, écrit en 1906 par un gamin de Jimbocho, le romancier Natsume Soseki. ■

FLORENCE NOIVILLE

Le Monde des livres » le suit depuis ses débuts, en 1993, lorsque Robert Lafont publia *Les Vagualâmes*. On ne peut pas dire que ce titre était une trouvaille – l'éditeur aurait pu traduire l'original, *Gli sfiorati* (« les égarés ») –, mais peu importe. La vraie découverte, c'était lui, Sandro Veronesi. Avec ce jeune Toscan au nom de peintre surgissait une plume vive et déliée, nourrie de la poésie de Dante, des romans de Moravia et des films de Visconti. La critique parla aussitôt de relève, elle ne se trompait pas.

Trente-deux ans plus tard, Veronesi, 67 ans, publie son neuvième roman traduit, *Septembre noir*. Entre-temps, sa palette s'est colorée d'influences diverses, anglo-saxonnes en particulier – Richard Ford, Russell Banks, David Foster Wallace... – et les lauriers ont fleuri sur sa tête. Par deux fois, il a remporté le prix Strega, le Goncourt italien : pour *Chaos calme* (Grasset, prix Femina étranger 2008), transposé à l'écran par Antonello Grimaldi (*Caos Calmo*), avec Nanni Moretti dans le rôle principal, et pour *Le Colibri* (Grasset, 2021). En ce soir de janvier, l'écrivain est à Paris et nous attend tranquillement au bar de son hôtel. L'occasion de revenir avec lui sur quelques thèmes, motifs et obsessions qui innervent son œuvre.

Géants

Tous ses livres sont placés dans l'ombre discrète des grands qu'il admire. Bien qu'il tienne absolument à offrir à ses lecteurs une prose on ne peut plus accessible (« *J'ai toujours essayé de n'être pas trop littéraire* »), Veronesi a bâti une œuvre parsemée de coups de chapeau, clins d'œil et saluts admiratifs aux « *géants de la littérature* ». C'est Pier Paolo Pasolini (1922-1975) qui a tout déclenché. Au départ, le jeune homme, après des études d'architecture à Florence, cherchait un endroit où se loger dans Rome. Le hasard a voulu qu'on lui propose la maison de feu Pasolini. « *J'y ai vécu huit mois, la cuisine était restée intacte, je dormais dans son lit, je lisais des livres annotés par lui, ce furent huit mois décisifs.* »

En effet, voilà que l'architecte délaisse les monuments de pierre pour ceux de papier. Il se met à écrire, de la poésie d'abord, puis très vite de la prose, lit, dévore. « *Je découvrais que lire et écrire, c'est dialoguer avec les écrivains qui nous ont précédés* », dit-il. Ce dialogue, il en glisse des bribes, jamais pédantes, dans ses romans. Dans *Terrain vague* (Grasset, 2010), il navigue entre réalisme grotesque et ironie cruelle, mélangeant accents pasoliniens et tonalités féroces de la comédie à l'italienne. Dans *Le Colibri*, l'histoire d'un ophtalmologiste qui peine à voir clair en lui et ne distingue rien des illusions qui le tiennent debout, il rend hommage à Samuel Beckett (1906-1989), imbriquant sans cesse l'absurde et le tragique.

Dans *Septembre noir*, c'est de nouveau Beckett (« *Je ne peux pas continuer. Je vais continuer* ») mais aussi Thomas Hardy (1840-1928) qui font signe en toile de fond. Tandis que *Caducita* (« caducité », recueil de nouvelles à paraître en mai en Italie), l'une de ses histoires est une réécriture de « Il est arrivé quelque chose », de Dino Buzzati (1906-1972). « *Les morts parlent plus fort que les vivants* », affirme celui qui est aussi un passionné de Victor Hugo. Qu'entend-il par là ? Qu'il ne leur arrivera jamais à la cheville, mais que « *toute [s]on œuvre est comme un marchepied pour accéder à ces géants* ».



Sandro Veronesi, aux Pays-Bas, en 2021. MERLIJN DOOMERNIK/LUMEN/OPALE

# L'impidité de Sandro Veronesi

Ce grand nom de la littérature italienne contemporaine surprend et séduit depuis plus de trente ans à chacun de ses livres. Conversation autour des motifs récurrents de son œuvre, alors que paraît « *Septembre noir* », roman d'une désillusion fondatrice

Opacité

Chez Sandro Veronesi, les romans ont beau sembler limpides, ils sont paradoxalement des laboratoires de l'opacité contemporaine. Dans *La Force du passé* (Grasset, 2002), c'est dans la sphère intime et filiale que règne cette opacité, lorsque le narrateur découvre que son père n'était pas le général démocrate-chrétien et bigot qu'il croyait, mais un espion au service du KGB soviétique. Cette révélation tardive, qui fissure son identité, révèle combien l'héritage peut être une charge plutôt qu'un socle : le passé n'est plus un souvenir à élucider, mais une force souterraine et corrosive, quelque chose que l'on ne comprend pas et qui agit à retardement. Dans le thriller métaphysique *XY* (Grasset, 2013), l'écrivain déplace ce thème vers l'espace public. La violence sauvage et inexplicable qui ouvre le livre – 15 cadavres découverts dans la neige, chaque victime ayant été mise à mort d'une façon différente – suscite une prolifération de discours, médiatiques, judiciaires, religieux... Chacun s'acharne à recouvrir de sens une réalité impénétrable, tant du point de vue de la raison que de celui de la foi.

Là où *La Force du passé* interrogeait la transmission, *XY* met en cause l'interprétation elle-même. Dans les deux cas, l'écrivain nous montre des individus privés de certitudes stables et contraints de composer avec des zones d'ombre irréductibles. Pour Veronesi, opacité rime avec modernité. Une modernité faite de discontinuités, de soupçons, d'héritages impossibles. Cohabiter avec elle est le défi du héros veronésien. Le roman ne vise jamais à lever complètement l'énigme, mais à montrer comment on continue malgré elle.

Quelques jours pour devenir autre

ÉLECTROCHOC DANS L'HISTOIRE D'UN ADOLESCENT. A l'été 1972, alors qu'il vivait jusque-là dans une parfaite insouciance, Gigio se voit propulsé dans sa « *seconde vie* ». A 12 ans et demi, il prend soudain conscience de l'âpre réalité où baignent les adultes qui l'entourent. De révélations cuisantes en découvertes insupportables, il va de Charybde en Scylla : son père mène une double vie ; Astel, son grand amour, disparaît du jour au lendemain sans explication ; en Allemagne, les Jeux olympiques de Munich, dont il se réjouissait, tournent au bain de sang avec l'attaque du commando terroriste palestinien Septembre noir contre la délégation israélienne...

Des années plus tard, Gigio, désormais traducteur littéraire, revient sur cette désillusion fondatrice : lorsque, soudain, « *le monde [est] vide et le soleil éteint* ». Quelques journées d'été peuvent donc suffire à devenir autre ? Il repense à ce que l'écrivain anglais Thomas Hardy nommait « *ce moment de la vie où [un personnage] n'est*

Liens

Les liens humains, non pas leur absence mais leur extrême fragilité : voilà bien un thème majeur et transversal dans l'œuvre de Sandro Veronesi. Dans tous ses romans, les relations – familiales, amoureuses, sociales – existent, mais fonctionnent mal. Elles sont tissées de silences, de décalages ou de malentendus irréparables. De mensonges « *aussi funestes qu'une mise à sac* ». Dans *Les Vagualâmes*, on se frôle sans jamais se rencontrer ; dans *La Force du passé*, le lien père-fils est miné par le mensonge ; dans *Chaos calme*, le deuil isole plus qu'il ne rapproche ; et dans *Le Colibri*, l'attachement devient une forme de résistance bien précaire face aux multiples pertes. Finalement, ce que tous ces romans interrogent, c'est ce qui tient encore – ou non – entre les individus quand les récits partagés, les mots justes et les certitudes font défaut. « *Papa ignorait tout de ce qui m'arrivait, constate le narrateur de Septembre noir, et, pour la première fois, cela le rendait pathétique à mes yeux, inutile, voire pénible – une gêne.* »

Non

L'écrivain a beau jongler avec les mots, c'est son métier, il ne les manie pas tous avec la même aisance. Il en est un par exemple, tout petit et simple, qui ne sort jamais de sa bouche : Veronesi ne sait pas dire non. « *C'est mon drame* », confesse-t-il. Il y a quelques années, il pensait avoir trouvé la parade. Au creux de son poignet droit, il s'était fait tatouer ces deux lettres en majuscule : « *NO* ». Ainsi ce grand timide pouvait-il s'opposer à son interlocuteur sans avoir à ouvrir la bouche : il lui suffisait de lever l'avant-bras. « *Las, le stratagème a fait long feu. Même avec mes enfants, ça n'a pas fonctionné* », déplore-t-il en riant.

Finalement, le seul endroit où l'écrivain parvient à dire non, c'est dans ses romans, où ses narrateurs, eux, regimbent à qui mieux mieux. Dans la satire burlesque qu'est *Chaos calme*, Pietro Palladini dirige une chaîne de télévision spécialisée dans le cinéma. Or, voilà que, sous l'effet de bouleversements simultanés (il vient de perdre sa femme et la chaîne est en passe d'être absorbée par un groupe américain), Pietro largue les amarres et se met à passer ses journées dans sa voiture. De la part de ce patron couvert d'honneurs, ce choix est une manière évidente de dire stop. Au monde futile et arriviste qu'est à ses yeux le milieu du show-biz. Et au rôle dérisoire qu'il y a joué trop longtemps.

On trouve un schéma parallèle dans *Septembre noir*. Le jeune Gigio a 12 ans lorsqu'il prend conscience que ses parents ne sont pas les demi-dieux qu'il a toujours cru avoir à ses côtés. Mais si la déception causée par leur trahison se révèle vertigineuse (« *des ruines à reconstruire* »), elle est aussi l'occasion d'une mue. Gigio « *conquiert quelque chose qui n'appartient qu'à lui* ». Comblant dans la langue les failles éprouvées dans la vie réelle : pour certains auteurs, la littérature sert aussi à ça, à exercer enfin la souveraineté que le monde leur refuse. A résister, à se cabrer au lieu d'avancer... et tout ça par procuration. Juste avec un ordinateur. L'écriture ou le pouvoir de dire non. ■

*qu'une coupe d'émotions que l'expérience n'a pas teintée* ». Et remarque que Hardy utilise « *ce verbe formidable, "untinctured"* », qui signifie « non teinté » mais aussi « non éraflé ». Parce que c'est vrai, se dit-il, « *quand l'expérience s'abat sur cette coupe, elle la teinte, mais elle l'entame aussi, elle la fêle* ».

Limpidité, finesse d'analyse. La réussite du livre tient également au traitement du temps que Veronesi étire longuement dans la première partie du texte (chansons des années 1970, tendresse du premier baiser, sensualité des bains sur une plage toscane) avant de tout trancher net. Comme un cinéaste qui crierait « Coupez ! » ■ FL. N.

SEPTEMBRE NOIR  
(Septembre nero),  
de Sandro Veronesi,  
traduit de l'italien par Dominique Vittoz,  
Grasset, « En lettres d'ancre », 320 p.,  
22,90 €, numérique 16 €.  
Signalons, du même auteur, avec Edoardo De Angelis, par le même traducteur,  
la parution en poche de Commandant,  
Le Livre de poche, 180 p., 7,90 €.

Avec « Femmes tout au bord », Clarisse Gorokhoff offre à un trio féminin l’occasion d’une métamorphose

# Par fidélité à une morte

FLORENCE BOUCHY

Faye Steiner va bientôt mourir. Elle le sait, le cancer du pancréas qu'on lui a diagnostiqué est incurable. Etre la femme d'un éminent oncologue américain n'y changera rien. Au Nouveau-Mexique, où elle vit, elle peut choisir le suicide assisté. Sa décision est prise. « *C'est brutal, mais c'est ma vie, explique-t-elle à Anouk dans l'une de ses lettres. Et c'est ma mort aussi. On a toujours attendu de moi que je sache quoi faire. Eh bien voilà, je sais.* » De cette correspondance entre une sexagénaire en fin de vie et une jeune femme accablée par un chagrin d'amour, Clarisse Gorokhoff fait la matrice d'un roman surprenant, un peu retors, assez ambigu, néanmoins porté par la confiance dans le pouvoir libérateur des mots. Un texte dont le sens se donne et se dérobe tout à la fois. Un dispositif qui maintient la possibilité du pire et préserve celle de la réconciliation.

*Femmes tout au bord* est un livre des lisières. Chacune des héroïnes se tient comme en bordure de forêt, hésitant à y pénétrer, craignant de s'y perdre, espérant s'y trouver. Qu'est-ce qui sépare la folie de l'audace ? Vaut-il mieux risquer de se brûler les ailes ou se consumer dans la souffrance et l'insatisfaction ? Qu'est-ce qui distingue les silences qui nous protègent de ceux qui « *nous dévorent* » ? C'est à ces questions jamais clairement formulées que Faye semble vouloir répondre en correspondant avec Anouk, jeune Française qu'elle n'a pourtant jamais rencontrée. Faisant de la jeune femme la dépositaire de ses

secrets, elle cherche le sens de sa propre vie autant qu'elle en transmet l'élan à une interlocutrice désorientée et esseulée. « *T'écrire, lui dit-elle, c'est comme m'écrire à moi-même. Et comme je ne me parle plus beaucoup, tu es devenue ma voix intérieure.* » Les motivations de la jeune femme sont quant à elles un peu troubles : Faye n'est autre que la mère de l'homme qui vient de la quitter. La correspondance lui permet de mettre des mots sur sa peine ou d'entretenir le souvenir de sa passion amoureuse.

Cette étrange situation, où les confidences voisinent avec les vérités partielles et peut-être les manipulations, n'est que la première pièce du puzzle qu'assemble sous nos yeux Clarisse Gorokhoff. Dans sa dernière lettre, Faye a en effet incité Anouk à venir passer du temps chez elle après sa mort. Elle y fera la connaissance de son mari, Jack. De son autre fils. De son chien. De ses voisins. Elle comprendra peut-être mieux, sous-entend-elle, ce qu'elle cherchait à lui dire, à lui transmettre. La quête se mue en enquête. L'écrivaine brouille les pistes et ménage le suspense pour faire

L'écriture de Clarisse Gorokhoff dit les fragilités des femmes dont elle se fait la porte-parole

de la mise au jour de cet héritage une aventure aussi littéraire qu'existentielle.

Alternant les extraits des carnets de la disparue qu'y trouve la Française, les lettres de Faye et le récit du séjour d'Anouk au Nouveau-Mexique, le roman laisse progressivement deviner l'existence d'une troisième femme.



Clarisse Gorokhoff, à Arles (Bouches-du-Rhône), en 2025. STEPHAN GLADIEU

Aussi fascinante qu'inquiétante, intensément vivante mais aussi profondément destructrice, Dahlia pourrait bien être le véritable secret de cette enquête un peu folle dans laquelle, par fidélité à une morte, Anouk se trouve embarquée. Le point focal d'une histoire qui est, « *comme toutes les histoires, belle et affreuse. Un enchaînement de confusions, de projections et de glissements. Une pièce de théâtre sans metteur en scène, où chacun répète un rôle sans le savoir.* »

Dans ce roman incandescent, où l'authenticité est un leurre et la fiction une vérité, Clarisse Gorokhoff débusque les émotions contenues derrière les débordements séduisants. Son écriture dit les fragilités des femmes dont elle se fait la porte-parole. Qu'elles soient au bord du

gouffre, au bord de la folie, à la frontière du rêve et de la réalité, au seuil d'une vie nouvelle ou à l'article de la mort, l'écrivaine leur donne voix au chapitre. Non pour faire de leurs fêlures un étendard, mais bien plutôt l'occasion d'une métamorphose. « *Prends soin de ta tristesse, recom-*

FEMMES  
TOUT AU BORD,  
de Clarisse  
Gorokhoff,  
Actes Sud,  
240 p., 20 €,  
numérique 15 €.

mande la sexagénaire à la jeune explorée, elle dit quelque chose. » On lit *Femmes tout au bord* avec cette curiosité et cette inquiétude que suscitent les secrets quand on attend qu'ils nous soient dévoilés. Pourra-t-on les faire siens ou y restera-t-on étranger ? C'est tout l'art de Clarisse Gorokhoff de se maintenir jusqu'au bout sur cette ligne de crête. Et de faire de l'expérience de lecture une aventure imprévisible. ■

## L'effacement d'une mère

Le narrateur du nouveau roman de Julien Dufresne-Lamy met au jour le lent assassinat de sa génitrice

JULIETTE EINHORN

Elizabeth va très bien, de Julien Dufresne-Lamy, est une incantation. Le cahier d'un cœur gri-bouillé, psaume d'un vendredi incrédule de printemps – un long fil de fer tendu au-dessus du vide, dont le narrateur évide la bobine cassée, apprenant sur Instagram la mort de sa mère, à qui le lie un « *amour un peu fou* ». Pour s'évader de ces cinquante-six caractères, rendre possibles d'autres mots.

Et si sa mort n'était qu'un mensonge de plus, interrupteur différentiel de la vérité ? Comment croire à la fin de son Elizabeth « *effondrée, multisensible* », qui souriait tout le temps, quand il est impossible, de sa vie, de tracer une ligne claire ? Depuis dix ans, cette sorcière irrésistible à l'odeur de santal se dissolvait

dans les limbes au gré des « *lubies qui pouss[e]nt en elle* ». En l'incinérant, le fils carbonise aussi les raisons de sa mort, pourtant plus que douteuses – elle fut déclarée décédée, à 58 ans, de cause naturelle, une heure après le passage de l'infirmier qui avait écrit qu'elle se portait à merveille, et quatre heures avant de passer trois coups de fil à sa tutrice.

Pour saisir, de cette mère bipolaire qui « *n'a plus lieu* », non pas tant la lumière que l'ombre portée, le récit se fait traversée à l'aveugle de cet appartement inconnu constellé de trappes, de pièces secrètes et de doubles fonds qu'est cette mère de soleil (Elizabeth et ses palabres, ses danses échevelées, ses proverbes inventés) et de nuit. Afin de débusquer cette fée fantasque qui essayait de se semer elle-même, le fils emprunte un couloir jonché d'embûches, ballotté d'élucubrations en mystifications destinées à jeter un voile sur une vérité inimaginable – la tutrice et son assistante, le médecin traitant et l'infirmier, tous ont abandonné Elizabeth, qui avait

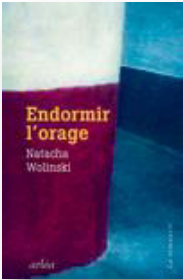
pourtant subi trois traumatismes crâniens en une année.

### Déchirer le voile

Il s'agit alors, parole contre parole, de restituer, d'Elizabeth, une réalité, même cabossée, qui soit la sienne. Mot à mot, fait à fait, de déchirer le voile qui a recouvert sa vie et sa personne : les violences répétées dont elle a été victime, la fable commode d'une femme seule qui aurait tout perdu et se serait autodétruite. La mort était bien à l'œuvre, mais elle est venue des autres – les gifles de son père, de son mari, de son nouveau compagnon, de la société tout entière (ces déménageurs qui l'ont spoliée de ses meubles le jour où, hospitalisée, elle a été expulsée de chez elle, en son absence). Des histoires trop vraies, trop honteuses pour ne pas être tues, y compris par celle dont la mort ne serait, sans ce correctif lyrique et lapidaire, qu'une histoire de plus.

A la multitude d'Elizabeth qui volent autour de lui, le fils oppose donc le peu

ÉLIZABETH VA TRÈS BIEN,  
de Julien Dufresne-Lamy,  
JC Lattès, 288 p., 20,90 €, numérique 15 €.



### La fureur et la tendresse

Si le long poème de Natacha Wolinski, *Endormir l'orage*, est déchirant, ce n'est pas seulement parce qu'elle l'a écrit après la mort de son père, le dessinateur Georges Wolinski, assassiné lors de l'attentat djihadiste contre *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, mais aussi parce que ses phrases, incisives et tranchantes, cherchent à rassembler les souvenirs morcelés de son histoire familiale. « *A mots à couvert/ matinée lentes/ les morts,/ dans ma poche/ aux doigts gourds,/ sont mes soleils/ pâles* », écrit-elle.

Ce livre, elle l'a en partie composé pendant le procès des attentats de 2015 (septembre 2021-juin 2022). Assise sur « *le cinquième banc, droite près du mur* », l'écrivaine, également critique d'art, observe la mécanique froide de la justice, le tremblement des corps et la dissonance des récits. Ses mots ressaisissent ce moment suspendu où « *c'est de [sa] vie que l'on parle* », mais où la vérité ne cesse de se dérober. Dans ce texte habité par la fureur et la tendresse, Natacha Wolinski retrace aussi sa généalogie : la Tunisie, la Pologne, la Méditerranée, les exils et les violences – jusqu'à ce 7 janvier 2015, où la mémoire s'est brisée. « *Que faire/ de cette vitre/ qui s'est glissée/ entre moi/ et le monde,/ de ces paupières closes/ qui me rejettent/ dans l'oubli ?* » *Endormir l'orage* n'apaise rien. Ce livre magnifique cherche plutôt une langue capable d'exprimer à la fois la rage et la douceur pour tenter de « *remettre de l'encre* » dans cette béance laissée par les morts. ■ AMAURY DA CUNHA

► *Endormir l'orage*, de Natacha Wolinski, Arléa, « *La rencontre* », 58 p., 13 €.



### La muse de Stendhal

Premier roman de Mathilde Desaché, *Le Sigisbée* est un enchantement d'imagination, d'écriture enlevée et de culture littéraire. Revisitant la tradition épistolaire, l'autrice raconte, dans l'étourdissante Venise du XVIII<sup>e</sup> siècle, le trio amoureux formé par Caterina Querini, narratrice du récit, son époux et son sigisbée. Pratique courante dans l'aristocratie italienne de l'époque, le sigisbée, à la fois guide, accompagnateur et amant, était choisi par le mari pour combler ses absences, par exemple lors de voyages diplomatiques. Entre 1813 et 1831, Caterina désormais seule et vieillissante, écrit tantôt à sa fille Giulia, dont elle n'a plus de nouvelles depuis quinze ans, tantôt à son ami Henri Beyle, futur Stendhal, leur livrant les secrets de son cœur : la passion qui l'a liée à son mari et à son sigisbée, puis son désespoir après que tous deux l'ont abandonnée, déroulant une réflexion très contemporaine sur la nature et l'exclusivité de l'amour.

Le troisième grand personnage masculin du récit est Stendhal, le confident, auquel Caterina demande de retrouver sa fille à Paris, et dont l'autrice s'approprie de manière ludique la biographie. Elle fait ainsi du dernier amour de l'écrivain, Giulia Rinieri, la fille de Caterina et surtout de cette dernière sa conseillère littéraire sur ce qui deviendra *Le Rouge et le Noir* dans une exégèse fictive pleine d'esprit et de fantaisie. ■

VIRGINIE FRANÇOIS

► *Le Sigisbée*, de Mathilde Desaché, Finitude, 160 p., 18 €, numérique 12 €.

L'Américaine Megan Kamalei Kakimoto signe un remarquable premier recueil de nouvelles, entre folklore fantastique et critique sociale

# La femme hawaïenne, patchwork

GLADYS MARIVAT

Il coule à flots. Par filets, rubans ou caillots écarlates, le sang s'étale sur une route hantée, dès l'ouverture de *Chaque goutte est un cauchemar pour l'homme*. Nous sommes aux côtés de Sadie, une jeune fille ayant ses premières règles assise à l'arrière d'une voiture qui va percuter un cochon sauvage. La scène, gore, ne doit rien au hasard. Il en va de même pour le moindre détail de ce recueil de nouvelles liées entre elles, et dont la forme évoque une veillée avec ses lois à observer : chaque histoire raconte une femme à différents âges de sa vie, de la puberté au veuvage, et intègre une croyance ou bien une figure légendaire hawaïenne – parmi lesquelles les « Marcheurs de nuit », la « Folle de la mer » et les « Menehune » – de petites créatures magiques ambiguës.

Née en 1993 à Hawaï d'ancêtres japonais, Megan Kamalei Kakimoto pose la question du poids de cet héritage dès « Catalogue de superstitions kanaka telles que te les a rapportées ta mère », qui fait office de prologue à ce premier livre. Soit treize mises en garde afin de tromper la mort ou la malchance (« *Ne plante pas tes baguettes dans ton riz !* »,

*« Ne siffle pas la nuit ! »*). Elles prêtent d'abord à sourire. Avant que les protagonistes de chaque nouvelle ne commettent l'erreur d'ignorer « [c]es contes narrés par les parents craintifs pour dissuader les petits, les keiki, de faire des bêtises, des légendes bizarres auxquelles les kupuna – les anciens – se cramponnent dans une pauvre tentative de faire survivre leur culture rabougrie ». C'est le cas de Sadie qui, pour ne pas avoir respecté l'interdiction de rouler sur une voie ancestrale avec du porc dans la voiture, est condamnée à un mariage abusif, une grossesse hémorragique, puis une maternité empêchée par des visions terrifiantes de la « chose vivante » à laquelle elle donne naissance.

Tandis que l'on est happé par cette nouvelle imprégnée de *body horror* (un sous-genre de la littérature d'horreur exposant des violations du corps humain), Kakimoto s'occupe à interroger l'entêtement des aînés à transmettre ces légendes, et l'inclination des jeunes à les écouter, à les réclamer, à y croire. L'enfer vécu par Sadie est-il dû à la violation d'un interdit ou aux viols conjugaux dont elle est victime ? Suffit-il de suivre les préceptes d'une famille étouffante pour échapper à la mort ? Et cette survie est-elle une vie ? L'autrice se garde de trancher, préférant s'emparer de la dualité intrinsèque des légendes, porteuses à la fois d'une familiarité reposante et d'une lucidité dangereuse.

Cette ambivalence imprègne chaque nouvelle, où l'évocation des traditions, de la cuisine, de la beauté de l'hawaïen et du pidgin hawaïen (un créole anglo-hawaïen), se confronte par touches à la réalité crue de l'archipel (annexé en 1898 par les Etats-Unis, et son 50<sup>e</sup> Etat depuis 1959). Aujourd'hui, les autochtones ne représentent plus que 20 % des habitants de l'Etat. La force de l'autrice est

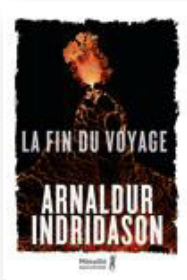
De la nuit horrifique à l'ironie mordante, ces nouvelles n'ont rien de désespéré. En dépeignant une improbable invasion de sosies d'Elvis dans un hôtel, l'écrivaine relativise la menace que font planer le colonialisme et le tourisme à Hawaï

d'utiliser le fantastique et le folklore pour dépeindre les effets de l'acculturation sur les corps de ses personnages en voie de disparition. Des corps cloîtrés dans le périmètre d'un archipel, mais résistants, débordants de chair et de désir.

Passant du grave à l'humour noir, Kakimoto relate les déboires d'une trentenaire contrainte d'abandonner un de ses traits de caractère en échange d'un soin d'épilation (« Salon de Mademoiselle Amelia pour femmes puissantes »), ou ceux d'une quadragénaire qui change de couleur de peau pour intégrer une société de productions de films pornographiques dont le directeur se voit en humanitaire au secours d'Hawaï (« Fille des îles : une histoire d'amour »).

Cette trajectoire, de la nuit horrifique à l'ironie mordante, prouve que ces nouvelles n'ont rien de désespéré. En dépeignant une improbable invasion de sosies d'Elvis dans un hôtel, ou des *haole* (Blancs) chevauchant le rocher Kaule o Nanahoa, dont la forme phallique garantit la fertilité, l'écrivaine relativise la menace que font planer le colonialisme et le tourisme à Hawaï. Les légendes se transmettent malgré la mondialisation à marche forcée, et encore plus à cause d'elle. Il y a toujours une autrice hawaïenne pour écouter sa grand-mère réincarnée en gecko lui donner des conseils pour réussir son livre (« Aiko, l'écrivaine »). Les superstitions donnent un cadre à respecter et à enfreindre, un lieu d'où écrire, et quelque chose comme du courage. Exactement ce qu'il faut pour des débuts remarquables en littérature. ■

CHAQUE GOUTTE EST UN CAUCHEMAR POUR L'HOMME (Every Drop Is a Man's Nightmare), de Megan Kamalei Kakimoto, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Valentine Ley's, Typhon, 312 p., 21 €, numérique 13 €.



## Fiévreuse Islande

Arnaldur Indridason fait des angles morts du récit national islandais la matière première de ses livres. C'est vrai pour ses polars, prompts à explorer les zones d'ombre de l'île depuis la guerre froide, comme pour les romans à dominante historique auxquels il se consacre également depuis quelques années. Dans *Le Roi et l'Horloger* (Métaillié, 2023), il remontait ainsi jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur les pas d'un artisan islandais immigré à Copenhague. Avec *La Fin du voyage*, il se penche cette fois sur la vie de Jonas Hallgrímsson (1807-1845), poète majeur et figure du romantisme islandais. Voilà que l'homme se brise la jambe en raison d'une chute, dans la capitale danoise. Hospitalisé, il sombre dans une fièvre qui le replonge dans de douloureux souvenirs : celui de l'été où son jeune ami berger, Keli, s'évanouit dans la nature islandaise, jetant sa famille dans le désarroi ; celui aussi de l'amour de jeunesse qui lui inspira l'un de ses poèmes les plus appréciés. Indridason s'appuie sur des faits réels puisés dans les archives pour tisser un roman méticuleux et tout en retenue. S'y dévoile l'âpreté des relations entre le Danemark et sa colonie, où l'injustice détermine la bonne fortune des uns et le malheur des autres. Derrière la figure de Jonas Hallgrímsson, érigé en monument par les livres et les manuels scolaires, l'écrivain dessine le destin des pauvres et des invisibles. ■ MARIE CHARREL ► *La Fin du voyage* (Ferdalok), d'Arnaldur Indridason, traduit de l'islandais par Eric Bourry, Métaillié, 356 p., 21,50 €, numérique 15 €.

## EXTRAIT

« Couchée en position fœtale au fond du tambour, la chose se mit à bouger. Ses yeux sombres étroits comme des graines de papaye, ses lèvres épaisses et tachées de sang. Non, pas du sang – en l'examinant de plus près, elle vit que ce brin de cassis était simplement sa teinte native. Le reste de son corps était nu et sa peau richement hâlée. Elle fut frappée de découvrir que cette créature au visage lisse et mature avait le corps d'un nouveau-né : comment une chose aussi monstrueuse pouvait-elle paraître si belle et attirante ? Elle introduit sa main dans le sèche-linge. La chose ne tressaillit pas quand elle referma les doigts sur son ventre nu. »

CHAQUE GOUTTE EST UN CAUCHEMAR POUR L'HOMME, PAGES 61-62.

## Le malheur d'Adelina

Dans « Les Miettes », Lukas Bärfuss illustre avec style l'implacable violence du déterminisme social

PIERRE DESHUSSES

Personne ne sait où a commencé le malheur d'Adelina, mais peut-être faut-il remonter bien avant sa naissance. » La première phrase des *Miettes*, nouveau roman de l'auteur suisse allemand Lukas Bärfuss (né en 1971) met le doigt sur le point névralgique de ce récit : le déterminisme social. On est loin pourtant d'un texte didactique. D'une splendeur fluide, ce récit (très bien traduit par Camille Luscher) entraîne au contraire le lecteur dans un courant au réalisme maîtrisé et au style précis. Tout y est limpide et, en même temps, d'une implacable violence. « *Personne ne sait* », mais peut-être... D'emblée l'écriture se présente comme une possible archéologie de la vie, prenant pour exemple la figure de cette Adelina, dont le narrateur va tracer l'existence jusqu'à l'âge de 30 ans.

Tout commence en Italie dans les années 1920. C'est la montée du fascisme dont le grand-père d'Adelina va devenir un fervent partisan. A ce qui apparaît comme une faute originelle vient s'ajouter la mort de sa femme peu après la naissance de leur fils, Mario. D'abord choyé et adoré

par le père, ce fils est brusquement rejeté, car soupçonné d'avoir du sang slave transmis par sa mère. Le père le voit même partir à la guerre en espérant qu'il ne reviendra pas. Il en revient, mais plus jamais Mario ne sentira l'amour de son père.

Ce basculement de l'amour à la détestation se rejoue à la génération suivante comme si un engrenage s'était mis en mouvement. Ce fils renié a à son tour une fille, Adelina, qu'il chérit d'abord mais se met à haïr parce qu'elle se révèle mauvaise élève, en dépit de talents manuels exceptionnels. Adelina quitte l'école sans savoir ni lire ni écrire. Les parents, qui ont abandonné l'Italie et sont venus s'installer en Suisse dans l'espoir d'une vie meilleure, sont d'autant plus déçus – surtout le père, pigiste pour de petites revues catholiques, écrivain raté, qui déverse sur sa fille la frustration engendrée par ses échecs professionnels et le mépris grandissant de sa femme.

### Poussée par l'orgueil

L'auteur joue avec virtuosité sur la proximité et la distance, la perspective oscillant entre la voix d'un narrateur omniscient et le monologue intérieur du personnage. A la mort de son père, Adelina se met en quête d'un travail, non seulement pour subvenir à ses besoins – sa mère est repartie en Italie avec un autre homme –, mais aussi pour

éponger les dettes de cet homme qui l'a pourtant rejetée. Poussée par l'orgueil, acculée par la honte d'être pauvre dans cette Suisse prospère, elle travaille successivement dans un atelier de couture, à l'usine, dans un bar, vit d'expédients, rencontre un homme dont elle a un enfant mais qui bientôt l'abandonne.

L'orgueil de la belle Adelina, maintenant doublé d'un amour inconditionnel pour sa fille, lui fait néanmoins refuser toute solution qui ressemblerait à une compromission et accroît son pessimisme envers l'humanité, jusqu'au jour où, à l'occasion d'un retour en Italie, elle rencontre un membre des Brigades rouges. L'engrenage du déterminisme semble se briser sur les promesses d'un monde meilleur (« *Personne n'est seul dans sa détresse* »). Mais l'enchaînement des malheurs reprend quand, à 6 ans, la fille d'Adelina vient à être enlevée.

Ce roman captivant aux allures de chronique, dont les dernières pages sont bouleversantes, est annoncé comme la première partie d'une trilogie. On guette la suite avec impatience. ■

LES MIETTES (Die Krume Brot), de Lukas Bärfuss, traduit de l'allemand (Suisse) par Camille Luscher, Zoé, 236 p., 21,50 €, numérique 16 €.



**Fake news, deepfakes : comment résister à l'indifférence, dans un monde où vrai et faux se confondent autant ?**

MONIQUE ATLAN ROGER-POL DROIT

**LA GRANDE PAGAILLE**

Le vrai, le faux et notre indifférence

L'Observatoire

**Monique Atlan et Roger-Pol Droit**

L'ÉDITIONS DE L'OBSERVATOIRE

# Verser des larmes sur un livre oublié

Un texte disparu datant de 1922, le bouleversant « Ma petite Yvette », d'André Dumas, est aujourd'hui réédité. Grâce à une lectrice de hasard, Hélène Greiche

XAVIER HOUSSIN

La littérature aurait le singulier pouvoir de suspendre le temps. L'écriture, de protéger et de garder la mémoire. De la défendre et d'être à jamais un défi à la mort. Comment ne pas fermement y croire ? J'ai lu vient de rééditer *Ma petite Yvette*, d'André Dumas (1874-1943), texte introuvable d'un écrivain tombé dans l'oubli. Poète, dramaturge, auteur d'anthologies poétiques et d'essais régionaux, Dumas l'a écrit à la première personne. Il y révèle la bouleversante tendresse d'un père pour sa fille, emportée à 6 ans par la fièvre scarlatine. Publié chez Plon en 1922, le roman a depuis longtemps quitté le catalogue, et ce, d'autant que les derniers exemplaires ont disparu en 1990 dans l'incendie de l'entrepôt où ils étaient conservés. « *La renaissance d'un livre est toujours un événement émouvant*, dit Amélie Pascal, directrice éditoriale chez J'ai lu. *Mais, ici, sa redécouverte s'est accompagnée d'une histoire étonnamment romanesque.* »

Tout commence en 2018. Hélène Greiche est une humanitaire de terrain. Après avoir travaillé pour les Nations unies, elle a rejoint la Croix-Rouge française, où elle a longtemps occupé le poste d'officier de recherche au sein du service de rétablissement des

liens familiaux. Un emploi très particulier qui consiste à rassembler témoignages et indices pour tenter de réunir ceux qui ont été séparés par la guerre ou les catastrophes. Au printemps de cette année-là, on lui demande d'animer une formation en Auvergne-Rhône-Alpes. En prévision des heures de train qui l'attendent, elle passe chercher un livre à la bibliothèque de la Croix-Rouge. « *J'ai été une lectrice tardive, confie-t-elle. Je connaissais mal les classiques de la littérature française et je cherchais à rattraper le temps perdu. Je venais de terminer La Dame aux camélias [de Dumas fils] et je me suis rendu compte que je n'avais jamais lu Dumas père. Je me suis dit qu'un roman d'aventures serait parfait pour le voyage.* » Rapidement, elle attrape un Dumas dans les rayonnages : c'est *Ma petite Yvette*.

Elle va s'apercevoir de sa méprise en ouvrant le volume. « *Mon sentiment de déception a vite cédé. J'ai été happée par cette chronique douce où se mêlaient les joies, les enchantements, les inquiétudes et le chagrin.* » Le livre déroule l'humble chemin d'un homme, professeur en province, qui devient père avec émerveillement. Après que sa femme, en proie à une sourde mélancolie, abandonne le foyer, il continue d'élever sa fille (« *ma parure et ma joie* ») avec une présence et une attention rares. Jusqu'à la maladie et la mort de l'enfant. « *J'ai lu Ma petite Yvette avec une tension croissante. A la dernière page,*



Christiane, la fille d'André Dumas (prénommée Yvette dans « Ma petite Yvette »), photo non datée. COLLECTION PARTICULIÈRE

*j'étais envahie par les larmes. Impossible de m'arrêter. Comment un livre pouvait-il me mettre dans un état pareil ?* » André Dumas l'a dédié « A Christiane ». Hélène Greiche comprend que le recours à la fiction est mince. Aussi s'emploie-t-elle à décortiquer délicatement la carapace du roman.

Commence une longue quête de la vérité qui l'amène d'abord à

Pour Hélène Greiche, ce livre qu'André Dumas écrivit pour combattre le vide et l'absence devait être republié. « C'était ma mission »

s'intéresser à la vie de l'auteur. Reconnu à son époque, ami de Paul Fort, de Georges Courteline, André Dumas, sans rapport, donc, avec les Alexandre père et fils, mena aussi une carrière de haut fonctionnaire. La consultation de son dossier administratif aux Archives nationales, celle de sa correspondance à la Bibliothèque nationale de France permettent d'inscrire la réalité dans les étapes du récit (son divorce, la garde de sa fille, son deuil). Hélène Greiche se rend même (sans pouvoir y entrer) devant la maison où il vivait avec Yvette/Christiane. Par le biais de sites de généalogie, elle prend aussi contact avec les descendants et grâce à eux retrouve une photographie de la petite. Ainsi tout a repris sa place. Mais elle ressent une évidence. Ce livre que Dumas écrivit pour combattre le vide et l'absence doit être republié. « *C'était ma mission.* »

Cinq décourageantes années vont suivre. Elle ne connaît personne dans l'édition mais s'accroche à l'idée que d'autres peuvent, comme elle, ressentir dans ces pages ce serrement de cœur, cet incroyable saisissement. Hélène Greiche prend son bâton de pèlerin. Si quelques-uns se montrent poliment intéressés, ils finissent tous par abandonner l'affaire. Pour autant, son métier à la Croix-Rouge lui a appris à lier l'espoir à la ténacité.

En 2025, son frère lui parle d'un de ses amis, journaliste spécialisé dans les enquêtes. Thibault Raisse s'enthousiasme pour cette

## EXTRAIT

« Et ses traits peuvent s'estomper avec le temps, mais ses expressions, je les retrouve. J'ai oublié bien des petites phrases, mais sa voix chante toujours à mon oreille. Je revois moins sa bouche que son sourire, moins ses yeux que son regard. Parfois, l'observant à la dérobée, je surprenais, comme disent les peintres, l'instant où le modèle s'oublie. Un geste, une attitude me la révélaient tout entière, et, par les fenêtres de ses yeux, tout son petit cœur se dévoilait. (...) Nos intimes trésors sont faits de choses plus insaisissables. Mouvement d'une tête qui s'incline, glissement d'un pas sur l'escalier, bruit de mains ouvrant une porte, lassitude d'un enfant que le sommeil terrasse, premier émoi d'une petite fille devant le mystère de la nuit. Humbles souvenirs ! Minutes ineffables ! Le temps qui passe ne les effacera jamais. »

MA PETITE YVETTE, PAGES 176-177

si singulière aventure. A l'été, il rédige un article pour le magazine *Elle*, et fait aussi enregistrer à Hélène Greiche un podcast d'une heure sur la plateforme Louie Media. Entre-temps, le livre a circulé. Chez les éditeurs qui ne l'ont pas retenu, il s'est trouvé des lecteurs qui n'ont pas pu le laisser complètement de côté. C'est ainsi, au cours du même été, que, par l'intermédiaire d'une ancienne collègue, *Ma petite Yvette* arrive sur le bureau d'Agathe Mathéus, editrice du domaine français chez J'ai lu. « *Profondément remuée* », elle le transmet à Amélie Pascal, qui met en œuvre la valorisation et l'enrichissement du fonds. « *Il s'agit d'un texte rare, explique cette dernière, empli d'amour, et douloureux. Il est écrit dans la justesse des sentiments, avec une langue qui chérit les détails, qui touche par son attachement, ses affinités. Ajoutez à cela l'extraordinaire feuilleton de sa réapparition...* »

Mission accomplie donc pour Hélène Greiche. Terminé « aux armées » pendant l'année 1916, le tendre monument d'André Dumas a résisté au temps. C'est le miracle des livres. ■

## Les radicales

*Explosives*, le premier roman de la journaliste Hélène Coutard, née en 1991, prend au sérieux la colère des féministes de sa génération, et imagine un groupe de jeunes femmes glissant vers le terrorisme au nom de la lutte contre le patriarcat. Venue à Paris pour aller à la fac, « *filles moyenne* » à qui il n'est « *rien arrivé* », Clara voit grandir sa rage à l'égard des violences sexistes, à mesure qu'elle est attirée dans l'orbite de la magnétique et radicale Ari. Dopé à une énergie descendant en droite ligne du *King Kong théorie*, de Virginie Despentes (Grasset, 2006), souvent bien vu et drôle (à propos d'un garçon se présentant comme un « *allié* » pour mieux draguer, on peut lire : « *Clara ne se méfia même pas quand il commença à citer Annie Ernaux* »), *Explosives* prend garde à ne pas virer au manuel idéologique,

et à ne pas se laisser griser par la pureté de sa cause, notamment en offrant une épaisseur romanesque riche d'ambiguïtés à ses personnages. ■

RAPHAËLLE LEYRIS

► *Explosives*, d'Hélène Coutard, Grasset, 240 p., 19 €, numérique 14 €.



## Une Crétoise libre

Que peuvent les griffes de l'ennemi contre un « *pays de pierres sèches et de buissons d'épines* » ? Tandis que les troupes nazies fondent sur la Crète, Zena s'engage. La jeune étudiante, folle de poésie, ne portera pas les armes, mais les messages qui permettent d'organiser la résistance. Telle une flèche sillonnant l'espace insulaire, elle délivre les informations dont les héros de l'ombre font leur miel. Au premier chef Nektarios, dont la sœur de Zena est éprise. Ode à la liberté, célébration de la rébellion contre l'iniquité, *Où que j'aille*, de Bruno Doucey, transporte et bouverse. Face aux existences effondrées, il n'est guère de remèdes infaillibles. Et Zena, devenue Atalante, de commenter : « *La peau de nos rêves est longue à cicatriser.* » Reste l'énergie que rien n'entame, la fougue et la malice de Yorgos, un jeune berger démuní dont l'espèglerie

et l'enthousiasme conjurent le malheur. Un hymne formidable à la résistance salvatrice. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *Où que j'aille*, de Bruno Doucey, éd. Emmanuelle Collas, 288 p., 21,90 €, numérique 16 €.



## La magie prusse

Redo Hauptstammer arrive dans la bourgade imaginaire de Szeden – située en Prusse, sous le règne de Frédéric-Guillaume III – pour prendre possession d'une terre reçue en héritage. Il transporte avec lui le cadavre de sa femme, morte en route. A la faveur d'une réforme agraire qui permet aux roturiers de devenir propriétaires, cet ancien tenancier d'un bordel de Vienne, qui dissimule ses origines, devient le premier « *agriculteur libre* » du village. Mais le sol où il veut inhumer son épouse est encombré des corps gelés de soldats tombés lors des guerres précédentes. Parodie romantique de la littérature du XIX<sup>e</sup> siècle, dont il emprunte le style, *Mittleuropa*, de l'Espagnol Vicente Luis Mora, mêlant histoire et fantastique, livre une peinture sombre et minutieuse d'une Europe centrale ravagée par les conflits. Il revisite aussi habilement, à la lumière

du passé, l'épineuse question de l'identité. ■ ARIANE SINGER

► *Mittleuropa. Les carnets secrets de Redo* (Centroeuropa), de Vicente Luis Mora, traduit de l'espagnol par François-Michel Durazzo, éd. Maurice Nadeau, 198 p., 21 €, numérique 13 €.



## Un si léger fantôme



LA FILLETTE AIMAIT JOUER À CACHE-CACHE. Au réveil, pieds nus, embarrassée dans sa longue chemise de nuit,

elle courait dans la chambre de son père et se dissimulait derrière les rideaux. « *Un petit fantôme blanc* », dit André Dumas. Six années ont passé comme un souffle. Est-il possible de retenir un peu de cette si brève respiration ? Il est une douce compagnie des spectres.

*Ma petite Yvette*, paru dix ans après la disparition de sa fille, ne se résout pas à un livre de deuil, il se présente davantage

comme le carnet où Dumas consigne scrupuleusement une longue suite de ravissements. Voilà qu'à la naissance de cette enfant ce poète que la vie a tôt émoussé se découvre, en dépit de tout, une aptitude imprévue au bonheur. Un goût simple de la douceur. Et, pour convaincre son lecteur, de citer Anatole France dans *Le Livre de mon ami* : « *Elle était toute petite, ma vie, mais c'était une vie, c'est-à-dire le centre des choses. Ne souriez pas à ce que je dis là, ou n'y souriez que par amitié et songez-y : quiconque vit, fût-il petit chien, est au milieu du monde.* »

Tout le récit, délicatement intime, étreint dans le pressentiment du malheur qu'on devine, qu'on attend. « *Tout le monde l'aimait, et m'aimait aussi à cause d'elle.* » C'est cet amour inespéré et pur que nous fait partager Dumas. Avec des mots proches, si justes, si sincères qu'ils traversent incroyablement toutes les années qui passent. Il est de bien tendres et de bien légers fantômes. ■ X. H.

MA PETITE YVETTE, d'André Dumas, préface d'Hélène Greiche, J'ai lu, 256 p., 8 €, numérique 8 €.

Les éditions persée

recherchent de nouveaux auteurs

Envoyez vos manuscrits

Editions Persée  
2 rue Gutenberg 44980 Sainte-Luce-sur-Loire  
Tél : 02 40 75 90 95  
www.editions-persée.fr

« Le Cœur lourd », dialogue avec Vincent Trémolet de Villers, laisse percevoir un homme différent de celui que l'on croyait connaître

# Alain Finkielkraut se rafraîchit les idées

JEAN BIRNBAUM

Cette fois, c'est la bonne. En 2019, quand Alain Finkielkraut publia un essai intitulé *A la première personne* (Gallimard), on lui fit observer que ce titre semblait hasardeux : malgré son projet affiché, la dimension subjective et autobiographique de ce livre demeurerait superficielle. Cinq ans après, on recevait un nouvel essai, *Pêcheur de perles* (Gallimard), où l'auteur avait tracé au stylo cette dédicace sardonique : « *Mon premier livre à la première personne.* » Or non. Il faudrait attendre encore un peu. Pas pour que Finkielkraut s'autorise à dire « je », mais pour qu'il lève le voile sur quelques épisodes qui ont fait de lui ce qu'il est. Avec *Le Cœur lourd*, c'est aujourd'hui chose faite.

Faut-il invoquer l'effet du temps ? Les épreuves traversées, les accidents de santé, la mort frôlée ? Ou les bienfaits d'un long compagnonnage avec le partenaire de ce livre dialogué, Vincent Trémolet de Villers ? De fait, pour un juif polonais né en France, « *orphelin inconsolable de la gauche* », une plume du *Figaro*, formée à l'école de la droite littéraire et de Roger Nimier (1925-1962), fait un meilleur psy qu'un disciple de Freud... Résultat : ce *Cœur lourd* laisse percevoir un Finkielkraut différent, qui raconte sa vie et se rafraîchit les idées.

« Un jour ou l'autre, je ferai

comme Philip Roth [1933-2018], j'annoncerai ma retraite. Mais, à la différence de ce qui s'est passé pour lui, tout le monde s'en foutra », ironise celui qui confie son besoin d'être sans cesse rassuré – et pas que par les médias. Le petit appartement familial où il a grandi était une « *maison hantée* », où ses parents, exilés d'Europe de l'Est, cohabitaient avec les fantômes des proches assassinés. Lui-même rescapé d'Auschwitz, le père du philosophe n'évoquait la déportation que par accident. Piqué par une guêpe lors d'une promenade à la campagne, il s'était souvenu d'une autre piqure au visage, cette fois possiblement fatale, à Birkenau : « *Il a eu très peur. Parce que si un SS voyait sa joue déformée, son compte était bon.* »

On lit, sous sa plume, un éloge du socialisme mesuré, un portrait assassin de Donald Trump et un plaidoyer pour l'ouverture rapide d'une ambassade de France en Cisjordanie

La scène se passait tout près des chambres à gaz », frémit le philosophe, qui s'en voudra toujours d'avoir si peu interrogé son père sur ces années.

Eloignés de la religion et obsédés par l'intégration de leur enfant, les Finkielkraut exigeaient de lui qu'il plonge dans la culture de leur patrie d'adoption : « *Rien ne devait s'interposer entre la langue française et moi* », témoigne



Alain Finkielkraut, à Paris, en 2021. STÉPHANE LAGOUTTE/M.Y.O.P POUR « LE MONDE »

l'auteur. Non sans préciser que sa mère, qui veillait à ce qu'il lise des romans plutôt que des « *illustrés* », l'attendait chaque soir avec le même goûter – thé-citron et sandwich au jambon. Souvenir après souvenir surgit ici la scène fondatrice qui a fait passer Finkielkraut du gauchisme des rouges soixante-huitards au républicanisme façon hussards noirs, espérance dont il ne finit pas de proclamer la disparition : « *C'est parce que je suis de gauche que je ne suis plus de gauche* », résume-t-il.

Sans pouvoir néanmoins se réclamer de la droite, à laquelle il se trouve désormais assimilé. Tendus vers la mémoire de ses parents, l'intellectuel se cramponne aussi à sa famille politique d'origine. Bien plus, et c'est ce qui rend la discussion passionnante, ce retour à l'enfance engage une mise à jour politique. Certes, on retrouvera ici plus d'un thème du conservatisme finkielkrautien, par exemple ses hommages appuyés à la culture de Renaud Camus – dont il s'est pourtant éloigné – ou sa mise en cause de « *l'Education post-nationale* ». Reste qu'on lit aussi, sous sa plume, un éloge du socialisme mesuré, un portrait assassin de Donald Trump, une charge contre les « *répugnants fanatiques* » qui déshonorent Israël en prônant le nettoyage ethnique et un plaidoyer pour l'ouverture rapide d'une ambassade de France en Cisjordanie.

De façon plus générale, ce renouveau idéologique se traduit également par des retrouvailles philosophiques avec la figure d'Emmanuel Levinas (1906-1995). C'est lui qu'il cite quand il dit sa conception de l'amour (« *malgré moi pour un autre* »), sa passion pour le français (« *c'est dans cette langue que je sens les sucs du sol* ») ou son faible pour le christianisme. Que de chemin parcouru ! En 2003, Finkielkraut avait participé à un curieux meeting où plusieurs intellectuels avaient brocardé un article du « Monde des livres » (du 7 novembre 2003) consacré à Benny Lévy, ancien dirigeant de la Gauche prolétarienne, passé du Petit Livre rouge au Talmud, et de Mao à Moïse. Cet article soulignait que Benny Lévy avait pris pour cible Levinas, coupable, à ses yeux, de trahir la Torah en la traduisant dans la langue de l'universel.

Vingt ans plus tard, et malgré son attachement à la figure de Lévy, Finkielkraut rallie le penseur de l'altérité. « *Contre Benny, je choisis donc résolument Levinas* », tranche le penseur au « cœur lourd », qui préfère se maintenir sur la scène de la philosophie et prononcer, à la première personne, la seule prière à laquelle il a accès. Celle du fidèle mécréant, du survivant obstiné, rescapé de l'histoire universelle. ■

LE CŒUR LOURD. CONVERSATION AVEC VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS, d'Alain Finkielkraut, Gallimard, 176 p., 18,50 €, numérique 13 €.



## Allers-retours philosophiques

Dans l'enseignement de la philosophie, une grande place est accordée à l'histoire des doctrines du passé. Mais pour quelle raison ? Avec quel objectif, quelles conséquences ? Ce petit livre collectif s'attaque avec pertinence à ces vastes questions. Il ne prétend pas en résoudre la complexité, mais il éclaire leur importance et leur diversité à l'aide de six exemples précis, qui font saillir les principaux cas de figure. Simone Weil lisant Homère en 1940 pour critiquer la domination de la force ; les concepts des médiévaux transposés dans la philosophie analytique ; Hobbes lisant Aristote et Machiavel et nous lisant Hobbes ; le fil rouge du matérialisme reliant des générations de penseurs dissemblables ; la présence de l'histoire dans la philosophie analytique, où on la croit absente ; l'évolution des systèmes et sa fécondité philosophique telle que Martial Gueroult permet de l'entrevoir...

Les travaux ici rassemblés ne sont toutefois pas une juxtaposition de monographies disparates. Parce que toutes montrent comment fonctionne la multiplicité des allers-retours philosophiques entre passé et présent, que ce soit pour décrire hier avec les questions d'aujourd'hui, ou bien pour analyser ce qui advient maintenant à l'aide des outils forgés autrefois, ou au contraire pour marquer l'existence des ruptures et critiquer une illusoire continuité des préoccupations. Histoire et réflexion actuelle s'articulent ainsi sans cesse. ■ ROGER-POL DROIT

► **A quoi sert l'histoire de la philosophie ?**, sous la direction de Géraldine Lèpan et Pierre-François Moreau, PUF, « La Vie des idées », 128 p., 11 €.



## La maternité, trop encadrée

La maternité, montre la géographe Clélia Gasquet-Blanchard dans *Faire naître*, enquête sur les conditions matérielles de la naissance en France et sur l'« *impact des politiques publiques et du pouvoir médical* », est doublement institutionnelle. Aussi bien en tant que phénomène biologique, assimilable à une « *véritable institution symbolique* », qu'en égard à l'encadrement institué qui accompagne les femmes dans le suivi de leur grossesse, au moment de l'accouchement ou lorsqu'il s'agit de prendre leurs premiers repères face à l'enfant. Elle relève donc d'un « *apprentissage social* » et est, en cela, « *productrice de normes* », dont la plupart font obstacle, selon l'autrice, à une « *maternité émancipatrice* ».

Bien au-delà de la sécurisation de l'accouchement et de la gestion de la douleur, elle remarque que la maternité contemporaine participe au contrôle du corps et de la psyché des femmes. Elle revient ainsi sur les raisons pour lesquelles se sont constituées ces normes qui ont mené à « *la surmédicalisation et [à] la technicisation de la maternité* » – lesquelles répondent à des impératifs d'efficacité et de rentabilité. Alors que la singularité de l'expérience de la maternité peut pousser au repli individuel, le livre restaure l'idée que ce vécu, si singulier soit-il, est aussi commun, et qu'il peut, en cela, devenir le pilier d'une pensée politique réellement émancipatrice. ■ SOPHIE BENARD

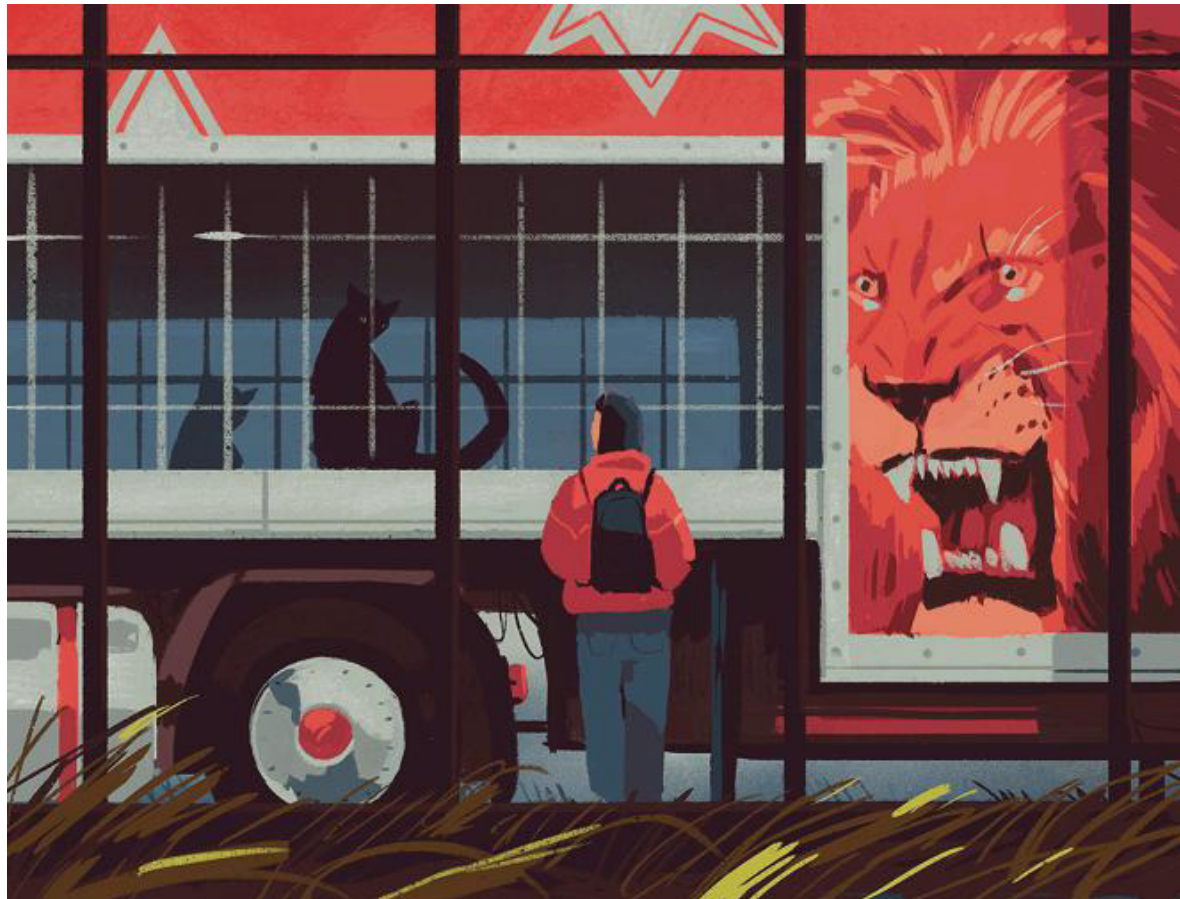
► **Faire naître. Ce que le capitalisme fait à la maternité**, de Clélia Gasquet-Blanchard, La Fabrique, 232 p., 15 €.



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

# Dans la cage



TOM HAUGOMAT

DANS UN TRAIN QUI ME CONDUIT À BORDEAUX, ma voisine de droite est absorbée dans la lecture d'un épais livre de poche dont j'attrape le titre et le nom de l'autrice, que je ne connaissais pas : Mélissa Da Costa, *La Faiseuse d'étoiles* (Le Livre de poche, 2023). Je tourne la tête de l'autre côté de l'allée pour constater que ma voisine de gauche a posé sur sa tablette un livre tout aussi copieux, couverture différente, même autrice. Surprise, j'ouvre mon ordinateur et je découvre que Mélissa Da Costa a publié huit romans depuis 2019, qu'elle a été la meilleure vente de livres en 2023 et 2024, prenant la place occupée par Guillaume Musso depuis douze ans, avec largement plus de 1 million d'exemplaires vendus.

Je n'en reviens pas. Je me demande comment le monde des romans peut être à ce point coupé en deux : voici des livres qui se vendent par centaines de milliers, qui sont lus par presque autant de personnes – et pas seulement des jeunes femmes, puisqu'une amie m'a raconté avoir fait exactement la même expérience dans un train pour Marseille, et qu'elle impliquait cette fois un couple de retraités – et qui échappent à une lectrice assidue de littérature contemporaine ?

Je ne crois pas aux partages trop tranchés opposant art et divertissement, ou,

comme le disent les sociologues, « pôle de grande production » et « pôle de production restreinte ». L'étude de la littérature dans son histoire montre que la colusion entre les deux a toujours existé. Ce n'est pas parce qu'un livre se vend bien qu'il est mauvais et, inversement, de nombreux livres de niche ne sont pas bons. L'intérêt de la littérature, et en particulier du roman, vient en partie de cette cohabitation entre esthétique et

L'univers représenté par Mélissa Da Costa constitue un monde plein, sans ombre, mais aussi sans dehors

distraction, entre usage et innovation. Je vois que Mélissa Da Costa publie un nouveau livre à la rentrée de janvier. Je ne le reçois pas – car les maisons d'édition ciblent leurs relais –, mais je décide quand même de m'y intéresser. Je l'achète au tabac-presse de mon quartier. *Fauves* m'emporte aussitôt avec sa narration énergique : Tony, le personnage principal, est attachant, et une habile construction le fait évoluer au présent tout en éclairant progressivement son passé d'enfant abandonné et maltraité. Le

cadre de l'intrigue est celui d'un cirque itinérant avec ses caravanes, son chapiteau, sa grande famille tzigane, ses jongleurs et ses écuyers : entre le roman *Sans famille*, d'Hector Malot (1878), et le film *Roselyne et les lions*, de Jean-Jacques Beineix (1989). Il est coloré et bien documenté (Mélissa Da Costa donne ses sources – des études sur les Gruss, sur le monde tzigane, et les écrits d'un dresseur, Jim Frey, qui datent des années 1950).

Tout repose sur des affects extrêmes, haine, trahison, passion, colère, rivalité, qui renforcent l'attachement au roman en rendant la lecture presque exclusivement émotionnelle. L'histoire captive en n'étant qu'affrontements, succession de victoires et de défaites sur soi-même et sur les autres. Elle est sublimée par la lutte superlative qui se joue entre les dresseurs et les grands fauves du cirque, lions, tigres et une petite panthère nébuleuse qui refuse de se laisser dompter. L'empathie se déplace du côté de ces êtres puissants et rendus vulnérables parce qu'ils sont enfermés – comme les humains écrasés par la pauvreté, les injustices. Tout repose sur cette analogie : l'humanité et la sauvagerie se rejoignent, comme l'annonce un des personnages : « *Nous, les hommes, on a beau paraître civilisés, on est comme eux : des bêtes sauvages et impatientes, enclines à la violence.* »

L'efficacité de la narration tient à un rythme concerté, alternant scènes d'action, qui mobilisent de nombreux personnages, tous très bien caractérisés, et moments intimistes, propices au dialogue ou à la rumination intérieure. L'univers représenté constitue un monde plein, sans ombre, mais aussi sans dehors. Cette absence d'extériorité bloque l'esprit critique. Ainsi les hommes sont presque tous violents, y compris les héros : ils frappent (les femmes et les animaux), dominant, boivent excessivement. Une des visées du livre pourrait être de dénoncer cette violence patriarcale tout en en démontant les mécanismes, comme le dit Mélissa Da Costa dans les interviews qui accompagnent la parution de son livre. Mais cette critique ne peut pas fonctionner, dans la mesure où la violence est le principal ressort dramatique du livre : c'est elle qui nous fait vibrer, qui met sur le qui-vive, qui stimule le suspense et le danger, qui fait planer l'aile de la mort.

L'action de ce roman sombre et palpitant est située dans les années 1980. L'éloignement temporel pourrait, lui, ménager de l'espace pour la distance critique, mais ce n'est pas le cas. Le cadre temporel est réduit à des détails exotiques (les francs, quelques chansons, des personnages qui fument en permanence). Il est un simple décor, comme les coutumes ancestrales qui soudent la communauté tzigane autour de ses rites. Ces années constituent le chant du cygne du grand cirque populaire, et ce avant même que les ménageries ne soient plus compatibles avec la notion de bien-être animal. Cet art dont la narration porte la nostalgie n'est pas plus mis en perspective que la violence des personnages. C'est ainsi que l'on se retrouve à son tour dans la cage ; distrait par l'efficacité écrasante de la fiction, on ne pense plus à rien. ■



LES YEUX  
DANS LES POCHES  
FRANÇOIS ANGELIER

SINGULIER PAYS DE COCAGNE POÉTIQUE, le domaine public est un palace édénique qui s'accroît chaque année de quelques spectres considérables, fantômes rajeunis qui trouvent là une nouvelle jeunesse, une autre verdure. Dès l'entrée, on se précipite pour les rééditer, on les retraduit à la chaîne, il n'est éloge que d'eux et tout un chacun peut s'inviter sans prévenir pour dégarnir à volonté le buffet. Thomas Mann (1875-1955) vient d'y débarquer avec ses demi-dieux grecs et ses bourgeois cossus (*lire « Le Monde des livres » du 30 janvier*), Teilhard de Chardin (1881-1955) y dira sous peu sa messe cosmique, mais la fonction d'oncle d'Amérique revient, Nord et Sud, à l'ambassadeur Paul Claudel (1868-1955), dont la colossale mappemonde encombre la réception, les malles-cabines débordent de l'ascenseur et la ménagerie intérieure occupe le restaurant, vorace et véhémence. Tout Claudel à cueillir sur l'arbre.

MOMENT ÉLU POUR RENOUER AVEC CE QUI FUT, pendant vingt-cinq ans, tout à la fois sa planète, son véhicule et sa tente à oxygène : la Bible. Pendant un quart de siècle, entre 1929, date à laquelle il a tout rendu à César et gavé enfin, à grand renfort de poèmes et de pièces théâtrales, sa fauverie lyrique, et sa mort, Claudel se transporta sur la planète Bible, vécut chaque seconde à bord de sa Bible, la Bible latine, la Vulgate de Saint-Jérôme, dont il opérait, verset après verset, la scrutation savoureuse et une mastication patiente pour en exprimer le jus salvifique. Retraité du Quai Conti, l'œuvre faite, il est libre comme l'air de se livrer à une exégèse à l'état sauvage, de jazzer les deux Testaments, dont il donne une vision



orante et funambulesque, mettant en scène ses extases et ses errances, ses éblouissements et ses pérégrinations textuelles.

Malgré ses deux séquoias éditoriaux que sont *Le Poète et la Bible* (Gallimard, 1998 et 2005), c'est un continent peu lu. Hourra donc pour Riva-

puisgrenet Desroussilles, qui rééditent *J'aime la Bible*, six textes écrits entre 1929 et 1952 sur son rapport au Livre, le mal, la prophétie et la nécessité de dialoguer avec le monde vétérotestamentaire. Adeptes de l'exégèse symbolique et spirituelle, sarcastique à l'égard de l'approche historico-critique (Renan, Loisy, etc.), christocentrique et patristique, Claudel fait fonction de « grand approbateur ». « *Le grand soin de Claudel fut de se lever assez tôt pour être au travail en même temps que Dieu* », écrivait Armand Robin. Pas mieux.

LE CLAUDEL D'AVANT 1929 est un Claudel livré à Claudel, à sa violence dramatique, à son exaltation lyrique et à son art de la langue qui tient du pinceau, de la viole de gambe et de l'épée à deux mains – caresse, profondeur et amplitude. Rien ne le dit mieux que *Partage de midi* (1906) et *Le Soulier de satin* (1929), tentatives

théâtrales pour dire ce traumatisme érotique et passionnel que furent ses amours avec Rosalie Scibor-Rylska (1871-1951), corps élu et signe astral. De cet amour impossible *Partage de midi*, créé en 1948 par Jean-Louis Barrault, donne une vision chambriste (quatre personnages) focalisée et aveuglante. *Le Soulier de satin*, création en 1943, offre de cette quête une polyphonie planétaire, chaotique, opulente et chamarrée. GF en donne deux excellentes éditions. ■

► *J'aime la Bible*, de Paul Claudel, préface de François Dupuisgrenet Desroussilles, Rivaques poche, « Petite bibliothèque », 240 p., 9 €. ► *Partage de midi*, de Paul Claudel, édité par Françoise Dubor, GF, 208 p., 9,10 €. ► *Le Soulier de satin*, de Paul Claudel, édité par Françoise Dubor, GF, 512 p., 10,70 €.



FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

# Dans chaque vie, des failles décisives ?

FÉVRIER 1936. La revue américaine *Esquire* publie un texte de Francis Scott Fitzgerald intitulé « The Crack-Up » (« la fêlure » ou « l'effondrement »), où le flamboyant écrivain, sommé de publier par son éditeur, décrit par le menu son alcoolisme, son impossibilité d'écrire, le démantèlement de son existence. Première phrase : « *Toute vie est bien entendu un processus de démolition.* » En 1969, dans *Logique du sens* (Minuit), le philosophe Gilles Deleuze – qui dira bientôt, lui aussi, « *j'ai beaucoup bu* » – s'empare de cette formule et de ce texte pour soutenir que toute vie et toute création sont aux prises avec une érosion interne, souter-

LA FÊLURE, de Charlotte Casiraghi, Julliard, 384 p., 22,90 €, numérique 15 €.

raine, invisible, qui les meut et les mine en même temps. Œuvres et aventures – littéraires, philosophiques, artistiques... – émergeraient ainsi sur fond de destruction secrète, inéluctable, de fêlure originelle progressant à bas bruit.

Tel est le point de départ de *La Fêlure*, premier essai de Charlotte Casiraghi. Deleuze et ses analyses constituent l'un de ses fils directeurs, tout comme la proximité de l'autrice avec le monde munificent de Fitzgerald et ses blessures à l'œuvre sous les apparences lisses. Fille de Caroline de Monaco, petite-fille de Grace Kelly, on l'imagine uniquement entre jet-

set, papier glacé et tabloïds. Sans connaître la réalité, bien moins simple, d'une femme sensible, intelligente, cultivée – et secrète. Le thème et le style de ce livre le montrent, mais de biais, indirectement. Car il ne s'agit en aucun cas de confessions, du moins explicitement.

Plutôt une promenade subtile, entre philosophie et littérature. C'est de sa classe de terminale à Fontainebleau, où son professeur était le philosophe et journaliste Robert Maggiori, que date la passion de Charlotte Casiraghi pour la philosophie. Leur longue amitié les a conduits à la création, depuis 2015, des Rencontres philosophiques de Monaco et à la publication d'un ouvrage commun, *Archipel des passions* (Seuil, 2018). Mais romanciers, poètes et autres explorateurs font aussi partie de ce voyage au pays des craquelures intimes. Comme dans un herbier, chaque chapitre – une vingtaine en tout – évoque le mystère créateur de l'existence fissurée. Chez Colette ou Blaise Pascal, Balzac ou Marguerite Duras, Cesare Pavese ou Anna Akhmatova, Freud ou Anne Dufourmantelle, de page en page se déploie une série

d'instructives variations sur le thème de la brisure interne.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une encyclopédie des fissures, mais plutôt d'une libre méditation – chaque fois spécifique, et menée avec une plume ciselée – sur les tours dont use chaque auteur pour exprimer au plus près la vérité de ses délitements intimes. Comment approcher, avec des mots, cette faille qui tout à la fois nous échappe, nous fait avancer et nous défait ? Telle est la question de cet essai. Elle résiste évidemment à la logique des réponses unitaires, mais se prête à des évocations sensibles qui se lisent avec un vrai plaisir.

Reste à interroger le présupposé majeur qui sous-tend le parcours. Est-il vrai que « *toute vie* » soit « *un processus de démolition* » ? L'évidence inverse n'a-t-elle pas autant de force ? Ne peut-on exhiber exemples et arguments pour défendre l'idée que la vie construit et relie, édifie et stabilise ? Peut-être pas « *toute vie* », d'ailleurs, quelle que soit l'option envisagée. Il se pourrait que le piège réside dans la volonté, trop fréquente chez les philosophes, de forger des affirmations universelles. ■

Réédition de la belle correspondance tenue, de 1912 à 1939, entre deux artistes dans l'âme, Jean Cocteau et Jacques-Emile Blanche

## Un joyeux échange

### CORRESPONDANCE

AMAURY DA CUNHA

Sur le tableau de Jacques-Emile Blanche reproduit en couverture, Jean Cocteau, 24 ans, s'affiche en dandy accompli. Veste de smoking noire aux revers étroits, chemise blanche à col cassé, souliers noirs surmontés de guêtres : il adresse au peintre un regard d'une douceur amusée. Nous sommes en 1913, à Offranville, en Normandie, dans la maison de Blanche.

Quelques années plus tôt, lorsque les deux hommes se rencontrent, Jean Cocteau (1889-1963) n'est encore qu'un très jeune poète, familier des salons littéraires. Il a déjà publié ses premiers recueils, dont *La Lampe d'Aladin*, en 1909, à seulement 19 ans. Quant à Jacques-Emile Blanche (1861-1942), fils du grand médecin aliéniste Emile Blanche – qui compte parmi ses patients Gérard de Nerval, Guy de Maupassant ou Anna de Noailles –, il est alors l'un des portraitistes les plus en vue de la Belle Epoque. On lui doit, entre autres, le célèbre portrait de Marcel Proust à l'orchidée, peint en 1892, ainsi que ceux d'André Gide et de Pierre Louÿs.

Vingt-huit ans séparent les deux hommes. Dès leurs premiers échanges épistolaires, le peintre, également critique d'art et écrivain, prend en affection le jeune poète, qu'il considère bientôt comme son fils. De son côté, Cocteau voit en lui à la fois un père de substitution – le sien s'est suicidé en 1898 – et un miroir de lui-même. « *Je suis heureux parce que je vous retrouve. Je nous retrouve, je me retrouve* », lui confie-t-il.

#### Inventivité littéraire

De 1912 à 1939, ils s'écrivent bien davantage qu'ils ne se voient. Il ne subsiste aujourd'hui qu'une partie de cette passionnante correspondance, dont paraît une nouvelle édition reprenant celle de 1993, enrichie de reproductions des portraits de Cocteau par Blanche. Dans ce recueil, les lettres de Cocteau se distinguent par leur verdeur et leur inventivité litté-



« Etude pour un portrait de Jean Cocteau », de Jacques-Emile Blanche (1912), détail. BRIDGEMAN IMAGES

**CORRESPONDANCE, de Jacques-Emile Blanche et Jean Cocteau, édité par Maryse Renault-Garneau, La Table ronde, 224 p., 22 €, numérique 16 €.**

raire. Depuis Paris, il adresse à son camarade « *Blanchie* », son « *cher Monsieur et ami* », des pages pleines d'esprit. Il y évoque la vie artistique effervescente, son ami « *Baby Apollinaire* », ou encore sa passion pour la musique d'Erik Satie, dont, écrit-il, « *chaque note se place dans le cœur comme un scarabée dans une rose* », malgré la réserve de Blanche à l'endroit du compositeur.

Si Blanche paraît parfois circospect, il reste toujours bienveillant à l'égard de ce jeune homme tourmenté. « *Ecrivez-moi des lettres, vous qui savez voir les choses. Je m'ennuie à périr et j'attends je ne sais quoi* », lui demande-t-il. Jean Cocteau, infatigable épistolier, le couvre alors de nouvelles, de confidences, et de choses vues au fil des épreuves qu'il

traverse : la Grande Guerre, à laquelle il participe en tant qu'ambulancier. « *On va tous mourir* », écrit-il le 1<sup>er</sup> août 1914. *Je m'engage et je vous embrasse bien fort.* » Ou encore la mort de son ami Raymond Radiguet (1903-1923), qui le plonge dans une grave dépression. « *Le soleil ne me fait plus que du mal. Il est trop chargé de souvenirs heureux. Je me dégoûte, incapable de remonter une pente qu'il faut savoir remonter si on se résigne à vivre.* »

Il y a quelque chose de mozartien dans la prose épistolaire de Jean Cocteau : une grâce singulière dans le flux de ses humeurs. Malgré leurs élans mélancoliques, ses lettres finissent toujours par revenir à la joie. « *Tendresses généralisées !* », s'exclame-t-il à la fin de l'un de ses courriers – une injonction qui, aujourd'hui, plus que jamais, fait un bien fou à lire. ■

### ANTICIPATION



## La Russie à l'agonie

UN JOUR, DANS UN FUTUR INDÉTERMINÉ, LA RUSSIE N'EXISTERA PLUS. Ravagée par une guerre civile, et même plusieurs, en ruine, peuplée de cadavres à l'abandon, elle aura éclaté en morceaux épars avec au centre, comme autrefois, une Moscovie qui tentera de survivre, cernée par l'ennemi

– le monde entier, à peu de chose près.

Telle est la prophétie sur laquelle s'ouvre le premier tome de la nouvelle série d'anticipation de Dmitry Glukhovsky : une Russie où il ne s'agit plus que de survivre, à l'image de son protagoniste, le jeune Egor, chargé, avec une poignée d'hommes et de femmes, de surveiller la Volga aux confins de ce lambeau d'empire, près d'un pont que plus personne n'ose emprunter, à cause des effluves empoisonnés qui s'échappent du fleuve à l'agonie. Derrière, dans le brouillard, l'inconnu menace. D'ailleurs, tout le monde panique, quand un jour une silhouette s'avance. Un prêtre, comprendra-t-on. Il survit. Un espoir s'esquisse-t-il ? Pas question. Le chaos, au contraire, va se multiplier et s'étendre, dans un monde de plus en plus cauchemardesque, où les visions d'horreur surgissent tout à coup, entre magie noire et réalisme froid, plus terrifiant encore.

Auteur de la trilogie *Méto* (L'Atalante, 2010-2017), qui l'a imposé mondialement, Dmitry Glukhovsky, aujourd'hui en exil et condamné par contumace pour ses opinions, est aussi un observateur acéré de l'évolution du régime de Poutine, comme l'attestent les articles réunis dans *Journal sous dictature* (éd. Robert Laffont, 2025). Il est difficile de ne pas voir dans cet *Avant-poste* puissamment romanesque, trépidant et joueur, l'allégorie d'un monde russe déjà détruit, déjà empoisonné, déjà peuplé de spectres. L'imagination n'est parfois qu'une légère pichenette donnée au réel : tout est là, à peine plus monstrueux. Tout est vrai. ■ FLORENT GEORGESCO

► **L'Avant-poste. Tome I** (Post), de Dmitry Glukhovsky, traduit du russe par Raphaëlle Pache, éd. Robert Laffont, « Ailleurs & demain », 364 p., 22 €, numérique 15 €.

### BANDE DESSINÉE

## Une histoire brésilienne

« IL NE S'AGIT PAS D'INVENTER UNE HISTOIRE qui ressemble à la réalité, mais de raconter la réalité comme si elle était une histoire », aimait dire le scénariste Cesare Zavattini (1902-1989), l'une des figures du cinéma néoréaliste italien. C'est bien de cela qu'il s'agit dans *Eldorado*, de Marcello Quintanilha, un thriller trépidant aux airs de fresque sociale retraçant l'histoire du Brésil sur vingt-cinq ans. L'auteur, lauréat du Fauve d'or au festival d'Angoulême 2022 pour *Ecoute, jolie Marcia* (Çà et là), y décrit l'implosion d'une famille de l'Etat de Rio vivotant grâce à un bar-épicerie, au tournant des années 1950. Le père, Alicia, a bien des soucis avec ses deux garçons, l'aîné, Luiz Alberto, qui fricote avec la pègre locale, et le cadet, Helcio, dont les talents de footballeur éveillent l'intérêt de managers peu recommandables. La chronique familiale va alors basculer dans la violence systémique de l'époque, modelée par la dictature militaire. Une tension narrative haletante porte ce récit aux relents déléteres et cocasses, qui ne présage rien de bon pour la société brésilienne. ■

FRÉDÉRIC POTET

► **Eldorado**, de Marcello Quintanilha, traduit du brésilien par Christine Zonzon, Le Lombard, 272 p., 26,90 €, numérique 15 €.



Violence systémique. Extrait d'« Eldorado ». LE LOMBARD

### SCIENCE-FICTION



## Londres en cité spectrale

IL FAUT AVOIR UNE CERTAINE AUDACE, un certain talent, ou les deux, pour retourner arpenter les terres déjà maintes fois labourées de l'uchronie dans une Europe où l'Allemagne hitlérienne a gagné la guerre.

Lavie Tidhar ne manque ni de l'une ni de l'autre, et déplace subtilement le centre de gravité du genre. Connu pour une science-fiction mélancolique et politiquement aiguë, l'écrivain israélien s'approprie ici les codes du roman noir pour mieux ausculter les zones grises de l'histoire. On y suit Gunther Sloam, scénariste berlinois de seconde zone, qui, au début des années 1950, vole au secours d'une ancienne maîtresse dans un Londres dont Tidhar fait un décor spectral, où les ruelles désertées et l'ombre d'un Big Ben frappé de la croix gammée composent un paysage d'un expressionnisme saisissant. La véritable singularité du texte tient cependant à son dispositif narratif. Le récit est pris en charge par un agent de la Gestapo chargé de l'enquête, dont le regard biaisé construit une vérité toujours instable. Ce choix confère au roman une tension constante, jusqu'à un retournement final d'une rare élégance. ■ NICOLAS MARTIN

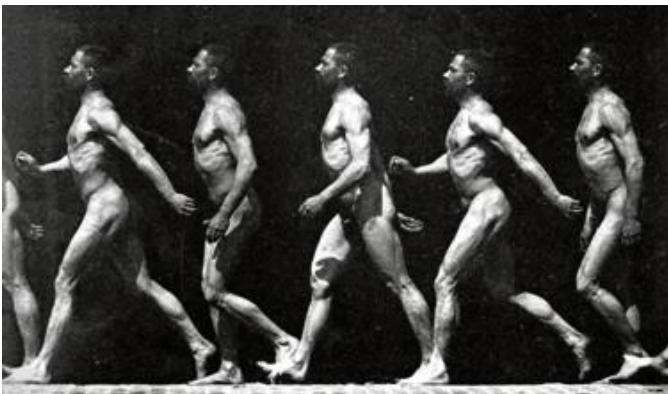
► **Une espèce en voie de disparition** (*The Vanishing Kind*), de Lavie Tidhar, traduit de l'anglais par Julien Bétan, Le Béal, « Une heure-lumière », 112 p., 12 €, numérique 7 €.

### PHOTOGRAPHIE

## Marey, le mouvement

SI L'INVENTION DE LA PHOTOGRAPHIE, en 1839, rend pour la première fois possible le fantôme d'arrêter le temps en fixant un instant sur une surface d'argent, son aventure technique ne s'arrête pas là. Cinquante après, en 1889, Etienne-Jules Marey (1830-1904) prolonge l'expérience en détournant le médium de sa vocation première, en donnant à voir le mouvement. Son procédé, la chronophotographie, décompose l'action en une suite d'images saisies à intervalles réguliers. « *Un proverbe populaire dit qu'un chat retombe toujours sur ses pattes ; la mécanique enseignait au contraire qu'en l'absence de tout point d'appui extérieur un animal serait incapable de se retourner pendant sa chute. Or l'expérience a donné raison au proverbe* », écrit le savant. Ce petit livre stimulant réunit plusieurs de ses conférences, accompagnées d'images qui montrent l'envol d'un canard, la course d'un athlète ou le mouvement d'une vague... Par ce dispositif, Marey ne se contente plus d'observer le monde : il en révèle la dynamique et invente une écriture visuelle qui préfigure le cinématographe – inventé en 1895. ■ A. D. C.

► **La Chronophotographie**, d'Etienne-Jules Marey, Allia, 144 p., 9,50 €.



Une célèbre chronophotographie. ÉTIENNE-JULES MAREY/ALLIA

### JEUNESSE



## Sauvetage musical

C'EST L'HISTOIRE D'UN PETIT GARÇON qui s'appelait Pierre, mais, puisque trois élèves portent ce prénom, la maîtresse décide d'utiliser leur nom de famille. Il n'en faut

pas davantage pour que Pierre Lidio devienne « Pierre l'idiot » et fasse l'objet de méchantes moqueries. L'enfant se mure alors dans le silence. Et voilà qu'un jour, il pousse la porte de l'appartement de Martha : la vieille dame est au piano et Pierre trouve cela si beau qu'il en fait tomber la tarte tatin qu'il était venu lui apporter ! C'est que la musique a des pouvoirs magiques : elle lave l'âme et sèche les larmes. Grâce à Martha et son chien Piotr Ilitch (Tchaïkovski ?), Pierre retrouve le goût des choses et celui des autres. Imaginé par la clarinettiste et musicologue Morgane Raoux et la dramaturge Julie Annen, cet album est merveilleusement mis en images par Thomas Baas. Crème sur la cerise, un CD et un QR code permettent d'écouter cette histoire. Il serait dommage de s'en priver : c'est le merveilleux Guillaume Gallienne qui raconte. ■ ÉMILIE GRANGERAY

► **Le Petit Pianiste**, de Julie Annen et Morgane Raoux, illustré par Thomas Baas, interprété par Guillaume Gallienne, Nathan, 40 p. et un CD, 23,90 €, numérique 18 €. Dès 5 ans.

Robert Crumb

# « Je suis une personne paranoïaque. Je m'en amuse »

Le dessinateur américain, légende de la bande dessinée underground, installé en France depuis trente-cinq ans, plonge dans sa propre folie avec « Chroniques de la paranoïa ». On l’y suit

ADRIEN LE GAL

Les vrais complotistes admettent rarement qu'ils le sont. Alors, en refermant *Chroniques de la paranoïa*, le nouvel album de Robert Crumb, le doute est permis : le pape de la bande dessinée américaine underground, qui manie le second degré et la provocation comme personne, croit-il un mot de ce galimatias de propos anti-vax et conspirationnistes, qu'il déroule avec beaucoup de texte et très peu de cohérence ?

Le natif de Philadelphie (Pennsylvanie), 82 ans aujourd'hui, qui a quitté les Etats-Unis pour la France dans les années 1990, a dessiné au cours de sa carrière tant de bandes dessinées drôles ou abjectes, selon le point de vue, sur l'inceste, les Noirs, les juifs, les femmes et les homosexuels... Son anticonformisme et son amour du politiquement incorrect résonnent comme une mise en garde : ce qui sort de sa plume n'a pas a priori vocation à être pris au premier degré.

Lorsqu'on le rencontre, mi-janvier, dans un café parisien proche du cimetière du Père-Lachaise, quelques minutes de conversation suffisent néanmoins pour être fixé : *Chroniques de la paranoïa* n'est nullement une satire. « Je suis sérieux, assure-t-il. Je suis une personne paranoïaque, c'est vrai. Je m'en amuse. Mais tous ces problèmes sont sérieux pour moi. La censure aux Etats-Unis, c'est un problème sérieux. La vaccination, c'est un problème sérieux. »

L'album débute pourtant avec un portrait de l'auteur en homme instable, tourmenté, persuadé que ses amis ricanent dans son dos lorsqu'il quitte une pièce et qu'il a, d'une manière ou d'une autre, été mis sous surveillance. « Un genre de panique vous submerge, écrit-il. Vous sentez une obscure force de pure malveillance... froide, calculatrice, prédatrice, manipulative... tapie dans l'ombre ! »

L'Américain est bien lucide à propos de son état psychique dégradé. Sa mère, note-t-il, semblait persuadée que son téléviseur était équipé d'un micro espion – et son état est peut-être héréditaire. Mais voilà : le fait d'être paranoïaque, relève-t-il, ne signifie pas que les autres ne

## Parcours

**1943** Robert Crumb naît à Philadelphie (Pennsylvanie).

**1962** Il commence sa carrière de dessinateur en réalisant des cartes de vœux.

**1967** Il s'installe à San Francisco (Californie), à la grande époque du mouvement hippie.

**1968** Il lance le magazine de *Zap Comix*.

**1969** Premier album de *Fritz le chat*.

**1981** Il lance le magazine de comix *Weirdo*.

**1991** Il s'installe à Sauve (Gard).

complotent pas réellement contre soi. « Ce n'est pas parce que tu es parano qu'ils ne vont pas essayer de t'enfermer », lâche-t-il en introduction du livre – il présente cette phrase comme une « maxime de vie ». On le croit sur parole : dans les années 1960, il se représentait déjà, au détour d'une planche de BD, convaincu que sa bouteille d'encre contenait un gaz empoisonné introduit par un agent gouvernemental.

### Influences contradictoires

Si Crumb semble avoir toujours été paranoïaque, bien malin qui penserait pouvoir le définir d'une phrase, tant son œuvre est tiraillée par des influences contradictoires. Lui qui a commencé sa carrière en dessinant des cartes de vœux à Cleveland (Ohio) a rejoint New York dans les années 1960, où il a travaillé pour Harvey Kurtzman, le fondateur du journal satirique *Mad*, qu'il adulait enfant. En 1969, après avoir expérimenté le LSD, il prend la direction de San Francisco, où il mène une vie de bohème avec sa première femme.



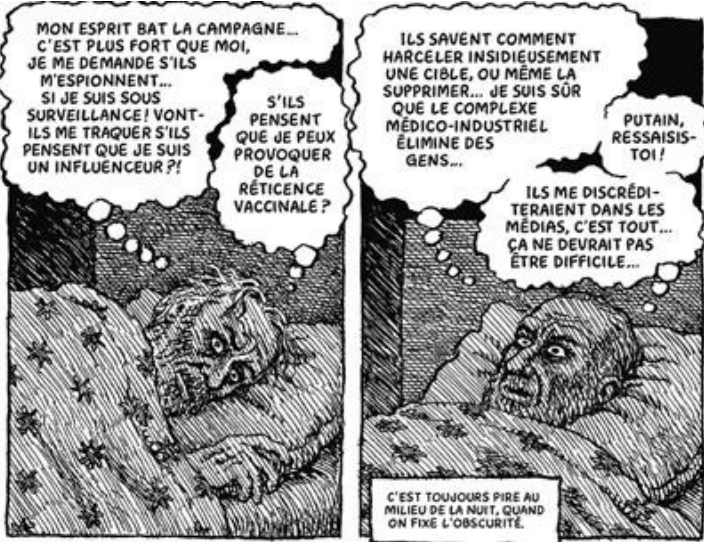
Robert Crumb, à Paris, en 2022. JEAN-FRANÇOIS ROBERT/MODDS

Sous l'effet de la drogue se crée un univers graphique psychédélique peuplé de ses personnages les plus emblématiques : Mr. Natural, sorte de prédicateur obsédé sexuel ; Mr. Snoid, nabot misogyne et acariâtre ; Angelfood McSpade, Africaine hypersexualisée et nymphomane, scandaleuse tant elle concentre les stéréotypes racistes et sexistes... « Le LSD m'a fait prendre conscience que, dans notre état normal, notre expérience de la réalité est excessivement limitée. La réalité est en fait bien plus vaste que nous ne l'imaginons. C'est comme le disait Shakespeare : "Il y a plus de choses dans le ciel et sur la terre que dans les rêves de la philosophie." »

*Zap Comix* et *Weirdo*, les deux publications qu'il lance respectivement en 1968 et en 1981, lui permettent alors d'affirmer son style : un graphisme au rendu unique, parfois proche de la gravure, et une transgression systématique et jubilatoire des tabous. Devenu malgré lui un porte-parole de la contre-culture, il ne cesse de se fâcher avec ceux qui l'ont porté aux nues. Dans les années 1990, il livre deux courtes BD ouvertement racistes et antisémites pour, dit-il, tourner les clichés d'extrême droite en ridicule. Un journal suprémaciste américain avait repris les deux planches telles quelles dans ses colonnes.

« Ils se sont dit : "Hé, Crumb est avec nous !", raconte-t-il. Ces gens-là ont toujours tout faux, ils ne vont pas se demander s'il s'agit ou non d'une blague... » Pas de risque, en revanche, qu'un tel malentendu émerge à propos de *Chroniques de la paranoïa*. « Je suis sincèrement

## EXTRAIT



CORNÉLIUS

sceptique au sujet de la vaccination », dit-il. Il revendique n'avoir reçu aucune dose de vaccin contre le Covid-19. Dans l'album, il va plus loin, puisqu'il se demande si la pandémie n'a pas été qu'un « plan de Big Pharma pour se faire du fric ».

Cette bande dessinée ne fera sans doute basculer personne, tant l'auteur se représente à son désavantage : sa logorrhée complotiste est tenue par un homme seul, confus, gouverné par sa peur. De page en page, il dresse avec rigueur un portrait clinique de la folie, illustré par un cas pratique : lui-même. « Oui, je suis un peu fou, j'admets cela. Mais peut-être que ces choses sont vraies », lâche-t-il. « Doutez de l'autorité », ordonne-t-il en lettres capitales dans l'album. Le catéchisme catholique ne lui a-t-il pas été enseigné comme une science ? « Mes parents, mes proches, les bonnes sœurs de l'école m'ont appris tellement de bêtises. Ils ne se sont jamais posé de questions. Et puis, quand j'ai commencé à le faire, tout s'est cassé dans mes mains. J'avais 16 ans, 17 ans, et j'ai eu ce grand réveil... »

### Qualité graphique

Son éditeur français, Cornélius, n'a en tout cas pas eu d'hésitation après avoir reçu les épreuves de *Chroniques de la paranoïa* : « J'aime beaucoup Robert et, même si je ne partage pas ses positions sur la vaccination, je ne me voyais pas l'empêcher d'exprimer son point de vue, qui n'est ni offensant ni scandaleux... juste bizarre », constate Jean-Louis

Gauthey, patron de la maison d'édition, qui salue un album « très touchant », dans lequel l'auteur se montre « honnête » et « drôle ».

Son traducteur, Jean-Pierre Mercier, l'un des Français les plus familiers de l'œuvre de Crumb, admet de son côté le trouble que l'on peut ressentir à la lecture : « C'est un album sans doute malaisant pour les vieux fans, relève-t-il. Il reflète sa vision du monde, mais pas un système idéologique structuré... On est dans le registre du ressenti, qu'il expose avec une honnêteté scrupuleuse, comme toujours. » Il se dit par ailleurs impressionné par la qualité graphique de l'album. Lui qui a collaboré, en 2012, à la grande exposition consacrée à Crumb au Musée d'art moderne de la Ville de Paris y retrouve aussi des aspects mystiques, souvent incompris. Sa *Genèse* (Denoël, 2009) n'avait-elle pas désarçonné ses lecteurs, surpris de l'absence totale d'ironie dans son illustration très léchée des textes bibliques ?

Dans *Chroniques de la paranoïa*, l'auteur envisage ainsi le complot universel ultime : l'humanité pourrait n'être qu'un assemblage de « personnages dans le jeu de quelqu'un d'autre, une intelligence non humaine, bien plus étendue que la nôtre »... « Peut-être s'amuse-t-ils de nos efforts créatifs... Notre musique, nos arts », conclut-il. Si tel était le cas, nul doute qu'ils » apprécient à leur juste valeur l'œuvre aussi prolifique qu'inclassable de Robert Crumb. ■

## La paranoïa, plaisir coupable

LES CHRONIQUES DE LA PARANOÏA tiennent à la fois du pamphlet et de la confession. En même temps qu'il étrille le discours scientifique favorable à la vaccination, Robert Crumb se présente comme « cinglé », au point que le livre peut se lire sans trop de distance : l'auteur en introduit assez lui-même pour que le malaise initial se dissipe. Comme dans *Mes problèmes avec les femmes* (Cornélius, 2007), l'album produit un plaisir coupable, tant il est à la fois indéfendable sur le fond et jubilatoire par la transgression qu'il s'autorise.

Le graphisme, lui, reste d'une

qualité impressionnante pour une œuvre si tardive – en témoigne une galerie de visages ennemis, que l'auteur s'emploie à élaborer avec une précision d'autant plus vaine que beaucoup sont inconnus du grand public et que, par prudence, il n'en nomme aucun.

L'album n'est par ailleurs pas entièrement consacré au Covid-19 et à la vaccination. L'auteur y livre aussi une touchante conversation avec son épouse, la dessinatrice Aline Kominsky-Crumb, morte des suites d'un cancer en 2022. Celle-ci ne peut s'empêcher de remarquer que les maisons d'édition qui la publient et

les galeries qui l'exposent font toutes mystérieusement faillite après avoir collaboré avec elle. L'anecdote est surtout l'occasion de lui rendre hommage : « C'était facile de faire des BD avec toi. Il suffisait que je te fournisse une accroche », lui lance Robert Crumb. « Oublie pas de nettoyer la gazinière », se contente-t-elle de lui répondre d'outre-tombe. ■ A. L. G.

**CHRONIQUES DE LA PARANOÏA** (*Tales of Paranoia*), de Robert Crumb, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-Pierre Mercier, Cornélius, 40 p., 14,50 €.